

Pierre Broué

STALINE ET LA RÉVOLUTION

Le cas espagnol



Pour une histoire du XX^e siècle

FAYARD

STALINE
ET
LA RÉVOLUTION

DU MÊME AUTEUR

- La Révolution et la guerre d'Espagne*,
avec Émile Témime (Éd. de Minuit, 1961).
Le Parti bolchevique (Éd. de Minuit, 1963).
Les Procès de Moscou (Julliard, « Archives », 1965).
Le Printemps des peuples commence à Prague (E.L.I.O. 1969).
La Révolution allemande (Éd. de Minuit, 1971).
La Révolution espagnole (Flammarion 1972).
L'Assassinat de Trotsky (Complexe, 1980).
Trotsky (Fayard, 1988).
Quand le peuple révoque le président : le Brésil de l'affaire Collor
(L'Harmattan, 1992).

Présentation et annotation de Léon Trotsky, *Œuvres* 1933-1940
(24 volumes. E.D.I. et Institut Léon Trotsky, 1978-1988) *Œuvres*
1928-1933.

Pierre Broué

STALINE
ET
LA RÉVOLUTION

Le cas espagnol (1936-1939)

Fayard

Avertissement

En 1961, je publiai, avec Emile Témime, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, que je complétais en 1972 dans une synthèse, *La Révolution espagnole 1931-1939*. J'ai également publié sous le titre *La Révolution espagnole* les écrits de Trotsky sur l'Espagne des années trente.

À la fin du franquisme, j'avais pensé que les historiens étrangers à l'Espagne, au lieu de se ruer pour occuper pendant quelques années un marché prometteur, avaient pour devoir – leur mission d'exploration remplie – de laisser la place aux jeunes historiens espagnols à qui ils avaient ouvert la voie dans la période de noirceur. Je n'ai donc publié aucun ouvrage consacré à l'Espagne. En revanche, j'ai participé, de Barcelone à Mexico et à Montréal, à Southampton, Grenade, Saragosse, Pampe-lune, Gijon, Oviedo, Tarragone et Madrid, à de nombreux colloques sur la guerre civile et écrit une douzaine d'articles dans des revues étrangères mais aussi en France, notamment dans les *Cahiers Léon Trotsky*.

Qu'est-ce qui m'a décidé à reprendre le travail sur le même sujet sous un angle différent? D'abord les résultats des travaux des historiens d'Espagne. À côté d'études locales et régionales brillantes et riches, les synthèses sont pauvres et plus inspirées par les soucis politiques que par la recherche de la vérité historique. Les historiens nord-américains les plus conservateurs sont devenus la loi et les prophètes en ces temps où l'on s'applique dans le monde entier à démontrer que la révolution n'est pas, n'a jamais été et surtout ne sera jamais. Curieusement, au moment où le stalinisme a commencé son agonie à l'échelle mondiale, c'est sa forme « négriniste » qui l'emporte dans

l'historiographie espagnole. L'arrivée au pouvoir des socialistes en Espagne a peut-être impliqué aussi une condamnation *a posteriori* des socialistes acquis au projet révolutionnaire avant la guerre.

D'autres raisons ont contribué à me relancer vers une rédaction abordant la guerre civile sous un angle nouveau et avec des matériaux inédits. L'ouverture progressive des archives espagnoles et notamment celles de la guerre civile à Salamanque m'avait permis, dans des articles de revues ou des communications de colloques, de compléter, voire, parfois, de rectifier le contenu de mes premiers travaux. J'avais souhaité les réunir pour publication, mais l'expérience fut décevante autant qu'édifiante : de petites « Pres-ses universitaires », après s'être déclarées intéressées, me firent savoir par lettre avec un rapport non signé (mais rédigé par un professeur d'économie connu pour son appartenance au PCF) qu'elles ne partageaient pas « ma conception de l'Histoire ». Hypocrisie bien sûr, car ce n'est pas la vocation d'une maison d'édition, même parée de l'adjectif « universitaire », que d'avoir « sa conception de l'Histoire » !

Les conditions présentes de recherche ne sont évidemment plus ce qu'elles étaient quand Témime et moi préparions notre livre. Nous l'écrivions sans doute aujourd'hui différemment. L'historien a maintenant à sa disposition des centaines d'ouvrages anciens réédités ou nouveaux, études, mémoires, récits. De grands dépôts d'archives accueillent également le chercheur : archives du PSOE, du PCE, du POUM en Espagne, de la CNT aux Pays-Bas, archives militaires, archives de la guerre civile à Salamanque, Archives nationales en Espagne, et j'en passe.

Le lecteur constatera qu'entre tous les fonds, j'ai utilisé de préférence celui qui comprend probablement le plus de copies en provenance des autres, les Papiers Gladys et Burnett Bolloten à l'Institution Hoover de Stanford, aussi riches en témoignages qu'en documents d'archives, journaux, microfilms, coupures de presse, et dont un personnel dévoué et merveilleusement agréable facilite la consultation.

J'ai appris, en travaillant au cœur de cette documenta-

tion patiemment amassée, à aimer plus encore et à regretter plus amèrement la disparition de celui qui a été le maître d'œuvre de cette collection unique et dont le grand livre n'est pas encore paru en français : Burnett Bolloten, journaliste devenu historien, homme de passion – passion de la guerre d'Espagne, passion de l'histoire, passion de la vérité –, que je salue ici.

J'avais choisi de travailler à Stanford sur son insistance. Quand il m'avait donné ce conseil, Burnett était près d'achever son grand œuvre. Quand je suis arrivé à Stanford, il était mort et son livre en train d'être préparé pour publication. Je pensais que nous publierions au même moment. J'avais essayé, comme je l'avais fait pour mon *Trotsky*, de faire le point sur cette question qui touche l'histoire de l'URSS à partir des archives qui se trouvent en Occident et d'inciter ainsi les historiens soviétiques à travailler chez eux sur des archives dont je ne doutais pas qu'elles allaient s'ouvrir au moins à eux.

Or une série de circonstances indépendantes de ma volonté ont retardé la publication de mon manuscrit.

Premier sujet d'interrogation : le livre de Burnett, maintenant paru depuis plusieurs années, fait évidemment de nombreuses références aux sources que j'ai utilisées; fallait-il donner des références à cet ouvrage? Malgré des suggestions en ce sens, je n'ai pas cru devoir procéder à cette opération aussi normale qu'artificielle. J'espère qu'aucun lecteur ne s'étonnera de l'absence de références à un livre qui n'avait pas paru quand j'ai rédigé le gros du mien, à l'exception de quelques notes de bas de page pour lesquelles je l'ai utilisé.

La deuxième conséquence du report de la date de la publication a été que, le temps passant, il me paraissait impossible, au moins moralement, de publier un travail sur ce sujet alors que l'ouverture des archives de Moscou était du domaine de la perspective à court terme. Cela signifiait un nouveau retard, de mon fait cette fois.

C'est en 1992 qu'il m'a finalement semblé que l'ouverture des archives de l'Internationale communiste à Moscou rendait possibles une recherche et des corrections/additions en vue d'une version définitive : voilà pourquoi je

suis allé en juin de cette année travailler à Moscou et pourquoi j'ai pu reprendre à mon retour mon manuscrit de 1989 et le compléter jusqu'au point cette fois final.

Je dois exprimer ici ma reconnaissance au directeur du Centre, M. Kirill Anderson, ainsi qu'à Mmes Chakhnazarova et Rosental, responsables des documents des pays latins. Les obstacles ne manquent pas à Moscou dans ce « parcours du combattant » qu'est la recherche historique et je leur dois de les avoir contournés. D'une façon générale d'ailleurs, je dois ajouter que ni séjour ni recherche n'auraient été possibles pour moi sans la vigilante amitié et l'inépuisable et compétente patience de mon ami Sacha, le Dr Aleksandr Vadimovitch Pantsov, qui fut à la fois mon protecteur et mon cornac.

J'ai éprouvé beaucoup d'émotion à découvrir pour la première fois dans les dossiers et dans la langue où ils ont été écrits les rapports adressés d'Espagne en triple exemplaire par les « émissaires » au siège de l'Internationale à Moscou, à G. Dimitrov, D.Z. Manouilsky et « Moskvine » (Meyer Trilisser), haut fonctionnaire du NKVD affecté au secrétariat de l'IC en 1935, contrôleur et chef suprême de son appareil pour le compte de la police de Staline.

Malgré le caractère conventionnel de l'exercice, l'emploi de la langue de bois et les chapelets rituels d'injures contre l'ennemi « trotskyste » dans ces textes, il m'était en effet possible de discerner la personnalité des auteurs, la médiocrité quelque peu butée de Codovila (Luis), l'autoritarisme sec et la mentalité bureaucratique de Gerö (Pedro), la compétence et le scepticisme de Stojan Minev (Moreno), la grande intelligence, le cynisme et la finesse de Palmiro Togliatti (Ercoli) dont les qualités d'esprit eussent été dignes d'une meilleure cause, mais dont les jugements valent de l'or pour l'historien.

Je dois confesser que j'ai apprécié aussi la rude franchise d'André Marty, anxieux du sort de « ses » volontaires et même de « ses » Brigades internationales, dans sa correspondance avec Maurice Thorez, ainsi que le passage sous sa plume de silhouettes à peine esquissées de mem-

bres de l'appareil comme Maurice Tréand (Legros) et Rosa Michel.

C'est sous la plume de ces hauts responsables de la politique stalinienne en Espagne que j'ai trouvé les jugements les plus sévères – parfois tout simplement féroces – sur les personnalités impliquées, particulièrement amies, y compris le Dr Juan Negrín, leur homme au gouvernement, et les dirigeants du PCE ou du PSUC. Le traitement infligé à Burnett Bolloten par toute une historiographie, dite « de gauche », était « justifiée » par des jugements mille fois moins féroces de sa part et l'on frémit en songeant au sort de l'historien qui eût écrit à son propre compte ce que Togliatti, témoin oculaire et acteur, pensait de l'emploi du temps du chef du gouvernement de la République ou encore du départ précipité d'Espagne en 1939 de la direction du PC.

L'historien est parfois tenté de porter sur les acteurs du drame qu'il reconstitue un certain nombre de jugements. Les papiers du Comintern m'ont épargné cette redoutable tentation et je dois dire que c'est avec une joie secrète et un peu hypocrite que j'ai trouvé sous la plume de Togliatti des formules que je n'aurais pu utiliser moi-même mais qui satisfont entièrement la soif de vérité et de justice que le travail objectif de l'historien ne peut pas toujours étancher. J'exprimerai à ce sujet un seul regret : qu'un homme comme Burnett n'ait pas bénéficié de la chance que j'ai eue de lire tous ces rapports – il a connu ceux de Minev et de Togliatti – et de constater que leurs « révélations » confirmaient et justifiaient l'œuvre de sa vie.

Je n'ai pas eu, en revanche, accès aux documents des archives du Kremlin, le « Fonds Staline », ni à celles du KGB, ouvertes seulement à des privilégiés. Il reste donc une question à laquelle je ne peux répondre que par des probabilités très fortes. C'est celle des conditions du tournant de Staline, d'abord apparemment indifférent, puis « protecteur » de la République à partir d'octobre 1936. Une autre a été réglée, celle de l'assassinat d'Andrés Nin, pionnier du communisme en Espagne, à Alcalá de Henares, par les hommes de Staline. Tous les fonds seront ouverts, mais certains dossiers auront préalablement été

sévèrement triés : c'est la seule certitude que nous ayons. Ne nous plaignons cependant pas : de vieilles controverses sont désormais closes et les faits sont dans l'ensemble établis fermement. Qui l'eût cru il y a une trentaine d'années?

Ils sont des dizaines qui m'ont aidé depuis que j'ai commencé à travailler sur l'histoire de la guerre civile à la fin des années cinquante. Mais, pour ce livre-là, c'est à Burnett Bolloten que je rends hommage en souhaitant que son grand livre sur la guerre civile soit publié en français dans un délai proche.

Un auteur n'est jamais tout à fait seul. L'établissement de ce manuscrit doit énormément à Paule Gautier, ex-administratrice des *Cahiers Léon Trotsky* et maître en traitement de texte, incarnation du dévouement et de la patience. L'index a été réalisé par Anne Bauduin et Frédéric Douzet, devenues depuis Mmes Cheviakine et Bataillon. À une époque de venin débordant, les amis ont été déterminants et je remercie ici, faute de pouvoir les remercier tous, ceux qui les représentent bien : René Revol, Gilles Vergnon, Jean-Pierre Juy, Alain Dontaine, Pierre Saccoman.

SIGLES ET ACRONYMES

Agit-prop : agitation et propagande.

AHN : Archivo Histórico Nacional.

Arditi del Popolo : Milice ouvrière antifasciste italienne.

BCEN : Banque pour le commerce de l'Europe du Nord.

BD : bande dessinée.

BEE : Banque extérieure de l'Espagne.

BI : Brigades internationales.

BOC : Bloque Obrero y Campesino ou Bloc Obrero i Camperol (ancêtre du POUM).

BP : Bureau politique.

CC : Comité central.

CEDA : Confederación Española de Derechas Autónomas.

CGT : Confédération générale du travail.

CGTU : Confederación General Unitaria del Trabajo.

CIAER (abréviation de CICAIEER) : Comité international pour l'aide à l'Espagne républicaine.

CICAIEER : Comité international de coordination pour l'aide et l'information à l'Espagne républicaine.

CNT : Confederación Nacional del Trabajo.

Comintern (ou Komintern) : Internationale communiste (voir IC).

Cortes : Assemblée législative en Espagne.

CRP (EDHC) : Centre russe pour la préservation et l'étude des documents de l'histoire contemporaine.

DAS : Deutsche Anarcho-Syndikalisten.

DBFP : Documents on British Foreign Policy.

DDF : Documents diplomatiques français.

DGFP : Documents on German Foreign Policy.

Esquerra : Gauche (catalane).

FAI : Federación Anarquista Ibérica.

FJS : Federación de las Juventudes Socialistas.

FNTT : Federación Nacional de Trabajadores de la Tierra.

Foreign Office : ministère des Affaires étrangères britannique.

FRUSA : Foreign Relations of the United States of America.

FTE : Federación de Trabajadores de la Enseñanza.

FUE : Federación Universitaria Estudiantil.

GBL : Groupe bolchevik-léniniste.

Generalidad (généralité) : entité catalane.

GPU : Gosoudarstvennoe Polititcheskoe Oupravlenie (police secrète soviétique).

IC : Internationale communiste.

ICE : Izquierda Comunista de España (Opposition de gauche en Espagne).

ICJ : Internationale communiste des jeunes (ou KIM).

ILP : Independent Labour Party.

Interbrigadiste : membre des Brigades internationales.

IRM : Institut de recherches marxistes.

ISR : Internationale syndicale rouge (ou Profintern).

JAP : Juventudes de Acción Popular (organisation de jeunes de la CEDA).

JC : Jeunesses communistes.

JCI : Juventud Comunista Ibérica (Jeunesses du POUM).

JS : Jeunesses socialistes.

JSU : Juventudes Socialistas Unificadas.

Komsomol : Jeune communiste soviétique.

KPD : Kommunistische Partei Deutschlands.

MAOC : Milicias Antifascistas Obreras y Campesinas (milices du PCE).

MOE : Main-d'œuvre étrangère.

MOI : Main-d'œuvre immigrée.

NKVD : Narodnyi Kommissariat Vnoutrennik Del (police secrète soviétique, ex-GPU).

PCE : Partido Comunista Español.

PCF : Parti communiste français.

- PCI : Parti communiste italien (B : belge, H : hongrois, T : tchécoslovaque, Y : yougoslave).
- PCUS : Parti communiste d'Union soviétique.
- POUM : Partido Obrero de Unificación Marxista.
- PSI : Parti socialiste italien.
- PSOE : Partido Socialista Obrero Español.
- PSUC : Partit Socialista Unificat de Catalunya.
- Quai d'Orsay : ministère des Affaires étrangères français.
- SDN : Société des nations.
- SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière (PS français).
- SIEP : Servicio de Inteligencia Especial Periférico (républicain).
- SIM : Servicio de Investigación Militar (républicain).
- SIPM : Servicio de Investigación y Policía Militar (franquiste).
- SRI : Secours rouge international.
- SSI : Servicio Secreto Inteligente (républicain).
- Tercio : Légion étrangère espagnole.
- UGT : Unión General de Trabajadores (syndicat socialiste).
- UHP : Unió, Hermanos Proletarios (Unissez-vous, frères prolétaires). Unión de los Hermanos Proletarios.
- UME : Unión Militar Española (noyau de la conspiration militaire).
- UMRA : Unión Militar Republicana Antifascista.
- URSS : Union des Républiques socialistes soviétiques.

Introduction

« L'URSS. Toutes les voix s'arrêtent. Les ouvriers ont gardé un vif souvenir des bateaux chargés de vivres, des envois massifs d'aide, des encouragements, de la solidarité intègre et fervente de l'Union soviétique. La solidarité ouvrière a rempli d'émotion l'âme de Madrid. Les ouvriers et les intellectuels, tous les antifascistes, les femmes, les enfants, le peuple entier éprouvent une profonde gratitude pour cette aide généreuse, entre frères, d'hommes pénétrés des mêmes aspirations au bonheur humain, de travailleurs qui ont vécu dans leur propre lutte la douleur et la tragédie que vivent aujourd'hui les masses madrilènes. Comme les grands chargements d'aide, de vivres, de vêtements, sont restés dans la mémoire du peuple les messages des ouvriers, des mères, des kolkhoziens, des écrivains, des enfants soviétiques. À travers eux, Madrid éprouve qu'il y a à côté du sien un cœur ami qui bat de la même espérance.

« Pour eux, pour tous, le nom de Staline et le drapeau de l'Union soviétique sont aujourd'hui les deux glorieux étendards de Madrid, étendards que lèvent bien haut, en vainqueurs, tous ceux qui attendent de la victoire une vie belle et heureuse¹. »

Le tableau dressé ici par l'écrivain péruvien César Falcón, zélateur de Staline, est évidemment un morceau d'une littérature de commande célébrant les mérites du « chef bien-aimé du prolétariat mondial ». Il contient néanmoins une bonne dose de vérité historique.

Avec l'annonce de l'arrivée en Espagne des armements qui faisaient déjà cruellement défaut aux milices ouvrières et paysannes, l'Union soviétique apparut aux yeux des

travailleurs du monde entier comme la planche de salut de l'Espagne, l'unique puissance qui mettait sa pratique en conformité avec ses principes, la seule force de solidarité du combat mondial des opprimés.

En novembre 1988, j'entendis à Moscou une jeune Soviétique, étourdie d'une liberté de pensée nouvelle, mais écœurée par les crimes staliniens qu'elle venait seulement de découvrir dans toute leur ampleur et leur horreur, assurer qu'il resterait « heureusement » à sa génération, pour son moral et sa fierté d'être soviétique, le rôle qu'avait joué l'URSS pendant la guerre civile espagnole.

Depuis, la presse soviétique a commencé à détruire les illusions qu'elle avait jusque-là entretenues sur ordre – mais seulement commencé. Ma jeune amie s'en doute maintenant : Staline fut, en Espagne comme en URSS, un bureaucrate cynique et un bourreau paré des couleurs de l'humanitarisme et de l'idéalisme, des valeurs les plus généreuses de ce socialisme qu'il foulait aux pieds. À Barcelone comme à Madrid, au front comme dans les tchékas, il assassina ceux qu'il disait ses frères, laissa ou fit mourir des milliers d'autres sans remords.

Pourtant, la jeune génération ex-soviétique n'a pas encore découvert ce que d'autres ont découvert avant elle et que certains tentent aujourd'hui encore de dissimuler ou de nier.

Bien sûr, elle sait que ce n'est pas la générosité, l'amour de la liberté et des peuples frères, la solidarité prolétarienne internationale qui motiva la politique de Staline en Espagne, mais sa diplomatie de puissance sur l'échiquier international. Son aide ne fut pas généreuse, mais monnayée, lourdement facturée. Elle sait que cette aide retarda la défaite de l'armée républicaine sans pour autant lui permettre d'aspirer sérieusement à la victoire. Elle sait aussi, quand elle est curieuse, que, dans le même temps, Staline continua ses ouvertures secrètes vers l'Allemagne nazie.

Mais elle ne sait pas que Staline poursuivit sur la terre espagnole la tâche entreprise en URSS, l'extermination de la génération et des symboles de la révolution d'Octobre. L'historiographie russe d'aujourd'hui a gommé le stali-

nisme en tant que phénomène spécifique. Pour des raisons évidemment strictement politiques, elle n'en fait plus qu'une catégorie temporelle du « communisme » et du « bolchevisme », une borne kilométrique en somme. Et cette déformation délibérée empêche la compréhension de toute une période historique qui est seulement en train de prendre fin.

C'est pourquoi ce travail est utile, car celui qui étudie la guerre civile espagnole ne peut pas ne pas voir s'affronter sur la terre d'Espagne le stalinisme et la révolution ouvrière et paysanne : l'identification stalinisme = bolchevisme est ici impossible, bien que la presse russe l'affirme tous les jours en faisant du régime abhorré de l'époque de Staline le résultat direct de la révolution d'Octobre, le fruit de ce qu'elle a baptisé une « sanglante utopie ».

Je n'ai pas l'intention de reprendre ici un historique de la révolution et de la guerre civile, une analyse que j'ai déjà faite avec Emile Témime et qui a, dans l'ensemble, bien résisté à l'épreuve du temps, à l'afflux de documents et d'informations, et, plus encore peut-être, aux assauts répétés, bien que souvent insidieux, d'une génération de jeunes « compagnons de route » dont certains écrivent l'Histoire en fonction de ce qu'ils croient être ses leçons – et non le contraire.

J'ai centré ici recherche et réflexion sur les années 1936-1937 où mûrit, éclate, reflue la révolution espagnole, dernière de l'entre-deux-guerres, la plus éclatante d'une série ouverte par l'Octobre russe pendant l'« année terrible » de 1917.

Comment une poignée de médiocres *apparatchiki* sélectionnés à Moscou en fonction de leur docilité, voire de leur servilité, ont-ils réussi à capturer le courant politique le plus radicalisé de l'époque prérévolutionnaire et à faire des Jeunesses socialistes l'infanterie de Staline?

Comment le chef de l'Union soviétique, au demeurant parfaitement indifférent au sort et à l'existence même de l'Espagne, a-t-il manipulé cet enjeu de la politique mon-

diale au profit de sa politique en général et de son prestige en particulier autant que de sa politique de répression ?

Cette période complexe et difficile, fourmillant de contradictions, est aussi chatoyante de mille couleurs. Elle résonne de toutes les fanfares de l'espérance et du glas parfois confondues. Car la contre-révolution s'y pare des couleurs de la révolution et c'est le successeur de Lénine qui s'y fait le bourreau des soviets, l'ami des puissances qu'il appelle « démocratiques » – au moment de s'allier à Hitler et au fascisme allemand.

Rien n'est vrai de sa légende et de son auréole d'anti-fascisme, et pourtant la mémoire des hommes garde encore profondément gravée en elle cette image-là, pérennisée et cristallisée par la Seconde Guerre mondiale à partir de 1941.

J'essaierai seulement, à travers ce chapitre particulier de l'histoire du xx^e siècle, de déterminer la politique espagnole de Staline dans ses motivations et ses conséquences, sa longue et sa courte durée, l'image qu'elle a voulu donner d'elle-même et les profondes traces qu'elle a laissées.

Historien de la guerre d'Espagne, du parti bolchevique et biographe de Trotsky, je n'étonnerai personne en disant que j'ai partagé tout au long de ce travail la conviction de Dante A. Puzzo selon laquelle « les procès de Moscou et les journées de Mai à Barcelone n'étaient pas des phénomènes totalement indépendants les uns des autres² ». Je crois en effet à l'unicité du mouvement de l'histoire mondiale d'hier à aujourd'hui et à demain. Le fait que la commission d'enquête sur les procès de Moscou fondée à Paris en 1936 ait ajouté dans son titre qu'elle luttait en faveur de « la liberté d'expression dans la révolution », le fait que j'aie pu, en tant que trotskyste et en tant qu'historien, prendre la parole pour parler de Trotsky à Moscou en 1988 montrent que c'est bien dans ce sens que l'Histoire s'est remise en marche aujourd'hui.

C'est délibérément, et parce que des travaux sont en préparation après des années et parfois des décennies de recherches, que je n'ai pas longuement développé ce qui concerne les Brigades internationales – qui furent, elles

aussi, un élément de la politique de Staline —, me contentant d'en marquer les étapes et les inflexions les plus importantes, sans les étudier de façon approfondie et en elles-mêmes. Je voudrais à ce sujet dire combien on espère que Karel Skrábek — le spécialiste mondial de cette question — terminera son œuvre interrompue à Prague par de longues années de prison et de souffrances, et que le jeune chercheur Remy Skoutelski nous offre bientôt une somme sur cette question.

CHAPITRE PREMIER

Deux pays distants

L'Espagne et la Russie sont deux pays distants l'un de l'autre, au moins au premier coup d'œil. Elles sont plus éloignées encore que ne peuvent le suggérer l'examen d'une carte d'Europe, de laquelle chacune a un pied en dehors, et le décompte des kilomètres qui séparent leurs frontières respectives.

La guerre civile fut pour elles une brève et tragique rencontre.

Des pays sans contact

C'est en vain que l'on chercherait dans l'histoire intellectuelle et même culturelle de ces deux pays un point de rencontre, un croisement, une influence. La culture hispanique ignore superbement la culture russe et réciproquement.

C'est probablement sous l'égide du communisme, quand Moscou est devenu sa capitale intellectuelle, que la première vraie rencontre a eu lieu : une génération de militants ouvriers espagnols a eu des contacts directs avec la Russie soviétique et y a appris la révolution russe comme issue à la crise de l'humanité. Une poignée de militants, les Pestaña, Maurín, Arlandis, font le voyage; certains, comme le Catalan Andreu (Andrés) Nin, ou Casanellas, y vivent pendant des années.

Les souvenirs de l'ancien diplomate russe Ivan M. Maisky témoignent avec élégance de cette distance

entre les deux pays dans un contexte pourtant marqué alors par la politique et l'approche de la guerre civile¹.

Recevant à Londres le député socialiste Julio Alvarez del Vayo, qu'il connaît déjà, il l'écoute parler des difficultés auxquelles se heurte le gouvernement de Front populaire de Casares Quiroga. L'ambassadeur n'hésite pas à avouer son « scepticisme », quant à la possibilité pour ce gouvernement de maîtriser les chefs militaires qui préparent le soulèvement.

Il confie à son carnet de notes la distance à laquelle il se trouve de l'Espagne, avec des phrases qui expriment plus la commisération qu'une authentique ignorance. Ce pays, écrit-il, n'occupe après tout qu'« une niche très modeste dans la politique internationale² »; et il ajoute (ici l'ignorance est flagrante) que « sa politique intérieure n'a rien de frappant ni de remarquable³ ». Ces aveux sont de taille sous la plume de l'ambassadeur soviétique à Londres, un des principaux diplomates au service de la politique extérieure stalinienne : on en arrive même à se demander ce qui les justifie dans ces Mémoires.

Quand les combats armés commencent dans la Péninsule, l'ambassadeur ne s'y intéresse pas, car il pense, « comme tout le monde, écrit-il, que tout sera bientôt réglé⁴ », sans préciser le mode de règlement. Il prend d'ailleurs son congé à la date prévue. Pendant les semaines où les ouvriers sans armes sont taillés en pièces par les unités régulières supérieurement équipées en armes et en munitions, il fait de son côté « un voyage très intéressant⁵ » au Caucase.

Revenu de vacances, il passe par Moscou et c'est là, le 8 octobre 1936, qu'il apprend de la bouche du vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères qu'il va se trouver placé au cœur du conflit international ouvert par cette guerre civile, dans le « comité de non-intervention⁶ ». Il ne sait toujours rien du pays ni de la conjoncture, et se plonge dans les dossiers qu'on lui remet. Les seules questions qu'il se pose, se souvient-il, ont trait aux réactions des puissances « démocratiques » face à ce « nouvel acte d'agression fasciste⁷ ».

Plus significatif encore, les relations diplomatiques qui

ont été décidées entre les deux pays en juillet 1933 ne se sont jamais concrétisées par l'échange de représentants. L'ancien commissaire du peuple à l'Instruction publique, A.V. Lounatcharsky, avait été désigné pour devenir à Madrid le premier ambassadeur de la république soviétique. Il n'a jamais atteint la capitale espagnole, étant mort à Paris au cours du voyage, et n'a pas été remplacé. Le journaliste Alvarez del Vayo, nommé de son côté à Moscou, n'a pas rejoint son poste : il a démissionné lors de la chute du gouvernement Azaña, et le gouvernement de droite ne lui a pas donné de successeur.

Le début de la guerre civile n'a pas immédiatement incité Moscou à instaurer des relations normales avec Madrid : il faudra plus d'un mois pour qu'elles soient établies. Ce n'est qu'à la fin d'août 1936 que les relations diplomatiques seront véritablement nouées entre les deux pays, avec l'arrivée à Madrid de M.I. Rosenberg et à Moscou de Marcelino Pascua.

Le lecteur moyen de la presse soviétique quotidienne, *Pravda* ou *Izvestia*, ignore tout de l'Espagne et de ses problèmes. Le membre de l'appareil qui lit le bulletin de presse du Comintern, *Inprekorr*, ne la connaît pas mieux. Il y découvre parfois, en revanche, des articles ou des dépêches hautement fantaisistes, comme ceux de Gabriel Péri, décrivant en 1931, au lendemain de la chute de la monarchie, la floraison des soviets du « printemps » espagnol. En fait, le journaliste français est lui-même victime de son ignorance et de l'excès de son zèle au service de la politique sectaire et ultra-gauchiste de la « troisième période » — dont les conséquences ont été particulièrement catastrophiques en Allemagne, où elle a constitué le principal obstacle à la constitution, face au nazisme, d'un front uni des organisations ouvrières.

Par ailleurs, l'application à l'Espagne des nouvelles catégories politiques élaborées pendant cette période par le Comintern donne des résultats qui accroissent la confusion. À Moscou, on traite de « social-fasciste » le vétéran socialiste Francisco Largo Caballero, au moment précis où il renie son réformisme de toujours et prend la tête du

mouvement de radicalisation de la classe ouvrière et de la jeunesse espagnoles.

Pire encore, l'adaptation mécanique de ces catégories à un contexte original conduit à de véritables non-sens. Politiquement fausse, l'expression de « social-fascistes » pour désigner les social-démocrates avait au moins derrière elle, en Allemagne, un substrat d'analyse historique. Mais le Comintern emploie pour désigner en Espagne anarchistes et anarcho-syndicalistes le terme d'« anarcho-fascistes » – une extension à base purement syntaxique, arbitraire et bureaucratique, que ne viennent étayer, si l'on peut dire, qu'injures, affirmations gratuites ou contre-vérités grossières.

Dans ces conditions, on peut comprendre que l'Espagne soit restée pour les Soviétiques, et particulièrement pour leurs dirigeants, une terre inconnue. Seul de tous les hommes de la révolution, Trotsky, lors de son expulsion de France en 1916, a un peu vécu en Espagne : il a écrit là-dessus des souvenirs qui ont été traduits par Andreu Nin et édités⁸. Mais on compte sur les doigts de la main les dirigeants du Comintern ou des divers partis communistes tant soit peu familiers avec l'Espagne.

Des traits communs

Est-ce à dire que ces deux pays, éloignés l'un de l'autre et qui s'ignorent, n'ont vraiment rien en commun ? Il s'en faut de beaucoup. Tous deux sont encore à moitié engagés dans un passé féodal, avec une paysannerie nombreuse et misérable, des nationalités qui se cherchent et une industrie moderne, avec des capitaux étrangers et un prolétariat jeune et combatif. Le problème de la terre, celui de l'Église, celui de l'armée sont ceux qui prédominent en Espagne dans les années trente comme dans la Russie de 1917.

Dans les deux pays aussi, ce sont les formations ouvrières qui constituent les seules forces capables de transformer la société. L'anarchisme et le terrorisme individuel, avec des caractères propres et spécifiques, se retrouvent

dans la tradition des deux peuples. Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie et le Parti socialiste ouvrier espagnol ont bien des ressemblances, avec leurs intellectuels érudits, leurs responsables syndicaux qualifiés et instruits. Dans les deux pays, les socialistes modérés ont cru et croient en une « révolution par étapes » : il s'agit, selon eux, d'achever maintenant une révolution bourgeoise interrompue, et ce ne sera qu'au terme du développement du pays que l'on pourra penser à la perspective socialiste, ouverte alors par un prolétariat aspirant légitimement à la succession de la bourgeoisie.

C'est paradoxalement – mais est-ce bien certain? – dans l'organe anarcho-syndicaliste *Solidaridad Obrera* que l'on trouve pour la période de la guerre civile l'esquisse la plus pénétrante d'une comparaison entre l'Espagne et la Russie, sous la plume de Gil Cabrera. Il écrit :

« Voilà deux peuples à l'opposé du point de vue de la géographie sur le Vieux Continent et établis à une telle distance qu'on pourrait dire qu'ils ont tout pour n'avoir rien en commun. Pourtant, quelle ressemblance plus extraordinaire dans le domaine spirituel! C'est que l'âme d'un peuple reflète toujours son état social.

« La Russie du xix^e, autocratique et tyrannique, socialement ankylosée, avec ses nobles et ses boyards, avec ses papes et ses moujiks, et la Russie du xx^e, jusqu'en 1917, avec sa bureaucratie incapable, son administration corrompue et sa Cour fanatisée, jouet d'un Raspoutine⁹, qu'est-ce sinon l'image fidèle du peuple espagnol jusqu'à nos jours? Qu'est-ce que l'Espagne sinon l'autre Russie, avec nos grands propriétaires et nos paysans, notre noblesse et notre clergé, notre incapacité administrative et nos gouvernements, notre justice avariée et nos rois corrompus et funestes?

« Les mêmes causes produisent les mêmes effets. A la révolution russe qui l'emporta sur le capitalisme succédera maintenant la révolution espagnole qui apportera elle aussi avec elle le triomphe de la liberté et du travail¹⁰. »

Le grand problème, la grande affaire en commun, c'est bien entendu la révolution. Qui est susceptible, cependant, de dire aux Espagnols que la révolution russe ne fut pas

une « révolution par étapes », mais, conformément aux théories de Trotsky sur la « révolution permanente » et aux Thèses d'avril de Lénine, une révolution dirigée par le prolétariat, assumant en même temps la destruction de l'Ancien Régime, la réalisation des revendications démocratiques de la société et le début de la transformation socialiste de cette dernière?

Les auteurs russes peuvent évidemment instruire les Espagnols sur ce point, et en premier lieu Lénine, dont Largo Caballero, qui a appris à lire à l'âge de vingt-quatre ans, lit en prison, à soixante-cinq ans, *L'Etat et la révolution*. Trotsky également dont plusieurs ouvrages ont été traduits par Nin, membre de l'Opposition de gauche en URSS et dirigeant de l'Internationale syndicale rouge. C'est un schéma plus confus mais proche tout de même qu'a exposé dans son livre *Révolution et contre-révolution en Espagne* le communiste exclu du PCE, dont il avait été l'un des fondateurs, Joaquín Maurín. C'est à peu de chose près la position que défend le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) constitué en septembre 1935 à Barcelone par la fusion des maurinistes et des trotskystes de Nin : une révolution socialiste dirigée par le prolétariat dans le même mouvement que la révolution bourgeoise nationale et démocratique.

Pourtant, les théoriciens socialistes et communistes en 1936 sont loin d'avoir les idées claires. Cela se manifestera avec la fin de juillet 1936. Alors que la classe ouvrière vient d'infliger une sévère défaite aux militaires soulevés. La classe ouvrière a pris le pouvoir, de fait, à travers ses « conseils » et ses « comités », tentant de les contrôler en outre par ses délégués directs ou par les représentants de ses partis ou syndicats. Mais la droite du PSOE et le centre qui a conservé l'appareil, le PCE tout entier, se prononcent, eux, pour le renforcement et le maintien de la république démocratique et condamnent ce qu'ils appellent la « perspective trotskyste aventuriste » d'une révolution socialiste sous la direction du prolétariat. Les trotskystes – que l'on peut compter alors sur les doigts de la main – ne sont cependant pas en 1936 les seuls à penser que le peuple espagnol s'est engagé sur la voie d'une

révolution socialiste qui est sur le plan international la poursuite de la révolution russe contenue en 1920 dans l'étau du blocus et de la guerre civile. La gauche socialiste est candidate au rôle du parti révolutionnaire, comme nous allons le voir. Nombre d'anarchistes sont également prêts à défendre cette révolution-là, à renoncer même à leurs principes. C'est ce que leur porte-parole le plus prestigieux, Buenaventura Durruti, va dire en août 1936 à un journaliste canadien : « Le peuple veut la révolution, il est en train de la faire. [...] Nous voulons mener à bien notre révolution, nous la voulons pour aujourd'hui et pas pour plus tard, après la prochaine guerre européenne. Notre attitude sera un exemple pour les ouvriers d'Allemagne et d'Italie, ils verront comment lutter contre le fascisme. »

L'Espagne et Staline

Dans la même entrevue, Durruti poursuit : « Nous avons conscience que nous sommes seuls et que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Nous savons d'avance ce que sera l'attitude de la Russie. Pour l'Union soviétique, ce qui compte, c'est sa tranquillité. Staline lui a sacrifié les travailleurs allemands qui vivent sous la barbarie fasciste. Avant, c'étaient les travailleurs chinois qui avaient fait l'expérience de cet abandon. [...] Personne ne nous aidera. Les dictateurs Hitler et Mussolini comme les démocrates anglais et français craignent la contagion révolutionnaire. Et Staline aussi la craint¹¹. »

Cependant, quelques mois seulement après le premier procès de Moscou qui a soulevé de dégoût tant de militants honnêtes, c'est un anarchiste qui chante dans *Tierra y Libertad* un hymne à la gloire de Staline :

« Nous ne partageons pas les idées de Staline, ni la politique qu'il mène en URSS. Nous considérons que le marxisme n'est pas un idéal de liberté complète. Nous reconnaissons pourtant que Staline, en tant que représentant du peuple russe, occupe en Europe une place de dignité.

« Staline est l'ami de l'Espagne. Nous ne savons pas si c'est par sa volonté propre ou sous la pression des masses ouvrières de l'URSS. [...] Les neutres sont complices ou traîtres.

« C'est ce que comprend Staline quand il déclare : " L'URSS a le devoir d'aider l'Espagne dans sa lutte contre le fascisme. " Celui qui pense le contraire est un traître ou un allié du fascisme.

« La figure de Staline prend encore plus de relief sur l'arène internationale avec la rupture de l'URSS avec le comité de non-intervention dans les affaires d'Espagne¹². »

Durruti fut sans doute la personnalité anarchiste la plus sensible à l'aide russe et peut-être aux égards dont il fut entouré en tant que symbole du combattant qui faisait passer la guerre avant tout. Les Soviétiques semblent avoir nourri des espoirs dans son évolution ultérieure. Ainsi les *Izvestia*, à l'automne de 1936 :

« La formation du gouvernement de Front populaire avec la participation des anarchistes est en grande partie due à la pression exercée par Durruti. A la lumière des terribles expériences qu'il a vécues dans sa lutte contre le fascisme, Durruti a évolué dans un sens qui le rapprochait par moments du communisme. A son départ pour le front de Madrid, il a déclaré en toute clarté : " Oui, je me sens comme un bolchevik, et je suis disposé à mettre au-dessus de ma table de travail un portrait de Staline¹³. »

Solidaridad Obrera, qui publie deux mois plus tard un extrait de cet article et ses propres commentaires sous le titre « Durruti stalinien¹⁴ », assure que le seul Russe dont Durruti se soit senti proche était Nestor Makhno, l'ancien chef de partisans ukrainien persécuté par le pouvoir bolchevique. L'anecdote est significative.

Du côté des socialistes de Prieto, on se sent plus froid, moins lyrique, mais on construit aussi des châteaux : « Nous, Russie et Espagne, avons des économies complémentaires, de sorte qu'un économiste habile orienterait les principales richesses de l'Espagne vers la consommation par le peuple russe et chercherait à traiter les matières premières exportées par l'Union soviétique pour une

politique économique et une action politique et sociale¹⁵. »

Et puis, il y a les thuriféraires qui ne reculent pas devant l'image d'Épinal pour décrire une Union soviétique qu'ils conçoivent comme « le modèle ». Commissaire politique du 5^e régiment, appelé alors commandant Carlos ou Jorge Contreras, Vittorio Vidali déclare sans ambages à un journaliste du *Heraldo de Madrid* : « En Union soviétique, le peuple doit tout au travail, à l'orientation, à la direction du grand parti communiste et de ses chefs géniaux¹⁶. »

Et *Frente rojo*, commémorant la Commune de Paris, de montrer du doigt le centre de la Terre : « 1871, 1937. L'une et l'autre date se complètent. L'une, c'est l'expérience, l'autre la réalité patente. L'Union soviétique a rassemblé les expériences et elle les a amenées à la victoire. Et nous, en 1937, ce sont ses enseignements que nous recevons¹⁷. »

Le comité central du parti communiste se distingue évidemment dans cette voie en envoyant, au terme de sa session de juin 1937, à Staline un télégramme témoignant de ses salutations « les plus ferventes et les plus enthousiastes » pour la « brillante direction » qu'il donne au mouvement ouvrier international¹⁸.

Les deux pays « distants » se sont enfin rejoints. Ils sont le père et l'enfant, le maître et l'élève, la science et l'ignorance. Une situation de dépendance inacceptable pour le caractère national espagnol et qui va être ressentie tantôt comme une stupidité, tantôt comme une intolérable oppression. Il faudra des mois et des années pour que l'Espagne s'en libère.

Le temps de la guerre civile. Le temps que vienne la terrible défaite.

Le rêve et la chute

Cela précisé, les miracles sont d'autant plus impressionnants qu'on les prend pour de véritables miracles, et non pour de simples mirages. L'aide russe fit naître toutes sortes de rêves, voire de niaiseries, en dehors même des

sentiers rebattus de ce qu'on devait appeler plus tard le « culte de la personnalité ».

L'Union soviétique fait en Espagne une entrée fracassante. *Solidaridad Obrera*, organe anarcho-syndicaliste, publie un article qui délire littéralement devant les perspectives que l'auteur entrevoit :

« Les mêmes causes produisent les mêmes effets. À la révolution russe qui a apporté avec elle la victoire sur le capitalisme va succéder maintenant la révolution espagnole qui apportera avec elle aussi – avec l'expérience russe et les modalités propres à chaque race – le règne de la liberté et du travail.

« Pourquoi ne pas joindre nos deux destinées? Pourquoi la Russie des tsars et de la Sibérie, des Cosaques et de Trepov ne pourrait-elle rallier l'Espagne des Bourbons et des Asturies, celle de la Légion étrangère et de Doval¹⁹?

« La Russie n'aurait rien à y perdre. Alliée à l'Espagne, avec notre amitié et celle de la France, elle verrait avec plus de confiance l'avenir et défierait sans hésitation les menaces du fascisme et, ce qui importe plus encore, aiderait par son effort la noble émancipation de tous les peuples de la terre dans leur lutte pour l'organisation plus humaine et parfaite de la société nouvelle²⁰. »

Louis Fischer, qui connaissait bien les Russes, écrit dans ses souvenirs :

« Les Russes comprenaient l'Espagne en pays pauvre dont les progrès étaient empêchés par une classe arriérée. La guerre civile espagnole était comme la guerre civile des soviets : des réactionnaires combattaient le peuple et le pouvoir des soviets. Les puissances étrangères aidaient les réactionnaires tandis que personne n'aidait le peuple²¹. »

À la fin de la guerre, la victoire franquiste, l'exil, le pacte Hitler-Staline – crime majeur aux yeux des Espagnols vaincus – puis le début de la « vraie » guerre mondiale bouleversent les données.

Je ne résiste pas au plaisir d'introduire dans ces généralités un grain de scepticisme en citant un article du grand intellectuel Alvaro de Albornoz, paru dans un journal argentin sous le titre « Russie et Espagne²² ». Il s'étend longuement, après l'hypothèse d'une commune source ethnique, sur les différences entre les deux pays :

« La même origine ethnique lointaine qui détermine en Espagne l'individualisme rebelle et réfractaire à toute solidarité, la guerre civile chronique, le règne permanent des petits chefs, le cantonalisme, la division du pouvoir jusqu'à l'atomisation, a favorisé en Russie le développement et l'action du pouvoir absolu qu'on appelle autocratique. [...]

« Le peuple russe est un peuple jeune qui entre à peine dans l'Histoire quand l'Espagne en est presque sortie. [...] Le peuple russe est d'une ingénuité infantile, alors que celui d'Espagne est un peuple vieux, plein de scepticisme et de malice²³. »

Je ne pousserai pas plus loin cette comparaison qui tourne à l'exercice littéraire, précisément à partir du moment – celui que nous étudions – qui a vu la rencontre des deux pays.

Il est pourtant un point de comparaison – une différence profonde, essentielle pour le travail entrepris ici. La Russie a connu en 1917 une révolution qui a porté au pouvoir un parti communiste dont les chefs dirigent l'Internationale communiste. Le parti communiste d'Espagne, en dépit des extraordinaires capacités d'organisation et de combat des travailleurs de ce pays, n'est qu'une secte sans influence. Ses dirigeants ont été écartés par fournées successives : dans un premier temps, les Maurín, Nin, García Palacios, Portela, à la fin des années vingt, en 1932, l'équipe, installée à leur place, le trio Bullejos, León Trilla, Etelvino Vega. Leurs successeurs sont sans exception des médiocres.

C'est là qu'est la véritable « distance » entre les deux pays. C'est ce gouffre que les dirigeants du Comintern vont s'efforcer de combler dans le cours de ces années trente où mûrit, gonfle et fleurit une révolution ouvrière et paysanne que les observateurs découvrent avec étonnement dans ce qu'ils appellent la « radicalisation », laquelle secoue appareils et états-majors politiques et contraint à de nouveaux alignements.

Mais ce n'est pas pour mener la révolution à la victoire qu'ils ont l'ambition de construire en Espagne un grand parti.

CHAPITRE II

Quand les socialistes se bolchevisent

L'Espagne est un cas unique en Europe. En 1936, ses travailleurs, avec leurs partis ouvriers et leurs syndicats, luttent les armes à la main ou les mains nues contre le gros de l'armée soulevée et les formations paramilitaires de l'Espagne fasciste ou fascisante. Alors que le puissant prolétariat d'Allemagne et ses grandes organisations ont capitulé sans combat en 1933, le prolétariat espagnol, lui, se bat jusqu'au bout pendant trois années de guerre civile.

Un rythme original

C'est que le rythme de l'histoire espagnole n'est pas en accord parfait avec celui de l'histoire européenne. En 1931, la réaction semble triompher dans tous les pays où le fascisme n'a pas déjà vaincu. En Espagne, après la dictature de Primo de Rivera – comme un pneu qui crève, disait Trotsky –, c'est la monarchie qui tombe. Le monarque s'en va, le 21 avril, balayé par un souffle printanier. Qui prétendait que l'Espagne des années trente connaissait des affrontements sanglants ? Cette révolution-là est pacifique et non violente : tout le monde l'aime. Mais en Allemagne, Hitler marche au pouvoir.

Et puis il y a 1934. Au moment où les partis communistes du monde entier s'engagent dans une politique d'alliance non seulement avec les social-démocrates qu'ils traitaient la veille encore de « social-fascistes », mais aussi avec des partis petit-bourgeois démocrates, tout un cou-

rant du Parti socialiste ouvrier espagnol exige « la rupture avec la bourgeoisie », la conclusion d'une « alliance ouvrière ».

En octobre de la même année, c'est l'insurrection décidée par le parti socialiste et approuvée par l'Alliance ouvrière – toutes les formations ouvrières, partis et syndicats, et rien qu'elles –, le coup d'arrêt contre l'entrée au gouvernement de la réaction fascisante, l'épopée des Asturies où, sous le mot d'ordre d'Union des frères prolétaires (UHP), les mineurs tiennent l'armée en échec pendant une semaine. Cette défaite inspire un élan révolutionnaire plus vigoureux encore, lié à la volonté d'unité de front des organisations de la classe ouvrière.

C'est de la lutte contre la répression qui frappe les combattants d'octobre que va naître la poussée profonde qui donne au Front populaire la victoire électorale en février 1936.

La radicalisation du PSOE et de la FJS

L'histoire a retenu les aspects les plus spectaculaires de la poussée à gauche dans sa traduction au sein des Jeunesses et du parti socialistes.

Un article récent évoquait le V^e congrès de la FJS, ouvert le 19 avril 1934 à la *Casa del Pueblo* de Madrid :

« Le journal des JS, *Renovación*, qui reparaît la veille du congrès, proclame l'approche inéluctable de la guerre civile et conclut son salut aux congressistes : “ Vive l'insurrection armée du prolétariat! Vive la révolution sociale! ” Dans les mêmes colonnes, le dirigeant sortant Rafael Castro assure qu'il “ vote contre ” une IV^e Internationale. Dès les premières minutes du congrès, on adopte des télégrammes que l'on adresse au gouvernement français ainsi qu'au *Populaire*, protestant contre la répression systématique dont est l'objet le camarade Trotsky, pour lequel *El Socialista* du 20 avril réclame en première page le droit d'asile¹. »

Ce congrès, qui va désigner une direction tout entière

formée de jeunes militants acquis à la perspective révolutionnaire et séduite par Trotsky, comme Santiago Carrillo (dix-neuf ans), vote la « militarisation » de son organisation dans la perspective de l'insurrection. Le dirigeant de la gauche du PS, Francisco Largo Caballero, y prononce le discours de clôture :

« Il faut créer une armée révolutionnaire afin de pouvoir affronter nos ennemis. Et il faut l'organiser militairement [...]. Je n'ai quant à moi aucun scrupule à dire devant vous qu'il faut organiser notre armée². »

L'homme est à la fois le chef et le symbole du courant du PSOE qu'on appelle « bolchevisateur », ou encore « léniniste » : la « gauche ». Rien ne semblait l'y destiner. Cet ouvrier plâtrier – stuquiste –, qui n'a appris à lire, pour militer, qu'à l'âge de vingt-quatre ans, incarne depuis le début du siècle le réformisme ouvrier, ses forces et ses faiblesses.

Conseiller municipal à Madrid à partir de 1905, permanent syndical, membre de la direction de l'UGT, il a été membre du comité de grève national en 1917, condamné à la réclusion à perpétuité et libéré l'année suivante après son élection comme député du PSOE aux Cortes. Sous la dictature de Primo de Rivera, il a été membre du Conseil d'État et a joué le jeu de l'arbitrage obligatoire, l'utilisant pour développer l'UGT au détriment de la CNT réduite à l'illégalité. Sous la République, à partir de 1931, il a été ministre du Travail dans les gouvernements républicains-socialistes.

Et c'est là, à travers cette expérience du pouvoir, qu'il élabore ce spectaculaire retournement – l'affirmation de l'impuissance du réformisme –, qu'il expose pour la première fois devant les jeunes socialistes, lors de leur école d'été de 1933.

Francisco Largo Caballero n'est ni un écrivain ni un journaliste, et il n'est pas non plus un organisateur de premier plan. Il n'est ni grand orateur ni débateur, mais les travailleurs se reconnaissent dans cet homme au regard clair, l'œil étonnamment bleu, calme, sincère, dévoué et travailleur. Il jouit d'une énorme popularité.

C'est que sa conversion à la perspective révolutionnaire

répond parfaitement au sentiment qui s'est répandu dans les masses les plus profondes des travailleurs espagnols, terriblement déçus par les débuts de la République. Le plus féroce des critiques contemporains de Largo Caballero, Mario de Coca, auteur de l'*Anti-Caballero*, parle d'« avalanche rouge » chez les ouvriers, mentionne « les signes bolcheviques qui étaient devenus le mot d'ordre unanime de l'immense majorité du prolétariat socialiste », affirme qu'« au printemps de 1934, tout le prolétariat espagnol était dévoué corps et âme à l'esprit dynamique de la révolution³ », en reconnaissant qu'il existait déjà « une force en marche [...] que personne n'aurait pu retenir ».

Largo Caballero, quant à lui, s'en garde bien. Son langage est précisément celui de cette révolution prolétarienne à laquelle ses troupes aspirent. Le 2 janvier 1934 l'éditorial d'*El Socialista* a levé le drapeau :

« Concorde? Non. Guerre de classe. Haine mortelle contre la bourgeoisie criminelle. Concorde? Oui, entre prolétaires d'idées divergentes⁴. »

Largo Caballero explique dans un discours ce qu'il vient de découvrir après tant d'années :

« Il n'y aura aucune émancipation tant que le pouvoir restera aux mains de la bourgeoisie. Et pour réaliser cette transformation, il faudra le lui arracher [...]. Il faut préparer les masses à la révolution, spirituellement, mais aussi matériellement. La classe ouvrière doit comprendre que ce n'est pas avec des discours qu'on transformera la société capitaliste [...]. Les ouvriers espagnols sont assiégés, sans espoir que d'autres forces viennent à leur aide [...]. C'est la classe capitaliste, d'accord avec ses partis politiques, qui tente de nous détruire. Nous devons nous en convaincre et nous préparer pour nous battre et pour vaincre⁵. »

Autour de Largo Caballero gravite un groupe d'hommes dont le rôle va être important. Des militants d'origine ouvrière, solides et guère phraseurs, le typographe Wenceslao Carrillo, les métallos Enrique de Francisco et Pascual Tomás, l'ouvrier du bâtiment Anastasio de Gracia. Il y a aussi des intellectuels de qualité qui forment ce

qu'on appelle son *brain-trust*. Luis Araquistáin⁶ était ambassadeur à Berlin au début de la République et a vécu la victoire de Hitler : il est convaincu de la responsabilité historique des social-démocrates et de la gravité des dégâts qu'a provoqués la division imposée par le PC. Son beau-frère, Julio Alvarez del Vayo, lui aussi journaliste et diplomate, est moins brillant mais mieux introduit là où se fait la politique, puisqu'il a été, pendant des années, correspondant de presse international, qu'il connaît le russe et a des liaisons à Moscou. Carlos de Baráibar, ancien nationaliste basque, également journaliste, a été le principal collaborateur de Largo Caballero au temps de son ministère.

En 1934, avec le V^e congrès de la FJS, c'est un nouveau cercle qui rejoint les anciens avec de jeunes hommes gagnés grâce au tournant pris par le vieux chef : Santiago Carrillo, secrétaire de l'école d'été, était déjà à l'exécutif depuis 1932, comme minoritaire, ce qui ne l'a pas empêché de diriger *Renovación* et d'en faire un excellent journal. Carlos Hernández Zancajo, le nouveau président de la Fédération, est un ouvrier des transports de Madrid. Mentionnons aussi l'employé de banque Amaro del Rosal, également dirigeant syndical, l'instituteur de Pampelune Ricardo Zabalza, organisateur des travailleurs de la terre comme bien des enseignants, et deux nouveaux venus, étudiants de moins de vingt-cinq ans, José Laín et Segundo Serrano Poncela.

Appareil et conspiration

Les deux années noires, le *bienio negro*, ont commencé à l'automne 1933 par une défaite électorale du PSOE, battu par la loi électorale et son refus de renouer l'alliance avec les partis républicains.

La coalition des droites – la CEDA –, dirigée par l'avocat Gil Robles, homme du Vatican et admirateur de l'Autrichien Dollfuss, veut instaurer une dictature et un État national corporatiste. Pour cela, elle cherche à s'em-

parer légalement du pouvoir républicain pour réviser la Constitution et lui enlever tout contenu démocratique.

C'est contre cette éventualité que, sous la pression de Largo Caballero et de son allié du moment dans le PS, Indalecio Prieto, PSOE et UGT, dans un manifeste commun, font savoir qu'ils recourraient à la violence révolutionnaire si le danger fasciste se précisait, par exemple si la CEDA entrait dans le gouvernement. Un « comité révolutionnaire » a été formé en secret : il comprend Largo Caballero, Enrique de Francisco, Felipe Pretel, Indalecio Prieto, Santiago Carrillo et Carlos Hernández Zancajo.

L'une des conditions préalables de l'entreprise est évidemment la conquête de l'ensemble de l'appareil PSOE-UGT et des importants secteurs encore sous le contrôle de la droite du parti de Julián Besteiro, président de l'UGT.

Une offensive bien conduite au sein de la Fédération nationale des travailleurs de la terre (FNTT) permet d'éliminer les éléments modérés qui la dirigeaient et de mettre à sa tête une nouvelle équipe menée par Ricardo Zabalza⁷. Du coup, la majorité change à la commission exécutive de l'UGT : la direction réformiste autour de Besteiro doit céder la place. Anastasio de Gracia devient président et Largo Caballero secrétaire général de l'UGT. Les jeunes Amaro del Rosal, Carlos Hernández Zancajo et Ricardo Zabalza font partie du bureau⁸.

Quelques jours après, le succès d'une offensive lancée par les JS permet aux largocaballeristes de s'emparer d'un des derniers bastions de la droite du parti, l'*Agrupación* (groupe) de Madrid. Carlos Hernández Zancajo, qui a mené toute la bataille, devient son secrétaire général⁹.

Le 20 avril enfin, la dernière position importante des besteiristes tombe, avec la prise de la FJS par la même équipe Hernández Zancajo et Santiago Carrillo. Avec bientôt 40 000 membres, elle est la force de frappe de la fraction Largo Caballero et le point de mire de ses adversaires.

Ainsi se trouve créé le cadre qui permettra d'abriter, au sein des organisations ouvrières légales, le complot illégal pour une « insurrection défensive » que la direction du

PSOE a décidé, afin de ne pas réitérer la déroute allemande, de déclencher au cas où ceux qu'elle appelle les « fascistes » de la CEDA entreraient au gouvernement.

Nous sommes loin de tout connaître de ce complot, malgré les détails donnés par Largo Caballero dans ses *Notas históricas*. Le principal problème technique est celui des armes; l'autre, celui des contacts avec les militaires de carrière, francs-maçons ou non, sur lesquels le PSOE espère pouvoir compter. On peut tout de même citer les lieutenants-colonels Rodrigo Gil et Carratalá, le commandant Faraudo, les lieutenants Moreno, del Castillo, Condès.

C'est essentiellement sur les JS que repose l'organisation des milices, dirigées sur le plan national par un triumvirat composé de José Laín, l'Italien Fernando De Rosa et l'employé de banque José Marcós¹⁰. Les miliciens sont organisés en dizaines avec un chef placé sous l'autorité d'un chef local, l'Espagne étant divisée en provinces. Les miliciens apprennent à manier les armes à feu et à effectuer des rudiments de manœuvres¹¹.

Le gros des activités se déroule sous le couvert de groupes l'allure scoute. Mais il existe aussi les activités de « surveillance » et même d'« espionnage » de l'ennemi de classe, ainsi que la constitution systématique de « secteurs chimie » chargés de la fabrication des explosifs. Les hommes les plus prisés sont évidemment les anciens militaires, qui ont priorité dans le recrutement.

Problèmes politiques

La préparation de l'insurrection ne va pas sans problèmes et la découverte de dépôts d'armes ou de militaires « conspirateurs » mettra de sérieux obstacles sur la route, à la dernière minute.

C'est pourtant à deux problèmes politiques que peuvent se mesurer les difficultés de la politique des socialistes. La décision de passer à l'insurrection est en fait une décision conditionnelle, soumise à l'initiative de l'ennemi : les hommes qui dirigent la préparation de l'insurrection ne

disposent pas, de ce point de vue, de la maîtrise de l'élément essentiel qu'est un calendrier.

Il apparaît d'autre part assez vite une certaine contradiction – vécue auparavant en Allemagne en 1923, mais qui le sait en Espagne? – entre la politique de préparation technique de l'insurrection et celle de la mobilisation populaire autour de ses objectifs. Pour les dirigeants, il s'agit en effet avant tout de protéger l'appareil militaire progressivement mis en place sous le couvert des institutions légales.

Tout affrontement entre elles et le pouvoir risquant de provoquer un choc « prématuré » avec les forces de l'ordre doit être systématiquement évité. Le résultat est un véritable refus de toute action partielle, baptisé « volonté de conserver les forces prolétariennes » : alors que des dizaines de milliers d'hommes préparent avec sérieux et enthousiasme le combat armé, une certaine conception du « grand soir » tend à paralyser l'action des masses et à leur demander de concrétiser leur confiance par la passivité.

Le premier désaccord important se manifeste lors de la préparation par les partisans de Gil Robles, les jeunesses fascistes (JAP), d'un rassemblement monstre à l'Escorial, destiné, comme les initiatives nazies ou fascistes du même type, à impressionner, voire terroriser l'adversaire.

A l'Alliance ouvrière de Madrid où les trotskystes de l'ICE côtoient les responsables socialistes, le trotskyste Munis propose un appel à la grève générale de vingt-quatre heures pour paralyser les efforts des organisateurs du rassemblement de l'Escorial. Malgré une mise en garde du secrétariat du PSOE contre les « luttes partielles », les JS, en se ralliant, entraînent le parti¹². La grève est un succès et le rassemblement de l'Escorial un échec¹³.

L'affaire n'a pas de suite, mais, au PS, on considère d'un œil soupçonneux cette nouvelle équipe de dirigeants jeunes qui méprise les mises en garde des aînés et préfère « marcher avec les trotskystes ».

L'autre affaire, infiniment plus grave, c'est la grève des ouvriers agricoles déclenchée par la FNTT¹⁴ contre une offensive de terreur et de famine menée par les proprié-

taires avec leur célèbre provocation : « Vous avez faim? Mangez donc la république! » Les dirigeants caballeristes du syndicat, avec Zabalza, n'ont pas été capables de contenir la volonté de combat de la base.

Largo Caballero prend d'abord personnellement la responsabilité de déconseiller le mouvement, puis, dans un deuxième temps, de refuser toute action de solidarité qui, selon lui, faciliterait la répression gouvernementale contre l'insurrection en préparation. La tragique conclusion de ce heurt entre dirigeants de la gauche est l'écrasement de la grève, l'isolement des grévistes sous les coups d'une impitoyable répression, la destruction des organisations syndicales et des municipalités socialistes dans les campagnes.

Le débat sur cette question à l'exécutif de l'UGT entre Largo Caballero et le jeune responsable enseignant Ramón Ramírez illustre bien la capitulation du vieux dirigeant qui laisse écraser les ouvriers agricoles, la grève générale d'aujourd'hui, au nom de l'insurrection ouvrière de demain¹⁵. Cette fois, à Madrid, Munis n'est pas écouté. La répression va endormir pour longtemps le nerf paysan de la révolution espagnole.

Lendemain d'octobre

On sait que l'insurrection d'octobre 1934, déclenchée à l'annonce de l'entrée de ministres de la CEDA – le parti de Gil Robles – dans un gouvernement centriste, avorta dans la plupart des grandes villes et parfois de façon à peine honorable. En revanche, l'insurrection des Asturies entraîna derrière elle le prolétariat uni sous le mot d'ordre du front unique ouvrier, l'UHP (Union des frères prolétaires). Luis Araquistáin l'a décrite comme « l'œuvre des jeunes ouvrières, mouvement irrésistible, parti d'en bas, d'une masse [...] pas disposée à laisser échapper la bataille contre le fascisme [...] dans laquelle ce prolétariat, jusqu'à présent pacifique, exigeait le baptême du feu comme le début d'une nouvelle attitude historique¹⁶ ».

En revanche, la répression frappa très largement. Parmi

les 30 000 prisonniers politiques aux lendemains d'octobre figuraient nombre de jeunes socialistes et de cadres.

Le bilan du soulèvement était quelque peu ambivalent. D'une part, l'insurrection asturienne, la force révélée de l'union prolétarienne, apportaient de l'eau au moulin des champions de l'alliance ouvrière. Contre le PC qui s'était contenté de les dénoncer puis de se rallier à la onzième heure, le PSOE avait gagné une bataille politique.

Les résultats concrets étaient moins brillants. Côté socialiste, les héros du jour se trouvaient être les dirigeants asturiens, les éléments les plus droitiers comme González Peña. En revanche, partout où les JS avaient été à la tête des préparatifs, notamment à Madrid avec del Rosal, l'insurrection avait échoué sans panache, c'est le moins qu'on puisse dire.

La direction était d'autre part durement frappée. Largo Caballero et le gros des autres membres du comité révolutionnaire étaient en prison au *Carcel Modelo*. Nombre de responsables étaient passés à l'étranger, José Lain en URSS, Prieto en Belgique : les dirigeants socialistes, ugétistes, jeunes, qui avaient évité l'arrestation, étaient dispersés en Europe.

C'est dans ce contexte, au moment où il leur semble nécessaire de dresser un bilan politique de l'insurrection et de la situation dans le mouvement ouvrier espagnol, que les dirigeants JS emprisonnés, Hernández Zancajo, Carrillo, Amaro del Rosal, publient la brochure *Octubre, segunda etapa*¹⁷. En quelques pages, ils retracent l'histoire telle qu'ils l'ont comprise : la révolution triomphant en Russie en 1917 précisément après sa défaite en Espagne, la scission injustifiée et le combat révolutionnaire du PSOE dans l'isolement.

Les dirigeants JS, qui se sentent les plus beaux fruits de ce parti révolutionnaire, ont constaté en octobre qu'il était menacé de l'intérieur, non seulement ouvertement et directement par Besteiro et ses amis, mais indirectement et de façon cachée par Prieto, « les chefs et les petits chefs », le groupe parlementaire. Les « modérés », en un mot, ont saboté les directives, refusé en pratique l'insurrection. Il faut donc épurer le parti, le « bolcheviser ».

Les jeunes auteurs de la brochure ont parfaitement conscience qu'ils vont se heurter dans cette « bolchevisation », dans l'épuration énergique du parti, non seulement à la droite de ce parti, mais aussi au parti communiste espagnol.

« Il nous faut désarmer les communistes, écrivent-ils, qui s'identifient à la droite du parti, en démontrant que, comme les vrais bolcheviks, c'est nous qui, contre le mot d'ordre de " bloc populaire antifasciste ", lançons celui de l'alliance des prolétaires¹⁸. »

Accablant de sarcasmes les dirigeants du PC qu'ils appellent, comme Trotsky, les « épigones », et rappelant leurs dénonciations de l'« alliance ouvrière », ils se distancient autant de la II^e Internationale que de la IV^e, décidément « mot d'ordre malheureux¹⁹ ». Dans une dure polémique contre le PC, mais tenant compte du tournant positif qui se dessine selon eux dans l'Internationale communiste, ils concluent par un programme en forme de manifeste :

« Pour la bolchevisation du parti socialiste!

« Pour la transformation de la structure du parti dans le sens de la centralisation et avec un appareil illégal!

« Pour l'unification politique du prolétariat espagnol dans le parti socialiste!

« Pour la propagande antimilitariste et la pénétration dans les forces de l'État!

« Pour l'unification du mouvement syndical!

« Pour la défaite de la bourgeoisie et la victoire de la Révolution sous la forme de la dictature du prolétariat!

« Pour la reconstruction du mouvement ouvrier international sur la base de la Révolution mondiale!

« Pour réaliser ces mots d'ordre, les Jeunesses socialistes doivent montrer leur supériorité et leur esprit de sacrifice.

« La Fédération des Jeunesses socialistes d'Espagne, aujourd'hui plus unie et plus forte que jamais, s'inspire, pour lancer ces mots d'ordre, de l'histoire révolutionnaire du prolétariat de notre pays, des meilleures traditions du bolchevisme russe ainsi que des grands paladins du socialisme, Marx et Lénine.

« Les Jeunesses socialistes considèrent comme le chef et l'inspirateur de cette renaissance révolutionnaire le camarade Largo Caballero, aujourd'hui victime de la réaction qui voit en lui son ennemi le plus décidé²⁰ ! »

C'est cette évolution à gauche qui décide un certain nombre de militants trotskystes espagnols à reprendre à leur compte la proposition de Trotsky d'« entrisme » dans le PSOE et les JS : l'organisation préfère majoritairement la formation du POUM, vivant d'une vie réelle, surtout en Catalogne, avec les maurinistes. C'est dans les colonnes du journal de ces derniers, *La Batalla*, que les dirigeants des JS trouvent asile pour répondre aux attaques lancées contre eux par Prieto qui les accuse d'être indisciplinés et de pratiquer le « culte du chef ». Santiago Carrillo profite de l'occasion pour inviter une fois de plus les communistes dissidents à rejoindre le PSOE²¹.

Carlos Hernández Zancajo démontre très clairement à ce moment-là que l'offensive de Prieto contre les JS vise en réalité à frayer la voie à une alliance « antifasciste » avec les partis républicains bourgeois qui répond parfaitement au PC et à son appel pour un front populaire avant la lettre : pour que ce plan réussisse, il faut que le PSOE « enterre ses armes » et muselle sa jeunesse²².

Le baiser de l'araignée

C'est le PC qui réalisera à son profit l'opération de « capture » des JS à laquelle Trotsky avait songé sans pouvoir convaincre ses camarades espagnols. L'opération « bloc des gauches » menée dans le même temps, indépendamment des hommes de Staline, pour une alliance électorale, vient compléter ses efforts pour un « front populaire antifasciste », encercle et désarme la gauche socialiste, désorientant les JS.

Sans doute les JS n'étaient pas, à elles seules, capables d'empêcher un développement qui allait d'ailleurs profondément les diviser, Hernandez Zancajo et Leoncio Pérez y étant les derniers opposants au « front populaire »²³.

Largo Caballero, lui, ne semble pas avoir envisagé de

combattre de front une proposition en faveur de laquelle jouait surtout la promesse du programme des gauches d'amnistie immédiate pour les condamnés d'octobre 1934. Il accepte l'alliance électorale, mais saisit l'occasion d'un viol des statuts par le secrétariat, qui soustrait le groupe parlementaire au contrôle de l'exécutif, pour démissionner de la présidence du parti : il espère la reconquérir de haute lutte après les législatives.

Une scission à gauche du PSOE aurait constitué un énorme obstacle sur la voie de la politique stalinienne et de la généralisation du Front populaire. C'est un point de vue que Largo Caballero et ses conseillers ne paraissent pas avoir envisagé.

Du côté du Comintern en tout cas, aucun effort ne fut épargné. Il semble bien que la petite colonie des réfugiés espagnols en URSS ait joué un rôle important dans le ralliement formel des JS, auquel les réfugiés tels que la députée socialiste Margarita Nelken et le chef des milices socialistes José Laín n'ont pas été étrangers. Lors du congrès de l'Internationale communiste, José Laín salue de Moscou ce qu'il considère comme une rectification de la politique du Comintern, reconnaissant les « voies nationales » et ouvrant la perspective de l'« unité organique²⁴ ».

Les pressions que subissent en URSS jeunes dirigeants et parfois vieux militants se lisent entre les lignes de la correspondance d'URSS. Tandis que les premières lettres parlent en castillan des problèmes politiques, les dernières, en langue de bois, célèbrent la « patrie du socialisme » et le « chef génial²⁵ ».

En Espagne même, les conditions souples de détention au *Carcel Modelo* permettent aussi un rapprochement avec le PC. Le secrétaire général de ce dernier, José Díaz, rend visite à Caballero; on trouve parmi les autres visiteurs le représentant du Comintern en Espagne, l'Italo-Argentin Codovila dit Medina, amené par Margarita Nelken, le Français Jacques Duclos, qui se targuera même d'avoir convaincu Caballero de la nécessité du bloc électoral des gauches.

C'est au début de mars 1936, peu après sa sortie de

prison, que Santiago Carrillo effectue son premier voyage en URSS pour se rendre à une session de l'exécutif de l'Internationale communiste des jeunes chargée de régler les problèmes concrets de l'unification des JS et des JC en Espagne. La délégation comprend, outre lui, Federico Melchor et José Laín, déjà sur place, pour les JS, Trifón Medrano et Fernando Claudín pour les JC.

Leurs interlocuteurs sont les dirigeants du Komsomol (les JC russes), Kossarev et Tchémoudanov, Michael Wolf de l'IJC, mais également Dimitrov et Manouïlsky, principaux dirigeants du Comintern²⁶. Les Espagnols, dont le passé est connu, sont dûment chapitrés : dans la perspective de l'unification, ils doivent particulièrement se méfier du trotskysme. Claudín écrit que Carrillo, qui avait déjà bien évolué en prison sous diverses influences, ne fit aucune objection :

« Santiago Carrillo fut totalement convaincu, entièrement guéri de ses péchés de jeunesse trotskysants²⁷. »

Quand il revient en Espagne, pour la tenue de la conférence de la FJS qui s'ouvre le 4 avril 1936, Carrillo se heurte à des réticences chez Hernández Zancajo, Cazorla, Serrano Poncela. Un groupe animé par l'ex-dirigeant du PC José Bullejos, l'ancien trotskyste Enrique Fernández Sendón, dit L. Fersen, et le Catalan Gregorio López Raimundo, constitue une fraction pour lutter contre la « dérive opportuniste » de Carrillo. Mais ceux d'entre eux qui refusent de faire leur autocritique sont exclus²⁸. Carrillo est vraiment installé aux postes de commande.

Il va désormais à marches forcées vers l'unification des JC et des JS, en fait l'entrée des JC dans les JS, ce qui va changer du tout au tout le caractère de la nouvelle organisation qui ne naît pas d'un congrès d'unification. Le meeting d'unification a lieu à Madrid, Plaza de las Ventas, le 5 avril. Il n'y aura pas de congrès, la guerre ayant éclaté avant sa tenue. Un important changement est immédiatement perceptible : la nouvelle organisation, les JS unifiées (JSU), dispose de toute évidence de moyens financiers considérables. Le premier numéro de son hebdomadaire, *Juventud*, tire à 150 000 exemplaires, avec de nombreuses

illustrations²⁹. En quelques semaines, les effectifs passent à 140 000 militants; mais, à travers Carrillo, c'est la ligne de la minuscule minorité JC qui prévaut et continuera à prévaloir. De fait, la JSU a rallié le PC, et c'est là le résultat du travail de Carrillo.

Pourtant, ce dernier n'a pas rompu avec Largo Caballero. L'ancien a d'ailleurs laissé faire l'unification en dépit des réserves de son entourage. Carrillo, qui à Moscou s'est vite adapté au style apparatchik, écrit dans *Claridad*, au lendemain du meeting d'unification :

« Comme nous le disait le vieux bolchevik Manouilsky, l'important maintenant pour le mouvement d'unité et pour tout le cours de la révolution espagnole, c'est que la tendance représentée par Largo Caballero l'emporte dans le parti socialiste. Si cette victoire ne se réalise pas, l'unité et l'avenir même de la révolution seraient compromis³⁰. »

Le « Lénine espagnol »

Déjà l'appellation de « Lénine espagnol » pour Largo Caballero se répand. La discussion est aujourd'hui ouverte sur les origines de ce surnom, qu'Araquistáin attribuera en 1939 aux seuls communistes. En fait, la première comparaison entre Caballero et Lénine a été faite par Araquistáin lui-même dans sa préface au recueil des discours de Largo Caballero³¹. Caballero s'y est prêté dans une interview au journaliste anglais Knoblaugh³². Des années plus tard, évoquant la célébration par les communistes de son « culte », il écrira :

« Pendant longtemps, en Russie, Largo Caballero était l'homme du jour. Dans toutes les villes, les théâtres, les journaux, les mots d'ordre internationaux, son nom était lié à tout ce qui signifiait l'action émancipatrice de la classe ouvrière³³. »

Il propose une explication :

« Les communistes voulaient exploiter au bénéfice de Moscou l'influence qu'il avait gagnée sur la classe ouvrière espagnole par cinquante ans de sacrifice. Ils le flattaient

de toutes les façons, articles, photos, propositions politiques, invitations à rendre visite en Russie, etc. Il était le sauveur de l'Espagne et du prolétariat, ils pensaient [...] qu'il allait se ranger à leur politique et jouer leur jeu³⁴. »

Or, face aux socialistes qui se bolchevisent, le PC, dont les dirigeants se plaignent volontiers en privé du « gauchisme » de Largo Caballero, s'engage dans une politique typiquement social-démocrate et met en avant la défense de la « république démocratique ». Le débat traverse le mouvement ouvrier à la veille de l'explosion de la guerre civile.

CHAPITRE III

Vive la République démocratique!

L'Histoire ne redoute pas les paradoxes. Moins de quinze ans après la scission en Espagne entre socialistes et communistes, les premiers se réclamant de la démocratie parlementaire et les seconds de la dictature du prolétariat, les positions semblaient inversées, puisque, à la fin de 1935, la direction du PSOE autour de Largo Caballero et la dynamique organisation des JS rompaient avec le « réformisme » et refusaient toute alliance avec les partis bourgeois. De son côté, le PC espagnol reprenait à son compte la revendication de la droite socialiste pour une alliance avec les partis républicains, un Bloc électoral des gauches, qui allait devenir la forme première du Front populaire en Espagne. Ainsi Lucky Luke s'empare-t-il du camp des Indiens et ces derniers du quartier général de leur adversaire...

La question était complexe. C'était bel et bien à l'instigation des « léninistes » du PSOE qu'avait été rompue l'alliance des gauches et facilité le retour de la droite au pouvoir à travers les élections de 1933. C'était à reconstituer cette alliance dans le Front populaire avec « les partis de la petite bourgeoisie » que le Comintern entendait appeler ces révolutionnaires néophytes.

Révolution et élections

Le Front populaire fut en fait préparé par une série d'opérations menées en exil, en liaison avec des personnalités républicaines, par Indalecio Prieto, le rival « cen-

triste » de Largo Caballero. On peut relever à ce propos un autre paradoxe : il semble bien que la rédaction du programme du Bloc des gauches – que le PCE devait faire sien avec autant d'enthousiasme – fut l'œuvre du républicain modéré Felipe Sánchez Román qui ne rejoignit en définitive ni le Bloc ni le Front, parce que le PC en était¹ !

Dans la ligne du VII^e congrès de l'Internationale communiste, le Parti communiste espagnol s'était aussitôt fait le champion de l'union la plus large, proclamant l'objectif immédiat et pressant de la libération des 30 000 prisonniers politiques de 1934. Il lançait en même temps l'idée de la formation, au sein du Front populaire, d'un « front ouvrier » socialistes-communistes, premier pas vers la création d'un parti unique du prolétariat qu'allaient précéder l'entrée de la CGTU, contrôlée par le PC, dans l'UGT et la fusion des JS et des JC.

Ces propositions soulevèrent l'enthousiasme de l'exécutif des JS. Avec Carrillo, les personnalités gagnées à Moscou, comme Margarita Nelken et Alvarez del Vayo, donnèrent à *Claridad* des chroniques qui semblaient traduites du russe.

Largo Caballero, plus avisé peut-être et en tout cas soucieux de conserver ses propres atouts, se montre plus prudent que les dirigeants JS. Il est certes convaincu de la nécessité d'une révolution :

« L'Histoire nous montre qu'aucune classe et moins encore la bourgeoisie ne renonce de son plein gré à ses privilèges économiques et politiques². »

Il faut donc reconnaître expressément dans le programme du parti « la nécessité de la dictature du prolétariat » :

« Il est impérieusement nécessaire de préparer notre parti pour une étape nouvelle dans laquelle le prolétariat n'a pas, comme le disent certains, mission de consolider la république bourgeoise, mais de lutter sans hésitation pour la république socialiste³. »

Dans une longue entrevue avec Carrillo dans *Claridad*, réalisée au *Carcel Modelo*, il explique :

« La République n'a pas pu remplir son rôle historique

et suit malheureusement les mêmes ornières que le régime renversé. Octobre a sauvé le prolétariat du fascisme. Nous allons aux élections unis aux républicains parce que c'est pour nous un moyen⁴. »

Pour lui, il s'agit d'obtenir tout de suite l'amnistie, la réintégration des personnes révoquées ou licenciées, l'indemnisation des victimes, des sanctions contre les bureaux et la nationalisation de la terre, toutes mesures que les républicains s'engagent aussi à réaliser.

Les mains libres après sa démission de la présidence du parti, il défend ses propres positions dans la campagne électorale. Ainsi, à Linares :

« Je n'ai jamais vu plus d'instinct politique, plus de sens politique que celui des masses ouvrières [...]. Je n'ai jamais vu non plus un moment où la classe ouvrière réfléchisse plus. Bien que nous ayons accepté un programme républicain, nous ne renonçons à aucun de nos idéaux [...]. La conquête du pouvoir ne peut se faire par la démocratie bourgeoise. La classe ouvrière doit savoir qu'elle ne pourra jamais, jamais, par l'intermédiaire de la démocratie bourgeoise, prendre le pouvoir et transformer le régime⁵. »

Le théoricien du groupe, Araquistáin, explique :

« Il ne manque plus que le parti socialiste achève son processus d'unité idéologique et révolutionnaire [...]. Si cela se réalise, les conditions propices pour la révolution espagnole seront uniques au monde. Il n'y aura plus qu'à attendre l'occasion précise. Les possibilités de stabilisation d'une république démocratique dans notre pays diminuent chaque jour qui passe. Les élections ne sont qu'une variante de la guerre civile dont le principal objectif, pour nous autres, socialistes, est de libérer ceux qui ont été jetés en prison en octobre et d'imposer la réintégration de tous ceux qui ont été congédiés⁶. »

Le PC à droite toute

La position du PC est inconfortable. Bien qu'il revendique 40 000 membres – il n'en compte sans doute pas le

quart⁷ –, il n'est qu'une force infime en comparaison du bloc PSOE-FJS appuyé sur l'UGT et de la CNT-FAI qui regroupe tant d'ouvriers combattifs. Il est clair qu'il n'est pas facile de préconiser une politique de modération dans le cours d'un mouvement qui se radicalise très rapidement avec les lendemains de la victoire électorale : des « défilés de victoire », on est vite passé à l'assaut des prisons et à la libération des détenus, à l'occupation organisée des terres des grands propriétaires, aux grèves qui débouchent sur la « saisie » de l'entreprise.

Le PCE veut appliquer sa ligne, mais il craint à tout instant d'être débordé sur sa gauche. Sensible aux critiques qui montent de sa base, il s'est adressé au PSOE dès le 4 mars 1936 pour formuler des propositions qui vont au-delà du programme commun et sont susceptibles de répondre aux aspirations des militants. Indiquons les principales têtes de chapitre : confiscation des grands domaines, annulation des dettes et redevances des paysans, nationalisation de certaines industries, journée de travail de sept heures, sécurité sociale, libération des peuples opprimés, dissolution de la Garde civile et de la Garde d'assaut, armement des ouvriers et des paysans, élection des fonctionnaires, suppression de l'armée permanente, alliance avec l'URSS, lutte pour un « gouvernement ouvrier et paysan » s'appuyant sur les « alliances ouvrières et paysannes », organes révolutionnaires du pouvoir, comité de liaison pour le front unique PS-PC et préparation du « parti unique du prolétariat ».

Le 21 février 1936, José Díaz, secrétaire du parti dont il proclame fièrement qu'il est « l'architecte du Front populaire », insiste sur la nécessité de liquider les bases matérielles du fascisme, de ne pas nourrir d'illusions à ce sujet, de surveiller et de contrôler la réalisation du programme par le gouvernement⁸. Pour le PCE, les blocs populaires doivent devenir des organes du pouvoir. Il faut hâter la formation du « parti unique du prolétariat » et renouer les relations diplomatiques avec l'URSS.

À partir de juin cependant, tout commence à changer avec la multiplication et le durcissement des grèves. Dans un premier temps, le PC, qui s'est déclaré aussi pour une

armée épurée, accuse la résistance patronale de « troubler l'ordre social ». Sous le titre « Plan criminel de famine et de désordre », un éditorial de *Mundo obrero* affirme :

« Les forces noires d'Espagne, qui veulent que les travailleurs, affamés et désespérés, prennent des résolutions de violence, quittent la voie pacifique et se lancent dans les grèves pour employer la violence et ainsi faire que les ouvriers affrontent la force de répression de l'État, le gouvernement, et rompent le Front populaire⁹. »

Largo Caballero lui répond publiquement :

« La lutte de classes existe parce qu'elle est la conséquence d'un régime social bourgeois¹⁰. »

À son tour, Jesús Hernández avance une explication théorique dans un discours à Madrid :

« Une révolution, ça ne se termine et ça ne se commence pas dans un heurt violent, dramatique, de la rue, qui chasse du pouvoir l'ennemi [...]. En Espagne, il est en train de se dérouler une révolution qui entraîne avec elle la transformation de quelques principes qui correspondent à un passé que d'autres pays ont liquidé il y a plus d'un siècle¹¹. »

Dans les premiers jours de juillet éclate une polémique contre *Solidaridad Obrera* qui a écrit que « ces communistes furibonds révolutionnaires » sont devenus « de fervents défenseurs de la République bourgeoise ». Le 2 juillet, sans allusion ouverte à la grève du bâtiment à Madrid où s'affrontent CNT et UGT, *Mundo obrero* commence à condamner certaines grèves :

« Nous sommes pour les grèves quand elles répondent à une nécessité des masses, augmentent leur foi en leur propre force, revigorent l'organisation et le déroulement du mouvement révolutionnaire. Nous sommes pour les grèves, mais pour les grèves organisées, pour les grèves qui ont la possibilité de vaincre [...], contre les luttes qui portent la marque de l'aventurisme et qui traduisent des mouvements sporadiques, de défaite, que la classe ouvrière paie de son sang¹². »

Pendant cette même période, en revanche, *Claridad* soutient les grèves et pavoise en gros titres à la une pour leur victoire.

Contre le « trotskysme »

Relevons que *Mundo obrero* n'oublie pas les « trotskystes » et s'efforce de les découvrir et de les démasquer en Espagne. Le 4 janvier, il a reproduit une carte postale de Fred Zeller, qu'il accuse de vouloir tuer Staline : ce jeune dirigeant des JS françaises a rendu visite à Trotsky en Norvège et a envoyé de chez lui une carte postale : « À mort Staline¹³. » L'affaire de la « fraction » – un groupe clandestin dans les JS avec Bullejos et d'anciens trotskystes – est une nouvelle occasion d'attaquer :

« Pas de place ni de quartier pour les saboteurs de l'unité révolutionnaire¹⁴. »

À partir du 24 avril, la cible est Maurín, secrétaire général du POUM et député de Barcelone, que *Mundo obrero* qualifie d'« ennemi du Front populaire », de « trotskyste masqué dans les rangs du prolétariat¹⁵ ». Il est dénoncé le 17 juin comme étant « au service de la réaction¹⁶ » et, le 22, avec ses « acolytes », comme des « auteurs de provocations » : son crime est de penser et de dire qu'il ne faut pas prolonger le Front populaire qui bride les travailleurs¹⁷. Annonçant le 14 juillet la fondation en France du PPF de Doriot, effectivement devenu fasciste, le journal du PCE assure que « le renégat Maurín est le Doriot espagnol¹⁸ ».

La lutte contre le « trotskysme » en ce printemps 1936 n'est pas l'unique signe de reconnaissance de ceux qui ont endossé la livrée de Staline. La députée socialiste Margarita Nelken décrit dans le journal du PC « le léninisme dont nous avons besoin¹⁹ » et intitule un de ses articles « Le paradis de l'Union soviétique²⁰ ». Le jeune socialiste José Laín, dans « Notre dette envers Lénine », salue en Staline le continuateur de Lénine²¹. Une longue « lettre ouverte » des émigrés en URSS à Largo Caballero, où les auteurs se défendent de célébrer le culte du chef, reconnaissent néanmoins en lui « la représentation la plus vivante et la plus conséquente du mouvement révolutionnaire prolétarien espagnol [...] l'essence la plus glorieuse des combats de l'unité [...] l'assimilation la plus certaine

des leçons de ces journées historiques et de la lutte pour l'unité, la véritable ».

Puis le texte devient presque menaçant, en tout cas arrogant :

« Assez de farces! [...] La révolution, l'Union soviétique, la ligne politique bolchevique sont indivisibles. Voilà la vérité : le reste n'est que charlatanisme²². »

Unifications

L'entrée des syndicats de la squelettique CGTU dans l'UGT s'est effectuée sans encombre et sans changements spectaculaires. Il n'en va pas de même pour la fusion des JS et des JC, devenue, nous l'avons indiqué, l'entrée des JC dans les JS transformées en JSU. Quand s'ouvre à Madrid, le 27 juin 1936, le congrès d'unification de la province, les 400 délégués élisent par acclamation un « présidium d'honneur » où figurent dans l'ordre Staline (longue ovation), Georges Dimitrov, Raymond Guyot, de l'IJC, Kossarev et Tchémodanov, du Komsomol soviétique, Largo Caballero, José Díaz, Maksim Gorky, etc. Le président effectif, José Laín, qui revient de Moscou, annonce 10 000 membres pour Madrid²³.

De toute évidence, la nouvelle organisation – dont les finances abondantes constituent pour beaucoup une surprise et une révélation – a transféré son allégeance au Comintern, pour lequel elle affichait depuis longtemps une prédilection. Les Santiago Carrillo, José Laín, José Cazorla, Federico Melchor et autres anciens dirigeants des quelque 40 000 jeunes socialistes ralliés aux positions des 3 000 JC ont fait basculer la nouvelle organisation. Quand? Comment? Pourquoi?

Nous n'avons aucun élément précis sur cette conversion plutôt brutale. Nous savons que les jeunes socialistes détenus à Madrid et ceux qui étaient réfugiés en URSS ont subi de fortes pressions. De là à trahir un mandat d'un parti qu'on a choisi... L'étape décisive a-t-elle été franchie dans les entretiens de Carrillo, Melchor et Laín, à

Moscou, en mars 1936? Là-dessus, Carlos de Baráibar écrira en 1940 :

« C'est quand quelques-uns des dirigeants jeunes firent leur fameux voyage à Moscou où tant d'âmes candides ont trouvé leur chemin de Damas, qu'ils commencèrent au retour à ébaucher de fantastiques plans de réorganisation du mouvement de jeunesse qui signifiaient une dénatura-tion complète de son essence révolutionnaire²⁴. »

Évoquant l'enthousiasme excessif de ces jeunes gens pour les Soviétiques, hommes et réalisations, il précise que ce fut là « le début d'une corruption », qu'il ne voit apparemment pas sous une forme vulgaire, mais comme une sorte de séduction²⁵.

Bien entendu, l'explication de la popularité de la « politique de guerre » des communistes ne vaut pas pour ce noyau dirigeant. Ces jeunes dirigeants socialistes étaient en fait gagnés au Comintern depuis les premiers mois de 1936. À la fin de l'année 1935 (le 11 novembre), un Justo Amutio qui finalement, semble-t-il, ne rallia pas le PC, écrivait à Dimitrov pour saluer « le camarade Staline, digne chef du prolétariat de l'Union soviétique²⁶ ». À cette date, la fusion du PSOE, du PC et de différentes formations socialistes catalanes dans un nouveau parti, le Parti socialiste unifié de Catalogne, PSUC, était pratiquement acquise, dans les mêmes conditions que la naissance de la JSU.

Est-ce à dire que, du coup, la naissance du « parti unique du prolétariat » était en bonne voie? Il s'en faut de beaucoup. D'abord parce que Largo Caballero, longtemps ardent partisan de la fusion des Jeunesses, venait de s'apercevoir qu'elle s'était faite au détriment de son courant et qu'il avait tiré les marrons du feu pour Staline, ce qu'il n'appréciait pas du tout. Ensuite parce que certains dirigeants des JS, l'ancien président Hernández Zancajo et aussi Leoncio Pérez Martín, qui avaient refusé de suivre Carrillo, avaient l'oreille de Caballero. Enfin parce que ce dernier considérait la naissance du PSUC, avec ses ex-camarades Vidiella et autres à sa tête, comme une trahison²⁷.

Le *brain-trust* des conseillers de Largo Caballero, à

l'exception d'Alvarez del Vayo, n'avait pas le mépris des jeunes bureaucrates pour les principes et les théories qu'ils avaient eux-mêmes défendus.

Dans un des tout premiers numéros de *Claridad*, alors hebdomadaire, Carlos de Baráibar, sous le titre « L'État à la lumière révélatrice du marxisme », expliquait qu'on ne pouvait honnêtement reconnaître comme marxiste que celui qui admettait « la nécessité pour le prolétariat de se rendre maître de l'État bourgeois et de le détruire immédiatement pour le remplacer par son État à lui²⁸ ». Ainsi se démarquait-il à la fois des vieux réformistes et des jeunes révisionnistes sans le savoir qui allaient rejoindre peu après le Comintern.

Déjà les jeunes dirigeants socialistes en étaient venus à parler de Moscou comme du « commencement d'une ère nouvelle²⁹ », quand Luis Araquistáin revint à son tour sur la question de l'État, dirigeant contre le Comintern et le PCE les arguments forgés par Lénine et fournis par l'Histoire :

« Les pierres de touche du marxisme, c'est la révolution et, plus que tout, la révolution russe [...]. Les grandes masses ouvrières espagnoles voient en la Russie leur propre révolution. Aucun prolétariat n'est aussi proche de la révolution que le prolétariat espagnol. »

Or la révolution russe a détruit le vieil État et édifié à travers le pouvoir des soviets la dictature du prolétariat : pour Araquistáin, c'est ce dont il s'agit, et pas de la « république démocratique³⁰ ».

Santiago Carrillo n'en a cure. Ce tout jeune homme de vingt ans est devenu dans son pays un personnage qui compte, courtoisé à l'échelle internationale, disposant d'importants moyens matériels; bref, il est une force politique. Le jour même où Araquistáin évoque les « pierres de touche », lui-même, sous le titre « Leçons d'une expérience, dix-huit ans de dictature prolétarienne », également publié dans *Claridad*, explique l'évolution, la radicalisation des JS, leur orientation vers la bolchevisation par la révolution russe et les succès remportés en Russie par la dictature du prolétariat. C'est, assure-t-il, « le mouvement

de la classe » qui fait l'Histoire, « pas des jeunesses inexpérimentées ni les agents de Moscou³¹ ».

Politique pratique

Bientôt, les uns et les autres vont être confrontés, de par le mouvement de la classe, aux décisions qu'impliquent ces prises de position théoriques. Faut-il défendre et consolider la république démocratique? Ou construire la dictature du prolétariat à travers le pouvoir des comités ou des alliances ouvrières?

Certains militants, parfois des organisations entières, cherchent d'ores et déjà, à tâtons, des solutions. Le 22 juin, *Mundo obrero* salue ce qu'il appelle l'« exemple de Jaen ». Dans cette province, les partis du Front populaire ont réuni une assemblée groupant les maires et les délégués des partis de chaque localité. Partout se sont créés des comités de Front populaire qui doivent rendre compte devant l'assemblée locale de l'assemblée provinciale et de leur propre activité. Les milices du Front populaire sont bien organisées à Jaen. L'inspirateur du mouvement semble avoir été le député socialiste Alejandro Peris, un ancien dirigeant de la fédération des JS du Levant³².

L'« exemple de Jaen », ce n'est pas la « dictature du prolétariat », mais ce n'est plus non plus la « république démocratique » et pas encore le « deuxième pouvoir »; les organismes ainsi mis sur pied peuvent devenir, en fonction des circonstances, des obstacles à abattre. Jusqu'au soulèvement militaire à partir duquel les travailleurs créent toutes les formes de structures de combat, l'exemple de Jaen n'est pas suivi : ce n'est pas un hasard.

D'ailleurs, à ce moment-là, Jaen est au moins autant un reflet du passé qu'une préfiguration de l'avenir. Les positions que prend dans cette province le Front populaire sont étroitement calquées sur celles de la fédération socialiste, et cette dernière est l'une des plus résolues de la tendance Largo Caballero, reprenant ses positions de 1935. C'est ainsi qu'à son congrès de juillet 1936, elle adopte une résolution significative :

« Le congrès se déclare ennemi de toute collaboration avec les partis bourgeois au gouvernement. Si les circonstances nous forçaient à une collaboration, il faudrait la faire reposer sur des accords en vue de la réalisation d'un programme qui ne serait pas celui du Front populaire et dans lequel seraient incluses des revendications comme [...] la nationalisation des banques, des chemins de fer, des mines, l'expropriation de la terre sans indemnité, la réorganisation des forces armées et de la bureaucratie³³. »

Une fois de plus, sous une forme voilée, le problème était posé que les socialistes débattaient depuis 1934 : république parlementaire ou dictature du prolétariat? Le ralliement du PC à l'alliance avec les partis de la petite bourgeoisie avait, certes, renforcé les partisans de la première. Mais le mouvement de la classe ouvrière, ses grèves puissantes, l'ouverture par la force de livres de compte patronaux, la saisie d'entreprises par les travailleurs, les occupations massives et ordonnées de terres de grandes propriétés démontraient que c'était vers la seconde que tournait la roue de l'Histoire.

Certains n'en doutaient pas. Ainsi le *Times*, porte-parole des intérêts des milieux d'affaires britanniques dans le monde, constatait avec tristesse le 5 août, quelques jours après le début de la guerre civile, que la « démocratie » n'avait guère de chance de s'imposer en Espagne. Analysant la situation avec tout le sérieux d'un journal représentant d'importants intérêts mondiaux, il précisait :

« Il est certain qu'un grand nombre des éléments les plus stables de ce pays, notamment le parti de l'Église, avaient de la sympathie pour les méthodes de riposte de l'armée, laquelle constitue l'instrument classique du changement politique en Espagne et qui a tranquillement préparé pendant quelque temps l'actuelle contre-révolution³⁴. »

Le gouvernement et les conspirateurs

À la veille du déclenchement de la guerre civile, il paraît nécessaire de s'interroger sur la politique militaire du Front populaire et de ses organisations.

Il est d'abord utile de rappeler que la période qui va des élections au *pronunciamiento* est celle de la mise en place de la conjuration : l'alliance entre les formations de droite et d'extrême droite, les policitiens comme José Calvo Sotelo et José Antonio Primo de Rivera d'une part, les généraux conspirateurs de l'autre. Ce n'est qu'une fraction de l'armée qui conspire, mais elle favorise la préparation et l'armement des civils, petits messieurs et voyous, et se donne les moyens de détruire l'adversaire. Cette préparation se déroule en fait ouvertement et le gouvernement est bien informé, comme des travaux récents sont venus l'attester, alourdissant ainsi un substantiel bilan de véritable complicité.

F. Moreno Gómez, dans son remarquable travail sur Cordoue, démontre qu'à deux reprises, le 12 et le 18 juillet, la Sûreté républicaine a tout su, d'abord sur les préparatifs et les hommes, ensuite sur l'ultime conversation téléphonique entre Queipo de Llano à Séville et Cascajo à Cordoue, et qu'elle n'a rien fait pour entraver leur action³⁵.

Comment, dans ces conditions, expliquer que ces gouvernements – de Front populaire, rappelons-le – aient nié la conspiration et ne lui aient opposé qu'une stérile partie de jeu des quatre coins, déplaçant officiers et commandements ?

« Si les dirigeants espagnols avaient, ne fût-ce qu'un instant, pris vraiment au sérieux les éléments venant de divers côtés qui leur permettaient de connaître l'étendue des préparatifs, l'activité des conspirateurs, les hommes politiques républicains auraient eu le choix entre capituler devant les factieux ou engager avec l'armée l'épreuve de force qu'ils voulaient éviter et frayer ainsi la voie à cette révolution qu'ils pensaient avoir le droit d'empêcher à tout prix en détruisant l'obstacle unique assez puissant

pour l'arrêter, à savoir l'armée. Les affirmations des hommes politiques sur la "fidélité" et la "loyauté" des chefs militaires ne sont pas le résultat de leur conviction que tels sont ces hommes, mais de la nécessité pour eux d'affirmer qu'ils sont ainsi, précisément pour conjurer le péril qu'ils incarnent³⁶. »

Les choses sont claires. Préservant l'armée en tant que telle et s'efforçant de ne pas irriter les conspirateurs afin de ne pas les provoquer, le gouvernement de Front populaire – qui se porte garant de la loyauté et de la fidélité des officiers – laisse délibérément la conspiration poursuivre son chemin en espérant un recul volontaire de ses instigateurs. Aucun des avertissements publics ou privés, émanant notamment d'officiers républicains, n'est pris en compte.

Tous ces gens parlent beaucoup. Nous savons que les généraux préparaient leur soulèvement et qu'en gros tout le monde le savait. La presse communiste étudiée en vue de ce travail a la même position que les autorités. Elle attend et « exige » du gouvernement qu'il épure l'armée des éléments fascistes et réactionnaires, et qu'il arrête conspirateurs et bailleurs de fonds. Une seule allusion instructive de ce point de vue se trouve dans *L'Humanité* du 20 mai, qui relate la mutinerie des officiers du 1^{er} régiment de cavalerie, d'Alcalá de Henares, qui ont refusé un transfert et que le président du Conseil Casares Quiroga est allé en personne ramener à l'obéissance. Le journal du PCF commente :

« Les organisations ouvrières avaient d'abord lancé l'ordre de grève générale. Elles l'ont retiré pour ne pas nuire à l'action du gouvernement³⁷. »

À deux mois du soulèvement de Franco, le propos peut faire sourire; il peut aussi indigner.

Les militaires « de gauche »

Il existe pourtant des officiers républicains : ils risquent gros, d'autant que nombre d'entre eux sortent de la prison où les avait jetés la répression d'après octobre 1934, et

c'est de leur avenir, et à court terme de leur peau, qu'il s'agit. Ce sont ces hommes, francs-maçons ou proches du PSOE, qui, en opposition à l'UME des factieux, ont fondé l'UMRA que dirige le commandant d'infanterie Díaz-Tendero et où l'on retrouve, à Madrid par exemple, parmi les 200 adhérents, les hommes de 1934 : le capitaine Faraudo, les lieutenants Moreno, del Castillo et Fontan, les lieutenants-colonels Rodrigo Gíl, Carratalá et Barceló, le colonel Asensio³⁸. À Barcelone, le commandant de la Garde civile Emilio Escobar, l'*asalto* Vicente Guarner, le lieutenant de l'Aéronavale Aurelio Martínez, le lieutenant-colonel aviateur Díaz Sandino sont les plus actifs. Ces officiers et cette organisation ne sont pas utilisés par le gouvernement pour contrer l'UME et ses hommes qui conspirent dans l'armée. L'activité incroyablement dangereuse des militaires membres de l'UMRA apparaît après coup bien vaine.

Qu'en est-il exactement de l'organisation clandestine de caporaux et de soldats dans les casernes de la capitale au nom de laquelle le PCE édite le journal *Soldado rojo*? Le témoignage du soldat communiste Francisco Abad nous paraît en exagérer fortement l'importance, bien qu'il prenne la précaution d'assurer que les 300 membres qu'elle comptait dans sa caserne ignoraient les liens avec le PCE³⁹. Il est vrai que cette caserne fut la seule de Madrid où il n'y eut pas de soulèvement, et ceci peut expliquer cela.

C'est en tout cas probablement parce qu'ils se sentent abandonnés par les politiques modérés que les plus déterminés de ces militaires ont pris ou repris contact avec le PCE, et surtout avec Largo Caballero qui veille personnellement sur ces liaisons. Faraudo et del Castillo, successivement, acceptent de former et de commander les milices socialistes, tandis que Moreno et Francisco Galán entraînent les MAOC, milices « ouvrières et paysannes » du parti communiste. Ces hommes s'exposent : Faraudo et del Castillo sont abattus avant même le début de la guerre, ce qui démontre le souci de la droite d'enlever à ses ennemis toute compétence militaire. Leur successeur, le capitaine de réserve Arturo González Gil, est tué dans

les premiers combats. Nombre d'autres, comme Carratalá et De la Puente, sont assassinés aux premières heures du soulèvement. Emilio Escobar et Aurelio Martínez le sont peu après le début de la guerre civile⁴⁰.

Mais, dans le camp ouvrier, en juillet, l'organisation militaire n'en est qu'à ses premiers balbutiements. Le congrès de Saragosse de la CNT a rejeté avec mépris la proposition de García Oliver et Ascaso de constituer des milices confédérales et d'envisager les moyens de riposter à un coup militaire. Pour le reste, et bien qu'il arrive à *Claridad* de parler de « milices du peuple », il n'y a, dans l'atmosphère de « guerre civile rampante » des six premiers mois de 1936, que des milices privées, d'organisations, avant tout des groupes d'autodéfense socialistes ou communistes, voire anarcho-syndicalistes, et certaines unités d'*asaltos* volontaires pour combattre les armes à la main les *pistoleros* phalangistes.

Peu d'auteurs se sont intéressés aux conséquences de l'abandon dans lequel le gouvernement républicain laissait ses partisans dans les casernes, et notamment à la rage et au désespoir d'hommes pratiquement condamnés à mort par des tueurs couverts par leurs propres chefs. Il faut pourtant les invoquer pour comprendre comment, un soir de juillet, les amis du lieutenant del Castillo sont partis en voiture, dans Madrid, avec l'idée d'abattre un dirigeant du complot – ce fut Calvo Sotelo – pour venger leur camarade et se protéger du même coup⁴¹. Ces réactions de type « terroriste » étaient le fruit de la capitulation des dirigeants politiques livrant à l'adversaire les meilleurs de leurs partisans.

Milices ouvrières

Les milices armées d'ouvriers et de paysans (MAOC) du PCE ont beaucoup fait parler d'elles. Elles ont des sous-officiers, comme le chef de leurs groupes de choc, Valentín González, dit El Campesino. Certains de leurs chefs ont suivi à Moscou un entraînement spécial : c'est le cas du carrier Enrique Lister, peut-être du menuisier Juan Guil-

loto León, dit Modesto. Mais elles sont numériquement faibles, et Manuel Taguëña préfère changer de parti plutôt que de quitter les milices socialistes pour les MAOC.

Les milices socialistes, elles, se confondent plus ou moins avec l'organisation des JS dont la résolution du congrès de 1934 stipulait :

« Les JS doivent militariser leurs cadres, les dotant d'une discipline rigide, d'autant plus sévère qu'elle naît de la conviction même et qu'elle n'est pas imposée de l'extérieur. En dehors de l'armée, les JS seront la base militaire du parti dans l'ordre civil⁴². »

Les milices socialistes ne manquent pas d'hommes, mais d'armes. Le gros a été perdu en 1934 ou gravement détérioré, et les stocks n'ont pu être reconstitués. Les chefs ont un peu d'expérience militaire : l'Asturien Francisco Martínez Dutor est un ancien sous-officier, l'Italien De Rosa un ancien officier, l'assistant de physique à l'université de Madrid Manuel Taguëña sort du service militaire. Au moment décisif, les chefs seront les sous-officiers venus des casernes, le sergent Velázquez, de l'aéroport des Cuatro Vientos à Madrid, Juan Fabra, de Valence, José Manzana, artilleur de Barcelone⁴³, José del Río, de Málaga... Et comment ne pas mentionner ici le très méconnu Benjamin Balboa, cet officier radio sorti du rang, socialiste et maçon, qui, par l'initiative qu'il prit de prévenir les équipages de l'imminence du soulèvement de leurs officiers, a permis que soit préservée la flotte de guerre⁴⁴?

Il faut ajouter que, de toute évidence, les deux camps en présence n'ont pas la même perception de la situation et que seuls les généraux conspirateurs savent à coup sûr que l'on va vers la bataille : de leur côté, on abat systématiquement tous les chefs ennemis au moment où la guerre civile commence.

Le bilan est facile à dresser. Sur le plan militaire, ce sont les conspirateurs contre-révolutionnaires qui ont l'initiative et peuvent espérer frapper d'un coup les chefs militaires potentiels de l'adversaire; de l'autre, on tente de les apaiser ou de les contourner.

Pourtant, la guerre civile va naître dans les casernes, où

des hommes de troupe, des sous-officiers et parfois des officiers s'opposent aux chefs de la mutinerie : les soldats qui sortent marchent littéralement dans le sang de leurs camarades.

On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que « la défense de la République démocratique » se soit accompagnée, sur le plan militaire, d'une véritable politique de l'autruche. Il n'y a pas d'exception pour la JS : il ne suffit pas, comme l'assurent plusieurs auteurs, d'arguer du défilé en rang et en uniforme de jeunes socialistes dans les rues de Madrid pour en conclure que leur organisation avait une véritable politique militaire.

Politique de l'autruche?

La politique de la gauche socialiste est donc éminemment contradictoire : il faut disposer d'une force entre ses propres mains et il faut avoir brisé celles de l'adversaire pour songer à s'emparer du pouvoir. La conquête de cette force implique que les socialistes ne répètent pas les erreurs de 1934, sur lesquelles il ne semble pas qu'il y ait eu discussion critique. Au début de mai 1936, Largo Caballero écrivait dans *Claridad* :

« La classe ouvrière ne veut pas la république démocratique pour ses vertus intrinsèques ou comme forme idéale de gouvernement, mais parce qu'à l'intérieur de ce régime, la classe ouvrière, qui est étouffée sous des régimes despotiques, trouve une liberté d'action plus grande pour réaliser ses objectifs immédiats et à court terme⁴⁵. »

La question était seulement de savoir si la classe ouvrière espagnole avait accumulé, sous la République démocratique, assez de force organisée pour résister victorieusement à la tentative de la contre-révolution de détruire ses organisations et de la priver de ses droits et conquêtes.

CHAPITRE IV

Des événements malvenus

Une dépêche bien connue de Georges Luciani (Berland)¹, journaliste et agent secret du gouvernement français, décrit l'inquiétude des milieux « bien informés » de Moscou devant la victoire des socialistes et les progrès des communistes aux élections françaises de mai 1936, ainsi que leur regret de voir disparaître la perspective d'un gouvernement radical Herriot ou Daladier.

On ne se réjouit pas non plus à Moscou de ce qui se passe en Espagne. Car le *pronunciamiento* des généraux a provoqué une véritable révolution et un début de guerre civile dont les conséquences sont évidemment inquiétantes. Le vieil équilibre européen est en effet directement menacé avec la prise de position des gouvernements de Rome et de Berlin qui fournissent une aide militaire et économique importante aux insurgés « nationalistes », à la « Junte de Burgos », comme on dit alors.

On ne se réjouit donc pas non plus, dans les mêmes milieux, de l'éclipse du président Azaña et de ses coreligionnaires républicains, ni de la montée vers le pouvoir du « Lénine espagnol », Largo Caballero, ni de l'apparition d'étoiles nouvelles comme l'anarcho-syndicaliste Durruti, voire la vedette du PCE, Dolorès Ibarruri, la « Pasionaria ».

L'Espagne vit une guerre et une révolution, et, à tous les points de vue, une guerre et une révolution sont une menace pour l'Union soviétique.

Une extrême prudence

Dans son rapport au Foreign Office le 1^{er} août 1936, trois semaines après le début du soulèvement militaire, le vicomte lord Chilston, ambassadeur britannique à Moscou, écrit à ce sujet :

« Bien que cette guerre ne doive que trop vraisemblablement se terminer par l'établissement d'un régime communiste dans ce pays, je ne pense pas que la nouvelle qu'elle avait éclaté ait pu éveiller quelque enthousiasme dans le gouvernement soviétique. Le gouvernement de M. Quiroga était probablement assez bon pour le Kremlin dans les circonstances actuelles et aucun trouble dans les eaux européennes donnant aux Allemands une chance de pêcher ne peut être favorablement accueilli ici. La presse soviétique, bien qu'elle ait depuis le début consacré à la guerre beaucoup de place et manifesté d'inévitables préférences dans les choix des rapports de l'étranger, n'a, au cours des premières étapes, donné aucun indice qu'il pourrait provenir d'URSS autre chose qu'une sympathie platonique². »

L'ambassadeur apporte là une information précieuse à son gouvernement, après que ce dernier, nous le verrons plus loin, a pesé de tout son poids sur le gouvernement français pour un accord de « non-intervention ». Les motivations des Britanniques ont été clairement exprimées dans le *Times*, dont on sait qu'il exprime le point de vue des éléments les plus conservateurs de la classe dirigeante :

« On apprécie beaucoup que la proposition du gouvernement français ait été inspirée par l'anxiété devant la possibilité que des pays étrangers s'engagent dans la crise espagnole³. »

Ce point de vue est développé le lendemain dans le même journal :

« Il est vraiment impératif pour nous qu'une politique générale de non-intervention soit adoptée [...]. La guerre civile en Espagne peut aisément devenir une guerre civile en Europe [...]. Il n'est pas douteux que les pernicieuses

machinations préparatoires de Trotsky [*sic*] soient allées plus loin que ne le voulaient les gouvernements successeurs⁴. »

Derrière la guerre civile espagnole, le *Times* pressent Trotsky, c'est-à-dire la révolution, et il souhaite un accord de non-intervention pour l'enrayer. Il n'est sans doute pas le seul.

La presse russe a été jusque-là exceptionnellement discrète. Du lendemain de l'insurrection militaire (18 juillet) au 1^{er} août, la *Pravda* n'a consacré aucun éditorial à la guerre civile espagnole. Elle publie seulement des dépêches d'agence et, les 22 et 23 juillet, des dépêches de Londres signées Majorsky, ce qui est un signe qu'on n'accorde pas, à Moscou, d'importance majeure aux événements de la péninsule Ibérique.

Premier changement

Un premier changement se dessine vers le début d'août, après quelque deux semaines de combats sanglants où les milices ouvrières et paysannes sans armes suffisantes subissent en Espagne de lourdes pertes face à une armée régulière bénéficiant de l'aide des gouvernements de Berlin et de Rome. Le soulèvement militaire, battu dans toutes les grandes villes, est en effet sauvé par l'arrivée de troupes marocaines transportées par des avions italiens, puis allemands. Avions de chasse et de bombardement canons et armes automatiques vont arriver aussi.

La presse soviétique commence à s'émouvoir sur ordre quand est connue la nouvelle de cette intervention. À ce sujet, lord Chilston relève :

« Quand le gouvernement soviétique décida d'agir, il le fit avec rapidité : le 2 août, on n'avait pas encore dit un seul mot d'une seule manifestation " populaire " ; le lendemain, des meetings d'indignation et des manifestations " populaires " se déroulaient par milliers dans toutes les régions d'Union soviétique⁵. »

Le 1^{er} août était paru le premier éditorial de la *Pravda*, non signé, consacré à la guerre d'Espagne. Intitulé « Le

fascisme, c'est la guerre, le socialisme, c'est la paix », il assurait :

« Le fascisme est aujourd'hui le principal instigateur de guerre, le principal agresseur dans le monde. Cette nouvelle forme de dictature bourgeoise est en même temps une nouvelle forme de préparation à la guerre, de préparation de l'arrière à la nouvelle guerre⁶. »

Il soulignait le rôle du « fascisme allemand » dans le soulèvement militaire en Espagne et, prenant appui sur le discours de Staline au XVII^e congrès du parti, se terminait par l'affirmation que l'URSS était une force de paix.

Plusieurs articles consécutifs de Karl Radek dans les *Izvestia* posaient d'ailleurs la question de ce que le journaliste appelait l'agression allemande. Le 3 août, un article intitulé « Le souffle de la guerre » interpellait violemment le magnat de la presse, lord Rothermere, ami des généraux mutinés :

« Lord Rothermere souhaite l'intervention. Mais la classe ouvrière britannique viendra au secours de ses camarades espagnols en 1936, comme elle l'a fait pour aider les soviets en 1920. Et il sortira de cette lutte l'unité de la classe ouvrière qui, en définitive, chassera de leurs positions élevées les lord Rothermere de ce monde⁷. »

Ce langage viril était-il le signe d'une réorientation révolutionnaire de Moscou et annonçait-il l'aide soviétique à la révolution espagnole ?

Le 4 août, toujours dans les *Izvestia*, Radek récidivait en s'en prenant avec virulence et verve à un article du *Times*, aux « interventionnistes » de Rome et de Berlin ainsi qu'à leurs amis dans la haute société britannique⁸. Nous reviendrons sur cet article.

Le même 4 août, la *Pravda* consacrait à l'Espagne une page et demie avec un éditorial intitulé « La défense du peuple espagnol contre les assassins fascistes et interventionnistes⁹ ». L'accent était mis sur l'aspect international, l'« agression fasciste », les plans de conquête de la Méditerranée par les « fascistes » afin d'y installer une base pour la prochaine guerre. L'article poursuivait sur les manifestations de solidarité en URSS à l'égard de l'Espagne :

« Des millions de travailleurs en Union soviétique ont déjà fait entendre leur voix en s'indignant et en protestant contre les interventionnistes étrangers et fascistes. Ils envoient leur fraternel salut au peuple espagnol et lui souhaitent la victoire dans la lutte contre les traîtres à leur patrie et fauteurs de guerre, la lutte pour la paix et la liberté¹⁰. »

Le *Daily Worker* s'emballait – un parti minuscule comme le PC britannique court moins de risque à se laisser aller :

« Ici, en URSS, la flamme de la solidarité internationale brûle plus haut et plus clair que jamais¹¹. »

Alors, véritable tournant de la politique soviétique? On peut légitimement en douter. Le même jour, en effet, le correspondant à Moscou de l'*Esquerra* catalane, le parti du président Companys, écrivait :

« On considère ici que le gouvernement espagnol, aidé par les forces populaires, suffira à soumettre les rebelles¹². »

C'est la position de l'URSS depuis le début des opérations militaires. Et rien n'est changé fondamentalement. L'ambassadeur d'Italie à Moscou assure à son gouvernement que « la proposition française d'un accord de non-intervention » en ce qui concerne l'Espagne a même été reçue dans la capitale soviétique « avec le plus grand soulagement¹³ ».

Désormais, plus d'éditorial sur l'Espagne dans la *Pravda* jusqu'au 22 septembre. En revanche, les dépêches d'agence tiennent de plus en plus de place et elles sont riches. Le premier article de l'envoyé spécial de la *Pravda*, Mikhaïl Koltsov, daté de Barcelone, paraît dans ce journal le 9 août.

Il faut attendre encore quelques semaines (qui comptent pour des mois, sinon des années, en Espagne) pour que se produise un autre changement perceptible dans la presse de Moscou : après les réunions organisées dans toutes les entreprises sur le même modèle et l'orchestration à l'infini de la résolution des ouvrières de l'usine Trekhgorny à Moscou, commence, le 12 septembre, la campagne pour « l'aide alimentaire aux femmes et enfants d'Espagne ».

Les appels sont uniformément marqués par l'analogie entre les deux révolutions et les ouvrières répètent :

« Nous aussi, nous avons marché le poing fermé et le fusil en main¹⁴. »

Le PCF et la non-intervention

Un élément notable de clarification peut être trouvé dans la politique du PCF et de son organe central *L'Humanité*. L'un et l'autre jouent dans l'affaire un rôle de pivot : toute aide importante à l'Espagne doit passer par la France; de plus, la proximité de l'Espagne fait de sa guerre civile un facteur de poids dans la politique française.

En fait, la discrétion initiale que nous avons relevée dans la *Pravda* ne se traduit pas sous la même forme dans *L'Humanité* – qui parle abondamment de l'Espagne –, mais par un mutisme absolu concernant l'attitude de l'URSS vis-à-vis de l'Espagne.

Après beaucoup de reportages et d'informations fantaisistes bien qu'orientées – les ouvriers en armes sont toujours photographiés avec des soldats et des gardes –, les choses sérieuses commencent le 30 juillet où un article de Paul Vaillant-Couturier esquisse explication et ligne politique. Abandonnant ténacité et triomphalisme qui avaient marqué jusqu'alors la ligne de son journal sur l'Espagne, ce dirigeant du PCF avance résolument sur la voie de la « sécurité de la France ». Sous le titre « Ils se battent pour la sécurité de deux républiques », il assure :

« De plus en plus, les camarades espagnols ont le sentiment de se battre pour défendre, avec la République de l'Espagne, la République française¹⁵. »

Renonçant à l'optimisme de commande qui emplissait les colonnes du journal d'imaginaires victoires des milices, Gabriel Péri, quant à lui, consacre à la question de la pénurie d'armes un article bien résumé par son titre : « Le gouvernement régulier de l'Espagne doit pouvoir se pro-

curer les moyens de rétablir l'ordre contre les factieux¹⁶. »

Le titre du 2 août est : « Les agents de Hitler [...] voudraient, dans le sang de l'Espagne, noyer la sécurité de la France¹⁷. »

Jacques Duclos, le 5 août, combine les deux thèmes et réclame à la fois « la liberté de commerce » pour le gouvernement espagnol et « la sécurité pour le peuple français¹⁸ ». L'ensemble est développé avec beaucoup de netteté par Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, dans un meeting à la salle Huyghens, le 5 août. Lançant le mot d'ordre de « front français », il s'efforce de rassurer les éléments modérés :

« Le Front populaire n'est pas la révolution [...]. La République respecte la propriété, même la propriété capitaliste¹⁹. »

Par rapport à l'Espagne, il met l'accent sur le danger militaire :

« Ils veulent encercler la France [...], contribuer à la victoire du peuple espagnol, c'est défendre la France et défendre la paix²⁰. »

La non-intervention

En réalité, le gouvernement de Front populaire de Léon Blum, désireux d'honorer les engagements de ses prédécesseurs concernant la vente d'armes à l'Espagne, s'est heurté tout de suite à une violente campagne de presse de la droite et à une forte résistance de sa propre droite en la personne des principaux ministres radicaux, dont le ministre des Affaires étrangères Yvon Delbos, ainsi qu'à la pression du gouvernement conservateur britannique.

C'est dans ces conditions qu'au lendemain d'une mission de l'amiral Darlan à Londres, convaincu de la détermination britannique à refuser toute « aide » au gouvernement espagnol, il a adressé aux États intéressés une note leur proposant de souscrire à un accord de non-intervention en Espagne, marqué au premier chef par

la décision d'introduire un embargo sur les ventes d'armes aux deux camps.

La mesure a effectivement de quoi faire bondir ceux qu'indigne depuis des semaines l'inégalité de traitement entre les protagonistes de la guerre civile espagnole. La non-intervention, au terme d'une longue intervention unilatérale, risque bien d'être le coup de grâce pour Madrid. Et ce n'est probablement pas sans une certaine surprise que le lecteur de *l'Humanité* apprend le 6 août que le gouvernement soviétique « adhère au principe de non-intervention dans les affaires intérieures de l'Espagne » et qu'il est « prêt à participer à l'accord proposé par la France » à l'instigation de l'allié britannique.

En fait, le ministre soviétique des Affaires étrangères, Maksim M. Litvinov, a donné son accord le 5 août à 22 heures. Ce n'est que le 9 août que *l'Humanité* publie le texte intégral de la note du gouvernement français, ainsi que ses destinataires, mais en omettant de citer l'URSS.

Il y a de toute évidence difficultés et grincements, puisqu'il faudra attendre encore jusqu'au 11 août pour que trois lignes en petits caractères, page 3, annoncent enfin l'adhésion de l'URSS « au texte des propositions françaises relatives à la non-intervention en Espagne », qui remonte presque à une semaine.

La gêne de l'organe central du PCF, et donc de sa direction, est patente, malgré la prudence dont il a fait preuve jusque-là. Il va devoir reculer.

Le 12 août, il titre : « L'Espagne ne doit pas être exclue du droit international », et Jacques Duclos appelle à refuser « l'encerclement de la France²¹ ». Gabriel Péri s'efforce de gommer l'aspect « désordre » de la situation intérieure espagnole. Alors que l'on sait que les ouvriers et les paysans, aidés par des militaires, se sont finalement emparés des armes que les gouvernements successifs de Casares Quiroga et Martínez Barrio leur refusaient, il affirme que « le gouvernement a armé le peuple ». Alors qu'il n'y a plus de « forces régulières », sauf du côté de Franco, il explique que « ce sont les milices qui ont aidé les forces régulières » ; quant aux saisies de terres, d'usines,

etc., il assure qu'il ne s'agit que de « mesures de défense républicaine²² ».

Le vent qui souffle est désormais très conciliant en ce milieu de mois d'août. Vaillant-Couturier, le 17, confirme que le PC est opposé à toute intervention : « Que les soldats français restent en France²³ ! » Le thème central du discours de Maurice Thorez, le 25 août, est : « Pour la non-intervention, contre le blocus²⁴. » Bientôt, *l'Humanité* va se surpasser en écrivant que la guerre d'Espagne est devenue « la bataille de la Marne pour la démocratie²⁵ ». Verdun ne sera pas oublié non plus²⁶.

Mundo obrero et l'URSS

L'examen du quotidien du PCE *Mundo obrero* n'est pas moins instructif. On relève d'abord sa ferme volonté d'optimisme et d'orthodoxie, pliant l'événement à son analyse. Le titre énorme du 18 juillet proclame que « le peuple veille sur sa victoire », que tous « veillent au côté du gouvernement », souligne « la ferveur des masses pour la défense du régime » et proclame en conclusion : « Vive la République démocratique²⁷ ! »

Les jours suivants sont rythmés par le même optimisme et la même analyse que dément quotidiennement la réalité : on est revenu à « une situation normale », on n'a confisqué que « les biens des factieux », et chacun doit donc se conduire normalement : « Quiconque n'est pas mobilisé doit faire son travail habituel. » Le 29 juillet, pour la première fois, une dépêche de Moscou, d'Irene de Falcón, titre : « La néfaste intervention du national-socialisme dans nos affaires internationales²⁸. »

La question n'a pas été réglée aussi vite qu'on l'avait tout d'abord cru un peu imprudemment. Il va falloir préciser l'enjeu et déterminer une attitude. Le 8 août, Jesús Hernández, membre du bureau politique du PCE, fait à la presse étrangère des déclarations qu'il veut rassurantes pour les classes dirigeantes :

« Notre parti lutte avant tout et surtout pour la défense

de la République démocratique et pour rien de plus que la République démocratique.

« La lutte entreprise dans notre pays n'est pas celle de militaires traîtres contre le communisme ni contre la révolution prolétarienne, mais contre la République démocratique que le peuple défend par les armes [...].

« Notre révolution n'a pas le caractère d'une révolution prolétarienne [...]. Nous vivons depuis un certain temps la période de la révolution démocratique bourgeoise : restent non résolus le problème de la terre et tous ceux qui caractérisent une révolution de type démocratique. C'est pourquoi, tant que cette période n'est pas terminée, nous ne pouvons, nous ne devons, nous ne voulons pas parler de révolution prolétarienne [...] ou d'instaurer le communisme²⁹. »

Un manifeste du PC espagnol donne la partie positive du programme :

« Contre les promoteurs de la guerre, union nationale de ceux qui aspirent à une Espagne grande par sa culture, une Espagne de paix, de travail, de bien-être³⁰. »

Mais Moscou continue à être occupé par une affaire tout autre et *Mundo obrero* suit. À partir du 15 août arrivent de la capitale soviétique, par pages entières, les commentaires d'Irene de Falcón et les textes officiels de Tass sur « la conspiration terroriste des contre-révolutionnaires trotskystes en URSS », le procès de Moscou où comparaissent les vieux-bolcheviks Zinoviev, Kamenev, I.N. Smirnov, et qui éclipse totalement la guerre civile espagnole.

Ce n'est que timidement que, le 24 août, en regard d'une page et demie consacrée au procès, sortent enfin, en première page, douze lignes intitulées « L'URSS devant la lutte titanesque du peuple espagnol », qui citent la presse soviétique au sujet de l'Espagne.

À partir de ce moment, tout change. Le 28 août, *Mundo obrero* salue l'arrivée du nouvel ambassadeur soviétique :

« Nous saluons en la personne de l'ambassadeur de l'URSS, le camarade Rosenberg, le grand peuple soviétique et son génial timonier, le camarade Staline³¹. »

Moscou, désormais, s'active. Jacques Duclos et, semble-t-il, Ercoli, tous deux envoyés par l'IC, sont venus s'informer et surtout développer la ligne. On dit que Maurice Thorez a pris des contacts avec le gouvernement espagnol. À partir du 16 septembre, les colonnes de *Mundo obrero* sont remplies de nouvelles de Moscou, présentées par Irene de Falcón.

Ce sont désormais des pleines pages comme, le 22 septembre, autour d'une photographie de Staline portant une fillette, ce titre énorme : « Le peuple soviétique, en activité constante, aide moralement et matériellement la lutte du peuple espagnol³² », ou encore, le 27 : « Le peuple soviétique à l'avant-garde de la solidarité³³. »

Le 5 octobre de nouveau, les deux thèmes entrecroisés, sous le titre : « L'URSS aide le peuple espagnol », se combinent avec la légende : « Le camarade Staline, chef du prolétariat mondial et guide génial du peuple soviétique³⁴. »

PCF et URSS

La question se pose de la contradiction apparente entre la politique de l'Union soviétique et les mots d'ordre du PCF. Au moment où la première décide en effet l'embargo sur les armes à destination de l'Espagne, les meetings du second retentissent du cri mille fois scandé : « Des canons, des avions pour l'Espagne! » La contradiction n'est pas niable. Elle est souvent niée, parfois escamotée. Je la crois plus apparente que réelle.

Elle est indiscutablement escamotée, après que l'éditorial d'André Marty, dans *l'Humanité* du 7 août, a mentionné le discours de Maurice Thorez salle Huyghens et assuré que de longues acclamations ont salué son affirmation ainsi reproduite :

« Les résolutions de solidarité ne suffisent pas. Hitler et Mussolini ne parlent pas, mais agissent³⁵. »

Critique des socialistes et du gouvernement de Front populaire français, ces acclamations ne sont-elles pas également une critique de la position de l'URSS qui se

contente, elle aussi, de déclarations de solidarité au lieu d'agir? En tout cas, ces acclamations, ainsi que la phrase qu'elles ont saluée, selon Marty, et que je viens de citer, disparaissent du « texte intégral » du discours de Thorez dans *L'Humanité* du 8 août!

Mais cette même contradiction est franchement niée quand Paul Vaillant-Couturier se décide à prendre le taureau par les cornes et affirme dans *L'Humanité* que les communistes français sont contre l'intervention en Espagne et, « comme au premier jour, en plein accord avec le gouvernement Léon Blum ». Revenant sur la question le 8 septembre, il assure que, si l'Union soviétique ne s'était pas associée à la non-intervention, elle aurait été dramatiquement isolée, exposée à une « croisade contre le bolchevisme ». La conclusion coule de source et le dirigeant du PCF la formule clairement :

« Il faut avoir bien de la légèreté ou une âme de provocateur trotskyste pour ne pas voir ou pour souhaiter une pareille catastrophe au prolétariat³⁶. »

En réalité, il n'y a pas contradiction, du moins dans les termes où les observateurs ont jusqu'à présent cru la saisir. Sur le fond, l'accord est total et Thorez le dit sans aucune ambiguïté :

« Oui, nous, communistes, nous sommes résolument pour la non-intervention. Nous considérons que le peuple d'Espagne est capable de liquider lui-même la rébellion. On ne porte pas la liberté à la pointe des baïonnettes³⁷. »

Mais le PCF ne peut pas ne pas tenir compte, ne fût-ce que d'un iota, de la pression de sa base ouvrière qui, elle, aspire à aider efficacement la révolution espagnole et manifeste qu'elle est prête à avancer dans une voie qui déplairait évidemment aux radicaux et autres modérés du Front populaire.

Devant le présidium de l'IC, le 19 septembre 1936, Thorez relate que son parti s'est adressé à Léon Blum pour lui demander de lever le blocus, et commente :

« Dans les masses, cela s'est répercuté avec les mots d'ordre “ Des avions, des canons pour l'Espagne³⁸! ”. »

Plus loin, il admet :

« Le parti craignait une marche plus rapide de la classe ouvrière qui risquait de l'éloigner des classes moyennes³⁹. »

La contradiction est là. Non pas entre le PCF et Moscou, mais entre la classe ouvrière et son avant-garde « naturelle » d'une part, et le PCF, chargé d'appliquer la politique de Moscou, de l'autre.

Devant le comité central du 16 octobre, Maurice Thorez explique clairement cette contradiction et le choix opéré par la direction du parti :

« Nous n'avons pas mis l'accent dans la dernière période sur les mots d'ordre " Des avions, des munitions pour l'Espagne ". Ce mot d'ordre correspondait au sentiment des ouvriers révolutionnaires qui savent que des armes leur seront nécessaires pour l'instauration de leur pouvoir. Mais les éléments de la petite bourgeoisie en avaient peur, de ce mot d'ordre. Nous avons posé la question contre la violation du droit, contre les atteintes aux principes de la SDN, pour la paix, et, sur ce terrain, nous avons trouvé des appuis, nous avons élargi notre base⁴⁰. »

Pourtant, le secrétaire général du PCF ne cache pas au comité central l'inquiétude qu'il a éprouvée en constatant que la grande manifestation pour l'Espagne du 4 septembre avait été avant tout l'expression d'une « avant-garde combative des grandes usines parisiennes⁴¹ ».

Rien d'étonnant par conséquent si cette contradiction se retrouve entre militants et dirigeants du PCF. Au comité central du 11 décembre 1936, dont Carlos Serrano reproduit opportunément un extrait, Léon Mauvais cite un militant du 14^e arrondissement qui demande si le CC « a réfléchi sur les répercussions sur les responsables du prolétariat de France en cas de défaite en Espagne en raison de la position prise par le parti », et qui assure qu'il ne veut pas « aller avec le Front populaire jusqu'au fascisme⁴² ». Après Léon Mauvais, François Billoux parle de « trouble [...] jusque dans les organismes de direction⁴³ ».

Nous touchons ici du doigt l'essence de la politique du Front populaire dont l'axe est constitué par sa droite,

cette petite bourgeoisie qui « s'effraie » et devant laquelle l'« avant-garde communiste » doit piétiner et renoncer à ses objectifs de classe, comme l'explique ici Maurice Thorez. C'est là la politique même de Staline en Espagne, qui n'a pas été facilement acceptée par les ouvriers communistes.

Conséquences militaires

La comparaison des cartes de la situation militaire au lendemain du coup d'État des militaires et en octobre, où va commencer l'aide russe, est instructive.

L'insurrection a été écrasée en juillet dans plusieurs centres importants. Elle l'a été non par des unités régulières, mais par des milices improvisées. J'ai montré ailleurs que le principal facteur de cette bataille de rues fut le facteur politique : la discipline du Front populaire à l'égard d'un gouvernement qui ménageait les chefs militaires a partout ouvert la voie au *pronunciamiento*. En revanche, partout où, sans souci de la discipline du Front populaire, les travailleurs ont pris l'initiative contre les militaires, même sans armes, ils l'ont finalement emporté, le plus souvent au prix de lourdes pertes.

Juan Andrade devait l'expliquer ultérieurement, en témoin et acteur de l'écrasement du soulèvement :

« La gauche n'aurait jamais détruit la discipline de l'armée si les masses n'avaient pas attaqué. Ce n'est que quand un régiment courait un réel danger – comme dans les casernes de la Montaña à Madrid ou dans les rues de Barcelone – qu'il y a eu des signes de refus des soldats de combattre leur propre classe ouvrière. Jusque-là, la discipline militaire avait prévalu. Mais quand soldats et sous-officiers ont été attaqués de tous côtés, ils ont perdu le moral, la discipline s'est effondrée, ils n'ont plus voulu obéir aux officiers⁴⁴. »

Pourtant, ce qui est possible dans les combats de rue ne l'est plus en rase campagne quelques jours plus tard. Le remarquable observateur qu'est l'attaché militaire français, le lieutenant-colonel Henri Morel, décrit les forces en

présence. Du côté des généraux soulevés et dans les troupes qui les suivent, l'ordre et la discipline règnent, le matériel est abondant. De l'autre côté, désordre, gaspillage d'énergie inimaginables, « un agrégat instable d'individus oscillant entre l'héroïsme et la panique », « une poussière de bonnes volontés intermittentes ». L'attaché militaire ramasse les différences dans ces formules saisissantes :

« Si l'armée n'a pas vaincu tout de même, c'est qu'il y a quelque chose. Je ne serais pas étonné que cet ordre, cette discipline fussent sans âme, sans élan, et que le potentiel d'énergie des bandes populaires, si médiocres fussent-elles, fût encore supérieur à celui de l'armée.

« D'un côté, des gens qui savent pourquoi ils combattent et meurent [...]. De l'autre côté, une armée où seuls les officiers savent ce qu'ils veulent et pourquoi ils combattent⁴⁵. »

Des troupes dont le moral est très élevé ne peuvent néanmoins lutter indéfiniment contre des ennemis à la supériorité matérielle écrasante. Dès le 25 juillet 1936, le diplomate allemand Schwendemann notait à cet égard :

« Les membres de la milice rouge sont pleins d'une ferveur combative fanatique et combattent avec une valeur exceptionnelle et les pertes qui y correspondent. Ils sont facilement remplacés par les masses de la population, cependant que les rebelles, qui n'ont à leur disposition que leurs troupes, manquent en général de réserves⁴⁶. »

Le chargé d'affaires allemand à Lisbonne, le comte Du Moulin-Eckart, rapporte une conversation avec le général Franco : ce dernier se réjouit de la différence en pertes humaines qu'il évalue, fin septembre, à 16 000 pour les « rouges » contre 1 600 pour les « blancs ». Il commente en technicien :

« Ce sont particulièrement les mitrailleuses et, dans une moindre mesure, l'artillerie qui expliquent les pertes énormes des rouges⁴⁷. »

Or, ces pertes sont loin d'être indifférentes, même si les trous sont facilement bouchés et si le remplacement numérique est assuré. Le lieutenant-colonel Morel relève que, parmi les victimes des combats de rue et des premiers

jours en rase campagne, ce sont souvent « les meilleurs et les plus ardents » qui sont tombés. Privés d'entraîneurs d'hommes – que la faiblesse de leurs troupes conduit à prendre des risques excessifs –, les miliciens retournent souvent à l'état de « foule bruyante, indisciplinée, prête aux paniques⁴⁸ ».

Début octobre, le même observateur constate une baisse de la qualité des recrues dans la défense de Madrid :

« La qualité même des miliciens commence à baisser. Au lieu des jeunes Madrilènes enthousiastes des premiers mois, on racole des paysans sous-alimentés que l'évacuation des campagnes a jetés sur Madrid⁴⁹. »

C'est au cours de l'été 1936 que les milices vont connaître plusieurs épouvantables paniques, résultant de l'emploi de mitrailleuses par l'adversaire, mais aussi du mitraillage par l'aviation ennemie des combattants au sol. L'attaché français explique :

« Mal nourris, armés seulement de fusils, ayant abandonné ou rendu inutilisables leurs armes automatiques, presque sans artillerie, persuadés depuis [la panique de] Talavera de la supériorité, de l'invincibilité des militaires, les miliciens ont partout, sauf quelques îlots, lâché pied avant le choc. »

Une situation semblable est évidemment le fruit de l'histoire tout entière d'un pays et il est bien entendu difficile de donner en quelques semaines à des civils les réflexes du vieux soldat et de leur apprendre à se coucher au lieu de fuir. Mais la situation concrète est aussi le résultat des semaines précédentes.

Or, celles-ci ont vu l'armée des généraux se renforcer de jour en jour grâce à l'aide italienne et allemande. Après l'échec du soulèvement dans la flotte, les généraux rebelles ont lancé à Rome et à Berlin un appel au secours qui a été entendu : ce sont des avions de transport italiens et allemands qui ont permis le pont aérien depuis le Maroc et l'afflux de troupes fraîches. Avant la fin de juillet, un bateau a apporté 26 avions allemands, matériel et pièces de rechange⁵⁰. Du 8 au 15 août, nouveaux envois d'avions, de masques à gaz, de bombes, d'obus, de munitions, de mitrailleuses⁵¹. Le 7 août, envoi d'Italie de

27 chasseurs, 5 chars d'assaut, 40 mitrailleuses, 12 canons antiaériens. Le 3 septembre, c'est un chargement de 32 000 grenades à main, 32 mitrailleuses, des bombes, de la poudre. Le 23, ce sont 10 chars d'assaut, 4 stations radio mobiles, 38 canons de 75⁵².

Une politique coûteuse

Les milices républicaines, elles, n'ont reçu que quelques dizaines d'avions de France et des armes courtes de qualité souvent médiocre. Ce dénuement est devenu un facteur décisif dans la guerre :

« C'est dans cette période que tombent successivement Badajoz – ce qui permet l'unification de la “ zone ” franquiste –, Irun et Saint-Sébastien – ce qui va séparer l'îlot républicain du Nord de la frontière française. C'est dans cette période que se produisent les paniques [...]. C'est dans cette période que les victoires comme celle de la Sierra coûtent un prix exorbitant en vies humaines et hypothèquent l'avenir dans la mesure où la plupart des chefs militaires professionnels et militants sont tués au combat. Dans cette période décisive, les combattants de la “ République ” manquent de tout⁵³. »

Tel était pour la cause défendue par les miliciens espagnols le prix d'une non-intervention approuvée et appliquée par l'URSS. La note était lourde et l'on peut comprendre l'amertume, voire la colère de certains milieux contre cette politique, les incertitudes dans le comportement de responsables soviétiques qui traduisent un réel malaise. Ainsi, le 31 juillet, le chargé d'affaires américain Loy W. Henderson rapporte les propos que vient de lui tenir le responsable du département d'Occident aux Affaires étrangères de Moscou, A.F. Neyman :

« Bien que mon gouvernement ne m'ait pas autorisé à faire une quelconque déclaration officielle, je puis vous dire en privé et en toute confiance que notre gouvernement s'est soigneusement abstenu de toute initiative qui aurait pu être tenue pour une interférence dans les affaires espagnoles : aucune arme soviétique, aucun équipement

militaire n'a été envoyé en Espagne et aucun bateau ni aucun fonctionnaire soviétique n'a joué directement ou indirectement de rôle dans ce conflit⁵⁴. »

Le même ou l'un de ses proches collaborateurs revient sur cette question, indiquant qu'il n'y a pas en URSS unanimité là-dessus, ce que Loy W. Henderson explique dans une note du 4 août :

« Un haut fonctionnaire soviétique m'a dit l'autre soir que certains des fonctionnaires soviétiques chargés des affaires étrangères étaient opposés à l'envoi de fonds à l'Espagne, une telle action pouvant être utilisée par l'Allemagne et l'Italie pour justifier l'aide qu'elles-mêmes apportent aux rebelles. Leurs objections ont été cependant rejetées par ceux des dirigeants soviétiques qui pensent que, si l'Union soviétique doit continuer à maintenir son hégémonie sur le mouvement révolutionnaire international, elle ne doit pas hésiter, dans les périodes de crise, à assumer la direction de ce mouvement⁵⁵. »

Le diplomate américain précise :

« Il n'existe aucune indication jusqu'à présent que l'Union soviétique donnerait au gouvernement espagnol autre chose que l'assistance financière⁵⁶. »

Faisant allusion à ces mêmes premiers mois de la guerre civile, l'ambassadeur américain Claude Bowers écrit le 20 novembre :

« Pendant cette période, personne n'a vu un avion russe, un tank russe ou quelque matériel russe que ce soit. J'ai soigneusement interrogé entre douze et quinze correspondants de guerre là-dessus et aucun d'entre eux n'avait vu quoi que ce soit de ce genre⁵⁷. »

Deux fers au feu

Dans son ouvrage *The Spanish Plot* paru à Londres en 1937, E.N. Dzelepy note à juste titre :

« Aucun gouvernement n'a été plus profondément embarrassé et perturbé par la crise espagnole que celui de la Russie. Les Russes n'avaient en fait aucun intérêt à

provoquer des complications internationales. Et le moment aurait été mal choisi⁵⁸. »

C'est l'évidence même. Seule la propagande nationaliste acharnée à copier le modèle nazi et à donner corps à un « complot rouge » qui servait de justification à l'intervention italienne et allemande, ainsi que l'anticommunisme forcené du gros de la presse mondiale, ont pu faire croire que le Kremlin allait saisir au vol la crise espagnole pour avancer sur l'échiquier de la politique internationale.

Depuis l'avènement de Hitler en 1933, la politique extérieure de l'Union soviétique avait, après un temps de fidélité à la vieille politique de Rapallo, esquissé une orientation nouvelle avec le pacte franco-soviétique, une politique de sécurité collective et de maintien du *statu quo*. Mais elle ne s'était pas encore concrétisée par des accords et une collaboration militaire, et la ratification du pacte, côté français, s'était fait attendre. On peut supposer qu'à l'été 1936 l'Union soviétique avait deux fers au feu et que la porte de l'alliance allemande n'était pas irrévocablement refermée. Il ne faut en tout cas pas se laisser prendre aux clameurs de la polémique publique ou aux attitudes « fermes » de la diplomatie sur la place publique : Moscou n'était réellement et définitivement engagé ni avec Berlin ni avec Paris.

En réalité, placée depuis le 18 juillet devant le dilemme d'une politique de non-intervention ou d'une politique d'aide matérielle et – à la limite militaire – à la République espagnole, l'Union soviétique semble avoir beaucoup balancé, puisqu'elle a choisi dans un premier temps la première solution, qui assurait à court terme la survie et à long terme la victoire des militaires insurgés, et dans un deuxième temps l'aide directe, tout en essayant de la dissimuler et en ne négligeant aucune solution de rechange.

Faut-il rappeler en quel mépris fut longtemps tenu, notamment par les fidèles de l'historien britannique Hugh Thomas, le Soviétique Krivitsky⁵⁹, auteur de révélations sur le rôle de Staline dans la guerre d'Espagne?

Faut-il rappeler les sarcasmes qui accueillirent notamment ses affirmations concernant l'envoi par Staline à

Berlin de David Kandelaki, chargé d'explorer les possibilités d'une alliance allemande? La découverte de documents diplomatiques que les éditeurs de recueils avaient curieusement dédaignés, les analyses des historiens Leonard Shapiro et John Erikson, les révélations de Gnedine, ont sur ce point renversé la tendance. Au moment où les thuriféraires de Staline, dans le monde entier, s'extasiaient devant l'homme qui aimait si fort les petits enfants espagnols, celui-ci recherchait dans l'ombre la main de celui que sa propagande présentait comme le pire ennemi, tout en assassinant les « trotskystes » comme « agents de la Gestapo⁶⁰ ».

Politique machiavélique? Ou bien impuissance qui marque souvent l'action de Staline? Immobilisme suivi de fuite qui caractérisèrent notamment sa politique intérieure?

Une note bien lourde

Qui paya finalement la note? L'URSS, qui réussit en 1939, avec le pacte, l'opération manquée par Kandelaki en 1936, n'en profita pas pour mieux se préparer à la guerre, Staline ayant dans l'intervalle décapité l'Armée rouge. Staline, en revanche, s'en est tiré à bon compte, la mémoire collective, aujourd'hui encore, ne se souvenant plus des mois décisifs pendant lesquels l'URSS n'intervint pas.

Le peuple espagnol, lui, a payé de son sang la note de cette politique, puisque les généraux insurgés mirent à profit ce délai non seulement pour échapper à la défaite, mais pour assurer une domination matérielle et technique qui ne devait plus être contestée sérieusement dans les longs mois de combat qui restaient.

CHAPITRE V

L'URSS intervient

Pendant l'été 1936, la presse nazie – suivie notamment par toute la « grande presse » française – déclenche une violente campagne contre l'intervention soviétique qu'elle dénonce en Espagne : livraisons d'armes, envoi de conseillers occultes, etc.

En fait, les responsables ne croient rien de leur propre propagande et, le 28 septembre 1936, le chargé d'affaires allemand en Espagne, Tippelskirch, écrit dans un rapport adressé à Berlin :

« Dans quelle mesure les soviets donnent plus qu'une assistance " humanitaire " reste une question ouverte. Il y a bien entendu des rapports sur une telle assistance, mais jusqu'à présent aucune confirmation¹. »

Session de septembre 1936 du présidium de l'IC

Non seulement il n'y a à cette époque aucune aide soviétique à l'Espagne, mais la question espagnole semble être restée dans le domaine des affaires secondaires si l'on considère les travaux du présidium de l'IC du 17 au 21 septembre. Cette question figure en effet en quatrième point de la première session, après le Congrès des jeunes pour la paix, le Front populaire en France et le Congrès de Bruxelles pour la paix.

Le grand rapport est celui qu'Ercoli (Togliatti) consacre aux enseignements du procès Zinoviev-Kamenev, « bandits trotskystes démasqués », « agents du fascisme ». Il y souligne que les militants communistes avaient pris l'habi-

tude de « considérer le trotskysme comme un courant au sein du mouvement ouvrier » et qu'il faut mettre un terme à cette tolérance. Pour échauffer les esprits, il mentionne – allusion à Fred Zeller – « le jeune étudiant français dévoyé qui, après avoir visité le chef bandit en Norvège, envoya à ses amis le mot d'ordre de "Mort à Staline²" ».

Dans la discussion, Maurice Thorez intervient pour affirmer que les anarchistes ne cherchent pas à lutter contre les fascistes, mais à « manifester leur animosité contre les communistes et l'URSS » et « prêchent la collectivisation, ce qui est un crime³ ». Il signale en passant que la situation s'est modifiée avec l'intervention italo-allemande.

L'Italo-Argentin Codovila, qui est délégué de l'IC en Espagne, se montre plus concret. Il parle de l'« optimisme exagéré », du « péché originel » qui consista à « croire que la rébellion fasciste serait très vite battue » et que les Espagnols pourraient vaincre « par leurs propres moyens ». Certains groupes anarchistes combattent, il le reconnaît, mais « la plupart préfèrent [...] se promener avec des femmes, aller au restaurant ». Après avoir rappelé que la ligne communiste en Espagne, c'est la « révolution démocratique bourgeoise et républicaine dans toutes ses formes extérieures et aussi dans son contenu », il déclare que la faiblesse du gouvernement Giral compromet cette politique et que la faute en incombe à Largo Caballero, qu'il accuse de préparer un coup d'État⁴. Sa conclusion indique qu'il a peut-être entendu parler d'un tournant : « On parle d'intervention, c'est possible, mais qu'elle vienne au moment où nous, prolétaires en lutte, serons forts⁵. »

L'ensemble de ce débat dégage une impression de confusion extrême : la seule certitude est que les dirigeants de l'IC craignent que le programme de « République démocratique » ne soit bientôt dépassé. En tout cas, la possibilité d'une aide est mentionnée et Thorez en a donné la justification avec sa formule sur la modification de la situation.

Staline semble continuer sur sa lancée : c'est le 25 septembre, de Sotchi où il est en vacances, qu'il envoie avec

Jdanov le fameux télégramme décidant le remplacement de Yagoda au NKVD, parce qu'il a « quatre ans de retard » dans la lutte contre le trotskysme.

Début de l'aide soviétique

De toute évidence pourtant, une politique de rechange est en cours. Le 19 août, Kouznetzov reçoit le télégramme le convoquant à Moscou, où il apprend sa nomination comme « attaché naval » à Madrid⁶ et les aspects particuliers de sa mission. Le 12 septembre, le capitaine Rodimtsev est informé que sa candidature de « volontaire pour l'Espagne » a été retenue⁷. C'est autour du 7 octobre que le *Komsomol* appareille d'Odessa, chargé d'armes pour l'Espagne. Et la plupart des futurs cadres supérieurs des Brigades internationales arrivent ou reviennent en Espagne au début d'octobre.

Tout change en effet rapidement et, le 16 octobre, le chargé d'affaires allemand, Hans Hermann Voelckers, évoque d'Alicante « la quantité énorme de matériel et d'hommes que la Russie pousse constamment dans les mains du gouvernement espagnol⁸ ».

Le 29 octobre, le consul général allemand à Barcelone télégraphie que viennent d'être livrés aux républicains 20 chasseurs et bombardiers soviétiques avec véhicules à terre et équipages, mécaniciens, chauffeurs, le personnel nécessaire pour vivre en vase clos dans une base isolée. Dans les semaines qui suivent, les rapports confirmés s'accumulent, provenant notamment des consuls d'Odessa et d'Istanbul.

L'ambassadeur des États-Unis, Claude Bowers, indique dans un rapport déjà cité qu'il est convaincu que « l'URSS a respecté le pacte de non-intervention jusqu'au moment où elle a formellement annoncé qu'elle ne se sentait plus liée par lui⁹ ».

Cela signifie-t-il que l'Union soviétique s'est décidée à envoyer armes et munitions en Espagne après seulement qu'a été remise au comité de non-intervention de Londres

une note du gouvernement soviétique signée par son chargé d'affaires S.B. Kagan. La note était ainsi rédigée :

« Je suis autorisé par le gouvernement de l'Union soviétique à déclarer que, dans les notes adressées le 15 septembre aux gouvernements portugais, allemand et italien, le gouvernement espagnol a protesté contre l'assistance continuelle accordée par ces pays aux rebelles¹⁰. En conséquence, le gouvernement soviétique se voit dans l'obligation de déclarer que, si ces violations ne cessent pas immédiatement, il se considérera comme libéré des engagements découlant de l'accord de non-intervention¹¹. »

Le 23, une lettre remise à lord Plymouth, président du comité de non-intervention, semble annoncer la rupture. L'ambassadeur soviétique Maisky dit que le pacte n'est qu'un « chiffon de papier » et qu'il a pratiquement cessé d'exister¹². La bataille diplomatique autour du « contrôle » servira de prétexte à l'URSS pour rester dans le comité. C'est désormais dans les colonnes de la *Pravda* et dans les ports et aéroports qu'il faut suivre la marche et les formes de l'aide soviétique, étant entendu que c'est Krivitsky qui a probablement raison et atteint la plus grande précision en fixant la date du tournant.

Le 16 octobre, en effet, un télégramme à Staline du comité central du PCE caractérise en quelque sorte le cadre politique de l'aide prévue en faisant le nécessaire acte d'allégeance :

« Cher Camarade Staline,

« Au nom du peuple espagnol qui est étroitement lié au pays du socialisme, le CC du PCE dont les membres combattent à l'avant-garde contre les généraux rebelles et fascistes soutenus quant à eux par les fascistes internationaux, nous voulons saluer le comité central du PCUS et particulièrement le grand camarade Staline, chef bien-aimé du prolétariat international, la main qui guide la construction du socialisme en URSS et l'ardent défenseur de la paix.

« Le peuple espagnol, qui soutient une lutte très dure, tire sa force de la solidarité des peuples de l'URSS et promet qu'il ne cessera pas un instant de lutter jusqu'à la

défaite totale des fascistes dans notre pays, portant ainsi un coup final aux fascismes internationaux.

« Notre peuple fait le sacrifice de sa vie dans la lutte contre le fascisme et veut que vous sachiez que votre aide fraternelle a soulevé l'enthousiasme et donné une énergie nouvelle aux combattants en renforçant leur foi dans la victoire¹³. »

La réponse de Staline, affichée, lue, proclamée, reproduite à des centaines de milliers d'exemplaires – devenue citation indispensable pour des centaines d'articles et de discours –, est brève, mais elle est la clé nouvelle qui sanctionne le cadre de l'aide matérielle, la déclaration officielle d'intervention :

« Les travailleurs d'Union soviétique font leur devoir en faisant leur possible pour aider les masses révolutionnaires espagnoles. Ils réalisent parfaitement que la libération de l'Espagne de l'oppression des fascistes réactionnaires n'est pas une question qui ne concerne que le peuple espagnol, mais qu'elle est la tâche commune de toute l'humanité avancée et progressiste.

« Avec mes salutations fraternelles : J.V. Staline¹⁴. »

La fiction de l'aide humanitaire se poursuit cependant. Le 17 octobre, la *Pravda* proteste contre une déclaration de Grandi, représentant de l'Italie au Comité, à propos de remerciements de l'ambassadeur d'Espagne à Moscou. Il s'agit seulement, assure-t-elle, « de la sincère reconnaissance que le peuple espagnol ressent pour l'aide que lui ont apportée les peuples de l'URSS sous la forme de colis de ravitaillement pour les femmes et les enfants espagnols¹⁵ ».

En réalité, la décision de fournir une aide militaire avait été prise avant cette date. Krivitsky, l'un des rares témoins à avoir déposé, situe cette décision à la fin d'août¹⁶. L'ambassadeur Maisky écrit dans ses *Mémoires* :

« En octobre, il fut décidé d'aider l'Espagne en lui fournissant des armes et la déclaration que nous fîmes [...] le 7 octobre était un signal [...]. Ce ne fut qu'au moment de l'avance de Franco sur la capitale de l'Espagne [c'est-à-dire autour du 7-10 novembre] que les premiers tanks et

avions soviétiques furent essayés dans la bataille autour de Madrid¹⁷. »

La bonne chronologie est sans doute celle que propose Dante A. Puzzo : à la mi-octobre, arrivée en Espagne des premières armes achetées en Occident grâce à l'IC et à la complicité de certains secteurs du gouvernement français; fin octobre, premiers arrivages de matériel de guerre soviétique¹⁸, une date confirmée par Angel Viñas, qui dit que c'est le *Komsomol* qui apporta le 15 octobre « le premier chargement soviétique de matériel de guerre¹⁹ ».

Mécanisme des livraisons

Une note du programme de recherche sur l'URSS datée de 1954²⁰ décrit minutieusement l'organisation de l'acheminement des armes sous le contrôle strict du NKVD. Maîtrise et équipage triés sur le volet : la note indique par exemple que l'équipage du *Komsomol*, formé entièrement de membres des JC, comptait 35 hommes dont 22 étaient titulaires d'une décoration, et son capitaine, G.A. Mezentsev, n'avait que trente-trois ans. L'auteur, un émigré soviétique demeuré anonyme, donne les noms des 10 bateaux à moteur Diesel de 3 000 à 10 000 tonnes et des 6 vapeurs qui suivaient l'itinéraire de la mer Noire (Odessa, Novorossisk, Poti, Batoum) pour aboutir à Carthagène, Alicante, Valence ou Barcelone. De Leningrad et Arkhangelsk à Santander et Bilbao, 2 Diesel et 2 vapeurs assuraient les transports vers la poche du Nord²¹.

Les règles sont strictes. Le chargement se fait en secret, dans des zones interdites des ports soviétiques d'embarquement. Les bateaux naviguent loin des côtes, de 80 à 100 kilomètres, et d'autres navires soviétiques ont pour mission de détourner l'attention de navires de guerre contrôleurs ou trop curieux. Le déchargement des armes dans les ports espagnols se déroule toujours la nuit sous la surveillance du NKVD; seuls les déchargements de produits alimentaires sont effectués par les dockers espagnols

en plein jour et sous les applaudissements, devant objectifs et caméras²².

Ces envois rétablissent l'équilibre, au moins dans les domaines cruciaux de l'aviation et de l'artillerie. En 1936, il est arrivé 148 avions russes, dont 25 *chatos*, 312 *ratas* – des chasseurs – et 31 *katiouchka*, bombardiers²³. Arrivent aussi en nombre à cette époque les premiers chars d'assaut et des armes de toute sorte. Les Soviétiques disent aujourd'hui avoir envoyé à l'Espagne 648 avions, 347 tanks, 60 autos blindées, 1 186 canons lourds, 26 686 mitrailleuses, un total dont un peu moins de la moitié a été livré avant le printemps 1937²⁴. I.M. Maisky dit que c'était « peu, trop peu²⁵ », mais Dante A. Puzzo a raison d'estimer que ces livraisons, rapidement intervenues dans les six premières semaines de la guerre civile, auraient sans doute permis à la République d'écraser le soulèvement des généraux²⁶.

C'est en tout cas une aide précieuse et, pour commencer, une fantastique espérance. Rien ne permet mieux de le comprendre que la proclamation de Largo Caballero à l'armée du Centre le 28 octobre 1936 :

« Nous avons en ce moment dans nos mains un formidable armement mécanisé. Nous avons des tanks et une aviation puissante. Écoutez, camarades!

« Demain, 29 octobre, à l'aube, notre artillerie et nos trains blindés ouvriront le feu contre l'ennemi, ensuite apparaîtra notre aviation lançant des bombes et déchaînant le feu de ses mitrailleuses.

« Au moment de l'attaque aérienne, nos tanks vont se lancer contre l'ennemi. Maintenant que nous avons des tanks et des avions, en avant, camarades du front, fils héroïques du peuple travailleur!

« La victoire est à nous²⁷. »

On le sait, ces armes ne suffirent pas. Le général Ignacio Hidalgo de Cisneros, militaire de carrière rallié au PC, raconte qu'au lendemain de Munich, il se rendit à Moscou pour demander les 250 tanks, 250 avions, 600 canons et 4 000 mitrailleuses nécessaires; Staline et Molotov lui firent gentiment remarquer que le gouvernement espagnol ne devait pas avoir plus de 100 000 dollars de crédit, et

que la commande valait mille fois plus²⁸. L'accord se fit néanmoins sous forme d'un nouvel emprunt, mais les armes, débarquées, ne purent même pas être utilisées avant le désastre final²⁹.

L'or de la République

Bien que le comte Ciano, ministre des Affaires étrangères de Mussolini, ait commencé, dans un grand geste de générosité, par assurer aux émissaires de Franco et Mola qu'il ne devait pas être question d'argent entre eux avant la victoire³⁰, tous les belligérants ont payé leurs armes, et les ont payées cher.

Quant à l'aide russe, on sait qu'elle a été pour l'essentiel financée par l'or espagnol déposé à Moscou. Sur cette question longtemps controversée et obscure, il existe maintenant une excellente mise au point, celle d'Angel Viñas.

Les premières ventes d'or pour l'Espagne ont été réalisées par l'intermédiaire de la Banque de France. Après la reprise des relations diplomatiques et l'entretien entre l'ambassadeur d'Espagne Marcelino Pascua et Molotov³¹, c'est Largo Caballero qui, à la suggestion de son ministre des Finances, le Dr Negrín, a sollicité Rosenberg pour que le gouvernement soviétique accepte un dépôt de 500 tonnes d'or de la Banque d'Espagne.

L'accord fut conclu facilement. L'or espagnol (7 800 caisses) fut chargé de nuit par des Soviétiques du 23 au 25 octobre, dans la base navale de Carthagène. Les navires porteurs sont arrivés à Odessa le 2 novembre et, par train, trois jours plus tard à Moscou. Les parties, après vérification, ont estimé le dépôt à 1 586 millions de pesetas-or, soit 518 millions de dollars ou 104 millions de livres sterling³².

Le « terminal de Paris », l'intermédiaire indispensable de toutes les opérations armes menées jusque-là par le Comintern – le partenaire de la compagnie France-Navigation qui intervint à partir de 1937 –, fut la BCEN, Banque commerciale pour l'Europe du Nord (Eurobank),

qui, après instructions du gouvernement espagnol aux autorités soviétiques, recevait la contre-valeur en devises qu'elle plaçait alors à la disposition du gouvernement espagnol. Selon les Soviétiques, le dépôt d'or a été ainsi liquidé en avril 1938 avec, en sus, le montant des crédits soviétiques à l'Espagne³³.

Angel Viñas a fait le compte des armes achetées de la sorte : il a dénombré 307 670 fusils, 5 150 fusils mitrailleurs, 406 tanks, 40 véhicules blindés, 889 canons, 406 avions et 786 000 cartouches³⁴. L'Union soviétique prélevait un intérêt de 3 % pour les avances qu'elle consentait³⁵ : l'opération fut dans l'ensemble financièrement intéressante pour Moscou³⁶. Il reste la question des 250 millions de francs confiés au PCF pour l'achat d'armes dont l'utilisation ne fut pas contrôlée, mais dont une rumeur assurait à l'époque qu'ils avaient servi en partie à financer la sortie du quotidien parisien *Ce soir*³⁷.

Les « conseillers militaires »

L'aide militaire ne consiste pas seulement en matériel de guerre. Les premières Brigades internationales, formées de volontaires recrutés à l'initiative des partis communistes, apparaissent devant Madrid en octobre 1936. Le lieutenant-colonel Morel exprime son admiration devant la discipline et la fermeté de ces unités remarquables qui vont, pendant quelques jours, tenir le front à elles seules.

À côté des Brigades et beaucoup plus discrètement interviennent aussi des militaires soviétiques, un millier au plus dans les premiers mois, qui arrivent en qualité de conseillers, instructeurs, pilotes, chauffeurs et – pour certains tankistes et aviateurs – combattants. Une source soviétique a donné en 1972 des chiffres très précis : 772 aviateurs, 351 tankistes, 222 conseillers ou instructeurs, 77 marins, 100 artilleurs, 52 experts militaires d'autres spécialités, 130 ingénieurs de l'aéronautique, 136 spécialistes de radio et communications, 204 interprète-

tes, soit un total de 2 044, dont jamais plus de 7 à 800 en Espagne en même temps³⁸.

Ce n'est que peu à peu que la lumière a été faite sur ces hommes qui vivaient à l'écart, qu'on appelait les « Mexicains » et qui n'étaient connus que sous des pseudonymes. Le dernier en date des historiens officiels, Mechtchériakov, mentionne parmi les principaux conseillers Ia. K. Berzine, en fonction en 1936-1937 (connu en Espagne sous le nom de général Grichine), son successeur G.M. Stern (général Grigorovitch), rappelé en 1938, et le successeur de ce dernier, M.M. Kaltchanov (peut-être général Maximov). Parmi les officiers supérieurs ayant servi en Espagne, il cite également le futur général Meretzkov (Pétrovitch), Simonov (Valois), l'aviateur Smoutchkiévitch (Douglas), l'artilleur N.N. Voronov (Voltaire), R.L. Rosenfeld (Loti) – troisième adjoint du conseiller commercial, mais spécialiste de la guérilla³⁹ –, à qui il faut ajouter le commissaire Nesterenko et le marin N.G. Kouznetzov (Kolia)⁴⁰ dont Louis Fischer écrit :

« Kolia était un homme de trente-trois ans environ, blond, élancé, grand, un pur Slave. Il avait appris l'espagnol. Il était calme et simple. Il était un peu troublé, mais ne le montrait pas⁴¹. »

Le même auteur a souvent vu le général Berzine, qu'il nous décrit plutôt trapu avec « un visage enfantin et les cheveux argentés⁴² » : c'est un Letton du nom de Peteris Kyuzis, vieux-bolchevik devenu l'un des meilleurs généraux de l'Armée rouge dont il a dirigé pendant quinze ans le service de renseignements.

Nous devons mentionner d'autres noms. Ainsi, le rôle attribué par les historiens officiels devant Madrid au général Miaja a été tenu par l'attaché militaire, le général Goriev, un homme de trente-huit ans (probablement général Ivanov), dont la compétence et le comportement lui valurent toutes les sympathies. De lui, Fischer note :

« Il parlait l'anglais à la perfection, était grand et séduisant. Dans ses façons et son allure, ce pur Slave ressemblait à un Britannique. Il fumait sa pipe, évoluait avec nonchalance et souriait dans les pires situations⁴³. »

Barea, lui, l'a vu « blond, grand et fort, les pommettes

saillantes, les yeux bleus froids, le visage calme avec une haute tension sous la peau⁴⁴. »

Le général Koulik, dit Kouper ou Koupper, qu'on prétend proche de Staline, nuque puissante, crâne rasé, façons brutales, souleva en revanche bien des inimitiés. Les tankistes de Madrid étaient dirigés par le général D.G. Pavlov, dit Pablo, qui succéda à S. Krivochéine (Melé). On peut citer également Mamsourov, dit Hadji, conseiller de Durruti, haut responsable du GRU, toujours alerte en 1989, P.I. Batov, dit Fritz, petit, trapu, volontaire, R.Ia. Malinovsky (Malino), futur maréchal, A.I. Rodimtsev, dit Pablito Gómez, le tankiste Paul Arman, fils d'Inessa, l'amie de Lénine, disait-on, en fait un Letton nommé Tiltin, E.S. Ptoukhine qui a remplacé Smoutchkiévitch (Douglas) à la tête de l'aviation, le futur maréchal Koniev, dit Paulito, le futur maréchal Joukov, etc.⁴⁵.

Le colonel S.A. Vaoupchassov, qui a écrit ses Mémoires de « tchékiste », était chargé du travail de guérilla à la fin de la guerre et commanda ensuite le détachement de choc qui assurait la garde du gouvernement⁴⁶. C'est lui qui a indiqué que l'ultime responsable des conseillers militaires soviétiques en Espagne avait été le général Chmilov (Chilov) et comment les derniers d'entre eux avaient pu partir en avion avec lui⁴⁷.

Le rapport établi pour la FAI⁴⁸, avec la collaboration du conseiller Strigounov et du général Maximov, permet de faire un bilan du rôle de ces techniciens militaires. Ils sont, à grade égal, moins bien formés que leurs homologues occidentaux, lents mais pratiques, surpris par la nouveauté mais accrocheurs et dévoués. Malheureusement, le système de rotation qui prévaut et la brièveté des séjours – un an au plus – font qu'ils partent au moment où, comme le fait remarquer Kouznetzov⁴⁹, ils deviendraient vraiment utiles. Ils vivent isolés, entre eux, systématiquement à l'écart du pays. Les officiers soviétiques résident aux hôtels Gaylord et Modern à Madrid, Metropol à Valence, Majestic à Barcelone⁵⁰.

Les diplomates

Des civils jouent aussi un rôle très important, qu'ils soient diplomates ou conseillers officieux. Les feux de l'actualité ont été braqués sur les premiers.

Marcel Israeliévitch Rosenberg a commencé dans la « carrière » à Berlin en 1918 auprès d'A.A. Joffé. Il a été pendant plusieurs années secrétaire général-adjoint de la SDN et parle un français impeccable. Il a pris le risque d'un voyage aérien terrifiant pour arriver plus vite. Infirme et contrefait, presque bossu, il a, nous dit un anarchiste, « un visage lumineux et ouvert⁵¹ », « des yeux brûlants et profonds⁵² », précise Louis Fischer, ainsi qu'un « sourire courtois et ironique⁵³ », selon Ilya Ehrenbourg. C'est un homme d'une vive intelligence qui connaît sur le bout des doigts les classiques du marxisme.

La reprise des relations diplomatiques hispano-soviétiques a été marquée de beaucoup de solennité. Le décret de création de l'ambassade d'Espagne à Moscou développe longuement l'exposé des motifs :

« Maintenir et élargir les relations internationales, les rendre plus étroites avec les autres démocraties proches dont l'URSS est l'une des plus représentatives. Nos mêmes idéaux de paix et de progrès [...] ont donné forme tangible à la reconnaissance mutuelle de nos deux gouvernements et à la désignation d'ambassadeurs extraordinaires plénipotentiaires⁵⁴. »

Mundo obrero se distingue en saluant, le 28 août, au lendemain de l'arrivée de Rosenberg, « la personne de l'ambassadeur de l'URSS, le camarade Rosenberg, le grand peuple soviétique et son génial timonier, le camarade Staline⁵⁵ ».

Reçu dès le lendemain de son arrivée par le président de la République Manuel Azaña, l'ambassadeur salue le chef de l'État qui incarne, dit-il, « la volonté librement exprimée du peuple d'Espagne de vivre dans l'honneur et la dignité de ses institutions démocratiques constitutionnelles ». Il ajoute :

« Je sais parfaitement que le gouvernement de la Répu-

blique ne veut pas imposer aux autres ses propres conceptions politiques et sociales, attitude qui correspond à celle de mon gouvernement⁵⁶. »

En réalité, il ne s'en tient pas là. Tout semble indiquer au contraire, de sa part, une constante pression, une intervention permanente dans les affaires de l'Espagne républicaine. Une rumeur souvent répétée mais jamais confirmée lui attribue, dans la semaine de son arrivée, un rôle important dans la constitution d'un gouvernement de Front populaire présidé par Largo Caballero.

On sait que ce dernier accusait le gouvernement Giral de modérantisme et envisageait de lui substituer un gouvernement des organisations ouvrières. Moscou y était opposé et, quelques mois plus tard, l'un de ses hommes, César Falcón, le reconnaîtra en écrivant que « les circonstances nationales et internationales ne rendaient pas opportune l'entrée au gouvernement des socialistes et des communistes⁵⁷ ». Devant le présidium de septembre de l'IC, Codovila explique que les dirigeants du PCE ont été invités par Alvarez del Vayo à une rencontre avec Largo Caballero. Ce dernier, qui avait fait venir à Madrid, la veille, 25 000 miliciens retirés du front, déclara :

« Il faut en finir avec la situation actuelle. Si on ne change pas le gouvernement, demain les fascistes seront à Madrid. Maintenant, nous allons prendre le pouvoir par la violence⁵⁸. »

Pour la politique de Moscou, c'était une catastrophe, une sorte de reconnaissance du caractère social de la révolution. Devant le présidium de l'IC, Codovila stigmatise l'attitude de Largo Caballero comme un « chantage politique⁵⁹ ». Or on sait que, selon la députée radicale Clara Campoamor, Marcel Rosenberg se déplaça en personne à la *Casa del Pueblo* où étaient réunis les dirigeants des syndicats et partis du Front populaire pour empêcher Largo Caballero de donner suite à son projet de gouvernement ouvrier ou syndical UGT-CNT : l'URSS redoutait que ce ne fût là un pas en direction de la rupture avec la République démocratique et son président. Clara Campoamor appelle cela sa « participation active et convaincante pour faire écarter le danger qu'aurait été l'institu-

tion prématurée d'un gouvernement ouvrier et d'une dictature du prolétariat⁶⁰ ».

Après avoir fait triompher l'idée d'un gouvernement de Front populaire dirigé par Largo Caballero, Rosenberg aurait réussi à « convaincre » le PCE d'y entrer, condition *sine qua non* du vieux leader⁶¹ pour cette solution que Moscou tenait comme un moindre mal. On peut penser que Rosenberg n'eut, sur ce point, qu'à donner des instructions. Minev, sous la signature « Boris Stefanov », expliquera plus tard dans son rapport secret sur les « causes de la déroute espagnole » : « Le parti, du fait des préparatifs de Largo Caballero et des JS pour renverser par la violence le gouvernement Giral, décida d'entrer au gouvernement pour éviter un tel développement⁶². »

Si l'on en croit le secrétaire de Largo Caballero, José Maria Aguirre, le nouveau chef du gouvernement, en allant proposer au président Azaña la liste de ses ministres, eut la stupeur de découvrir que le chef de l'État était hostile à la nomination d'Araquistáin aux Affaires étrangères et qu'il lui opposait un autre socialiste, Alvarez del Vayo, que Largo Caballero tenait désormais pour un « agent soviétique ». C'était une exigence des Russes : « L'alternative était qu'ils refuseraient des armes », assure la note. Décidé à résister, le dirigeant socialiste ne céda qu'à la prière d'Araquistáin lui-même et prit donc l'« agent soviétique » dans son gouvernement⁶³.

Clara Campoamor parle ironiquement de « la réconfortante et non moins légitime présence de Rosenberg au Conseil des ministres » qui décida le transfert à Valence du gouvernement. Sur son comportement en général, l'accusation la plus grave vient d'Araquistáin qui déclare :

« Il [Rosenberg] agissait moins comme un ambassadeur que comme un vice-roi de Russie en Espagne. Il rendait visite à Largo Caballero tous les jours, parfois accompagné d'importants personnages russes militaires ou civils. Ses visites duraient des heures et, pendant ce temps, Rosenberg essayait de donner au chef du gouvernement espagnol des instructions sur ce qu'il fallait faire pour diriger avec succès la politique de guerre. Les conseils,

dans leur rigueur presque des ordres, portaient surtout sur les postes de commandement dans l'armée [...]. Comme Rosenberg ne parlait pas l'espagnol, il était presque toujours accompagné d'Alvarez del Vayo dans ses longues visites à Largo Caballero. Il était l'interprète et, d'une certaine manière, un conseiller auxiliaire en faveur de la politique communiste⁶⁴. »

En fait, Rosenberg s'est apparemment senti si responsable du gouvernement espagnol qu'il n'hésita pas à parler en son nom. Ainsi un secrétaire américain écrit-il le 6 septembre :

« Faisant référence à la situation à Madrid, l'ambassadeur a exprimé l'opinion que le nouveau gouvernement qui représente la masse du peuple allait bientôt mettre un terme aux activités illégales de certains éléments irresponsables⁶⁵. »

Il faut mentionner ici un autre diplomate, le consul général d'URSS à Barcelone, V.A. Antonov-Ovseenko, arrivé le 1^{er} octobre dans la capitale catalane. Jeune officier menchevik en 1905, il s'était mutiné avec ses troupes, avait été condamné à mort puis gracié, et s'était évadé. Pendant la guerre, il fut à Paris l'âme de *Naché Slovo*, ce quotidien où Trotsky s'exprimait. Il fut le collaborateur de ce dernier à Petrograd, dirigea l'assaut victorieux du Palais d'Hiver, puis organisa les gardes rouges et fut le chef de l'administration politique de l'Armée rouge. De 1923 à 1928, où il « capitula », il fut l'un des militants en vue de l'Opposition de gauche.

Installé en Catalogne, cet homme qui « respire encore les orages d'Octobre⁶⁶ », qui a connu Makhno et négocié avec lui, ne désespère pas de gagner Durruti à la politique de guerre. Il est modeste, simple, a des allures très démocratiques, apprend le catalan, dit Ehrenbourg qui souligne sa popularité en Catalogne⁶⁷. Du coup, il parle haut et fort, fait attaquer les trotskystes dans la presse et prend pour point de mire le POUM, dont le secrétaire est son vieux camarade Nin qu'il fait semblant de ne pas reconnaître.

Est-il possible de contredire une légende bien ancrée et de suggérer que cet homme au visage triste, petit, myope,

blond, nerveux⁶⁸, croyait encore à la révolution qu'il décrit avec enthousiasme dans son salut aux marins du *Zyrianine*? Peut-on douter de sa bonne foi tout court quand il leur demande de dire en URSS qu'il y a en Espagne des Soviétiques qui s'engagent à être dignes de leur peuple et qui sont fiers d'être « étroitement liés à ce peuple admirable »? « Que vive et que fleurisse l'union des prolétaires de tous les pays⁶⁹ » est une conclusion anachronique, mais révolutionnaire dans la bouche d'un diplomate de Staline en 1936.

La veille, d'ailleurs, il assurait que ce qui se jouait en Espagne, c'était « le destin du capitalisme ». Même la peur au ventre ne suffit pas toujours pour qu'un homme renie entièrement ce qu'il fut. Antonov-Ovseenko a parlé à Jacinto Toryho de l'insurrection d'Octobre et de la prise du Palais d'Hiver sans chercher à dissimuler le rôle de Trotsky.

Son secrétaire Aleksandr Korobizine parle un espagnol remarquable, alors qu'il n'a jamais quitté l'URSS⁷⁰. Toryho l'a vu « jeune, allègre et dynamique ». Mais un autre « secrétaire », Mikhaïl Golovskine, exerce le contrôle des services sur le consul général, qu'il peut déranger à tout moment⁷¹.

Krivitsky, dont le témoignage est de plus en plus validé par le temps qui passe et par les nombreuses confirmations qu'il reçoit, affirme que le « principal commissaire politique de Staline en Espagne fut Arthur Stachevsky, un ancien officier de l'Armée rouge, Polonais, attaché commercial de l'URSS qui négocia toute l'affaire de l'or espagnol et assura l'application en Espagne de la politique de Staline⁷² ».

Journalistes et agents

Plus important que les diplomates parce que plus libre de ses mouvements, l'un des Russes qui comptent le plus en Espagne est Mikhaïl Koltsov, rédacteur de la *Pravda*, dirigée par l'homme de Staline L.Z. Mekhlis. Il avait, lui aussi, été membre de l'Opposition de gauche et protégé

de L.S. Sosnovsky, le meilleur journaliste de la période révolutionnaire et ami personnel de Trotsky. Mais il avait renié l'une et l'autre, ce qui lui avait valu, en 1928, à l'entrée du Bolchoï, une gifle retentissante d'Olga, la compagne de Sosnovsky. Fondateur d'*Ogoniok*, puis rédacteur à *Bednota* avant la *Pravda*, il a été peint par Hemingway dans *Pour qui sonne le glas* à travers le personnage de Karkov.

De lui, Arthur Koestler a écrit qu'il était « petit, fluët, d'allure insignifiante, avec des manières douces et des yeux pâles, exactement l'opposé du type conventionnel du reporter célèbre⁷³ ». Mais c'est le type même du journaliste, plein d'anecdotes, toujours prêt à faire un bon mot, cynique dans le mépris qu'il affecte en privé pour les « vaches sacrées » devant lesquelles il se montre servile au grand jour. Il ne craint pas l'ambiguïté, aime les formules à double ou triple sens, révélant en même temps lucidité et désespoir, mais reprenant le dessus par une pantalonnade. Il semble bien que lui aussi ait pensé se comporter en révolutionnaire tout en gardant une foi absolue dans la sagesse de Staline.

Claud Cockburn évoque de façon suggestive sa grosse tête, son visage expressif, ses histoires juives, « sa langue sauvagement satirique », mais aussi son « puissant enthousiasme pour la vie⁷⁴ ». Ilya Ehrenbourg confesse : « L'amitié qu'il me témoignait était teintée d'un léger mépris⁷⁵. »

Était-il, comme on l'a dit et redit, l'homme de confiance de Staline en Espagne? Rien ne le prouve, sauf peut-être son assurance, mais Staline accordait-il sa confiance? Il ne s'est en tout cas pas cantonné dans un rôle de reporter éclairé. Ses initiatives dans l'organisation de la défense de Madrid, y compris l'épuration sommaire des prisons, ne sont pas passées inaperçues. Il les raconte lui-même, en enjolivant peut-être un peu, dans son *Journal d'Espagne*, en les attribuant au personnage imaginaire qu'il a créé pour se représenter lui-même, Miguel Martínez. Il est confirmé qu'à la fin de 1936, il était installé au ministère de la Guerre et intervenait dans les décisions⁷⁶.

À la fois moins connus — on discute encore de leur

identité réelle – et moins mystérieux, car on sait qu'ils sont des agents, il y a les hommes qui dirigent le GPU en Espagne. Krivitsky écrit que le réseau a été implanté par A.A. Sloutsky, chef du département étranger du GPU, avec l'objectif, lui confie-t-il, d'éliminer complètement « anarchistes et trotskystes⁷⁷ ». Le camarade Marcós (c'est son pseudonyme) est rappelé en 1937.

Parmi ses collaborateurs, qui lui ont survécu au moins quelque temps, il faut citer Mikhaïl Spiegelglass, rappelé fin 1938, et surtout les deux plus connus, Orlov (L.L. Feldbine) arrivé fin juillet et Veliaiev (ou Beliaiev), souvent confondus.

García Pradas se souvient d'Orlov, « le très intelligent Nikolsky, également appelé Schwed ou Ljova, cet homme fin et vif avec un air de Russe blanc lancé dans une aventure, et une stupéfiante connaissance des langues étrangères⁷⁸ ». Orlov assurera plus tard n'avoir joué aucun rôle dans la répression contre anarchistes, trotskystes et poumistes, et ne s'être occupé que d'opérations de guérilla⁷⁹. Nous savons maintenant qu'il mentait.

L'activité des services d'Orlov suscita la protestation du général Berzine, dans un rapport adressé à Vorochilov, que Krivitsky dit avoir lu : selon lui, Sloutsky puis le conseiller commercial en Espagne Arthur Stachevsky s'associèrent aux conclusions du général, furent rappelés et exécutés⁸⁰. Le dossier KGB d'Orlov confirme.

On ne sait pas grand-chose du rôle d'un autre personnage important du GPU en Espagne, le général Kotov, parfois dit Léonide, le général N.Ia. Eitingon, seulement mentionné dans les Mémoires d'Ehrenbourg qui précise qu'il s'en méfiait et qu'il n'était « ni diplomate ni militaire⁸¹ ». Employé dans le secteur secret des activités de guérilla, il était lié à une militante catalane du PSUC, Caridad del Río de Mercader, et recruta pour les services son fils Ramón, appelé à commettre un retentissant assassinat⁸².

Certains agents soviétiques ne sont pour nous que des noms : ainsi ce Bolodine qui, selon des anciens du PCE, aurait dirigé le commando spécial chargé de liquider Nin ; probablement une invention d'Orlov.

Les Russes et l'internationalisme

L'envoi de secours humanitaires, spectaculairement orchestré, l'apparition sur le front de matériels et d'armements d'origine soviétique eurent un énorme impact sur l'opinion espagnole, à qui l'URSS apportait enfin le souffle d'espoir qui commençait à lui manquer. Cette aide fut interprétée comme un geste de solidarité dans le combat contre le fascisme, mais aussi comme une manifestation concrète de l'internationalisme ouvrier, ce qui était évidemment moins désirable du point de vue de Moscou.

Or, bien qu'il n'y eût pas de combattants originaires d'Union soviétique parmi les Interbrigadistes, l'aide de l'URSS ne se manifesta, pour beaucoup d'Espagnols – au premier abord réticents, sinon hostiles –, qu'à travers les Brigades internationales qui en étaient, en effet, la partie visible. Ce n'est que beaucoup plus tard qu'ils en découvrirent les autres aspects. Au moment où l'Union soviétique de Staline menait une politique à l'opposé de ce que les bolcheviks avaient appelé l'« internationalisme prolétarien », elle réussissait l'exploit de capitaliser à son profit la solidarité internationale des travailleurs avec le peuple espagnol.

CHAPITRE VI

Madrid tombeau du fascisme?

Le 7 novembre 1936 – encore un symbole puisque c'était le dix-neuvième anniversaire de la révolution d'Octobre –, les bataillons *Commune de Paris* et *Edgar André* défilèrent dans les rues de Madrid en direction du front tout proche; il y avait là 1 700 combattants allemands, italiens, français et polonais, en majorité des militants, durs, ayant connu guerres civiles et combats ouvriers, beaucoup chassés de leur pays. Ils chantaient chacun dans leur langue des chants de marche révolutionnaires. Ils apportaient l'espoir aux Madrilènes désespérés, qui les acclamaient en criant « *Viva Russia!* » – car ils les prenaient pour des soldats russes –, et ils tinrent, au prix de terribles pertes, dans les jours et les semaines suivants, dans la Cité universitaire et la *Casa del Campo*.

L'anarchiste Eduardo de Guzmán témoigne, des années plus tard :

« L'arrivée des Brigades internationales nous impressionna tous. Et la première, la XI^e, était la meilleure. Des révolutionnaires qui se sont magnifiquement battus, avec une organisation et une discipline militaire qui faisaient largement défaut aux milices. D'une certaine façon, ils ont appris aux milices à se battre. Ils creusaient des tranchées, ce à quoi personne n'avait pensé auparavant¹. »

S'agissait-il véritablement de l'armée de l'Internationale communiste comme on l'a souvent dit? Oui, si l'on entend par là que ces troupes étaient contrôlées par l'IC, encadrées par des hommes qu'elle avait choisis, sélectionnés et acheminés par des cadres de ses partis. Mais les circonstances et l'état auquel dix années de stalinisme avaient

réduit l'Internationale faisaient qu'elles étaient avant tout l'armée de Staline et venaient en Espagne non pour défendre l'extension de la révolution prolétarienne, mais pour assurer le maintien du *statu quo* en Europe.

Car telle était la fonction assignée aux nombreux communistes étrangers qui servirent en Espagne pendant la guerre civile, à titre civil ou militaire.

Les hommes du Comintern

Il faut placer au premier plan le personnel du Comintern pour lequel Mechtchériakov donne des dates d'arrivée. L'Italo-Argentin Codovila (dit Medina, qu'on appelle ici Luis ou Louis) était déjà sur place, un *apparatchik* brutal, un « patron » qu'il va falloir épauler.

Le Hongrois Ernő Gerő est arrivé, selon Mechtchériakov, en août 1936, ce que confirme la correspondance conservée à Moscou; de son vrai nom Singer, il s'est fait appeler Pedro après avoir été Pierre pendant des années². Le Péruvien Eudocio Ravines – qui fut chargé de la rédaction de *Frente rojo* – a laissé d'un Pierre qui peut être lui un intéressant portrait. Il parle bien le français avec des expressions idiomatiques et argotiques, mais son accent prononcé montre qu'il l'a appris adulte. Le militant péruvien raconte :

« Il jouissait d'un grand prestige [...]. Pierre était athlétique, avec un visage rose de jeune garçon et des cheveux coupés court. Il était astucieux, intelligent, avec une vive imagination et un sens de l'humour très vif. Il ne riait presque jamais. Quand il plaisantait, il le faisait sans sourire et sur un ton sérieux. En dépit de sa jeunesse, il avait la confiance de Staline et des contacts étroits avec le cercle intérieur du gouvernement et du parti bolchevique³. »

En 1936, il était devenu dans le Comintern et les services un personnage très important; c'est en Catalogne qu'il sort de l'ombre et joue un rôle public. Ses rapports sont rédigés en allemand.

En janvier 1937 arrive un autre vétéran du Comintern,

Moreno, de son vrai nom Stojan Minev⁴. Bulgare, courrier des bolcheviks en Suisse pendant la guerre, communiste, il a été dans l'Opposition de gauche et sa commission internationale, avec Victor Serge et Andrés Nin, en 1927. Puis il a capitulé. Cet homme qui s'est fait appeler Lorenzo Vanini, Chavarroche, Boris Stefanov ou Stepanov, et maintenant Moreno, est aussi Sergéi, Rostov, Michele. Il a beaucoup d'autorité et vit comme un personnage important dans un réel confort; il a son franc-parler. Non sans malveillance, Castro Delgado le caractérisera en disant qu'il était « accablé par un vieil ulcère à l'estomac et une violente passion pour une jeune fille de trente ans plus jeune que lui⁵ ». De lui, Justo Amutio écrit qu'il était « toujours en civil avec son allure élégante et qu'il se montrait arrogant et autoritaire, dynamique et s'imposant à tout moment⁶ ».

Enfin, toujours selon Mechtchériakov, sans références à l'appui, c'est au début de juillet 1937 que le Comintern a envoyé en Espagne l'un des membres de son secrétariat, l'Italien Palmiro Togliatti, qu'on appelle dans l'appareil Ercole Ercoli, qui va s'appeler Alfredo et qui rédige ses rapports le plus souvent à la main et en français. Lui-même donne, dans sa première lettre, la date du 14 juillet pour son arrivée à Valence⁷. C'est alors qu'il s'est installé de façon permanente en Espagne où il était peut-être venu, dès juillet 1936, pour de brefs séjours.

Mechtchériakov mentionne d'autres hommes qu'il qualifie de « communistes éminents » : Vittorio Vidali (Carlos ou Jorge Contreras, commandant Carlos), Manfred Stern (Kléber), A. Ivanov, K. Loukianov (Bielov) et F. Kossovski (Petrov), tous les trois Bulgares; les Italiens Longo (Gallo) et Di Vittorio (Nicoletti); le Polonais Gustav Reicher (Rwal) et les Français André Marty, François Billoux, Vital Gayman (Vidal)⁸. On doit citer en outre parmi les Latino-Américains le Péruvien César Falcón, qui fut le directeur de *Mundo obrero*, et les volontaires mexicains de l'armée espagnole, le « colonel » David Alfaro Siqueiros, peintre célèbre, et le membre du BP du PC mexicain David Serrano Andonegui, futurs organisateurs d'un attentat contre Trotsky en mai 1940. On

pourrait également allonger cette liste avec les noms des futures victimes des grands procès des années cinquante à l'Est : les Tchécoslovaques Oskar Zavodsky, Höldös, Artur London, Josef Pavel, le Hongrois Rájk (Firtos), mais aussi l'Allemand Zaisser (Gómez), les Yougoslaves Kidritch, Maslaritch et autres.

Des militants firent des séjours plus brefs, comme les députés communistes français Prosper Môquet et Jean Catelas, ainsi que les « passants », les députés qui portaient le courrier entre Paris et Albacete : René Colin, Jules Fourier, Pierre Lareppe, André Mercier ; les chargés de missions ponctuelles : Charles Tillon, Léon Mauvais. Plus importants sont ceux dont on ne parlait pas ou presque : Maurice Tréand, le responsable des « cadres » chargé de l'acheminement des volontaires, avec sa secrétaire Mounette Dutilleul, et son collaborateur Henri Janin, Rosa Michel, Jean Jérôme, chargé d'achat d'armes, toujours en va-et-vient, tous de l'appareil, ou le maire de Gennevilliers, Jean Grandel, venu en technicien des postes, qui sont restés plus longtemps et dont le rôle a été important, Farkas (Pierre Feintuch), chargé de la réception des bateaux à Barcelone. Nous ignorons si Mourre, responsable de la « sécurité » au PCF, se rendit en personne en Espagne où il dépêchait les courriers qu'il recevait au retour.

D'autres personnes travaillent en Espagne à des titres divers pour le compte de Moscou. J'ai déjà emprunté des portraits à l'un d'entre eux, le journaliste américain Louis Fischer, au minimum compagnon de route discipliné, qui connaît tout le monde, vit dans l'entourage des Soviétiques, achète des armes de guerre à Paris à l'été 1936 et sera même intendant général des Brigades internationales. Son dossier est ouvert : la question est posée de savoir s'il a appartenu aux services soviétiques. Aucun document ne l'atteste même dans les archives de Moscou, pour le moment, mais le contraire serait stupéfiant. Il en était au moins un agent d'influence. Il est prouvé qu'il a reçu des sommes considérables, destinées officiellement au recrutement de volontaires, mais plus probablement à l'« arro-

sage » de la presse étrangère au bénéfice du gouvernement Negrín⁹. Georges Soria, lui, était un agent.

Relèvent aussi officiellement de la catégorie Comintern d'autres militants étrangers appartenant aux services spéciaux soviétiques. Il y a ceux qui servent dans les unités regroupées dans le SIEP, chargé de l'espionnage et du sabotage, et dont Hemingway s'est inspiré dans *Pour qui sonne le glas*. L'Allemand Illner (Stahlmann, dit aussi « le partisan Richard ») fut l'un de ses organisateurs¹⁰. Citons également le Yougoslave Lioubomir Ilic, architecte, futur général sous Tito, le Nord-Américain Irving Goff, ancien acrobate de cirque et futur agent de l'OSS dans le Sud de l'Italie et Morris Cohen. Ils sont théoriquement rattachés aux Brigades – le bataillon *Gottwald* a fourni nombre d'éléments –, mais leurs chefs s'appellent Eitingon (Kotov), Ilya Starinov, mais aussi Vidali¹¹. Parmi eux, des Espagnols comme le Catalan Ramón Mercader.

Quelques-uns sont spécialisés dans la recherche des trotskystes au sein des BI, véritable « police militaire ». Les plus connus sont deux Allemands voués à la célébrité : Walter Ulbricht et Erich Mielke. Lecœur et Tanguy ont été affectés à ce travail lors de leurs premiers mois en Espagne. D'autres encadrent et organisent la répression dans le camp républicain contre les « trotskystes » ou prétendus tels. Nous y reviendrons dans le chapitre consacré à leur activité.

Sous les feux des projecteurs

Avant de parler des Brigades elles-mêmes, il faut commencer par présenter ceux des leurs qui furent mis en avant par l'*agit-prop*. En premier, celui qu'un de ses subordonnés appelle, dans le pur style du « culte de la personnalité », « le pilote qui a conservé sa tête froide dans la tempête, André Marty, porteur d'énergie, lutteur émérite, l'une des gloires du prolétariat international¹² ». André Marty, officier mécanicien, ancien « mutin de la mer Noire », condamné au bagne pour sa solidarité avec la Révolution russe, libéré après une longue campagne et

des candidatures aux élections alors qu'il était en prison, doit son prestige à ce passé de lutteur révolutionnaire et internationaliste qui lui donne, croit-il, vocation pour toutes les « questions militaires ».

Mais l'homme n'est pas à la hauteur de son image. Ses moyens intellectuels limités, sa méfiance malade et sa volonté d'être « ferme », son tempérament coléreux, le rôle répressif qu'il joue dans la vie des Brigades lui ont valu de la part de ses ennemis le surnom de « boucher d'Albacete ». Hemingway, dans *Pour qui sonne le glas*, l'a dépeint sous les traits de Massart, sinistre personnage à demi fou, obsédé par le soupçon et toujours prêt à faire « fusiller » un « suspect », ce qu'il faisait effectivement très souvent en paroles, ou plutôt en hurlements...

Il n'est cependant pas certain qu'il ait plus mérité cette réputation de bourreau que son successeur/remplaçant François Billoux, dont Charles Tillon assure qu'il était « instructeur du Komintern » et membre des « services spéciaux¹³ », et qui se montra beaucoup plus discret dans les mêmes fonctions, qu'exercèrent ensemble, après lui, Maurice Lampe et Franz Dahlem. C'est encore Tillon qui témoigne des relations entre Marty et Billoux à la fin de la guerre d'Espagne : selon lui, les deux hommes « ne se parlaient pas et n'échangeaient que des regards où passaient des lueurs de rancune¹⁴ ».

Le premier chef connu fut le général Emil Kléber, dont l'identité est restée longtemps mystérieuse¹⁵. De son véritable nom Manfred Zalmanovitch Stern, Juif hongrois d'origine né en Bucovine, il avait été prisonnier de guerre en Russie, avait rejoint les rouges et combattu dans leurs rangs pendant la guerre civile, avait suivi les cours de l'Académie militaire Frounzé, puis travaillé dans le renseignement militaire, en Chine notamment. Il est apparemment l'unique exemple d'un officier de l'Armée rouge versé dans les Brigades internationales. C'est au général français de la Révolution qu'il emprunta son nom de guerre de Kléber.

La presse va faire de lui pendant quelque temps l'organisateur de la défense de Madrid et un héros de légende, au grand dam des généraux espagnols Miaja et Rojo, et

même, semble-t-il, de ses compatriotes conseillers. Il se prête d'ailleurs aux opérations publicitaires avec beaucoup d'entregent, se présentant à la presse comme un « révolutionnaire professionnel » qui se consacre depuis 1914 aux « questions militaires¹⁶ ». En 1938 encore, un journal socialiste parle des « Internationaux de Kléber » et évoque ce nom devenu symbolique, ainsi que sa « popularité extraordinaire dans la population madrilène¹⁷ ». À cette date, il avait probablement déjà été exécuté à Moscou.

Vittorio Vidali, lui, était plus qu'un chef des Brigades; c'était leur véritable parrain. L'homme, au faciès un peu mussolinien et aux manières de tribun populaire, s'était fait connaître auparavant aux États-Unis sous le nom d'Enea Sormenti et au Mexique sous celui de Carlos Contreras. Il est indiscutablement un homme du GPU. Après les États-Unis et le Mexique, il a été affecté à Madrid au Secours rouge international; en réalité, il est l'adjoint de Codovila.

Le socialiste Justo M. Amutio en brosse un portrait peu flatteur : « Un mélange d'espion, d'agitateur communiste et de gangster, dur et implacable contre tout et tous ceux qu'il considérait comme des obstacles à la politique de Moscou », connaisseur des bas-fonds de Madrid qu'il savait manipuler et qu'il sut utiliser¹⁸. Son ex-camarade Carlo Tresca pensait qu'il portait sur lui l'odeur de la mort. Il allait devenir l'un des chefs les plus bavards du 5^e régiment, la troupe d'élite du PCE, sous le nom de commandant Carlos, et jouer un rôle décisif dans l'organisation des Brigades internationales où sa compagne était, sous le nom de María Ruíz, chargée de l'importante responsabilité du « contre-espionnage » sous les ordres de Pauline Marty¹⁹.

Cette belle Italienne, de son vrai nom Tina Modotti, avait été aux États-Unis photographe et modèle nu du grand artiste Edward Weston. Elle était au bras du communiste cubain Julio Antonio Mella quand il avait été abattu dans la rue à Mexico : inquiétée un instant, elle avait été blanchie. Les anecdotes les plus sinistres couraient à son sujet comme à celui de son compagnon.

Naissance des Brigades internationales

C'est au lendemain de la tenue du présidium de l'IC de septembre 1936 qu'ont été adoptées les grandes lignes de la constitution de Brigades internationales de volontaires pour aider l'« Espagne républicaine ». D'où, de qui vient l'initiative? Même en tournant carrément le dos aux légendes franquistes ou stalinienne, on ne peut finalement, comme Carlos Serrano, que renoncer à trancher des revendications en paternité avancées tant au bénéfice de Maurice Thorez qu'à celui d'André Marty²⁰.

En tout cas, il était temps. Depuis la fin de juillet, après les premiers volontaires internationaux – les athlètes des « Olympiades » de Barcelone –, des militants étrangers venaient nombreux combattre le fascisme, les armes à la main. C'est le cas, dans les milices CNT-FAI, du groupe français du capitaine Berthomieu, tué en octobre, du Groupe international dirigé par l'Italien Michele Centrone, mort au combat le 23 août, de la colonne *Giustizia e Libertà*, dont le chef Mario Angeloni, tué le 26 août, fut remplacé par le célèbre démocrate antifasciste Carlo Rosselli, dont les propositions de créer un corps de volontaires italiens avaient été repoussées par la direction du PCI en France. Le POUM avait sous son égide, dès le 14 août, sur le front d'Aragon, sa propre unité internationale, la colonne *Lénine*, où combattrait George Orwell et que commandait Enrico Russo, vétéran communiste et bordiguiste italien, ancien officier pendant la Première Guerre mondiale²¹. Il semble qu'un certain nombre de volontaires, membres ou sympathisants du PCF venus en Catalogne pour se battre, l'aient rejoint – gros sujet d'inquiétude pour les dirigeants, on s'en doute²².

Carlo Rosselli avait lancé dans son journal de Paris le mot d'ordre qui allait droit au cœur des émigrés antifascistes italiens : « Aujourd'hui, l'Espagne, demain, l'Italie. » Les exilés italiens et allemands affluent. Randolfo Pacciardi, leader du Parti républicain italien, est venu proposer au gouvernement espagnol la création d'une Légion italienne dans la tradition garibaldienne. Le

métallo communiste Nino Nanetti, venu de France, a organisé fin juillet la « batterie Fantôme » – un canon sur un camion –, puis commandé une colonne JSU catalane. Hans Beimler, ex-député communiste allemand, plus tout à fait dans la ligne – Carlos Serrano note que c'est « personnellement » qu'il a choisi de participer immédiatement aux combats²³ –, arrive à Barcelone le 5 août avec le mandat d'assurer la « liaison » avec le PCE et, le 24, il conduit au front l'unité de volontaires baptisée centurie *Thälmann*²⁴.

Le PCF, lui, a envoyé à la fin de juillet à la direction du parti frère à Madrid un conseiller municipal de Paris, lieutenant de réserve, Vital Gayman, pour un examen de la situation militaire²⁵. André Marty s'est rendu à Irún au mois d'août²⁶. Le 9 (ou le 10) septembre, Jacques Duclos, venu à Madrid rencontrer les dirigeants du PCE, a amené avec lui son propre expert militaire, qu'il laissera sur place, le capitaine Jules Dumont, ex-conseiller du Négus d'Éthiopie²⁷.

Dépassés sur le terrain de l'aide concrète par cette nébuleuse de combattants volontaires, les dirigeants des partis communistes ont, semble-t-il, souhaité l'organisation d'une force qu'ils contrôlèrent, car, de toute façon, les volontaires arrivaient. Est-ce André Marty ou Maurice Thorez qui a sondé les possibilités d'obtenir l'accord du gouvernement Largo Caballero? Cette enquête en tout cas a facilité la décision de Staline – prise en septembre, et non avant comme a essayé de le faire croire sa propagande – de créer des unités de volontaires qui furent baptisées un peu plus tard « Brigades internationales ».

La direction en est confiée à André Marty, qui a dans le monde communiste le prestige du « mutin de la mer Noire » et dans son appareil une exécrable réputation personnelle de brutalité et d'autoritarisme. À ses côtés, deux dirigeants du PCI en exil, Luigi Longo (dit Gallo) et Di Vittorio (dit Nicoletti). Marty revient, cette fois pour des mois, flanqué d'un conseiller « expert militaire », en réalité un ancien sous-officier de la Coloniale, Jean-Marie ou Jean-Marie François (dit Geoffroy), qui lui a été

recommandé par son collègue député et camarade de parti Môquet²⁸.

Les cadres militaires et politiques des Brigades, à l'exception de la brigade italienne *Garibaldi*, seront en écrasante majorité des militants des PC : le « colonel » Jules Dumont, ancien combattant de la Grande Guerre, communiste au Maroc, combattant de la guerre d'Éthiopie, à qui son goût de la publicité a valu le surnom de « colonel Kodak », le « général » Wilhelm Zaisser (Gómez), ancien officier de la Grande Guerre, vétéran du *M-Apparat* du KPD, le « colonel » Hans Kahle, ancien officier en Prusse devenu communiste, le Hongrois Mihály Szalvai (Tchapaïev), rescapé des combats de la Commune hongroise, le Polonais Karol Swierczewski (général Walter) – le « Golz » du roman de Hemingway –, le Hongrois Maté Zalka (général Lukács), le Yougoslave Vladimir Copic (Tchopitch), « lieutenant-colonel », vétérans de la guerre civile dans l'Armée rouge. Nombre de ces militants ont fait des études militaires en URSS.

Il s'y ajoute de jeunes cadres des PC et surtout des JC. Le gros des combattants vient de France. Ils sont en majorité français, mais il y a un certain nombre d'émigrés d'origine allemande ou italienne, ainsi que d'Europe centrale. Ils seront officiellement 42 000 au total, jamais plus de 12 000 au même moment, mais, à la fin d'octobre 1936, à la base d'Albacete où ils sont rassemblés, ils ne sont encore que 4 000²⁹. Reconnues par le gouvernement, les Brigades internationales s'imposent et annexent très vite les formations italienne et allemande antérieures de Beimler et Rosselli. Brigades, compagnies, bataillons portent des noms de militants le plus souvent communistes – vivants (*Dimitrov, Rakosi, Gottwald*), en prison (*Anna Pauker, Thälmann*) ou morts (*Louise Michel, Edgar André, Rosa Luxembourg, Dzerjinsky, Botwin, Vaillant-Couturier, Henri Vuillemin*) – ou de symboles historiques (*Garibaldi, Commune de Paris, La Marseillaise, Abraham Lincoln, Mackenzie-Papineau, Wroblewski, Dombrowski*)...

Pourquoi ils combattaient

Laissons de côté les quelque 20 % d'aventuriers, marchands ou autres égarés dans cette aventure politique, et intéressons-nous aux aspirations de ceux qui sont venus défendre les armes à la main leurs idées politiques.

Ces hommes, issus de combats ouvriers, envoyés par des partis ouvriers, sont-ils vraiment venus en Espagne pour y soutenir le programme du PCE de défense de la « République démocratique » ? Certains – ceux qui sont restés au PC à travers ces années – essaient encore de le faire croire, mais ceux qui s'en sont affranchis ont expliqué ensuite, comme le Hungaro-Américain Sandor Voros, ce qu'ils allaient faire en Espagne :

« Lutter sous la direction du Comintern, ces géants de la révolution; lutter et mourir, s'il le fallait, aux côtés des légendaires dirigeants communistes qui avaient défié la torture et la mort dans la soif de leur ambition [qui était] de libérer les masses de l'oppression. »

L'ancien commissaire de la XV^e brigade précise qu'il se voyait lui-même, en ces jours héroïques, comme « la lame d'acier trempé de la lutte des classes, un communiste, l'expression de la solidarité internationale forgée par le Comintern dans le poing armé de la classe ouvrière révolutionnaire³⁰ ».

Comme plus tard, pendant les combats de la Résistance et de la Libération – en Italie, on appellera cette conviction la *doppiezza*, croyance en un double jeu –, nombre de militants ont cru en Espagne que la politique proclamée par leurs dirigeants était en réalité une ruse de guerre destinée à endormir l'adversaire et que « le parti » jetterait le masque au moment voulu pour s'emparer du pouvoir aux moindres frais. L'écrivain nord-américain William Herrick en témoignait personnellement en 1986 dans une lettre à Burnett Bolloten :

« Quand je suis parti pour l'Espagne, je ne croyais pas en la démocratie bourgeoise : pour moi, la ligne du parti sur la démocratie n'était qu'une tactique, une manœuvre

qui, comme nous l'espérons tous, allait porter au pouvoir le parti communiste³¹. »

Il mentionne aussi les instructions que reçoivent les volontaires de dissimuler leur appartenance communiste :

« Quand nous étions à Perpignan, un commissaire politique nous dit que, si l'on nous interrogeait en Espagne, nous devons répondre que nous étions antifascistes, pas communistes³². »

Mais un volontaire français livre à sa famille le fond de son cœur :

« Alors qu'hier nous étions les humbles, les sacrifiés, les esclaves de la bourgeoisie, aujourd'hui nous assistons à la lente agonie du capitalisme international, à la chute définitive du fascisme, à la victoire des classes laborieuses³³. »

Ce n'est pas la moindre des tragédies de la guerre d'Espagne. Animés, dans leur majorité, par de puissants sentiments révolutionnaires plus que par une vague idéologie antifasciste, les Interbrigadistes ont été sans le savoir, sur la terre espagnole, les soldats de Staline contre une révolution « inopportune ».

L'URSS et la bataille de Madrid

Le premier résultat du tournant de Staline fut que Madrid ne tomba pas, alors que tous attendaient sa chute : Allemands et Italiens avaient déjà, en octobre 1936, pris leurs dispositions pour reconnaître le gouvernement de Franco le jour où les troupes de ce dernier entreraient victorieusement dans la capitale. Le diplomate britannique Sargent écrit à ce sujet en 1936 :

« Le gouvernement soviétique a sauvé le gouvernement de Madrid à un moment où tous s'attendaient à son effondrement et, depuis, l'a organisé de façon qu'il puisse encore s'en sortir victorieusement. En fait, l'intervention soviétique a complètement retourné la situation³⁴. »

Il s'agit de l'apparition des premiers avions soviétiques dans le ciel de Madrid et de l'arrivée des premiers

contingents de volontaires étrangers. À propos de l'intervention des Brigades internationales en particulier, le lieutenant-colonel Morel écrit à Daladier le 27 novembre 1936 :

« Je vous ai déjà signalé par télégramme, dès leur première apparition, le fait nouveau que constituaient ces éléments étrangers dont l'arrivée à Madrid a modifié la situation et pourrait, à la longue, la renverser³⁵. »

Des décennies plus tard, l'enseignant José Mera a confié à Ronald Fraser au sujet des Brigades :

« L'idée que des hommes étaient venus du monde entier combattre pour la république éleva le moral de la population³⁶. »

Mais le facteur moral n'est pas le seul, malgré son importance. Comme le relève encore le lieutenant-colonel Morel, les Brigades internationales sont « des troupes solides, bien encadrées, bien équipées », dont la présence devant Madrid permet au gouvernement de refaire une armée. Il précise pourtant qu'en dépit du fait que l'« élément russe » reste dans la coulisse, il vient de se produire un fait nouveau :

« Les influences russes dans le domaine politique, les chefs étrangers dans le domaine militaire, ont pris toute la réalité du pouvoir³⁷. »

C'est dans cette période cruciale, alors qu'on scande à Madrid les mots d'ordre de l'*agit-prop* lancés par l'oratrice de masse qu'est Dolorès Ibarruri, la « Pasionaria » : « *No pasarán! Mejor morir de pie que vivir en rodillas! Tiene que cavar la tumba del fascismo!* » (Ils ne passeront pas! Mieux vaut mourir debout que de vivre à genoux! Il faut creuser la tombe du fascisme!), qu'un élan exceptionnel transporte la capitale. Il faut sauver Madrid à tout prix et le PCE va même accepter de former les comités de maison et de quartier sans lesquels il ne peut y avoir mobilisation de masse.

L'Union soviétique est associée à chaque geste, à chaque initiative, à chaque mot des défenseurs de Madrid, que Vidalí ne perd aucune occasion d'opposer « aux légionnaires et aux Maures » (la Légion étrangère et les Marocains).

Le télégramme adressé à Moscou pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre est signé par le jeune Cazorla, au nom des organisations PCE, JSU, UGT, CNT et partis républicains :

« Le peuple et la jeunesse de Madrid vont conquérir une vie heureuse semblable à celle de votre peuple. Votre appui décidé et enthousiaste a provoqué une grande émotion dans les masses populaires prêtes à lutter toujours pour honorer l'attitude magnifique du grand peuple soviétique [...]. Travailleurs soviétiques, en ces heures d'émotion, sous le tonnerre des canons ennemis, Madrid vous salue fraternellement ainsi que le camarade Staline, vigie du socialisme, pour lequel notre peuple éprouve une vive admiration. Nous jurons qu'ils ne passeront pas! Vive le peuple soviétique! Vive Staline³⁸! »

Staline commence alors à trôner en Espagne.

Le titre de *Mundo obrero* trahit sans malice toutes les traditions auxquelles les spécialistes de l'*agit-prop* de Moscou veulent rattacher le « combat antifasciste » et le nouvel éclectisme stalinien :

« Les Allemands n'ont pas pu prendre Verdun en 1916; les généraux blancs, avec l'aide des armées impérialistes, n'ont pas pu prendre Petrograd en 1918; le fascisme allemand et italien uni aux généraux traîtres ne pourra pas prendre Madrid en 1936³⁹. »

L'aide soviétique et l'intervention des aviateurs et des tankistes russes devant Madrid constituent l'un des grands moments du XX^e siècle, galvanisent un peuple et soulèvent une génération entière dans le monde.

L'URSS elle-même ne fut sans doute pas à l'abri de cette vague et fut plus marquée qu'on ne le croit généralement. Markoosha Fischer, qui vécut ces années à Moscou, raconte :

« Il n'y avait pas de maison sans carte d'Espagne. Des milliers de gens étudiaient l'espagnol; des centaines offraient leurs maisons aux enfants espagnols; des savants comme des paysans appelaient leurs enfants Dolorès ou Juan. Quand des membres des délégations espagnoles circulaient dans les rues de Moscou, des foules admiratives les suivaient. Les gens les inondaient de cadeaux et se

disputaient l'honneur de les inviter chez eux. Louis [Fischer] m'envoyait d'Espagne des tracts et nos amis russes, surtout les jeunes, les considéraient comme des cadeaux précieux. Une exposition sur la guerre d'Espagne devenait un lieu de pèlerinage. Épuisés par une journée de dur travail, les gens attendaient les derniers bulletins radiodiffusés de minuit sur l'Espagne. Quand les enfants espagnols arrivèrent en Union soviétique, il fallut les protéger contre cet excès d'amour. Un orateur espagnol assurait le succès de n'importe quel rassemblement. Sans le comprendre, les Russes, le regard plein d'amour, étaient suspendus à ses mots⁴⁰. »

L'Espagne et les armes russes

Un ouvrier tourneur de Madrid, Pablo Moya, témoigne de l'état d'esprit des Madrilènes lors de l'apparition de l'aviation russe dans un ciel dominé jusqu'alors par les avions italiens et allemands de l'armée de Franco :

« C'était l'époque où nous aimions les Russes. C'était merveilleux de voir les chasseurs russes qui abattaient dans le ciel les avions allemands. Les rues étaient pleines de gens qui les acclamaient et les applaudissaient. Les Russes étaient venus nous défendre et nous ressentions à leur égard beaucoup de sympathie⁴¹. »

Seize années plus tard, devenu anticomuniste et écrivain mondialement connu, Arthur Koestler n'écrira pas autre chose :

« Quand les Brigades internationales sauvèrent Madrid le 8 novembre 1936, nous avons tous senti qu'elles entraient dans l'Histoire comme, avant elles, les défenseurs des Thermopyles; et quand les premiers avions de chasse russes apparurent dans le ciel de Madrid martyrisée, nous tous, qui avions vécu l'agonie de cette ville sans défense, pensions qu'ils étaient les sauveurs de la civilisation⁴². »

En ce qui concerne la Catalogne, tous les témoins confirment le récit de Vicente Arroyo de la grandiose manifestation à Barcelone lors du départ des marins du *Zyrianine* :

« Il y a eu de grandes manifestations enthousiastes pendant la dernière décennie – 1^{er} mai 1926 à Londres, les journées rouges de Berlin en 1932 et récemment à Paris –, mais je ne peux pas croire qu'il y ait eu quelque chose de plus impressionnant dans le mouvement ouvrier depuis 1917 que le port de Barcelone quand le bateau soviétique quitta le port. Chaque fenêtre, à chaque entrepôt, était bourrée de spectateurs. Tous les bateaux, du pont au sommet des mâts, étaient surchargés de manifestants. Toutes les barques à rames étaient dangereusement pleines. Les bateaux de plaisance au milieu du port étaient décorés de drapeaux et de fleurs lumineuses, transportant des centaines de Catalans hurlant sans arrêt. Les quais étaient infranchissables, si étroitement bourrés de monde – des dizaines de milliers brandissant d'immenses drapeaux rouges avec la faucille et le marteau et des drapeaux nationaux catalans et beaucoup de drapeaux rouge et noir des anarchistes. Le *Zyrianine* lui-même était couvert de fleurs multicolores. Le clair soleil qui tombait sur les toits des entrepôts accusait les contrastes de couleur et de ton, les drapeaux écarlates et vermillon à côté des chemises bleu ciel de nombreux manifestants.

« Quelqu'un essayait de faire un discours, du pont. Personne n'entendait un mot de ce qu'il disait. Chaque fois qu'il hésitait et jetait un coup d'œil à ses notes, la foule saisissait l'occasion pour crier "Vive la Russie!" en battant des mains et tapant des pieds, et le bruit montait et roulait en vagues par les entrepôts et les docks, passant d'un bateau à l'autre, alternant avec "Vive Staline!", et venait se répercuter en écho de nouveau sur le *Zyrianine* surchargé, noyant et réduisant à néant les efforts de l'orateur. Il y avait çà et là des orchestres. À tout moment, qu'il soit ou non opportun, ils jouaient l'*Internationale*. La foule entière se mettait alors à chanter, se levant pour plus d'attention, le poing levé – sauf ceux qui avaient besoin de leurs deux mains pour se tenir aux mâts, aux cordes et aux toits.

« Quand les discours furent terminés et le bateau sur le point de partir, l'équipage se pencha sur le bastingage et, un peu timidement, jeta des fleurs aux gens sur le quai.

Nous nous mêmes à crier et à nous arracher les fleurs – criant et nous disputant gaiement. Quand le *Zyrianine* commença à s'éloigner, nous agitâmes nos mouchoirs, attendant jusqu'à ce qu'il ne soit plus qu'un point minuscule à l'horizon. La foule s'écoula le long des quais et dans les rues, et il semblait que les cris de "Vive la Russie!" allaient s'éteindre. Mais tout recommença avec les groupes d'anarchistes en uniforme vert et rouge qui arpentaient le port et les rues criant sans cesse "Vive Staline! Vive Staline⁴³!". »

L'enthousiasme des masses catalanes pour l'aide qui leur apportait le salut et, croyaient-ils, l'espérance de la victoire est un fait historique. Il ne doit pas faire oublier que, comme l'a bien démontré D.A. Puzzo, l'aide de l'Union soviétique à la République demeura toujours inférieure à celle de l'Axe à ses adversaires.

Bien qu'il soit pour le moment impossible de vérifier la véracité de l'affirmation, on est tenté de suivre Luis Araquistáin quand il assure :

« Staline ne voulait pas que nous gagnions la guerre parce que cela aurait exaspéré Hitler, ni que nous la perdions trop vite parce que, une fois liquidé le conflit espagnol, Hitler serait plus libre de ses mouvements pour entreprendre une politique d'agression en Europe orientale et contre l'URSS elle-même⁴⁴. »

France-Navigation, « compagnie rouge »

Le problème du transport des hommes ne reposa pas longtemps sur les épaules des seuls marins soviétiques. De même que les achats d'armes, commencés sous la direction de deux agents des services soviétiques (qui allaient bientôt rompre avec le stalinisme), Ludwig et Walter⁴⁵, furent poursuivis par les hommes du Comintern sous le couvert du Comidé d'aide et l'autorité de Cerreti, qui parlait au nom de l'IC, de même fallut-il recourir à la solution qui consistait à créer pour les transports d'armes une compagnie maritime dépendant de l'Internationale. La transition se réalisa dans la collaboration fructueuse entre Cerreti

et un trafiquant hollandais richissime, Daniel Wolf dit « le Loup », dont un diplomate espagnol devait dire qu'il ne savait pas où il finissait et « où commençaient – je ne dis pas les communistes ou l'Internationale, mais les Soviétiques en personne⁴⁶ »...

La compagnie France-Navigation a été fondée le 15 avril 1937, avec un capital d'un million de francs qui passera à 50 en trois ans. La police est frappée par le fait qu'un de ses administrateurs l'est également du journal *Ce Soir* et en tire la judicieuse conclusion qu'il s'agit d'un homme de paille représentant les mêmes détenteurs de fonds. L'or de la République, des fonds de l'État soviétique, des emprunts à des organisations françaises? PCF ou IC? La police l'ignore, mais observe quelque distance : on est sous un gouvernement de Front populaire...

La cheville ouvrière de l'entreprise est un homme de l'IC auprès du PCF, l'Italien Giulio Cerreti, dit Ceretti, qui s'appelle Pierre ou Paul Allard pour les militants, « Monsieur Pierre », chef du contentieux à la compagnie⁴⁷. Sa secrétaire est Francine Fromont, jeune communiste qui a fait un stage technique à Moscou et occupera des responsabilités au cœur de l'appareil. Il est le président du Comité international de coordination pour l'aide et l'information à l'Espagne républicaine (CICAIE), et c'est pour acheminer le matériel militaire d'autres pays que l'URSS ou celui qui provient de Mourmansk qu'il a entrepris de fonder une compagnie (qui deviendra la quatrième société maritime en France) avec des navires battant pavillon français et en faisant l'économie des primes d'assurance devenues exorbitantes.

Le « chef d'armement » est un vétéran communiste syndicaliste, Auguste Dumay, un ancien des clubs de Wollweber dont il avait été le responsable pour les pays latins, une preuve de ses liens avec les « services »⁴⁸. Avec eux, un jeune officier de marine de réserve, militant communiste et brillant homme d'affaires malgré sa jeunesse, Georges Gosnat, secrétaire général. Avec eux aussi, des cadres du syndicat des marins, des équipages de vétérans communistes et syndicalistes des marins, des opérateurs radio qu'on retrouvera sous l'Occupation assu-

rant les liaisons avec Moscou. Le Cominternien Jean Jérôme continue à faire les achats. C'est un autre Cominternien, Pinhas Feintuch, frère de Jean Jérôme, qui, sous le pseudonyme de Farkas, se charge de la protection et de l'accueil des cargaisons en Espagne⁴⁹.

Derrière ce que plusieurs auteurs appellent la « compagnie rouge », il y a la Banque commerciale pour l'Europe du Nord (BCEN) que dirigent alors Simon Pozner, qui va fonder, à la demande de Negrín, la Banque extérieure d'Espagne⁵⁰, puis le Néerlandais Charles Hilsum. Carlos Serrano résume bien la situation : « Une compagnie maritime essentiellement militante dans ses organes de commandement et d'organisation, très bien gérée aux limites de la légalité, fondamentalement tributaire du mouvement communiste⁵¹. » Mais il a également raison de souligner combien la réalisation de son travail gigantesque a, dans une large mesure, dépendu des soutiens et compllicités dans l'administration française (l'on sait aujourd'hui le rôle joué par Gaston Cusin pour la « non-intervention relâchée ») et notamment chez les douaniers⁵².

Philippe Robrieux note que, avec la création de France-Navigation, « le réseau cominternien de Cerreti va pouvoir assurer à Staline le monopole du ravitaillement en armes de la République étranglée⁵³ ». On comprend mal : un monopole assurant un ravitaillement au meilleur marché, ce n'est pas un système qui vaille d'être dénoncé. La vraie question sur ce plan a été posée par Charles Tillon qui, à propos de Jean Jérôme, « délégué des services de l'IC pour la section d'aide à l'Espagne », chargé des achats d'armes, affirme que « Marty lui reprochait d'acheter du matériel militaire inutilisable pour les Brigades internationales⁵⁴ ».

La deuxième remarque de Robrieux est plus pertinente :

« Il ne fait guère de doute que France-Navigation fut également l'un des principaux instruments utilisés pour la pénétration des services spéciaux staliniens en terre espagnole. Ce qui permet de comprendre, malgré la faiblesse initiale du PC espagnol, l'emprise croissante et finalement

déterminante de la Russie stalinienne sur la politique républicaine⁵⁵. »

Il est en effet évident que les « services » ont utilisé la compagnie pour leurs besoins dans la mesure où elle était précisément une façade pour les activités clandestines : c'est dans les coffres de France-Navigation que Cerreti abrita ses dossiers secrets, notamment la liste des personnalités de la politique et de l'administration françaises qu'il « arrosait » régulièrement⁵⁶. Mais les gens des services spéciaux n'avaient alors pas besoin, pour entrer en Espagne, d'emprunter la voie des transports maritimes. Quant à l'influence stalinienne, elle tenait à un ensemble politique, et non à l'existence d'une société commerciale, comme le montre la chronologie.

Relevons, parmi les confidences dont Cerreti n'est pas avare, le fait que les bateaux de sa compagnie transportèrent vers l'URSS, sans passer par un pays occidental, des hommes qui souhaitaient se dissimuler, ainsi que l'achat par ses soins, mais à la demande de l'Internationale, d'un yacht, le *Vanadis*, destiné à évacuer en cas de danger la direction du PCF : il servit à des rencontres discrètes avec les dirigeants espagnols ou à de petites parties avec des hommes à bien traiter⁵⁷.

France-Navigation, qui fut capable d'acheter un nouveau bateau tous les trois voyages, fut, à tous égards, une source de profits énormes. Ne permit-elle pas d'acquérir par exemple l'aérodrome de Toussus-le-Noble et d'y entreposer des appareils destinés à l'Espagne⁵⁸? Et, sans aucun doute, elle donna à ses « patrons » des possibilités importantes de corruption et évidemment des moyens d'action jusque-là inconnus, ce qui justifie sûrement que Staline l'ait qualifiée de « perle de l'Internationale⁵⁹ ».

Bien des « mystères » restent à éclaircir dans l'histoire de la compagnie de l'IC. Dans son livre paru en 1969, *L'Internationale communiste*, la journaliste Dominique Desanti assure à propos de France-Navigation – probablement sur la base du témoignage d'un de ses responsables, Jacques de Sugny, qu'elle appelle « le gentilhomme auvergnat », « militant sûr dont le nom et la famille remontaient aux Croisades » – que c'est l'un de ses

bateaux, le *Cap-Pinède*, qui alla chercher à Alicante ce qui restait de l'or espagnol et le débarqua à Port-Vendres. Là, il aurait été divisé en deux parties, l'une dirigée aussitôt sur Moscou, l'autre, pour le PCF, destinée à « l'un des plus courageux chefs de la résistance intérieure en France⁶⁰ » : Charles Tillon a démenti avec énergie⁶¹ avoir reçu et utilisé pour la Résistance l'« or de la République », qui a disparu mais qui a peut-être laissé des traces.

Mentionnons, pour terminer cette esquisse de description du rôle joué par l'appareil de l'IC dans les tâches matérielles, que nous en savons très peu sur la place de Münzenberg et de son empire de presse, qui créa et contrôla à Londres la Spanish News Agency et à Paris l'Agence Espagne, placée sous la direction d'Otto Katz, avec deux journalistes dont Arthur Koestler. Ce dernier a vu le même Katz montrer à des parlementaires britanniques les églises brûlées en juillet en assurant qu'elles avaient été détruites par les bombardements nationalistes⁶². Il affirme par ailleurs que Katz disposait de sommes considérables qu'il utilisait pour « arroser » copieusement journalistes et patrons de presse⁶³.

Nous ne savons rien non plus de la façon dont Münzenberg employa les moyens financiers dont il jouissait encore, même s'il était engagé, par rapport à Moscou, sur la voie de la disgrâce, ce qui peut expliquer sa disparition de la « mémoire » de tant de responsables contemporains et des documents publiés⁶⁴. Là aussi, les archives de Moscou – assurément très riches sur ces points – apporteront la réponse.

Un sort tragique

Il n'est pas possible de clore ces deux chapitres sans avouer qu'on éprouve, à prendre connaissance dans les détails de l'aide russe, un véritable malaise.

D'abord, l'aide matérielle en armes et en munitions a été payée en or. Mais elle a surtout été payée par une lourde note morale : la perte de l'indépendance du côté espagnol.

Du côté russe, parmi les hommes arrivés de Moscou, nombre de « conseillers » étaient convaincus d'être venus défendre sur le sol espagnol une grande et juste cause, et d'œuvrer ainsi à l'émancipation de l'humanité.

Le destin de ces hommes qui ont affronté le fer et le feu dans les batailles d'Espagne pour recevoir une balle dans la nuque une fois le pays retrouvé est une des plus grandes tragédies de ce siècle qui n'en manque pourtant pas.

De plus, avec eux, vêtus des mêmes couleurs, parlant presque le même langage, arrivaient des fonctionnaires arrogants et serviles, des tueurs à gages, des tortionnaires, des étrangleurs d'espoir dont les crimes rejaillissent bien injustement sur leur mémoire.

Le même sort attendait les combattants des Brigades internationales qui se sont retrouvés, après la Deuxième Guerre mondiale, dans les pays dominés par la Russie stalinienne. Le Hongrois Lászlo Rájk et le Tchécoslovaque Artur London, l'auteur de *L'Aveu*, sont les symboles de ces centaines d'hommes qui disparurent avec ou sans procès dans les purges des années cinquante, suspects parce qu'ils avaient combattu en Espagne et respiré l'air du large.

Ce ne fut pas le moindre des crimes du stalinisme que d'avoir créé une telle confusion, à laquelle il est vrai le contexte espagnol se prêtait peut-être plus que d'autres. Mais le fait est que Staline a pu se parer des couleurs de combattant contre le fascisme en décimant impitoyablement les pionniers de ce même combat.

CHAPITRE VII

Le sol, sous les pieds de Staline

Le passage de la politique abstentionniste et cynique de non-intervention au soutien militaire et matériel actif et à l'intervention politique de l'URSS dans les affaires intérieures de l'Espagne est un tournant capital de l'histoire du xx^e siècle.

Par quoi a-t-il été déterminé? On a mis en avant la « pression » sur Staline des dirigeants des partis communistes mondiaux, mis en difficulté par la non-intervention. Ce n'est évidemment pas sérieux, car aucun n'avait le poids suffisant.

Certains disent que Staline aurait redouté une perte d'influence de ses instruments, les différents PC, qui couraient le risque du discrédit dans ces circonstances. Moins abracadabrante que la première explication, celle-ci ne tient pas non plus.

C'est par la préservation de son propre pouvoir que Staline était préoccupé avant tout et il y a toute chance pour qu'il en ait été de même lors de son « tournant » espagnol. Et je pense que ce dernier fut le résultat de l'ultime tentative des vieux-bolcheviks pour contester ou au moins infléchir la politique de Staline.

Cette interprétation n'est pour l'instant qu'une hypothèse, mais c'est une hypothèse solide que l'ouverture totale des archives soviétiques, c'est-à-dire enfin l'accès au Fonds du Kremlin, devra néanmoins confirmer ou infirmer. C'est dans les documents diplomatiques qu'apparaissent en faveur de cette interprétation les premiers indices, qui ont été jusqu'à présent négligés par la presque totalité des historiens.

Les diplomates et la crise

Relevons d'abord – la remarque comporte un humour factuel – que les diplomates allemands sont très loin de dramatiser la situation à l'instar de la presse de leur pays. L'ambassadeur von Schulenburg note seulement que le gouvernement soviétique « s'est senti obligé de faire quelque chose », qu'il souhaite avant tout « sauver la face » et rassurer les fidèles communistes de l'étranger qui sont « perturbés par le résultat des procès trotskystes » et « l'abandon par l'URSS du prolétariat espagnol pour des raisons opportunistes¹ ».

Le secrétaire général du Quai d'Orsay, Alexis Léger, prend moins allégrement son parti du tournant, si l'on en croit les confidences qu'il a faites à un diplomate britannique après un entretien avec le chargé d'affaires soviétique Hirschfeld :

« Léger a dit qu'il était un peu troublé par ce changement soudain de la politique russe. Staline n'a pas d'idéal : c'est un réaliste, un opportuniste, et il était prêt à collaborer des années avec les gouvernements bourgeois d'Europe avec l'idée d'éviter une guerre sur ce continent jusqu'à ce que la Russie soit une fois de plus armée et libérée de toute menace de guerre en Extrême-Orient [...]. Il [Léger] ne pouvait donc voir quelle raison avait maintenant poussé Staline à abandonner cette politique et à prendre le risque d'une guerre avec l'Allemagne. Il ne pouvait qu'imaginer que les idéalistes en Russie, les successeurs de Lénine et Trotsky, les avocats de la révolution mondiale, s'étaient révélés trop forts pour Staline, en dépit de la sauvage répression qu'il avait déclenchée et du tragique exemple de Zinoviev et compagnie.

« Il supposait que Staline s'était fait à l'idée qu'il devait être prêt à prendre le risque d'une intervention en Espagne s'il voulait tenir contre l'opposition grandissante des idéologues de la Révolution russe². »

Commentant le procès Zinoviev, le chargé d'affaires des États-Unis, Loy W. Henderson, met en relation son

contexte et le tournant en Espagne dans un rapport du 27 août 1936 :

« Une vague de mécontentement contre la politique du Kremlin s'est développée récemment dans certains cercles du parti. On redoute de plus en plus que Staline s'éloigne du communisme vers le capitalisme d'État. La différenciation croissante des salaires qui s'accroît avec l'élévation des normes de production, la tendance à organiser les fermes collectives sur un modèle capitaliste, l'influence grandissante de ce qu'on appelle l'intelligentsia technique, hauts fonctionnaires et même des gens liés à la bourgeoisie, l'encouragement par le parti et l'État du patriotisme et autres courants, ont créé une certaine alarme chez les membres du parti anciens ou portés vers l'idéologie. Cette alarme a été aggravée par la croyance que le Kremlin ne soutient pas suffisamment le prolétariat espagnol et que, du fait de cette passivité, il est en train de perdre son hégémonie sur le mouvement révolutionnaire³. »

Les formes de la crise

Comment les diplomates voient-ils cette crise, dont tous les documents font état à l'époque, mais qui a disparu de tous les manuels et apparemment même de la mémoire de nombreux spécialistes?

La formulation la plus nette vient du lieutenant-colonel Simon, attaché militaire français, qui adresse le 13 août à son ministre de la Guerre cette « information d'une source sérieuse » secrète :

« La fraction modérée, à laquelle appartient M. Staline, désirerait éviter toute intervention pour ne pas provoquer une réaction de l'Allemagne ou de l'Italie.

« La fraction extrémiste au contraire estime que l'URSS ne saurait rester neutre et doit soutenir le gouvernement légal.

« Les partisans de cette manière de voir seraient accusés de "trotskysme" et on prévoit que leur attitude intransigeante serait susceptible d'entraîner des mesures de

répression allant même pour les Russes jusqu'à la déportation⁴. »

Après ce diplomate aussi perspicace que candide, examinons le point de vue du nouvel ambassadeur Robert Coulondre. À son arrivée, il entend Litvinov – l'allié de Staline dans la fraction « modérée », dit-on, ce qui ne signifie rien – lui assurer que ni Staline ni lui ne font tout ce qu'ils veulent. En décembre, il se fait l'écho des attaques subies par le ministre de la part du bureau politique en l'absence de Staline à l'automne 1936⁵.

Le chargé d'affaires Jean Payart a, lui, identifié Radek comme l'un des porte-parole de la « fraction extrémiste », hostile à la neutralité en Espagne. Il écrit :

« Je tiens par ailleurs de bonne source qu'au cours des discussions dont les affaires d'Espagne ont fourni la matière au sein des milieux dirigeants, Radek s'est prononcé très vigoureusement en faveur de l'intervention et cela moins au nom des intérêts de l'URSS qu'au nom des intérêts de la révolution en tant que telle. Une situation révolutionnaire s'était créée : il était à ses yeux du devoir des soviets d'en favoriser coûte que coûte le développement⁶. »

Nous ignorons bien entendu la source invoquée ici. Mais les diplomates de 1935 et certains historiens comme Jonathan Haslam ont depuis longtemps signalé, sans l'étudier de très près cependant, un article de Radek déjà cité ici, paru dans les *Izvestia* le 4 août sous le titre : « Les fauteurs de guerre sont en train de préparer l'intervention contre la révolution espagnole⁷. »

Il s'agit bien de la révolution, « de la révolution en tant que telle », invoquée ici en même temps que la non-intervention de l'URSS et placée au premier plan des préoccupations qui inspirent, sans que cela soit dit formellement, la condamnation de la non-intervention. Radek écrit :

« Se servant de la peur de la révolution qu'éprouvent les classes dirigeantes dans le monde, les fascistes allemands et italiens sont en train de préparer une intervention contre la révolution espagnole qui va leur mettre dans les mains d'importants atouts pour la préparation de la

guerre mondiale et un nouveau partage du monde. Les fascistes dénoncent bruyamment l'intervention soviétique bien qu'ils sachent que l'URSS est loin de l'Espagne et bien qu'ils ne puissent citer un seul Soviétique actif en Espagne⁸. »

Puis il s'en prend avec une vivacité particulière à l'organe de la bourgeoisie britannique, le *Times*, qui vient de nier la réalité de l'intervention allemande et italienne en Espagne. Ce n'est pas de diplomatie qu'il lui parle, mais de lutte des classes et de la révolution qui fait tomber les têtes des bourgeois :

« Ne criez pas, messieurs! Va-t-on nous dire que Moscou contrôlait la réunion chez Gil Robles à laquelle, selon vos agents, il a été décidé de se soulever et où a été donné le signal de la guerre civile? Imaginez-vous que cinq cents ans d'exploitation honteuse et d'oppression sauvage parlent d'une voix moins convaincante que ce que Moscou pourrait ordonner? En plus, messieurs, vous feriez mieux de ne pas crier, car cela vous empêche de regarder autour de vous et, en ce moment, il vous serait bien utile de conserver vos têtes. Car ce ne sont pas seulement les *habitués* des villes d'eaux européennes dont la peau est en danger – pas seulement les exploiters qui gaspillent sur la Riviera et dans les salles de danse de Londres l'argent saigné aux ouvriers et paysans espagnols. Il s'agit aussi de votre peau à vous⁹! »

L'ambassadeur allemand von Schulenburg, dans une note du 21 décembre 1936 allant dans le même sens, relève une intervention au congrès des soviets, dont il donne d'ailleurs une interprétation discutable. Citons le fait qu'il relate, tel quel :

« Au congrès des soviets, le délégué Khromouchkine, porte-parole des kolkhoziens de la région des Cosaques du Don, a déclaré : “ Nous sommes prêts à aller en Espagne à tout moment pour défendre la révolution espagnole et aider le peuple espagnol contre les barbares fascistes. ” Il est caractéristique que les paroles de Khromouchkine aient été omises dans les comptes rendus de presse du congrès et que les correspondants étrangers qui les ont

entendues se sont vu interdire de les rapporter par le censeur du commissariat aux Affaires étrangères¹⁰. »

Nous ignorons le sort de Khromouchkine dans la grande purge et avouons notre pessimisme en ce qui le concerne : il est tout à fait clair qu'il s'agissait là d'une prise de position pour la révolution en tant que telle et qu'elle exposait son auteur à l'accusation de « trotskysme » et à la répression la plus féroce.

Bien entendu, même si l'on admet – et c'est probable – que Radek, du fait de sa position aux *Izvestia*, fut pour la tendance « extrémiste » un porte-parole occasionnel, nous savons qu'il n'avait pas la personnalité d'un chef de file. Seule l'ouverture des archives du Kremlin nous révélera le nom des hommes qui, au Politburo, combattirent la neutralité à l'égard du conflit espagnol. Pour ma part, je souscris à l'opinion exprimée par Stephen Cohen à propos de l'été 1936 et de cette crise au sommet en URSS :

« Les membres du Politburo qui se sont opposés à la terreur, dont Ordjonikidzé, probablement soutenu par le groupe ukrainien où l'on retrouve Kossior, Tchoubar et Pavel Postychev, tentent pour la dernière fois de résister. Il semble qu'ils n'aient pas protesté contre le procès de Zinoviev et Kamenev déjà condamnés deux fois à la prison, parce que Staline leur avait promis que les accusés ne seraient pas exécutés. Quand ils s'aperçoivent qu'ils ont été trahis, ils décident de tenter de sauver Boukharine et Rykov [...]. Fin août et début septembre se tiennent un certain nombre de réunions au plus haut niveau [...]. Ils réussissent à faire passer un certain nombre de décisions importantes : l'intervention soviétique en Espagne est approuvée et les poursuites contre Rykov et Boukharine abandonnées¹¹. »

Des positions fragiles

Il faut de toute façon souligner que la position de la fraction « anti-modérés », antistalinienne si l'on préfère, devait, elle aussi, souffrir d'une certaine ambiguïté. Radek se situe en effet nettement du côté de « la révolution en

tant que telle », mais, dans le même temps, il s'inscrit également dans le cadre de la politique de défense du pacte franco-soviétique, de la politique de sécurité collective : à ses yeux, les « fascistes » s'engagent sous le prétexte de la révolution en Espagne, mais ils visent en réalité la France, alliée de l'Union soviétique. Il affirme :

« Plus les fascistes hurlent à propos de l'intervention bolchevique et française, plus il devient clair qu'ils se préparent à agir sérieusement non seulement contre l'Espagne, mais contre la France¹². »

On retrouve ici la double option qui a fait osciller au cours des années trente la politique extérieure de l'Union soviétique. D'un côté, Staline et son penchant permanent à privilégier l'entente avec l'Allemagne; de l'autre, ses compagnons de combat qui considèrent le « fascisme » comme le danger principal. On sait que tel était le point de vue de Kirov – qui l'a peut-être payé de sa vie –, de Boukharine et d'autres. Le chef du département d'Europe occidentale au commissariat aux Affaires étrangères, Neyman, exprime – brutalement pour un diplomate – ce point de vue, quand il dit à un officier français que Paris aurait dû réagir militairement à la remilitarisation de la Rhénanie et envoyer sa flotte de guerre au large des côtes espagnoles aux premiers jours du soulèvement¹³. Boukharine, Radek, Neyman : tous trois vont être exécutés dans les années qui suivent.

S'il fallait avancer – rien n'y oblige – le nom d'un hiérarque de parti suffisamment solide pour mener la vie dure à Litvinov et empêcher Staline de faire en 1936 ce qu'il voulait, on serait tenté, après Stephen Cohen, de citer Ordjonikidzé. Ce vieux-bolchevik géorgien avait montré, au cours de la lutte contre l'Opposition de gauche, qu'il n'était pas un béni-oui-oui dans le camp de Staline. Sa mort en février 1937 est la conclusion d'une lutte au couteau entre Staline et lui. La présence en janvier 1937 de son adjoint Piatakov sur le banc des accusés du deuxième procès de Moscou est déjà, en soi, un élément qui incite à réflexion. Là encore, le Fonds Staline ou le

Fonds KGB peuvent, avec l'aide des historiens, apporter une réponse précise.

En revanche, il est parfaitement possible, dans l'état actuel de la documentation, d'analyser la façon dont Staline l'a emporté dans cette bataille d'appareil. La défense de la révolution en tant que telle était la perspective dont il ne voulait à aucun prix. En revanche, il s'était à moitié engagé depuis 1935 dans la voie de la sécurité collective. En se décidant, en septembre 1936, à aider matériellement la République espagnole, il confisquait une partie de leur programme à ses adversaires, les privant de leur argument le plus fort, par une manœuvre qui lui était familière. Il se donnait en même temps les moyens de lutter efficacement sur place contre la révolution en tant que telle, et enfin démantelait le bloc de ses critiques, isolant les véritables « extrémistes » et désarmant les « antifascistes ».

Les observateurs contemporains sont passés très vite sur cet aspect de la question. Nous relèverons cependant, après un début un peu laborieux d'élève appliqué, la rapidité d'élaboration de l'ambassadeur français Robert Coulondre et l'explication qu'il donne alors de la crise en URSS sous tous ses aspects.

Où va l'URSS selon Coulondre

À la différence de nombre d'observateurs contemporains et de diplomates, Robert Coulondre opère une nette distinction entre Lénine et Staline, ce qui lui permet de mieux saisir le mouvement de l'URSS : il est vrai que cette démarche intellectuelle lui est facilitée par la férocité de la répression contre les compagnons de Lénine. Il opère cette distinction sur deux plans.

D'abord, il est évident pour lui que Staline est en train d'écarter et de supprimer « les zéloteurs de la révolution universelle ». Le communisme, pour Staline et les siens, ne sera réalisé que bien plus tard et, de toute façon, c'est du socialisme et du communisme dans la seule Union soviétique qu'il s'agit.

« Il s'écoulera bien du temps avant son avènement, " la durée d'une période géologique ", disait Radek. »

Quoi qu'il en soit, il n'y a aucun doute à avoir :

« L'objectif immédiat de Staline ne paraît pas douteux non plus : il entend se débarrasser une bonne fois des agitateurs révolutionnaires dont la place n'est plus en Russie¹⁴. »

Le diplomate français n'est pas absolument certain que, sur ce point, on puisse opposer Staline à Lénine. En revanche, il souligne l'importance des divergences entre les deux hommes sur le fond :

« Il est sûr que [Lénine] aurait installé à l'intérieur un régime politique entièrement différent de celui de Staline. Dominant le congrès par son autorité morale, son envergure intellectuelle, ses dons oratoires, il eût cherché à imprimer aux éléments de base le mouvement nécessaire à la création d'une démocratie ouvrière et un tel régime, à supposer qu'il soit viable, eût permis la coexistence de plusieurs partis et de leurs chefs¹⁵. »

Cette variante est-elle possible en ces années? Coulondre ne le pense pas. En prenant le tournant sur l'Espagne au bon moment, juste à temps, Staline a, selon lui, écarté le danger immédiat :

« Les événements d'Espagne, survenant après le procès de Zinoviev et de Kamenev, peuvent avoir provoqué par endroits une certaine effervescence, aucun mouvement cependant de nature à changer le régime [...]. La situation pourrait devenir plus grave si, en présence d'une attitude jugée trop modérée du gouvernement soviétique dans les affaires de l'Espagne, les partis communistes étrangers venaient à rompre avec Moscou¹⁶. »

C'est donc, d'après lui, la situation intérieure difficile de l'URSS stalinienne, la nécessité de défendre le régime qui expliquent en dernière analyse le tournant en Espagne :

« Il fallait sacrifier à la doctrine, sous peine de perdre le contrôle des masses, déjà trop accessibles à l'action trotskyste, et sans doute aussi pour donner quelques apaisements à l'opinion intérieure après la fusillade des intimes de Lénine. »

Le résultat, en tout cas, est clair : « C'est la génération de la révolution qu'on élimine¹⁷. »

L'opposition en URSS

Robert Coulondre précise également les contours et les aspirations de ce qu'il appelle l'« opposition » en URSS :

« Il existe en URSS une opposition assez sérieuse. Elle n'est pas contre-révolutionnaire, comme on veut nous le faire croire ici, mais traduit dans le cadre de la révolution des tendances non conformistes et antistaliniennes¹⁸. »

Cette opposition qualifiée de « trotskyste » – « pour plus de facilité », dit-il –, il pense qu'elle regroupe en fait « toutes les réactions contre le régime actuel, contre son conservatisme national, contre les excès de sa politique de collectivisation agraire, surtout contre son despotisme et sa bureaucratie¹⁹. »

Il note plus loin :

« Le chef de l'URSS n'est pas sûr du parti. Il y perçoit une opposition occulte qu'il est assez difficile de caractériser, qui est surtout de gauche, mais qui, en fait, groupe tous ceux que mécontente le régime stalinien, son despotisme, sa bureaucratie et aussi la misère du paysan et de l'ouvrier²⁰. »

Apparemment ébranlé un instant par les accusations de terrorisme lancées au deuxième procès de Moscou, le diplomate français se reprend vite :

« L'action répressive est exercée ici avec une sorte de frénésie asiatique que la peur exaspère encore. Car, en haut lieu, on a peur, non pas de l'émeute, mais du couteau [...]. [Pourtant] ce n'est pas l'opposition, mais bien le gouvernement qui exerce actuellement une action terroriste²¹. »

La conclusion du diplomate français sur l'avenir de l'URSS à travers cette crise révélée par la guerre d'Espagne, au moment où, selon l'expression de Victor Serge, il était « minuit dans le siècle », mérite d'être longuement citée aujourd'hui :

« Dégagé de son enveloppe purement révolutionnaire, le principe démocratique qui a été [...] au centre de la résistance au despotisme stalinien demeure, et sur lui se polariseront les énergies nouvelles venues des jeunes générations. À mesure que celles-ci évolueront, avec [...] le développement de l'instruction, certaines aspirations se feront plus nettes et plus vives, notamment pour la liberté de penser, pour le droit d'examen et de critique aujourd'hui abolis²². »

La guerre d'Espagne a été pour toutes sortes de phénomènes politiques un puissant révélateur et l'histoire soviétique en fournit un excellent exemple. Devant et, plus encore, dans le cours de la révolution espagnole, en effet, les militaires russes et sans doute bon nombre de conseillers civils ont retrouvé leurs anciens réflexes de classe et les sentiments qui avaient transporté le peuple, et eux avec, pendant octobre 1917 et la guerre civile. Il est significatif qu'un Antonov-Ovseenko, brisé par sa propre capitulation et des années passées à genoux, se soit laissé aller, lors de la réception au consulat de l'équipage du *Zyriantine*, à des propos franchement internationalistes, en un langage fort éloigné de la ligne :

« Camarades, oui, nous sommes tous ici des camarades. Tous nous avons le même ardent désir de vaincre dans la lutte grandiose où se décide le destin du capitalisme. Nous avons commencé la lutte. Vous la continuez. Vous n'êtes pas seuls²³. »

Diego Abad de Santillán a raconté comment Antonov-Ovseenko s'est défendu comme un beau diable au moment de la répression d'après Mai, dans une rencontre seul à seul avec lui, et comment, quelques jours plus tard, à la veille de son départ, il lui a rendu visite et lui a dit :

« Tu n'avais pas voulu me croire, je suis révolutionnaire et je mourrai révolutionnaire²⁴. »

Derrière le langage de l'« antifascisme » perce souvent celui de la lutte des classes, comme nous l'avons noté dans l'article de Radek. On peut même émettre l'hypothèse que des hommes qui s'étaient inclinés par lassitude devant l'accumulation des défaites au moins autant que devant Staline aient retrouvé leur courage en se plongeant aux

sources de la révolution espagnole. Même chez un Koltsov, il y a une certaine allégresse, un allant qui relèvent plus du militant révolutionnaire que du bureaucrate stalinien. Et, exactement comme Nin l'avait fait en décembre 1936 pour caractériser les méthodes staliniennes, il parle à son tour en privé à Gustav Regler de « méthodes asiatiques » à propos du rappel à Moscou de conseillers dont c'est le prélude à l'exécution²⁵. La rencontre est frappante, elle ne peut être fortuite.

Le massacre des « Mexicains »

Là se trouve la signification du sort réservé en URSS à la fin des années trente à ces Soviétiques qui avaient été en Espagne les « Mexicains ». Ces hommes avaient vu de leurs yeux la lutte contre la révolution en Espagne et certains y avaient prêté la main. De ce seul fait, ils étaient dangereux pour Staline et constituaient un obstacle sur sa route, son acharnement contre les hommes et les souvenirs d'Octobre. Rosenberg comme Antonov-Ovseenko, Koltsov comme Stachevsky, Berzine comme Goriev et Smoutchkievitch, ont été passés par les armes parce qu'ils savaient, parce qu'ils étaient des témoins, parce qu'ils étaient sans doute aussi des juges et, pour certains, parce qu'ils avaient sinon critiqué du moins manifestement désapprouvé les crimes des hommes de main de Staline. Symbolique à tous égards, le héros de la défense de Madrid, le « général Emilio Kléber », disparaît en 1938 sans laisser de trace.

Aucun d'eux n'a figuré dans un procès public. C'est une dépêche du *New York Times* qui annonce, à la fin de 1938, l'arrestation de Koltsov pour « trahison, crimes contre-révolutionnaires, conspiration avec l'Allemagne et le Japon²⁶ ». Sa mort a été officiellement datée de 1942.

Comment Staline n'aurait-il pas eu peur – et sa réaction est celle de la peur – devant l'enthousiasme du peuple et notamment de la jeunesse russe pour une révolution qu'il combattait pour sa part de toutes ses forces et qu'il avait essayé de conjurer? Comment n'aurait-il pas eu peur

quand il savait qu'il était question d'accueillir Trotsky en Catalogne, ce foyer révolutionnaire qui prenait – il le sentait – le relais de Petrograd, risquant de lui donner une troisième fois, après 1905 et 1917, une prise sur l'Histoire, à sa mesure? Comment n'aurait-il pas eu peur en voyant s'éveiller de nouveau sous ses yeux des hommes dont il croyait avoir brisé la volonté et qu'il pensait soumis?

Quelle qu'ait été en effet la raison formelle de leur condamnation et de leur exécution en URSS, il reste que la grande majorité des Soviétiques qui ont payé de leur personne dans la guerre civile espagnole ont été, après leur retour, victimes de la grande purge de la fin des années trente, en tant que groupe. L'importance du phénomène exige qu'une explication soit proposée. Aucune n'est venue des historiens académiques, pas plus que de ceux qui n'imaginent pas qu'il puisse exister en URSS un rapport entre politique intérieure et extérieure, dans la mesure où cela les gêne.

Je pense pour ma part que l'attitude de Staline, compte tenu de tout ce que nous savons de ses réactions dans des situations semblables, s'explique de façon générale par la peur. Peur, au premier chef, devant cette révolution ouvrière et paysanne dans laquelle nombre de vieux combattants d'Octobre s'étaient retrempés, qui l'a conduit à massacrer ces hommes d'élite dont la majorité avaient déjà fait leurs preuves. Ainsi mutilait-il gravement l'Armée rouge avant de la décapiter et de la livrer à cette menace hitlérienne à laquelle il avait déjà fait sacrifier tant de vies humaines et sans pratiquement tenir compte de son existence.

Sur les réactions de ces hommes, nous ne savons pas grand-chose. Ils ne semblent pas avoir « avoué » quoi que ce soit et ont été assassinés dans l'ombre. Nous avons un témoignage sur Rosenberg : Fischer le rencontra à l'été 1937. Rosenberg lui annonça sa mutation pour Tiflis, où il ne devait jamais arriver²⁷. Sur Koltsov, deux témoignages. Celui de Fischer, qui rapporte sa réflexion sur les « méthodes asiatiques » lors d'une soirée en Espagne en l'honneur d'un conseiller rappelé à Moscou pour être fusillé. Par ailleurs, l'interprète de Goriev, Emma Wolf,

raconte qu'il l'invita, avec le général, peu après leur retour en URSS, au Jardin Jourgaz où ils burent du champagne. Quand Koltsov lui demanda des nouvelles de son nouveau travail aux *Izvestia*, elle répondit qu'elle était triste, car elle n'y avait trouvé aucun de ses anciens camarades, Raievsky, Gnedine, Rozenblat, Vinogradskaia, sans préciser qu'ils étaient tous arrêtés : « Il sourit tristement et haussa les épaules²⁸. »

Nul doute que les inédits soviétiques et les archives du KGB conservent les traces de milliers d'épisodes de ce genre.

De quoi et de qui Staline avait-il peur ?

La question est finalement posée par tous les angles du sujet : de quoi Staline avait-il peur en Espagne ? Avait-il peur seulement de la révolution, comme il vient d'être dit ? Il a incontestablement peur aussi de la guerre, ce qui lui inspire une passivité initiale catastrophique, puis une fuite en avant précipitée avec un temps de retard et selon des méthodes qui portent en elles l'échec parce qu'elles provoquent la haine. La peur de la révolution en général et la peur de la guerre, indiscutables – on ne le répétera jamais assez face aux maniaques qui voient le Kremlin partir à la conquête du monde tous les matins –, n'expliquent cependant pas tout. Je cède volontiers ici la parole à un auteur avec qui je ne suis que rarement d'accord. Adam B. Ulam écrit :

« Une autre morale de l'histoire d'Espagne était à quel point était peu feinte la peur de Moscou devant le trotskysme et avec quel sérieux on y envisageait que cette doctrine détestée puisse conquérir en Espagne un bastion. La lutte contre le trotskysme, réel ou prétendu, en Espagne, a failli éclipser complètement la lutte contre les nationalistes²⁹. »

Il ajoute, faisant allusion au retour de Trotsky en 1905, suivi de son accession à la tête du soviet de Petrograd, et au retour d'exil de Lénine et de Trotsky avec leur

ascension foudroyante en 1917 à la tête de la révolution dans l'ancien empire des tsars :

« Staline et ses compagnons étaient hantés par l'Histoire³⁰. »

Après la défaite de la révolution espagnole en 1939 et l'assassinat de Trotsky en 1940 sur son ordre, Staline a pu véritablement penser pendant un certain temps qu'il avait vaincu l'Histoire par la ruse et le meurtre.

Nous savons maintenant qu'il n'en était rien.

La raison de cet échec est fort simple. Les obstacles qui se multipliaient sous les pas de Staline ne naissaient pas de la maligne inventivité des « trotskystes », mais des contradictions de la société espagnole et de l'échec subi dans la tentative de les surmonter.

La Batalla avait raison d'écrire :

« Ce qui s'est soulevé le 19 juillet, ce n'est pas tellement une poignée de militaires factieux que l'ensemble du régime économique et social hérité de la monarchie et que la République n'avait pas détruit³¹. »

La toute-puissance des appareils a ses limites et c'est au-delà que commence le champ de l'Histoire.

CHAPITRE VIII

« Plutôt perdre la guerre que tolérer la révolution »

Bien entendu, même en tenant compte des arrière-pensées de Mussolini, par exemple, le soulèvement des généraux n'avait pas d'objectif international immédiat et ce n'est qu'une fois la guerre civile installée que l'Espagne devint un enjeu dans le conflit international entre des camps en train de se cristalliser.

De fait, le *pronunciamiento* était envisagé depuis des mois, très exactement depuis la victoire électorale du Front populaire, en février. Dans l'esprit de ses organisateurs, il s'agissait d'écraser l'agitation ouvrière et paysanne, encouragée par la victoire électorale des « gauches », qui mettait en péril les bases de la domination de l'oligarchie et que le gouvernement d'Azaña d'abord, puis, après son élection à la présidence de la République, celui de Casares Quiroga, s'étaient montrés impuissants à réduire.

La révolution pour de bon

En ce sens, le soulèvement franquiste fut bien une contre-révolution préventive, mais, plus encore, il déclencha cette révolution qu'il avait espéré tuer dans l'œuf. En quelques jours, à la fois pour abattre l'ennemi de classe – en détruisant ses bases économiques et sociales – et pour leurs objectifs propres, les masses ouvrières et paysannes réglèrent à leur façon, aussi sommaire que radicale, révolutionnaire, les trois grands problèmes hérités du passé :

l'Église, l'armée et la terre. Cela fait, comme en Russie dix-neuf ans plus tôt, elles passèrent sans transition à la phase socialiste de la révolution, confisquant les usines et les faisant fonctionner, expropriant partout les riches, contrôlant les banques, collectivisant les terres, le grand et parfois le petit commerce, se lançant même, ici ou là, à l'instigation des anarchistes, dans des entreprises d'instauration locale d'un « communisme libertaire ».

Un militant du PCE, le cheminot Narciso Julián, raconte ce qu'il a ressenti en Catalogne où il se trouvait à cause des « Olympiades » :

« C'était incroyable, la preuve dans la pratique de ce qu'on sait en théorie : la puissance et la force des masses quand elles s'emparent de la rue. Plus de doute, d'un seul coup, sur la façon dont la classe ouvrière et les masses doivent être organisées, comment elles peuvent faire la révolution avant d'être organisées. Tout d'un coup, on sentait leur puissance créatrice : on ne peut pas imaginer avec quelle rapidité les masses pouvaient s'organiser. Les formes qu'elles inventent dépassent tout ce dont on a rêvé, lu dans les livres. Ce qu'il fallait maintenant, c'était prendre l'initiative, la canaliser, lui donner forme¹. »

Le choc entre les forces sociales antagonistes avait fait voler en éclats les institutions républicaines. L'autorité du gouvernement ne dépassait pas l'angle de la rue des ministères. Partout s'étaient constitués, dans le combat, des organismes de lutte qui devenaient de fait des organes de pouvoir, comités ou conseils aux noms variés qui se traduisent tous en russe par « soviét ». Ces « comités-gouvernements » (expression due à G. Munis) groupaient, dans des proportions variables et suivant des rapports différents avec la population laborieuse, les organisations politiques et syndicales du Front populaire, entraînant derrière eux les inorganisés : c'était l'« exemple de Jaen » généralisé à travers le combat de rues et complété par une organisation de type soviétique.

De juillet à septembre subsista à Madrid un gouvernement de républicains bourgeois présidé par José Giral, successeur, après l'intermède de Martínez Barrio, de celui de Casares Quiroga, qui accepta de considérer comme

légal l'armement des ouvriers. Aucun effort ne fut tenté pour mettre sur pied, au plan national, un « gouvernement révolutionnaire ». De tels gouvernements révolutionnaires du type « comités-gouvernements » de toutes nuances se sont cependant constitués dans les différentes régions : Comité central des milices antifascistes de Catalogne à Barcelone, Comité exécutif populaire à Valence, Comité de salut public à Málaga, Comité de défense aux Asturies, Conseil d'Aragon, etc. C'étaient là de véritables gouvernements disposant de forces armées, des embryons d'un nouveau pouvoir, les seules autorités en tout cas dans leur zone².

À la place de l'armée et de la police, passées de l'autre côté ou ayant volé en éclats, fonctionnaient désormais les organisations du peuple en armes, les milices ouvrières des partis et syndicats. Officiers élus ou contrôlés par des délégués élus des miliciens, abolition des marques extérieures du respect en dehors du service, politisation extrême des combattants, caractérisent ces formations qui étaient loin de constituer une véritable armée, et moins que tout une Armée rouge comme celle qu'avait créée Trotsky. Des « milices de l'arrière » aux noms divers, parfois patrouilles de contrôle, exerçaient les fonctions de police à l'arrière, qu'elles partageaient souvent bon gré mal gré avec des organismes nés de l'insurrection et plus ou moins contrôlés par les partis comme la tristement célèbre « Brigade de l'aube » du socialiste García Atadell.

Après des jours et quelquefois des semaines de justice populaire et d'exécutions sommaires, après le long intervalle des règlements de compte parfois pris en charge par les organisations et parfois contre leurs propres alliés³, après donc la période des *paseos* (promenades forcées se terminant par l'exécution), les comités-gouvernements sont arrivés à peu près partout à mettre sur pied des tribunaux révolutionnaires, avec des jurés désignés par les organisations du Front populaire et des magistrats le plus souvent élus parmi les candidats présentés par eux.

Sur le plan économique, la totalité des entreprises importantes et nombre de moyennes et même minuscules

sont saisies et placées, suivant que domine la CNT ou l'UGT, sous la direction ou le contrôle de comités syndicaux. Les terres des grands propriétaires, indistinctement confisquées, ne sont que très rarement partagées : les anarchistes poussent à la collectivisation et les communes rurales s'installent même à partir de terres de paysans petits et moyens, qui subissent ainsi une collectivisation forcée qu'ils tiennent pour une expropriation.

L'Église, dont les locaux ont abrité des armes, des munitions, voire des réunions de conspirateurs, et des tireurs embusqués sur les toits pendant les combats, a été pratiquement détruite. La presse est pleine de communiqués triomphants annonçant les sommes fantastiques en millions de pesetas découvertes dans les palais épiscopaux. Nombre de prêtres ont été exécutés. D'autres se cachent. Les bâtiments ecclésiastiques sont confisqués, deviennent écoles, marchés, salles culturelles. Il n'y a plus de culte en tout cas, ni d'influence économique de l'Église, totalement expropriée.

La « révolution » selon Staline

Staline n'aime pas la révolution. Il veut y mettre un terme parce qu'elle est « incontrôlable ». Mais il est difficile de ne pas reconnaître qu'il y a en Espagne une révolution. En aidant la « République », l'URSS va-t-elle aider la révolution ? C'est aux valets de plume de l'appareil qu'il incombe de trouver une réponse théorique en montrant qu'il y a « révolution » et « révolution ». Ils la trouveront dans la théorie menchevique de la « révolution par étapes ».

À peine engagé l'effort d'assistance soviétique commence aussi l'explication sur la nature de la « révolution espagnole » et l'impossibilité de lui assigner des tâches socialistes, ce qui pourra justifier la lutte contre les aspects « socialistes » de la révolution. Le 3 octobre 1936, Knorine prend le problème à bras-le-corps dans la *Pravda* :

« Le gouvernement actuel de l'Espagne représente la

coalition de deux classes, le prolétariat et la paysannerie, dans lesquelles le parti de la bourgeoisie urbaine joue un rôle important [...]. Essayer de passer tout de suite des tâches de la révolution bourgeoise démocratique aux mots d'ordre de la révolution socialiste ne pourrait qu'affaiblir la réalisation de la tâche principale de la révolution et nuirait à la défense nationale et à la réalisation de la révolution démocratique.

« La réalisation de la révolution bourgeoise démocratique, la victoire sur les insurgés fascistes, la consolidation de l'industrie nationale et de l'indépendance du pays, la liquidation des restes d'arriération médiévale, du manque de culture et de l'ignorance, telles sont les tâches du jour qui confrontent les Espagnols combattant sur le front de la guerre civile⁴. »

L'article d'Ercoli-Togliatti dans *Kommunistitcheskii Internatsional* d'octobre est consacré aux « particularités de la révolution espagnole ». Ercoli cite celui qu'il appelle « l'expert en stratégie révolutionnaire, le camarade Staline ». Il se déroule en Espagne une « guerre révolutionnaire nationale » :

« La révolution en Espagne est partie intégrante d'une lutte générale antifasciste de tous les peuples du monde : c'est une révolution avec une base sociale extrêmement large. C'est une révolution nationale. C'est une révolution antifasciste⁵. »

La difficulté de justifier le refus du « socialisme » et de cantonner les masses ouvrières et paysannes dans la défense de la République démocratique oblige le théoricien du Comintern à n'élaborer que des mots. Il écrit :

« La définition du Front populaire espagnol simplement comme une "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie"⁶ n'expliquerait pas sa vraie nature. D'abord, le Front populaire en Espagne bénéficie non seulement du soutien des ouvriers et des paysans, mais d'une couche sociale plus large; deuxièmement, sous la pression de la guerre civile, il prend des mesures qui vont plus loin que le programme de gouvernement de la dictature révolutionnaire démocratique⁷. »

Cette gymnastique théorique aboutit à la conclusion

que la République démocratique d'Espagne n'étant pas « de type habituel », elle est une « démocratie nouvelle⁸ ».

À Valence, à la conférence nationale des JSU, Santiago Carrillo est plus carré. Dans son rapport de trois heures, il résume le contenu qu'il donne à cette « démocratie nouvelle » :

« Nous luttons pour une Espagne libre, pour la démocratie forte dont les masses ont besoin. Il ne s'agit pas du socialisme⁹. »

L'entreprise ne va pas sans rencontrer de résistance. *Claridad*, que dirige Carlos de Baráibar, se moque des « gens timides et ankylosés qui ont le vertige devant la floraison des comités, organes nouveaux nés de conditions nouvelles, preuve de l'activité et de la créativité du peuple – et qui n'y voient qu'un danger¹⁰ ».

On semble avoir beaucoup hésité dans l'entourage de Largo Caballero sur la conduite à suivre. Un éditorial de *Claridad*, en août 1936, montre la distance qui sépare ces hommes du PC. Son rédacteur, Araquistáin, explique :

« Quelques-uns disent : écrasons le fascisme d'abord, finissons victorieusement la guerre et il sera temps alors de parler de révolution et de la rendre nécessaire. Ceux qui expriment cette idée n'ont de toute évidence pas réfléchi au formidable processus dialectique qui nous entraîne. La guerre et la révolution sont la même chose [...]. La guerre a besoin de la révolution pour vaincre, comme la révolution a eu besoin de la guerre pour éclater¹¹. »

Deux jours plus tard, le 24 août, Araquistáin écrit à Largo Caballero que le gouvernement Giral doit « disparaître aussi vite que possible » et qu'il serait absurde de faire « un autre gouvernement républicain¹² ». À ce moment, Largo Caballero apparaît aux yeux de tous comme le candidat à la direction d'un gouvernement des organisations ouvrières. L'histoire officielle du PC n'a pas été démentie quand elle a noté :

« Quelques-uns des plus proches coreligionnaires de Largo Caballero, comme Araquistáin et Baráibar, faisaient plus ou moins publiquement de l'agitation pour l'idée d'éliminer les ministres républicains et de donner la

direction du pays à Largo Caballero avec l'idée d'établir une " dictature de la classe ouvrière¹³ ". »

Le tournant de Largo Caballero

Finalement, comme nous l'avons déjà signalé avec l'initiative de Rosenberg, Largo Caballero forma un gouvernement de Front populaire qui s'élargit deux mois plus tard à des ministres de la CNT. Le programme de restauration d'un État rénové – celui du gouvernement de Front populaire de Largo Caballero – reçoit le soutien sans réserve des Soviétiques. Le 25 novembre, la *Pravda* met en relief les déclarations faites à l'United Press par Largo Caballero :

« En dépit des rumeurs qui circulent à l'étranger, le gouvernement républicain n'a pas l'intention d'établir en Espagne un régime soviétique. Son objectif fondamental est de préserver le régime de république démocratique parlementaire reposant sur la Constitution librement établie par le peuple espagnol lui-même. Les rebelles au contraire sont les champions du fascisme et antiparlementaristes [...]. Le programme du gouvernement est d'unir toutes les forces démocratiques qui sont prêtes à défendre les libertés parlementaires contre la dictature fasciste. L'actuelle session des Cortes à Valence symbolise l'unité totale qui existe entre le gouvernement et la grande majorité du peuple¹⁴. »

Un tel texte émanant de Largo Caballero est plutôt surprenant : l'analyse de classe de l'État, dont ses conseillers faisaient le critère du marxisme et la pierre de touche du caractère révolutionnaire d'une organisation et d'un programme, a disparu sans laisser de traces. La référence aux Cortes, amputées de leur aile droite, avec les sièges vides des députés socialistes fusillés, cette « majorité républicaine » née des mois auparavant de marchandages entre partis du Front populaire pour se répartir les places où l'on est en position d'élu éventuel, tout cela a quelque chose d'hallucinant. Comment un homme tel que Largo Caballero peut-il évoquer le soutien du peuple entier à ces

Cortes-croupion et parler à leur propos de « démocratie »?

Il n'existe malheureusement qu'une réponse : c'est là la ligne défendue par Staline en matière de politique intérieure en Espagne, et c'est Moscou qui livre les armes qui ont sauvé Madrid et permettent maintenant d'envisager la victoire.

Largo Caballero cherche pourtant à jouer sur deux tableaux. Comme le souligne *Claridad*, en développant le thème de l'unité nationale derrière son gouvernement, il avance trois propositions par lesquelles il entend sans doute se couvrir sur sa gauche :

1. « Ce gouvernement ne peut oublier qu'à la fin de la lutte, avec notre victoire, la structure du pays devra changer complètement dans l'ordre économique et dans l'ordre social. »

2. « Le prolétariat obtiendra la récompense qu'il mérite en luttant comme il le fait aujourd'hui. »

3. « L'Espagne deviendra une véritable république de travailleurs¹⁵. »

Claridad commente et assure que cette session de Cortes a une valeur incalculable sur le plan international¹⁶.

L'attitude « légaliste » est plus marquée encore avec le successeur de Largo Caballero, Juan Negrín : ce dernier n'a pas de soucis semblables en ce qui concerne la couverture à gauche. A ses yeux, le conflit qui se déroule en Espagne n'est pas à proprement parler une guerre civile, mais « une guerre entre deux impérialismes¹⁷ » : l'alignement se fait donc pour lui sur les alliés de son gouvernement, « démocraties occidentales » et URSS, sans précautions oratoires ni restrictions mentales.

Le désir de respectabilité bourgeoise qui se manifeste à travers une réunion « régulière » des Cortes, la volonté de réaliser, selon l'expression de Santiago Carrillo, « la véritable unité de tous les antifascistes, pas seulement des organisations, mais des sans-parti et des catholiques », conduisent même la *Pravda* à mettre l'accent sur la présence à Moscou, dans une délégation des JSU, d'un des fils de l'ancien président de la République (le très conservateur Niceto Alcalá Zamora), José Alcalá-Zamora

Castillo. La confusion est telle dans les esprits des jeunes recrues du stalinisme que le malheureux garçon, s'adressant à *Mundo obrero*, a lancé le fameux « *Arriba* » du salut franquiste, pour célébrer, comme il dit, « les prolétaires de toutes les classes¹⁸ ». Apparemment, personne ne rit.

Le 21 décembre 1936, Staline adresse à Largo Caballero une lettre également signée de Vorochilov et Molotov qui lui trace en quelque sorte un programme de gouvernement. Il y affirme notamment :

« La révolution espagnole s'ouvre des voies qui, par bien des aspects, diffèrent du chemin parcouru par la Russie. Ils déterminent de cette façon la différence des prémisses dans l'ordre social, historique et géographique, les exigences de la situation internationale, différentes de celles que rencontrait la révolution russe. Il est très possible que la voie parlementaire se révèle comme un procédé de développement révolutionnaire plus efficace en Espagne qu'en Russie¹⁹. »

Après des considérations sur le rôle des conseillers et des questions sur leur comportement ainsi que sur celui de Rosenberg, qu'il propose de remplacer s'il ne fait pas l'affaire, Staline donne à Largo Caballero quatre conseils « amicaux » :

« 1. Il conviendrait d'accorder de l'attention aux paysans, qui ont un grand poids dans un pays agraire comme l'Espagne. Il serait souhaitable de promulguer des décrets de caractère agraire et fiscal qui satisfassent leurs intérêts. Il conviendrait également de les attirer à l'armée et de former à l'arrière des armées fascistes des groupes de guérilleros composés de paysans. Des décrets en leur faveur pourraient faciliter le règlement de cette question.

« 2. Il conviendrait d'attirer aux côtés du gouvernement la bourgeoisie urbaine petite et moyenne ou, en tout cas, de lui donner la possibilité d'adopter une attitude de neutralité favorable au gouvernement en la protégeant contre toute confiscation et en lui assurant dans la mesure du possible la liberté du commerce. Dans le cas contraire, ces secteurs suivraient les fascistes.

« 3. Il ne faut pas repousser les dirigeants des partis républicains, mais au contraire les attirer, se rapprocher

d'eux et les associer à l'effort commun du gouvernement. Il est en particulier nécessaire d'assurer au gouvernement l'appui d'Azaña et de son groupe, en faisant tout ce qu'il est possible de faire pour les aider à surmonter leurs hésitations. Cela est également nécessaire pour empêcher que les ennemis de la République ne voient en elle une république communiste, et pour empêcher ainsi leur intervention déclarée, ce qui constitue le plus grand péril pour l'Espagne républicaine.

« 4. On pourrait saisir l'occasion pour déclarer dans la presse que le gouvernement de l'Espagne ne tolérera pas que qui que ce soit porte atteinte à la propriété et aux intérêts légitimes des étrangers en Espagne, des citoyens des pays qui n'appuient pas les fascistes²⁰. »

Ce programme est clair. Dans l'Espagne telle qu'elle est, il implique une lutte contre les conquêtes révolutionnaires déjà réalisées, contre ceux qui veulent les défendre et les approfondir. Il annonce une guerre civile dans la guerre civile.

Au même moment, le cheminot communiste Narciso Julian, devenu commandant d'un train blindé, pense différemment :

« C'est vrai que la révolution socialiste n'était pas à l'ordre du jour pour nous. Mais il était tout à fait clair que la lutte pour la démocratie et celle pour le socialisme étaient liées. Comme disait Lénine, il n'y a pas de muraille de Chine entre elles. Les conquêtes démocratiques que la République n'avait pas été capable de réaliser l'étaient maintenant à une vitesse incroyable. Toutes n'étaient pas tournées vers l'effort de guerre; beaucoup étaient faites avec un horizon plus large des perspectives futures. Nous continuions à lutter pour le socialisme, mais, à la différence des anarchistes, nous ne pensions pas que tout pouvait être réalisé d'un seul coup²¹. »

Mais les dirigeants n'ont pas cette conception. Ils vont se battre pour freiner et arrêter le mouvement de « conquêtes ».

L'application

Le PCE a un peu cafouillé dans la ligne gouvernementale à Madrid et c'est en dehors de sa collaboration qu'a été mis sur le pied le premier gouvernement de Front populaire. En revanche, ses hommes vont être au premier rang dans la lutte contre les « comités », dénoncés comme « irresponsables », et contre le deuxième pouvoir : la dissolution du Comité central des milices antifascistes de Catalogne constitue l'étape décisive de ce parcours qui se termine sous Negrín avec la dissolution du Conseil d'Aragon, dominé par les anarchistes, et la dissolution forcée des collectivités rurales par les troupes du communiste Lister et de sa division.

Le PC comble d'ailleurs son retard, et au-delà, en devenant le champion de l'unification sur le plan militaire et en particulier de l'unité de commandement, devenue aux yeux de tous une incontestable nécessité après les terribles revers de l'automne 1936.

L'étape la plus importante en est la militarisation des milices. L'objectif est la constitution d'une nouvelle armée baptisée Armée populaire, avec remise en vigueur des grades et des insignes, rétablissement du Code militaire et des formes traditionnelles de la discipline : armée traditionnelle, l'Armée populaire ne ressemble pas, contrairement à une affirmation courante, à l'Armée rouge en dépit de l'institution des commissaires politiques.

L'un des instruments les plus précieux pour l'opération de militarisation des milices a été la première unité militarisée des milices, le 5^e régiment des milices de Madrid, logé dans le couvent des salésiens. C'est une création du parti communiste, de son premier commandant Castro Delgado et de son commissaire politique, le commandant Carlos, Vittorio Vidali. Dès le début conçu comme une unité traditionnelle avec une discipline et un mode de fonctionnement d'unité militaire, ce régiment a attiré officiers et sous-officiers mal à l'aise dans l'atmosphère, particulière pour eux, des milices; ils y retrouvent une ambiance et un respect qui leur paraissent indispensa-

bles à l'exercice de leur métier, ainsi, souvent, qu'une protection efficace.

Il a bénéficié ensuite de distributions privilégiées d'armes et de munitions. Véritable unité d'élite, il est devenu en quelque sorte le drapeau de la militarisation, mais aussi son creuset. Le 5^e régiment, redécoupé en compagnies, servira, par amalgame avec d'autres unités miliciennes, notamment de la CNT, à la formation de « brigades mixtes » et sera ainsi le noyau de l'armée lors de la militarisation.

Après les premières défaites sévères, les paniques et les débandades, la chute de places importantes, personne ne conteste vraiment une militarisation sans laquelle aucune armée ne peut exister. Mais la façon dont elle est réalisée, le rôle que s'y attribuent les communistes, par le 5^e régiment et ses officiers comme par la place qu'ils tiennent chez les commissaires politiques, tout cela va dresser contre la militarisation des gens qu'animent tout simplement leur attachement à leur ancienne unité et le désir de demeurer indépendants du PC.

En matière de police, la première initiative a été prise par Giral, qui débaptise la Garde civile et réorganise ce qu'il en reste sous l'étiquette de Garde nationale républicaine²². Il appartient au gouvernement de Largo Caballero d'aller plus loin, de recruter pour la GNR et les gardes d'assaut, en même temps que d'agrandir le corps de gardes frontières placés sous le ministre des Finances Negrín, les carabiniers²³. La constitution de « milices de vigilance » dans le cadre de la Sécurité permet de revenir vers un modèle plus « normal », puisque toute affiliation est interdite à ses membres²⁴. Les tribunaux révolutionnaires sont peu à peu supplantés par des tribunaux populaires dans lesquels siègent obligatoirement des magistrats professionnels²⁵.

Dans le domaine économique, c'est par le contrôle gouvernemental des banques que Largo Caballero puis Negrín commencent à affirmer leur autorité sur les entreprises saisies par les ouvriers²⁶. La loi de réforme agraire préparée par le ministre communiste Uribe permet de

répondre aux exigences de Staline : la limitation de la saisie des terres à celles des seuls factieux ouvre toutes les possibilités de retour d'anciens propriétaires qui peuvent démontrer qu'ils ne sont pas factieux et recouvrer ainsi leurs biens²⁷.

Cette action de restauration de l'État ne se heurte pas à de véritables résistances. Il n'y a pas en Espagne de parti équivalant au parti bolchevique qui se fit en 1917 le parti des soviets puis de leur pouvoir. Les présidents des comités ne sont-ils pas dans un premier temps nommés gouverneurs, ce qui assure une transition qui ne choque pas trop les combattants?

Pourtant, la politique de Staline a une ligne directrice et s'applique dans tous les détails. Au lendemain de la défaite à Guadalajara des troupes italiennes minées par la propagande de fraternisation organisée en face par des militants communistes, Jesús Hernández, alors commissaire général, fait corriger les affiches qui montrent de simples soldats emportés par la fraternisation et suggère un dessin indiquant que la propagande républicaine s'adresse également, dans le camp ennemi, aux « chefs »²⁸.

Gagner la guerre?

Combattant concrètement tous les jours la révolution à travers ses conséquences, les gens du PC, pour appliquer la politique de Staline, luttent contre la révolution, mais ne le proclament pas. Ils se contentent simplement d'essayer de la faire reculer au nom des nécessités de la guerre, puis de la geler – jusqu'à la victoire, disent-ils. Leur célèbre formule, que reprend bientôt le Front populaire tout entier est : « Gagner d'abord la guerre et faire ensuite la révolution. »

La formule fut critiquée, on le sait, par Trotsky qui avait au moins le mérite, lui, d'avoir gagné à la fois la guerre et la révolution. Les petites formations trotskystes et le POUM l'ont critiquée sur le fond et je n'y reviendrai

pas. Mais on ignore généralement qu'ils n'étaient pas les seuls à le faire. Le journal *CNT* de Madrid a mené contre la formule stalinienne une campagne acharnée. Dès septembre 1936, il défend le droit à la vie des « nouveaux organes populaires » et explique que leur existence se justifie tout simplement par la nécessité d'un nouvel ordre social et politique. La comparaison avec la révolution russe ne lui échappe pas :

« En Russie, les soviets d'ouvriers et de paysans ont été la pierre angulaire de la victoire [...], les organes éminemment populaires constitutifs de la démocratie unique et authentique²⁸. »

Il va poursuivre le 25 septembre sous le titre « Gagner la guerre et assurer la victoire de la révolution » :

« Gagner la guerre doit avoir un sens [...]; le peuple ne lutte pas en soi contre le fascisme; il ne donne pas son sang et son énergie pour gagner une simple guerre : il s'attend à ce qu'elle implique la révolution expropriatrice.

« La guerre civile actuelle dérive vers la guerre civile mondiale, vers la révolution [...]. Il ne s'agit pas de revaloriser la caduque démocratie des grands propriétaires, des généraux et des politiciens de toutes couleurs. Il faudrait être aveugle et sourd pour prétendre à ce résultat qui signifierait la liquidation de la plus grande des révolutions de l'histoire²⁹. »

Le directeur de *CNT*, auteur de ce réquisitoire, José García Pradas, polémiste-né et auteur de formules à l'emporte-pièce, résume la politique de Staline par celle-ci : « Plutôt perdre la guerre que tolérer la révolution. »

J'emprunterai la conclusion de ce chapitre d'abord à un homme de pensée conservatrice, le lieutenant-colonel Morel, déjà souvent cité, qui écrivait en observateur lucide dans son rapport du 21 juin 1937 :

« Si le gouvernement d'ici devait perdre la guerre, ce ne serait pas pour des fautes tactiques et techniques, mais pour avoir porté atteinte à sa seule force, l'élan révolutionnaire de l'armée³⁰. »

Le militaire de carrière français monarchiste arrivait ainsi, sur le coup, à la même conclusion que l'anarchiste García Pradas devait formuler plus tard :

« Dénier à la lutte son caractère révolutionnaire équivalait à démoraliser les combattants et les travailleurs, et à décevoir ceux qui voulaient gagner la guerre³¹. »

CHAPITRE IX

L'ordre stalinien

Le premier palier de la montée au pouvoir du parti communiste fut atteint par la constitution, le 8 novembre, au lendemain de l'évacuation du gouvernement pour Valence, de la Junte de défense de Madrid, organisme « délégué » formé de représentants de partis et de syndicats, et dominé en fait par le PCE représenté non seulement ès qualités, mais aussi par des membres des JSU, de l'UGT, voire du PS dont en outre la droite le soutenait.

La Junte était présidée par le général Miaja, vieille ganache réactionnaire tenue par le PC, et ses deux « hommes forts » étaient le secrétaire à la conseillerie de la Guerre, Antonio Mije, du PCE, et celui de l'Ordre public, Santiago Carrillo, des JSU, dont l'adhésion au PC était connue le même jour¹. Ce fut la première expérience des staliniens au pouvoir en Espagne².

Commentant le programme de « République démocratique » et le comportement des staliniens dans l'appareil d'État restauré, García Pradas propose ce résumé percutant :

« Il me semble que la formule de Staline était la suivante : République démocratique gouvernée au nom du Front populaire par le parti communiste, sous le contrôle du GPU³. »

Le PC au pouvoir?

La définition donnée par le militant anarchiste peut, certes, paraître excessivement polémique, mais il est impossible de la rejeter sans examen. Le pouvoir du PC dans l'appareil d'État, celui du GPU (proprement NKVD) par rapport au PC, ne sont pas niables et c'est bien la politique – et jusqu'au vocabulaire – du PC qui passe à travers les autres partis du Front populaire.

Dans son rapport déjà cité du 21 juin 1937, le lieutenant-colonel Morel avait décrit à sa façon la même situation que García Pradas :

« Tout concorde à faire penser que l'on s'achemine vers une dictature politique et militaire dont les dirigeants du parti, désormais sans troupes, sont les inspireurs⁴... »

Faisant allusion aux éléments « modérés » réfugiés dans les rangs ou sous le drapeau du PCE, il ajoutait :

« Par haine du désordre, les modérés se sont donnés aux communistes qui représentent l'ordre, sans réfléchir à la nature de cet ordre et au prix final de cette adhésion⁵. »

Depuis plusieurs mois, l'attaché militaire français voyait s'accumuler au sommet de l'armée, du gouvernement, des partis du Front populaire, les rancunes contre l'étranger et ses hommes qui tranchaient de tout.

C'est dans le même sens que Luis Araquistáin conclut le 1^{er} janvier 1939 une lettre au dirigeant socialiste américain Norman Thomas :

« Le parti communiste a été et continue d'être un danger pour l'État républicain de l'Espagne et, du coup, pour la victoire républicaine, parce que, soyez-en sûr, contre un État communiste, sans le moindre doute, l'immense majorité de l'Espagne loyale se soulèverait, même au risque de compromettre la République⁶. »

Campagne antitrotskyiste de Moscou

À cet égard, l'un des traits les plus révélateurs et certainement négatifs a été la campagne menée à partir de Moscou et relayée à Barcelone, Madrid, Valence, contre les « trotskystes », à savoir au premier chef Trotsky et les vieux-bolcheviks victimes des procès de Moscou, campagne qui éclipsa longtemps la guerre civile espagnole dans la presse soviétique.

Le point de départ en fut évidemment le procès d'août 1936 contre Zinoviev, Kamenev, Smirnov et autres, « les terroristes trotskystes d'URSS qui ont assassiné le camarade Kirov », comme le proclamait *Mundo obrero* avant même l'ouverture des séances du tribunal⁷.

Le ton était celui de Moscou. Très vite, épithètes violentes, injures, menaces, appels haineux et hurlements de mort. La mort de Kirov devient le « vil assassinat » qui « soulève l'indignation » : contre les assassins, il faut « *la mano dura* » et un article spécial est destiné à démontrer qu'il s'agit maintenant d'exterminer les « traîtres du mouvement ouvrier⁸ ».

Pravda, *Mundo obrero*, *Treball*, *L'Humanité* publient la réponse injurieuse de Moscou aux dirigeants de la II^e Internationale. *Mundo obrero* reproduit le pénible article de Kroupskaïa, la veuve de Lénine, qui réclame dans la *Pravda* le sang de ses compagnons⁹. Irene de Falcón envoie de Moscou un article sur « la jeunesse heureuse de l'Union soviétique¹⁰ ».

Au mois de septembre encore, ce procès prend largement le pas dans les travaux du présidium de l'IC sur l'affaire espagnole elle-même. Le 1^{er} octobre, *Mundo obrero* manifeste son zèle en traitant Trotsky de contre-révolutionnaire et de falsificateur de l'Histoire¹¹.

Les conditions pour l'élargissement de la campagne à l'Espagne sont en train de mûrir : lors du présidium, Ercoli, dans son rapport sur la lutte contre le trotskysme, a mentionné le parti espagnol parmi ceux qui comprennent l'importance de la lutte contre le trotskysme. Un nouveau champ s'ouvre à l'« antitrotskysme », bien qu'il

soit clair que tous les membres des partis communistes sont loin d'être persuadés que les trotskystes sont des « assassins ». Tout est fait en tout cas pour les présenter, et particulièrement Trotsky, comme l'ennemi n° 1 du genre humain et tous les prétextes sont bons pour le rabâcher.

Les « trotskystes » d'Espagne

Il n'y a pratiquement pas de « trotskystes » proprement dits en Espagne. Mais il y a d'anciens militants de l'*Izquierda comunista*, à l'intérieur du POUM. Il y a aussi suffisamment de militants de tendance « gauchiste », anarchistes ou socialistes de gauche, pour offrir aux chasseurs de tête de Moscou le gibier qu'ils veulent traquer.

Ce sont les militants du POUM de Madrid qui vont donner au PCE l'occasion attendue de casser du trotskyste. La grande majorité d'entre eux sont en effet issus de l'ICE et professent pour le fondateur de l'Armée rouge une réelle admiration, même s'ils ne l'ont pas suivi dans la discussion sur l'« entrisme » en Espagne dans le PSOE¹².

Déjà, entre les milices du POUM, la colonne *Lénine*, de Madrid, que dirige un officier de carrière trotskysant, le capitaine Santiago Martínez Vicente, se distingue par la hardiesse du ton de son journal, *El Combatiente rojo*, qui publie à la une la photo de Trotsky et dénonce violemment le procès de Moscou. La dynamique JCI madrilène saisit l'occasion de la première apparition officielle de Rosenberg pour défiler devant lui en scandant « Vive Trotsky! ».

C'est sans doute cette manifestation spectaculaire de la JCI qui décide le PCE à jouer sans attendre la carte de la terreur. Le 12 octobre, *Mundo obrero* se déclare scandalisé de l'existence même d'un tel groupe à Madrid et appelle à la répression impitoyable contre ses membres :

« Les trotskystes travaillent pour l'ennemi. Il faut traiter comme des ennemis ces aventuriers criminels¹³. »

Dans un premier temps, les mesures administratives pleuvent : ni armes, ni munitions pour la colonne qui est au front, à Sigüenza où est tué le jeune Jesús Blanco, ancien de l'ICE et secrétaire de la JCI madrilène. *El Combatiente rojo*, déjà hachuré par la censure, est suspendu. Le POUM se propose de publier à Madrid *La Antorcha* (La Torche) : l'autorisation lui en est refusée alors que ce titre, traditionnel dans le mouvement ouvrier, a paru sous la direction de plusieurs de ses membres autrefois. Finalement, la Junte de défense, que domine la coalition PCE-JSU, fait occuper les locaux du POUM, lui interdisant de fait toute activité.

La campagne de diffamation se poursuit et s'amplifie. Le 17 octobre, *Mundo obrero* revient sur le procès de Moscou, consacre une page entière aux « aveux ». Un meeting de la JSU dans la capitale vote une résolution qui affirme :

« Il faut démasquer les provocateurs embusqués qui, utilisant le nom de Lénine, font une propagande préjudiciable aux forces du Front populaire¹⁴. »

Le Hongrois Gerö (Pedro), qui veille aux destinées du PSUC et aux affaires en Catalogne, n'est évidemment pas en désaccord, mais il s'inquiète, soulignant dans un rapport du 29 octobre combien les difficultés sur place sont grandes. Il indique d'abord que les dirigeants du PSUC ont accepté de siéger au Conseil de la généralité avec Nin sans en référer à personne et qu'on est très « conciliateur » à l'égard du « trotskysme » à Barcelone¹⁵. Il juge aussi très négatif que le POUM soit devenu une véritable force du fait de sa participation importante aux combats armés, et que les gens du PSUC ne parlent pas du procès de Moscou. Il précise avec un cynisme qui ne surprendra pas : « Et ce danger est d'autant plus grand que les milices du POUM se battent bien¹⁶. »

Le 6 novembre, N. Majorsky, correspondant de la *Pravda* à Paris, consacre un article au PC espagnol, dont il note que les effectifs sont passés de 1 000 en 1931 à 20 000 en 1935. Il assure que son rôle a été essentiel pour faire comprendre au monde qu'il se livre en Espagne une guerre nationale en même temps qu'une lutte pour la paix et

contre les forces de l'« agression fasciste » : il compte maintenant 200 000 membres. N. Majorsky poursuit :

« L'époque de l'humanisme soviétique a commencé, une véritable civilisation socialiste humaine est en train de se développer. Son créateur, le dirigeant du bolchevisme, Staline, est aussi le chef de toute l'humanité avancée et progressiste. Le salut que le camarade Staline a adressé au secrétaire du parti communiste d'Espagne marque son attachement au travail de paix et de civilisation humaine véritable que mène le parti communiste espagnol¹⁷. »

La dénonciation pour la mise hors la loi

C'est à peu près à ce moment-là que se constitue la Junte de défense de Madrid¹⁸, qui devrait en principe compter des représentants de toutes les organisations politiques et syndicales. Mais elle refuse d'admettre le POUM. Au maçon poumiste Enrique Rodríguez, venu demander l'appui du PSOE contre cette discrimination, le dirigeant socialiste Manuel Albar répond :

« L'ambassadeur Rosenberg s'est opposé à ce que vous y soyez. C'est injuste, bien sûr, mais nous le comprenons : l'URSS est puissante. Entre nous priver de son soutien et nous priver de celui du POUM, il n'y a pas de choix¹⁹. »

Devant ce refus et les menaces qui suivent, le POUM refuse l'affrontement et décide de retirer ses militants de la capitale pour les replier sur Barcelone. C'est là, pense-t-il, que se livrera la bataille décisive : le POUM y est un parti de masses, bien implanté chez les ouvriers, représenté au Conseil de la généralité, et il peut bénéficier de la protection de la toute-puissante CNT.

De ce point de vue, le choix des Soviétiques nommant Antonov-Ovseenko consul général à Barcelone apparaît judicieux. Vieux révolutionnaire, connaisseur des questions militaires, ayant joué un rôle indéniable en Octobre et pendant la guerre civile, il peut en imposer à bien des critiques de gauche. De plus, il sera étroitement surveillé.

La réalité du pouvoir soviétique à Barcelone, autrement dit du GPU, est, si l'on en croit Burnett Bolloten, aux mains de Gerö qui dirige personnellement le PSUC « avec énergie, tact et efficacité²⁰ ». Assistant aux réunions de l'exécutif du parti comme aux conseils à l'ambassade, il contrôle et oriente en fait l'activité d'Antonov-Ovseenko et surtout celle des « services » soviétiques, veillant personnellement à infiltrer ses hommes aux postes clés de la police de la Généralité²¹.

C'est probablement à son action et à ses directives que le PSUC doit d'avoir remporté sa première grande victoire sur le pouvoir « soviétique » – celui des « comités-gouvernements » – en obtenant la dissolution du Comité central des milices antifascistes de Catalogne et la formation d'un Conseil de la généralité présidé par Tarradellas. Mais le POUM y a pris le poste de la Justice avec Andrés Nin, situation intolérable pour le PSUC et dont il ne peut se sortir seul.

Là-dessus, les témoignages concordent. Les représentants soviétiques ont pesé directement et de tout leur poids sur le Conseil de la Généralité, le président Companys et les autres formations du Front populaire, pour faire chasser le POUM du Conseil²².

L'exclusion du POUM

C'est le 18 novembre 1936 que *La Batalla* a essayé d'expliquer à ses lecteurs le refus d'admettre le POUM dans la lutte pour la défense de Madrid et que c'est Staline qui est derrière cette décision. L'URSS, affirme-t-elle, a peur de perdre au profit de l'Espagne son hégémonie sur le mouvement révolutionnaire. Elle ne veut pas d'une révolution qui la gêne et qu'elle ne peut contrôler. Pour toutes ces raisons et à cause de la « question trotskyste » – sur laquelle le journal du POUM reste discret –, Staline, dit-il, a décidé d'exterminer ce parti.

En face, c'est l'explosion d'une indignation feinte ou réelle. Le PSUC le proclame avec éclat : il faut chasser le POUM du Conseil de la Généralité. Les Soviétiques

appuient : Antonov-Ovseenko va le dire à Companys, fait le chantage aux livraisons d'armes, et tout Barcelone ne parle que de ça.

Bientôt, c'est vraiment sur la place publique qu'on s'explique. Le 27 novembre, Andrade et Gorkin reviennent de Madrid où ils sont allés tenter de remettre en question la position de la Junte. *La Batalla* met les points sur les *i* :

« L'opposition est venue du parti communiste et des Jeunesses socialistes unifiées. Elle est venue et elle vient de plus haut, de l'ambassade soviétique qui, avec le consulat soviétique de Barcelone, inspire la campagne d'insultes et de calomnies déchaînée contre nous [...]. Il est de toute façon intolérable que, sous prétexte de l'aide qu'on nous donne, on prétende nous imposer des normes politiques précises, émettre des veto, intervenir et même diriger de fait la politique espagnole²³. »

C'est clair et net, l'accusation est lancée. Le consulat général réplique cette fois par un texte qui fait l'effet d'une bombe parce qu'il met la barre au plus haut :

« Une des manœuvres de la presse vendue au fascisme international consiste en la calomnie selon laquelle ce seraient les représentants accrédités de l'Union soviétique qui dirigeraient en fait la politique intérieure et extérieure de la République espagnole [...]. Ici, parmi les organes de la presse catalane, il s'est trouvé une feuille qui a entrepris d'appuyer cette campagne fasciste. Dans son numéro du 27 novembre, *La Batalla* prétend apporter des matériaux pour les insinuations des fascistes mentionnées ci-dessus. Le consulat général de Barcelone rejette avec mépris les lamentables inventions de cette feuille²⁴. »

Le texte n'est pas signé d'Antonov-Ovseenko, mais d'un de ses collaborateurs : « Pour le consul général d'URSS à Barcelone, l'attaché de presse, Korobizine. »

Une fois que leur poing a frappé la table, les comploteurs cherchent une solution : ils pensent l'avoir trouvée en relançant l'idée d'un « gouvernement syndical » où chaque parti serait représenté par « son » syndicat, à l'exception du POUM, qui n'en a pas. Nationalistes catalans et anarcho-syndicalistes se font un peu prier,

négocient et marchandent leurs intérêts de boutique. Le malaise est pourtant grand dans la CNT et Andrade, porte-parole de la « gauche » du POUM, interpelle les dirigeants confédéraux :

« Le dilemme de la CNT est de se décider pour la politique actuelle de collaboration, qui est en effet de la complicité contre-révolutionnaire, ou pour une alliance avec le POUM marxiste révolutionnaire. La question posée à la classe ouvrière, c'est la création d'un Front ouvrier révolutionnaire qui bloquerait les progrès de la contre-révolution et poserait la question du pouvoir prolétarien à travers les comités d'ouvriers, de paysans et de combattants²⁵. »

Cette fois, la direction du POUM s'effraie du risque d'isolement du parti si la CNT n'apprécie pas l'attaque. Le comité exécutif et le comité central condamnent la « teneur trotskyste » de l'article d'Andrade, mais ne rendent pas public leur verdict sur ce point. Ils ont raison, car ce serait inutile.

Le 14 décembre, la *Pravda* dénonce « les manœuvres des trotskystes en Catalogne ». Le 15, c'est *Treball*, du PSUC, qui accuse le POUM de calomnier les Brigades internationales. Enfin tombe la nouvelle qui montre le nouveau rapport de forces. Un nouveau Conseil de la Généralité est formé. Il comprend, au titre de représentants des syndicats, des gens de l'*Esquerra* catalane, le parti de Companys, de l'UGT et de la CNT. L'UGT est représentée par trois dirigeants du PSUC, Valdès, Vidiella et Comorera. La pauvre astuce du « gouvernement syndical » a bel et bien permis d'écarter le POUM.

L'*Esquerra* catalane et la CNT couvrent cette fiction malhonnête. *Solidaridad obrera* va même jusqu'à assurer à ses lecteurs qu'il s'agit là d'« un gouvernement libre d'influences politiques²⁶ ».

Tout aussitôt, la *Pravda* relance. Koltsov stigmatise « la manœuvre ignominieuse des trotskystes qui réclament un gouvernement ouvrier » :

« Au cours des derniers événements de Catalogne, on a pu voir les provocations des trotskystes, dignes amis de

ceux qui, avec l'aide de la police de Hitler, ont tué en Union soviétique notre camarade Kirov²⁷. »

Le même jour, à l'occasion d'un meeting à Valence, Santiago Carrillo célèbre l'union réalisée, « malgré le travail de division des trotskystes ». Ces derniers sont des traîtres, « agents du fascisme », et il en voit la preuve dans le fait qu'ils ont combattu l'unification des Jeunesses, celle du parti catalan, et qu'ils critiquent l'URSS²⁸.

La Batalla commence par protester contre l'éviction du POUM en expliquant qu'elle est due « au sectarisme des chefs du PSUC²⁹ ». L'explication est si médiocre qu'il faut corriger le tir, ce qui est fait dans un communiqué qui parle de « plan bien élaboré », « importé de l'étranger », pour le « liquider³⁰ ».

Claridad, passée aux mains des proches de del Vayo, est maintenant du côté de la *Pravda* :

« La question est posée à l'Espagne entière de l'action d'un parti [le POUM] qui met au-dessus de tous les postulats progressistes ses haines irréductibles pour les hommes qui occupent les postes les plus élevés dans le gouvernement de l'URSS et un des partis les plus importants par ses effectifs et son influence dans les masses travailleuses, un de ceux qui sont représentés dans le gouvernement de la République³¹. »

Mundo obrero titre ce qui va constituer le nouveau refrain : « Les trotskystes au service de Franco. Leur langage est celui du fascisme³². »

Une fois de plus, le *Times* montre qu'il sait où sont les vrais amis des conservateurs et des classes dirigeantes britanniques : le POUM, assure-t-il, exagère en disant qu'on veut le « liquider » et encore plus quand il mentionne le « retard mis par l'URSS à aider l'Espagne³³ ».

Appel au meurtre

Le deuxième procès de Moscou revêt bien entendu une signification particulière. Il est d'abord le lieu du « dernier avertissement » aux trotskystes. L'accusé Radek, dont

nous avons beaucoup parlé, a incontestablement un accord avec l'accusation et ne se gêne pas pour le rappeler au procureur. Dans son ultime déclaration, il s'adresse à ceux des trotskystes qui « n'ont pas encore déposé les armes » :

« Ils doivent comprendre que nous disons ici avec une émotion profonde la vérité et rien que la vérité [...]. Nous devons dire aux éléments trotskystes de France, d'Espagne et des autres pays que l'expérience de la révolution russe a montré que le trotskysme, c'est le saboteur du mouvement ouvrier. Nous devons les prévenir qu'ils paieront de leur tête s'ils ne profitent pas de notre expérience³⁴. »

La dénonciation par *La Batalla* du nouveau procès comme une imposture déclenche une nouvelle accélération de la campagne de haine. *Frente rojo*, quotidien du soir du PCE à Valence, jubile :

« *La Batalla*, organe de la bande de contre-révolutionnaires et provocateurs qui dirige le POUM, s'est enfin dévoilée. L'occasion de jeter le masque a été le procès à Moscou de la deuxième bande de terroristes, espions et assassins trotskystes, complices de la Gestapo, dirigés, comme le POUM, par Trotsky lui-même³⁵. »

Et l'escalade continue. Le 7 janvier 1937, la *Pravda* cite *Mundo obrero* pour exiger qu'il soit mis fin à l'activité des trotskystes, qu'elle présente comme « dignes alliés des assassins de Kirov, auxiliaires de Hitler en Espagne³⁶ ». Dans un meeting, Santiago Carrillo lance une attaque meurtrière :

« Quand les trotskystes attaquent le gouvernement et les Cortes de la République, ils font la politique du fascisme. Cela ne peut s'expliquer que parce que les trotskystes travaillent pour les fascistes³⁷. »

Koltsov enfonce le clou pour mieux crucifier ses anciens camarades et amalgamer plus encore Trotsky et les « trotskystes espagnols » :

« Partout où paraît la main criminelle de Trotsky, il sème mensonges, trahison et mort. Trotsky réussit encore à trouver quelques collaborateurs. Mais on connaît le type des hommes qui vont avec lui, des criminels, l'écume de l'humanité, prêts aux actions infâmes et criminelles³⁸. »

Relevons enfin, preuve de la solidité de l'information, que le correspondant de la *Pravda*, qui signe N. Oliver, signale que la fédération du POUM du Levant critique les « trotskystes » de ce parti – Madrid et *La Batalla* – et rappelle qu'elle n'est pas d'accord avec ce qui a été écrit par le POUM au sujet des procès de Moscou³⁹.

Sous les coups des attaques furieuses de la presse stalinienne, le POUM est en train de se radicaliser. Il donne enfin une explication politique claire du rôle de cible principale qui lui est dévolu :

« Heureusement l'Espagne n'est pas la Russie, mais on essaie de mettre l'Espagne sous la tutelle et le contrôle russes, ce à quoi nous nous opposons avec la plus grande vigueur. C'est ce que Staline et sa bureaucratie, à l'intérieur comme à l'extérieur, ne nous pardonnent pas. Ils ne nous pardonnent pas de brandir le drapeau de Marx et de Lénine qu'ils ont abandonné et trahi. Ils ne nous pardonnent pas de dire la vérité sur leur politique intérieure et extérieure. Ils ne nous pardonnent pas de lutter en Espagne pour une révolution socialiste alors qu'ils essaient de nous enfermer dans le cadre de la république démocratique et bourgeoise⁴⁰. »

Aussi le POUM tente-t-il de convaincre les dirigeants de la CNT d'entrer en lutte pour un gouvernement ouvrier. Les Jeunesses libertaires de Catalogne acceptent de former avec la JCI un Front révolutionnaire, qui commence à réunir du monde dans ses meetings autour d'orateurs tels que l'anarchiste Alfredo Martínez et le poumiste Wilebaldo Solano.

La propagande stalinienne continue à pilonner, ne reculant devant rien, comme *Frente rojo* qui titre : « 70 000 paysans à Jaen contre les assassins trotskystes⁴¹. »

À la conférence internationale d'Ivry du 21 avril 1937, Jacques Duclos, par qui passent les tournants politiques et surtout les directives, constate les progrès réalisés : « Les trotskystes prennent figure d'agents fascistes⁴². »

En Espagne comme en URSS?

Les dirigeants du POUM pensent et écrivent – avec quelque naïveté, nous venons de le voir – que « l'Espagne n'est pas la Russie ». Mais la campagne forcenée des gens de Staline n'est pas, en dernière analyse, une affaire seulement espagnole, et l'alternance des attaques le montre autant que leur caractère de préparation politique et psychologique au meurtre, en Espagne comme en URSS.

Au lendemain des journées de Mai, après l'élimination du gouvernement des socialistes partisans de Largo Caballero et de la CNT, la voie semble libre en Espagne pour des « procès de Moscou ».

CHAPITRE X

Gangstérisme et montages judiciaires

C'est évidemment *Mundo obrero* qui annonce triomphalement, à la mi-juin, la découverte de documents décisifs qui viennent étayer les accusations staliniennes. Titre et sous-titre donnent un bon résumé :

« Une preuve de plus. Le POUM au service de l'espionnage fasciste. Les provocateurs trotskystes du POUM impliqués dans de graves crimes d'espionnage. Sous le masque d'un révolutionnarisme extrême, ils servaient la cause criminelle du fascisme¹. »

Pour aller jusqu'au bout de l'imitation du « grand frère » soviétique, *Frente rojo* abat ses cartes :

« Le trotskysme, comme l'a admirablement dit notre camarade Staline, voici quelques années, a cessé d'être un courant du mouvement ouvrier pour devenir une bande d'assassins, d'espions et de saboteurs au compte de la Gestapo et sous sa direction². »

Les tueurs à l'action

La condamnation des « trotskystes » n'est pas seulement un effet de manches dans un prétoire ou une déclaration virile dans un meeting. En URSS, on tue les trotskystes. En Espagne aussi. Dans les deux cas, sous le vocable en question, il y a d'authentiques trotskystes et des militants d'obédiences diverses, socialistes de gauche, anarcho-syndicalistes, dissidents du PC ou des JSU, qui ont en commun d'être des critiques « de gauche » du stalinisme.

Les hommes qui mènent à bien cette purge en Espagne sont des spécialistes. J'ai déjà cité Gerö, Orlov, Vidali, Beliaiev, Tina Modotti, Eitingon. Il faut ajouter les figures sinistres des tueurs à gages, encore mal connus aujourd'hui, recrutés dans les PC mais aussi dans le milieu des délinquants ou parmi les Russes blancs : les Alfred Herz, George Mink, Chaja Kindermann et les personnages révélés par le meurtre d'Ignace Reiss, les Russes Podzniakov, spécialiste de la disparition des cadavres, Piotr Schwarzenberg, Gertrud Schildbach et les gens de la bande de Sergéi Efron, le mari de la poétesse Tsvitaieva, mais également Léon Narvitch, Lothar Marx et d'autres qui, comme « José », sont restés encore dans l'anonymat.

La figure complexe et passionnante de Hubert von Ranke (Moritz Bressler), homme de Gerö dès 1930 à Berlin puis Paris avant Barcelone, guéri de son envoûtement par un détenu trotskyste qui l'injurie et lui ouvre les yeux, montre qu'il existait encore – mais pour peu de temps – un lien ténu dans les services secrets avec le passé révolutionnaire de l'Internationale³.

Ces hommes agissent en liaison avec la police officielle de Madrid, Valence, Barcelone, et avec la police militaire, le SIM (*Servicio de Investigación Militar*), doté de 22 millions de pesetas et rétribuant 6 000 agents dans la capitale. Ils sont parfois intégrés dans des corps officiels, mais n'y sont le plus souvent qu'abrités, bénéficiant d'une large autonomie, de locaux, de papiers, d'armes et de munitions, de fichiers et de téléphones⁴.

Nombre de policiers espagnols collaborent à cette époque avec les services. On connaît Anselmo Burgos Gil, parce qu'il fut le chef de l'escorte policière de Rosenberg avant d'être impliqué, avec trois de ses collègues, dans l'enlèvement de Nin; parmi les collaborateurs qui ne sont pour nous que des noms, mentionnons David Vázquez Baldominos et l'ancien *asalto* Valentín de Pedro, qu'on dit l'amant de Margarita Nelken, tous deux impliqués également dans l'affaire Nin. À Valence, il y a l'ancien syndicaliste UGT des postes Loretto Apellaniz, sinistre personnage, membre des services soviétiques, de la police

républicaine et éminence grise dans le SIM, sur lequel l'attention des chercheurs ne s'est pas attardée⁵. Gorkin énumère les policiers espagnols qui ont, selon lui, participé aux séances de torture infligées à Nin, sélectionnés, assure-t-il, par l'ancien JS Francisco Ordóñez, directeur-adjoint du SIM; il mentionne entre autres Santiago Garcès, ex-JSU également et directeur du SIM⁶.

Il faut faire une place particulière dans cette galerie à un ancien dirigeant JS puis JSU, entré au PC au début de la bataille de Madrid, adjoint puis successeur de Carrillo à l'Ordre public dans la Junte de Madrid : José Cazorla. Le dossier réuni sur lui par l'anarcho-syndicaliste Melchor Rodríguez, inspecteur des prisons, est accablant. Non seulement Cazorla n'ignore pas l'existence des *checas* qui sont pourtant illégales, mais il en est le pourvoyeur et c'est par dizaines qu'il y envoie des détenus libérés sur décision judiciaire.

Les méthodes d'interrogatoire qu'il généralise, de la baignoire à l'« armoire » en passant par le « frigidaire », sont déshonorantes pour un homme qui se prétend socialiste et Rodríguez n'hésite pas à le comparer au bourreau de la Catalogne dans les années vingt, le trop fameux Martínez Anido. Il a fait arrêter des dizaines de militants de la CNT, des poumistes, et en a fait assassiner quelques autres.

Il semble en outre avoir, moyennant finance, favorisé la libération de détenus de droite. *Castilla libre* l'accuse pour cette raison d'être un agent franquiste⁷. Melchor Rodríguez, quant à lui, pense que ces opérations n'avaient pas pour objectif un profit personnel, mais qu'il travaillait pour la caisse du PC. Des bourgeois ont ainsi racheté de leurs fortunes leur vie ou celle des leurs⁸.

Le PC fait face à ces attaques et *Mundo obrero* n'hésite pas à présenter Cazorla comme « l'homme de fer que le peuple entier aime et admire, l'homme le plus haï des fascistes embusqués⁹ ».

Les checas

Les exploits de ces gens ont le plus souvent pour cadre les « prisons privées » ou *checas* (tchékas) où ils détiennent illégalement, torturent ou achèvent leurs victimes. On ne connaît que les plus célèbres, celle du Paseo de la Castellana à Madrid, celle de la villa d'Alcalá de Henares, l'abominable Santa Ursula à Valence, et à Barcelone celles du 24, Puerta del Angel, 104, Paseo de San Juan, 321, rue de la Montaña, 287, rue Corcega et 5, rue Vallmajor.

Le rapport des services de renseignements de la FAI sur la tchéka de Santa Ursula, les détails qu'il donne sur les conditions de détention et les méthodes d'interrogatoire, aboutissent à la conclusion suivante :

« Santa Ursula marque la dégénérescence du communisme officiel qui abandonne les intérêts révolutionnaires du prolétariat pour se transformer en police de choc au service de la contre-révolution bourgeoise internationale¹⁰. »

Le même rapport souligne la place tenue dans les interrogatoires de la rue Corcega par un responsable du PSUC, plus tard directeur du *Carcel Modelo*, Gaspar Dalmau Carbonell, ainsi que la bataille obscure et courageuse menée contre le PSUC et la police par un homme seul, le juge Oliván García.

Un rapport confidentiel conservé aux archives de Salamanque, émanant du SSI, service de police qui se consacre à la surveillance des activités du GPU¹¹, fournit quelques informations précises sur le groupe des tueurs de Barcelone. Son quartier général est au « département étranger du PSUC » et les hommes se retrouvent au café Granja Colomer. Le chef est Alfred Herz, ancien agent d'assurances, et son adjoint, un borgne, s'appelle Hermann¹². Le rapport donne un récit de l'assassinat de Beimler¹³ et de l'expulsion de son amie Antonia Stern après qu'elle eut été dépouillée de tous ses documents¹⁴.

Les gens du POUM se sont particulièrement attachés à dénoncer les mauvais traitements dans prisons et *checas*, et notamment l'usage de la torture, en particulier du

supplice de la baignoire. Gorkin a popularisé la dénonciation du lieutenant Astorga Vayo, membre du SIM et agent NKVD, coupable d'avoir fait exécuter des prisonniers dans la prison qu'il commandait à Barcelone, d'où il fut muté dans un camp de travail près de Lérída où il continua d'utiliser les mêmes méthodes¹⁵.

Les victimes

Les victimes de ces tueurs sont nombreuses après les événements de mai 1937, et surtout après le remplacement de Largo Caballero à la tête du gouvernement par Juan Negrín. Ce dernier présentera son action à sa façon dans une lettre postérieure à Indalecio Prieto :

« Avec énergie mais avec tact et douceur, j'ai restauré l'Etat dans ses fonctions. L'Espagne a repris le visage d'un pays d'autorité et d'ordre¹⁶. »

Jamais pourtant il n'y a eu plus de meurtres politiques planifiés et froidement exécutés. Nous nous en tiendrons ici à ceux qui ont été réalisés, ou dont il est très probable qu'ils l'ont été.

Bien entendu, au premier rang viennent les trotskystes proprement dits, peu nombreux en Espagne mais qui payèrent partout un lourd tribut. Le plus important est un membre du secrétariat international, ancien secrétaire de Trotsky, très proche de lui personnellement, le citoyen tchécoslovaque Erwin Wolf, germanophone, marié à la fille de son hôte norvégien, le député Konrad Knudsen. Envoyé en Espagne au lendemain des journées de Mai, il a été une première fois arrêté par Ranke et remis en liberté. Ne voulant pas lâcher cette proie, Gerö l'a de nouveau arrêté. Aperçu dans une tchéka barcelonaise, Wolf ne reparaitra pas. La police donne à sa famille la date de sa libération : tout est possible, y compris un transfert en URSS, une tentative pour le mettre en condition et en faire le pivot d'un futur procès¹⁷.

L'autre trotskyste authentique est Hans Freund, un Allemand connu en Espagne sous le nom de Moulin. Ce jeune homme, aux grandes capacités intellectuelles, a

milité à Madrid et à Barcelone ainsi qu'au front, et a été avec Munis l'un des animateurs du petit groupe qui éditait *La Voz leninista*. Arrêté par des hommes en uniforme de policiers, il ne réapparaîtra pas.

Deux des victimes des tueurs de Staline sont beaucoup plus connues : anciens trotskystes, ayant rompu spectaculairement avec « le Vieux » sans l'avoir pour autant renié, ils animent des formations révolutionnaires non trotskystes.

Andrés (Andreu en catalan) Nin est l'une des grandes figures du mouvement ouvrier du siècle. Cet ancien socialiste devenu secrétaire de la CNT, gagné au communisme à Moscou, s'y est marié, a été membre du secrétariat de l'Internationale syndicale rouge et du soviet de Moscou. Il a rejoint l'Opposition de gauche russe et a participé à sa commission internationale avec Victor Serge et Minev-Stepanov. Il a été expulsé d'URSS à l'été 1930 et, après un bref passage dans le BOC (Bloc ouvrier et paysan) de son vieil ami Maurín, est entré dans l'opposition de gauche espagnole, devenue *Izquierda comunista* en 1932. Il a combattu la tactique « entriste » préconisée par Trotsky en direction du PSOE et des JS, et a été l'un des artisans de la fondation du POUM, puis son secrétaire national après la disparition de Maurín en juillet 1936.

Arrêté dans son bureau de Barcelone le 16 juin 1937, transféré à Valence à la direction de la Sécurité, où il est resté trois jours, il a ensuite été conduit à la prison d'Alcalá de Henares¹⁸.

C'est là qu'il a été enlevé par des policiers, vrais ou faux mais appartenant en réalité aux services soviétiques. Jesús Hernández, dans ses Mémoires, désignait Vidali comme l'organisateur du meurtre¹⁹. Bien des hypothèses ont été avancées sur les exécutants de cet assassinat commandité par Staline. On ne sait la vérité que depuis novembre 1992.

Grâce à l'appui offert par le gouvernement catalan à Llibert Ferri et Dolorès Genovès, de la télévision catalane, et à leur film *Opération Nikolai*, diffusé sur cette même télévision le 6 novembre 1992, on connaît enfin le déroulement de l'affaire. Jusqu'à son enlèvement à Alcalá de Henares, Nin a cheminé de prison en prison, et non de

tchéka en tchéka. Après son enlèvement, il a été torturé dans la cave d'une maison appartenant à deux grands bourgeois membres du PCE, le général Ignacio Hidalgo de Cisneros, chef de l'aviation républicaine, et sa femme Constanca de la Mora Maura, ancienne responsable de la censure à Madrid sous la Junte. Il a refusé les aveux « exigés », et a été exécuté par un groupe de cinq hommes. Les rapports d'Orlov sur la préparation des faux – réalisés par un indicateur, Alberto Castilla, dit Fernando Velasco – et sur l'assassinat proprement dit, qui se trouvent dans les archives du KGB, ont été utilisés pour le film.

Il s'agissait de l'« opération Nikolaï », selon le code du NKVD. Le responsable en était tout simplement Alexandre Orlov, et son adjoint, le Hongrois Gerö (Pedro). Dans les séances de torture et l'expédition pour se débarrasser du cadavre, ils étaient accompagnés du chauffeur de Gerö, « Victor », d'un « technicien » brésilien de la NKVD, venu spécialement de Moscou, qui avait participé à l'arrestation de la victime, José Escoi, dit Jousik, et de trois Espagnols dont les noms ont été oblitérés sur la copie du document. Nin a été enterré à 17 kilomètres de la ville, sur la route de Perales de Tajuña.

Après sa « disparition », le malheureux Koltsov – qui devait mourir en prison d'une balle dans la nuque – écrivait que les trotskystes n'étaient pas encore vaincus :

« Le chef et le plus grand coupable d'espionnage fasciste, l'accusé Nin, s'est évadé alors qu'il était arrêté. Il a été enlevé par un groupe de fascistes armés, allemands et espagnols [...]. Le chef espion trotskyste a donc été libéré²⁰. »

Frente rojo de son côté titrait : « La fuite du bandit Nin, pièce d'une campagne infâme²¹. »

Au même moment, un agent subalterne des mêmes services, devenu plus tard « historien » et qui a survécu, lui, à ses écrits de jeunesse, Georges Soria, assurait avec aplomb :

« Tout montre que Nin a été emmené par ses propres amis [...]. Ils avaient toutes les raisons de l'enlever avant son interrogatoire qui aurait révélé une masse de preuves

encore plus accusatrices [...]. L'évasion de Nin n'était qu'un acte de plus dans la longue série de provocations contre la guerre et la révolution²². »

Quand les amis de Nin écrivirent sur les murs : « Où est Nin? », les staliniens répondirent : « À Salamanque ou Berlin », rime aussi facile qu'odieuse.

Kurt Landau, ancien du PC autrichien, avait appartenu lui aussi à l'Opposition de gauche et rompu avec Trotsky en 1931. Depuis 1935, il avait animé dans le PCF l'opposition regroupée autour de la revue *Que faire?* avec André Ferrat et Kagan, puis avait rejoint le POUM en Espagne. Réfugié chez les anarchistes, il tomba aux mains des assassins de l'ombre à sa première sortie. Aucune trace de lui n'a été retrouvée malgré la courageuse campagne de sa femme, Julia Lipschutz, dite Katia Landau; il est possible qu'il ait été transféré en URSS²³. Il y a un dossier « Landau » dans les papiers d'Orlov aux archives du KGB.

D'autres victimes appartiennent au mouvement libertaire. Alfredo Martínez est abattu à la fin des journées de Mai, parce qu'il avait été l'un des animateurs du Front révolutionnaire de la jeunesse. Pendant ces journées de Mai, deux anarchistes italiens sont également arrêtés par des policiers et des gens du PSUC, puis retrouvés morts : Barbieri et Berneri.

Camillo Berneri, ancien professeur de philosophie, animateur de *Guerra di classe*, représentait l'aile anarchiste hostile à la collaboration et avait comparé le rôle des communistes en Espagne à celui de Noske, bourreau de la révolution allemande. On découvrit son cadavre dans la rue. Le journal de Togliatti approuva²⁴.

Le social-démocrate Marc Rein, du groupe *Neu Beginnen*, fils du menchevik Abramovitch²⁵, le professeur américain José Robles, ami de Dos Passos, collaborateur très proche du général Goriev, sont d'autres victimes connues. Le premier a disparu de son hôtel, le second a été arrêté et exécuté en secret.

Plusieurs militants du POUM sont supprimés dans l'armée et on connaîtra par la CNT les affaires des enseignants Juan Hervas et Jaime Trepas, assassinés dans

leur unité près du front, sur ordre d'un chef membre du PCE, et portés déserteurs.

C'est des exécutions dans les Brigades internationales qu'il a été le plus question, surtout à partir de la condamnation à mort et de l'exécution d'un officier de la brigade *La Marseillaise*, le commandant Gaston Delasalle, sur l'insistance, ont dit certains, d'André Marty, après réquisitoire du commissaire politique le communiste André Heussler. Il semble que Delasalle ait été le bouc émissaire pour un grave revers survenu à Lopera à la fin de décembre 1936 : ancien officier du Deuxième Bureau en mer Noire, il avait dénoncé les projets d'André Marty pour le soulèvement de l'équipage du *Protet* et son adhésion récente au PC n'était pas une couverture suffisante²⁶. Dans une autre affaire, celle de l'exécution sommaire pour « lâcheté » d'un officier belge, Marty renvoya en France le commissaire politique Hemmen qui avait pris la responsabilité de ce meurtre²⁷. Ulbricht et ses collaborateurs Erich Mielke et Karl Mewis ont une solide réputation de tortionnaires et de bourreaux. Les Interbrigadistes italiens ont dénoncé des dizaines d'exécutions. On cite un volontaire français jugé par contumace devant un tribunal militaire espagnol et abattu sans avoir donc pu présenter un mot de défense : il avait traité un lieutenant espagnol de « con²⁸ ».

Bien d'autres morts sont suspectes. Le témoignage d'Antonia Stern, les rapports du SSI (*Servicio Secreto Inteligente*), de la DAS (*Deutsche Anarcho-Syndikalisten*), de la FAI (*Federación Anarquista Ibérica*), convergent pour mettre la mort de Hans Beimler au compte des tueurs de Staline, en l'occurrence Richard Staimer qui sera le général Hoffmann : le député communiste allemand, évadé de Dachau et fondateur de la *centurie* devenue *bataillon Thälmann* des Brigades, était en contact avec les opposants autour de Maslow et Ruth Fischer, et en désaccord profond avec la politique de Staline²⁹. Plusieurs auteurs ont attribué au GPU la mort d'un autre député communiste, italien celui-là, dont l'antistalinisme était notoire, Guido Picelli³⁰. Rien n'est prouvé, mais on ne prête qu'aux riches.

Le gouvernement est informé de tout, comme l'a attesté le jeune ministre de l'Intérieur Julián Zugazagoitia³¹. Pour l'affaire Nin, on se contente d'arrêter puis de relâcher quelques seconds couteaux et de renvoyer dans l'armée le communiste Antonio Ortega, chef de la Sécurité, qui a tout couvert. Le ministre est si conscient de la situation qu'à la sortie de prison de Louise Gorkin, femme du dirigeant du POUM, il envoie son chauffeur personnel dans sa voiture de fonction pour la conduire en France saine et sauve. Negrín, lui, invoque son impuissance et l'impossibilité de risquer l'interruption de l'aide russe. Mais cela ne l'empêche pas de parler ensuite de « rétablir l'ordre avec tact et douceur ».

Procès manqués

Le 20 octobre 1937, l'organe du PC délire littéralement de joie : la police officielle vient enfin de découvrir ce que les services avaient disposé pour qu'elle le trouve³² – de prétendus documents, en réalité des faux grossiers tendant à démontrer que le POUM en général, et Andrés Nin en particulier, espionnaient pour le compte de Franco³³. Titré « Trotskysme-fascisme », l'article poursuit en sous-titre :

« On a découvert une vaste organisation d'espionnage de caractère militaire. Le noyau principal était formé d'éléments du POUM au service de l'état-major de Franco. Ils préparaient effectivement des attentats contre des chefs militaires et un ministre de la République³⁴. »

On croirait entendre le procureur général soviétique Vychinsky à Moscou : les cris de haine et les hurlements à la mort redoubleront lors du procès.

Pourtant, la répétition espagnole ne fut qu'une farce. Les accusés du POUM groupés autour d'une photo de Nin se font accusateurs, les témoins de l'accusation en font trop et ceux de la défense, dont Largo Caballero, donnent le ton de ce qui était en réalité un procès politique. Les documents – notamment le fameux « plan N », œuvre de Castilla-Velasco – apparaissent pour

les faux qu'ils sont, plus médiocres encore que ceux du GPU à Moscou, et dont nous savons maintenant, par Llibert Ferri et le rapport d'Orlov, qu'ils avaient été fabriqués à Madrid sur instructions de ce dernier.

Les accusations d'espionnage sont finalement abandonnées. Les accusés sont condamnés à des peines de prison pour leur rôle en mai 1937 : ce sont des condamnés politiques, pas des assassins, saboteurs, espions, comme le répètent les hommes de Staline³⁵.

José Bergamin, grand écrivain catholique et antifasciste, en est pour ses frais, lui qui assurait dans une préface à un livre des services soviétiques signé Max Rieger :

« La guerre espagnole a donné au trotskysme international au service de Franco sa figure exacte, celle de cheval de Troie. Le lecteur attentif et prévenu trouvera ici toutes les conséquences, c'est-à-dire les vérités qui, en raison de leur évidence manifeste, ne sont pas susceptibles d'être déformées ou mensongèrement transformées, même pas par la plume magique et trompeuse du forban Trotsky, chef visible de toutes ces organisations d'espionnage et de falsification révolutionnaire au service du fascisme international³⁶. »

Un autre procès ne viendra même pas à terme, celui des « trotskystes » de la section officielle, autour de Munis (Manuel Fernández Grandizo) et d'Adolfo Carlini (Domenico Sedran). Ils sont accusés du meurtre de l'agent du GPU Léon Narvitch qui s'était présenté au POUM et à eux comme un sympathisant, membre des Brigades internationales. Démasqué grâce à une photo de presse où il figurait près de Lister, identifié en prison par Andrade, Narvitch a été en réalité liquidé par un groupe d'action du POUM.

Là aussi, tout est prêt : il y a des accusés qui avouent et d'autres qui résistent. Le procès n'aura pas lieu et les geôliers laisseront partir Munis et ses camarades avant l'arrivée des franquistes³⁷. Les proies de Staline lui échappent des mains mais n'échappent que de justesse à Franco : amer raccourci, pourtant optimiste, de la guerre d'Espagne.

Terreur efficace?

La répression, le sang versé sont-ils efficaces? Gerö ne les juge pas suffisants. À ses yeux, bien que les membres du parti, après de gros efforts de la direction, semblent enfin convaincus qu'il faut combattre le trotskysme, les résultats sont médiocres. Il écrit le 27 janvier 1938 :

« Le POUM développe une activité clandestine considérable, édite tracts et journaux de caractère contre-révolutionnaire. On a arrêté beaucoup de poumistes, mais la faiblesse infâme de l'appareil de justice, à commencer par le ministre, rend le travail difficile³⁸. »

C'est un aveu réconfortant. En fait, les tueurs sont isolés. La greffe ne prend pas.

CHAPITRE XI

Cheval de Troie et salami

Tout historien sérieux ne peut qu'être d'accord avec Adam B. Ulam tirant la première de ses trois conclusions sur la politique soviétique vis-à-vis de l'Espagne et assurant que « rien n'était plus éloigné des intentions du gouvernement soviétique qu'une Espagne satellite ».

Dominée par le souci de sa stabilité, et donc de sa défense, visant à éviter à tout prix la guerre, ou au moins à la retarder le plus possible, la politique extérieure de Staline n'avait guère à attendre de la guerre d'Espagne – pour ne pas parler de la révolution – que complications et difficultés.

Nous avons vu que Staline ne s'y est finalement lancé que pour faire face au danger extérieur et sous la pression d'un mécontentement redoutable. Et non pas pour « coloniser » l'Espagne.

Causes de la colonisation

La question se pose donc de savoir pourquoi les communistes espagnols, parfaitement disciplinés à l'égard de l'Union soviétique, ont investi cet État espagnol rénové, l'ont littéralement noyauté, tendant ainsi à faire du pays le satellite dont Staline ne voulait pas vraiment et qu'il était de toute façon prêt à brader.

En d'autres termes, quelles sont les raisons de l'infiltration des communistes dans l'État et les autres partis de la coalition si la satellisation de l'Espagne n'était pas l'objectif recherché? Le PCE – ce sera la perspective que nous ne

perdrons pas de vue – s'est fait le champion de la restauration par rénovation de l'État « bourgeois démocratique » sous sa forme républicaine pour des raisons qui étaient avant tout celles de Staline : inquiétude devant une révolution qu'il ne contrôlait pas et n'avait pas voulue, plus tard désir de démontrer aux puissances occidentales qu'il était un allié « respectable », sincère dans son discours « démocratique », efficace aussi dans le maintien de l'ordre.

Mais c'était là seulement une directive. Une directive, comme toute idée, a besoin de chair et de sang, c'est-à-dire de s'incarner dans l'action de forces humaines, pour devenir concrète : la politique de Staline devait s'appuyer sur des forces existant dans la société espagnole elle-même. Elles existaient.

Malheureusement pour Staline, il ne pouvait s'appuyer, ce qui lui aurait pourtant facilité les choses, sur le parti socialiste, même après que ce dernier eut cessé d'être dirigé par Largo Caballero. L'expérience des dernières années de l'Espagne écartait de ce genre de « républicanisme » la base ouvrière du PSOE, de même qu'une tradition antiétatique très forte en écartait celle de la CNT.

Un programme d'ordre et de modération, comme celui que suggérerait Staline et qu'orchestrerait le PCE, ne pouvait recevoir d'appui que de la part des couches sociales hostiles au mouvement des généraux, mais lésées par la révolution : en d'autres termes, la petite bourgeoisie. Plus important peut-être, c'était sur un tel programme que pouvaient légalement se regrouper dans la zone républicaine les ennemis de la révolution et de la République.

Dès les premiers jours de la révolution, se détournant des partis traditionnels de la petite bourgeoisie, de toute évidence impuissants et entraînés dans un flot où ils ne pouvaient tenir la barre, fonctionnaires, anciens officiers, artisans et commerçants, petits industriels, cadres techniques, ingénieurs et autres s'étaient tournés vers le PC dont les déclarations rassurantes faisaient leur protecteur naturel.

C'est leur afflux, bien plus que celui des travailleurs, qui

fit du PCE, en quelques mois, le premier parti d'Espagne par ses effectifs. Ces « clients » ne pouvaient cependant que chercher à prendre des assurances, faire apprécier leurs services dans un champ d'activité familial et pousser ainsi le parti qui les protégeait à occuper des postes décisifs afin d'assurer l'application de leur programme pour lequel ils auraient, si nécessaire, lutté sans lui et contre lui.

Cette aspiration, jointe à la tendance normale de l'appareil stalinien à contrôler par les méthodes du noyautage et de l'infiltration, de la corruption et du chantage, qui avaient tellement servi pour domestiquer l'Internationale, explique cette démarche d'ensemble un peu surprenante, mais si importante qu'on l'a baptisée à l'époque « colonisation ».

La question des militaires professionnels

L'exemple de l'attitude des officiers restés dans la zone « loyale » permettra d'éclairer cette question. C'est à partir de l'appui de ces officiers que le PCE a construit une hégémonie dans l'armée qui est devenue hégémonie dans l'État, comme le prévoyait un observateur aussi compétent que Winston Churchill¹; le même corps des officiers, membres ou non du PC, a abandonné celui-ci en 1939 dans l'espoir d'une réconciliation avec Franco, plus réaliste à leurs yeux.

Deux types de motifs ou, si l'on préfère, de ressorts ont joué en 1936 pour amener les officiers républicains au parti communiste ou dans ses eaux, qu'ils aient été dans le camp républicain parce que francs-maçons, socialistes ou simplement pour des raisons géographiques et conjoncturelles.

Le groupe social en tant que tel ne pouvait espérer retrouver son milieu, son métier, sa conception de la vie et de l'ordre, pour ne pas dire son prestige, son autorité et ses privilèges, qu'au sein d'une armée régulière et il est probable que le service dans les milices fut pour beaucoup d'entre eux une humiliation, voire un supplice. Le parti

communiste leur offrait une situation proche de leurs rêves avec le 5^e régiment d'abord, puis les premières unités de l'Armée populaire où ils se retrouvaient dans un univers et une position à peu près analogues à ce qu'ils avaient perdu avec le soulèvement. Ajoutons un facteur non négligeable dont mille témoignages confirment que le PCE sut en jouer : en un temps où tout officier était tenu pour un traître en puissance, le PC constituait une véritable protection contre la persécution, au moins une assurance pour ses membres, et l'ensemble des officiers ne mirent pas longtemps à le comprendre.

Mais l'on touche ici à la seconde catégorie de motifs et d'hommes, qui concerne d'ailleurs moins le corps social que des individualités éminentes. L'exemple du général José Miaja et du lieutenant-colonel Vicente Rojo est connu. Tous deux avaient appartenu à l'Union militaire espagnole (UME), organisation de droite des officiers qui servit souvent de couverture et de vivier à la conspiration. Le hasard les avait laissés, libres, dans la zone républicaine où ils étaient à la merci d'une révélation qui coûta la vie à nombre de leurs compagnons d'armes. Le parti communiste était leur unique chance de vivre, même sous chantage permanent, et il semble que ce fut le cas puisque le PC eut connaissance de leur appartenance à l'UME. Ces hommes-là apportèrent donc au PC une collaboration technique – celle de Rojo paraît avoir été particulièrement précieuse – en même temps qu'une soumission politique qui caractérise bien la personnalité de Miaja en ces temps difficiles.

L'adhésion de ce dernier au PC est un fait connu de tous², mille fois célébré par les propagandistes de Staline dans le monde. Rojo, dont la foi catholique affichée était non moins connue, a-t-il formellement adhéré? Il ne le semble pas. Mais l'importance des responsabilités qui lui furent confiées, le fait que Koltsov en personne braqua sur lui les feux de l'actualité permettraient de supposer que les gens de Staline n'avaient aucune inquiétude à son sujet. Et pourtant!

Cheval de Troie : les officiers

Le PCE eut la chance d'avoir noué avant la guerre des relations avec quelques hommes que la confiance de Largo Caballero installa aux centres névralgiques de l'organisation des forces militaires.

L'organisation des officiers républicains, l'UMRA, s'était, nous l'avons vu, donné pour tâche d'organiser la lutte dans l'armée contre les conspirateurs et l'avait fait dans des conditions très précaires, sans soutien du gouvernement et avec les seules liaison et caution de Largo Caballero. Ses hommes vont toucher au but avec le gouvernement de ce dernier. Le pivot de l'UMRA était le commandant Eleuterio Díaz-Tendero, sorti du rang, membre du PSOE, qui s'était consacré à la fabrication d'un énorme fichier politique des officiers. Il fut bien entendu, dès le début de la guerre civile et en tant que socialiste, du petit groupe d'officiers de gauche qui offrirent leurs services au gouvernement. Proche collaborateur de Largo Caballero, il fut gagné à cette époque aux vues du PCE. Les responsabilités à la direction du personnel qui lui furent confiées, la redoutable arme de son fichier, la confiance aussi de Largo Caballero lui permirent de favoriser ou d'éliminer toute candidature, pratiquement à son gré, en même temps que de se procurer une prise sérieuse sur des militaires autrefois proches des conspirateurs.

Mais il n'était que l'un des officiers de gauche de l'entourage de Largo Caballero. Rares sont ceux d'entre eux qui, comme José Asensio, n'ont pas répondu à l'appel des sirènes staliniennes. Les autres le firent sous des formes et à des dates différentes. Contentons-nous de citer les plus importants. Le commandant d'état-major Manuel Estrada était, semble-t-il, déjà membre du PC quand il fut nommé chef d'état-major par Largo Caballero. Son aide de camp, l'artilleur Manuel Arredondo, le devint, comme Díaz-Tendero. Aucun de ces hommes n'était connu comme communiste et leur attachement au dirigeant socialiste datait des préparatifs d'octobre 1934. On ne

s'étonnera pas d'apprendre ensuite que le chef d'état-major du président de la République, le lieutenant-colonel Luis Barceló, membre de l'*Izquierda republicana*, le parti du président, devint très vite également un militant communiste connu et affiché, de même que le lieutenant-colonel d'aviation Ignacio Hidalgo de Cisneros, aide de camp de Casares Quirago.

Ce sont ces hommes-là qui vont placer les autres au centre, Antonio Cerdón, en retraite d'officier d'artillerie, vieux du PC, par exemple. D'autres recrues sont évidemment beaucoup moins sincères, tel le général Sebastián Pozas, chef de la Garde civile, dont il est difficile de concevoir qu'il rejoignit le PCE pour des raisons autres que son opportunisme!

Les officiers membres du parti ou contrôlés par lui constituaient déjà une fraction importante dans les milices. Ils deviennent prépondérants dans l'Armée populaire avec l'éclatement du 5^e régiment et l'éparpillement de ses bataillons au sein des brigades mixtes, et avec la promotion rapide dont bénéficient alors ses cadres. Certains hommes occupent le devant de la scène et sont parfois compétents; de toute façon, ils comptent. Citons pêle-mêle Enrique Lister et Juan Modesto, deux ouvriers déjà mentionnés, l'ancien sergent Valentín González dit El Campesino, le musicien-compositeur Gustavo Durán, l'ancien sergent de carabiniers Antonio Ortega, les anciens officiers José María Galán, Miguel Gallo, etc. Des dizaines d'hommes, ouvriers, intellectuels, sous-officiers, qui passeront du commandement d'une compagnie à celui d'une brigade, voire d'une armée. Tous sont membres du PCE; quelques-uns ont, comme Lister, reçu à Moscou une formation militaire. Les officiers non politiques, comme le général Escobar, sont rares.

Cheval de Troie : les commissaires

Comme si le contrôle des cadres par leurs hommes de confiance ne leur suffisait pas, les communistes vont coloniser également le nouveau corps, créé sur leur propo-

sition, des « commissaires politiques ». L'institution est de celles que suscitent les problèmes de création ou de consolidation d'une armée révolutionnaire, ou du moins d'une armée en temps de révolution, lorsque de nombreux officiers peuvent apparaître comme politiquement peu sûrs : membres d'une caste privilégiée, politiquement conservateurs, ils sont généralement hostiles à la révolution et au nouveau régime. L'idée naît presque spontanément de la nécessité de contrôler les chefs militaires des colonnes de miliciens. Nombre d'entre eux ont trahi dans les débuts des combats, passant à l'ennemi au pire moment. D'une situation semblable et du besoin vital de galvaniser le moral des hommes est née, sous la Révolution française, l'institution du « représentant en mission », consciemment imitée, pour l'Armée rouge, par Trotsky avec la création des « commissaires politiques ».

Chaque colonne de miliciens avait son « délégué politique », à côté du « technicien militaire ». La mise sur pied de l'Armée populaire va conduire à leur officialisation sous le nom de « commissaires politiques ». Il s'agit toujours de contrôler les officiers, de mobiliser et de motiver les hommes avec un moral de combattants. Pourtant, le commissaire politique de 1918, comme le représentant en mission de 1793, était tout entier tourné vers l'avenir, vers la société nouvelle dont la révolution jetait les fondations. En revanche, les commissaires espagnols de 1936 ont pour mission de persuader les hommes qu'ils sont allés trop loin dans la voie de la destruction des anciens rapports de propriété et de l'État bourgeois, et qu'ils ont à défendre la « République démocratique » qu'ils ont précisément abolie dans leur lutte contre les militaires soulevés. Les premiers, en France et en Russie, allaient dans le sens du mouvement révolutionnaire; les seconds, à contre-courant, l'une de leurs missions spécifiques étant en effet de relever auprès des soldats le prestige et l'autorité des officiers³.

Or, les communistes sont les seuls à comprendre tout de suite l'utilisation qu'ils peuvent faire des commissaires politiques pour développer dans l'armée l'influence de leur parti et faire appliquer la politique de guerre qu'ils

préconisent. Les militants communistes sont candidats par centaines à ces postes et les obtiennent avec la bienveillante protection des socialistes qui contrôlent initialement les nominations – Alvarez del Vayo et Felipe Pretel –, et plus tard avec l'appui ouvert de leurs propres camarades au commissariat général, Jesús Hernández, Antonio Mije, Francisco Antón, entre autres. Un député socialiste de Séville note que le sous-commissaire général Mije nomme d'un seul coup 30 communistes sur 30 postes de commissaires sur le front Sud⁴.

La majorité communiste est encore accrue par la nomination, à titre provisoire, de « délégués politiques ». Bientôt s'élève un concert de plaintes contre le *partidismo* et le *proselitismo* dont feraient preuve les commissaires membres du PCE et du PSUC. On affirme, par exemple, que seuls les journaux communistes arrivent au front, que la presse socialiste et cénétiste est systématiquement arrêtée par les commissaires communistes, ou encore que les promotions ne se font qu'en fonction du « carnet » – la carte du parti ou du syndicat – que possède l'intéressé. D'ailleurs, le parti prescrit aux commissaires de s'efforcer de recruter dans leurs unités les « meilleurs combattants⁵ ».

L'hégémonie du PC est complétée par la création de l'école des commissaires, que dirige José Laín. Les communistes deviennent certes commissaires, mais les commissaires deviennent également communistes, par conviction ou opportunisme. En tout cas, l'institution, colonisée par le PC, lui sert de tête de pont ou de cheval de Troie : par elle, il réussit à donner un encadrement politique aux Espagnols sous les armes.

Largo Caballero a décompté plus de 1000 commissaires politiques appartenant au PC, l'écrasante majorité de ce corps gagnant entre 16 000 et 22 000 pesetas, comme un général⁶ ! Le journal *CNT* de Madrid écrit :

« Le PC donne aux officiers qu'il contrôle l'ordre d'utiliser la discipline pour faire des conversions. Résultat : des milliers de cas où un chef militaire emploie ses prérogatives et le code militaire non pour combattre le fascisme, mais pour anéantir les organisations révolution-

naires et affaiblir le pouvoir des organisations antifascistes⁷. »

Baráibar, exemples à l'appui, parle de la « merveilleuse machine de corruption de l'Armée populaire » dont l'instrument de perfectionnement est le commissariat⁸. Le bureau de propagande de la CNT-FAI, dans une note du 7 janvier 1937, dénonce ce « gangstérisme politique bien plus dangereux que l'autre⁹ ».

Sur le plan numérique, les résultats sont importants. Sur le plan politique, à terme, et bien entendu sur le plan moral, c'est une tout autre affaire. Casado, très hostile certes au PC, mais en cela représentatif de l'opinion de la fraction non communiste du corps des officiers, montre ses camarades communistes plus préoccupés des directives du parti que de celles du commandement¹⁰.

Les campagnes de flatteries envers ceux qu'ils veulent gagner, les insinuations venimeuses contre ceux qui se sont dérobés ou qui les ont repoussés, ont suscité de solides inimitiés, au moins autant que les sanctions qui ont frappé les récalcitrants. Le tragique bilan du « prosélytisme » du PC est la division profonde qu'il introduit jusque dans les organes de l'État nouveau qu'il criait si fort vouloir unifier. Tel sera également le destin de l'institution forgée en principe pour unifier et homogénéiser les formations militaires nouvelles, celle des commissaires politiques.

La police

C'est à peu de chose près le même scénario qui se déroule dans les corps de police, puis dans la Sécurité unifiée. Les conséquences du coup des militaires y ont été plus destructrices encore que dans l'armée et le vide n'est pas moins sensible en l'absence initiale de toute force de répression au service du gouvernement : nous avons vu que, dès 1936, Giral avait pris des mesures, complétées ensuite par Largo Caballero et Negrín.

Dans cette reconstruction, le parti communiste réussit à placer ses hommes aux bons endroits, c'est-à-dire aux

postes clés de la police et des renseignements. Antonio Ortega, sergent de carabiniers en 1936, devenu lieutenant-colonel en 1937, se voit confier en juin de cette année par le Dr Negrín la direction de la Sûreté nationale¹¹ et aura comme successeur un ancien *asalto* de Barcelone, le colonel Cuevas de la Peña, lui aussi membre du PC. Un ancien *asalto* du groupe du lieutenant del Castillo, franc-maçon comme lui, Ricardo Burillo, adhérent au PC quelques mois après le soulèvement, est nommé chef de la police de Madrid. Les services spéciaux sont placés entre les mains des communistes Justiniano García et Juan Galán, son adjoint. Le directeur général de la police, le directeur de l'école de police sont également communistes¹².

Le service de renseignements militaires, le SIM, est confié par Negrín à Santiago Garcès Arroyo, dont on a toutes les raisons de penser qu'il était dans les services soviétiques¹³, comme son adjoint Federico Ordóñez : tous deux, venant des JSU, avaient participé à la fameuse expédition qui aboutit à la mort de Calvo Sotelo. Negrín nomme aussi à la tête des carabiniers un militant communiste, Marcelino Fernández¹⁴.

Chaque fois, la vigoureuse revendication des responsabilités par les communistes, la complicité avec eux de certains responsables socialistes, la complaisance ou la lâcheté de dirigeants républicains ont facilité l'opération. Les hommes installés aux leviers de commande recrutent massivement leurs coreligionnaires, comme on dit en Espagne. C'est ainsi que le postier Apellaniz, dont nous parlerons plus loin, est entré comme inspecteur dans la police à Valence avec pour seule recommandation, comme des centaines d'autres, son « carnet » du PCE.

C'est cette « colonisation » des services de police, menée à grande échelle dans le ressort de la Junte de défense de Madrid par un Cazorla, qui aboutit à une compénétration de la répression légale – police « régulière », tribunaux populaires – et de la répression illégale, celle des tchékas et des tueurs du GPU.

Les hommes du service d'Orlov à Madrid, de Pedro à Barcelone, ont leurs entrées et le bras long dans tous les

bureaux officiels. Des civils à brassard du PSUC accompagnent en Catalogne les policiers venus arrêter les anarchistes. Hubert von Ranke, agent de « Pierre » depuis l'époque de Berlin, apprend de sa bouche à Barcelone qu'il entre dans la police de la Généralité au département des étrangers, où il sera chargé de la surveillance des hommes de langue allemande¹⁵. Les services et ceux qui disposent des tueurs et leur fixent leurs contrats ont donc accès aux registres comme aux détenus, et plus d'une fois ils « prennent en charge » un détenu libéré et le font disparaître au moment même de sa « sortie » officielle inscrite sur le registre de la prison avec sa signature.

Là aussi, c'est au cœur de l'État et comme en hommage grimaçant à la définition donnée par Marx des « groupes d'hommes armés » que se noue le lien entre d'une part l'État restauré et baptisé « populaire », et de l'autre l'action autonome des services dirigés de Moscou, les opérations-meurtres menées contre certains militants, l'existence et le fonctionnement des *checas* (tchékas), dont la raison d'être est de réaliser ce que les règles du droit rendent impossible dans les prisons officielles.

Cette pénétration des communistes aux postes clés de l'État, la mainmise sur l'armée et la police sont évidemment l'un des aspects les plus connus, dénoncés en leur temps et dans l'immédiat après-guerre par les membres d'autres formations. Cette pénétration va cependant plus loin encore.

Infiltration au sommet

Nous avons vu Largo Caballero, au début de son gouvernement, entouré d'hommes qu'il prend pour des fidèles à sa personne et à ses idées, républicains sympathisants ou membres du parti socialiste, mais qui sont en réalité membres ou compagnons de route dociles du PC : les Estrada, Arredondo, Díaz-Tendero.

Le Dr Negrín, lui, est entouré de conseillers membres du PC¹⁶. C'est le cas de son secrétaire politique, Benigno Rodriguez, ancien rédacteur en chef du journal du 5^e ré-

giment, conseiller de tous les instants, placé à ce poste par son parti et devenu indispensable. Jorge Semprun l'a décrit « autodidacte, personnage fabuleux de la picaresque politique espagnole [...] vieux militant anarcho-syndicaliste », « un type étonnant, presque incroyable, autodidacte d'une culture très vaste et solide, avec une intuition politique et humaine très fine », mais il avait aussi « un super-ego stalinien qui fonctionnait sans erreur ni trêve, refoulant ses impulsions les plus profondes¹⁷ ».

Il y a également auprès de Negrín son aide de camp, le capitaine Julián Solay Cordes, et l'architecte Manuel Sánchez Arcas, sous-secrétaire à la Propagande, homme d'une grande culture. Par l'influence directe qu'ils peuvent exercer sur leur « patron », les informations qu'ils peuvent donner à leur parti, les initiatives qu'ils peuvent prendre, ces hommes de l'ombre, dont le grand public ignore tout, sont des éminences grises qui incarnent une autre forme du pouvoir du parti communiste.

La tactique du salami

Parallèlement à l'infiltration des militants du PCE dans l'appareil d'État, les militants du PC s'infiltrèrent au sein des autres partis du Front populaire, y constituant, dans un premier temps au PSOE, des « fractions » qui permettent éventuellement de les liquider par tranches successives, selon la « tactique du salami » telle qu'elle a été définie après la guerre par le Hongrois Rákosi.

La création d'un parti unique du prolétariat par l'unification des partis socialiste et communiste avait longtemps été au centre des perspectives politiques. La scission de fait du PSOE, puis le début de la guerre civile la font passer au second plan. Les rapports entre socialistes et communistes se posent désormais en termes nouveaux. On en trouve l'aveu dans un livre publié à Moscou :

« On recommanda que ceux des socialistes qui étaient déjà prêts à rejoindre le PC soient convaincus qu'il serait plus profitable de continuer à travailler à l'intérieur du PS

pour renforcer l'unité d'action et préparer l'amalgame des ouvriers des deux partis¹⁸. »

De son côté, CNT de Madrid dénonce ce qu'il considère comme une corruption politique, « le cas de ceux qui ont une carte d'un parti et qui en servent un autre¹⁹ ».

Dès le début de 1937, il est évident que le PCE s'efforce délibérément de gagner des membres influents du PS et de les y maintenir afin qu'ils y soutiennent sa politique de l'intérieur et contribuent éventuellement à un changement de majorité à l'UGT. Déjà, selon toute vraisemblance, l'un des principaux « conseillers » de Largo Caballero, Julio Alvarez del Vayo, qui avait vécu en URSS et parlait le russe, leur était acquis depuis 1935 au moins. Il avait bientôt été suivi par un certain nombre d'autres, notamment le gros de ceux qui s'étaient réfugiés en URSS. On a deviné ici l'itinéraire réel de Margarita Nelken à travers ses correspondances de Moscou à *Claridad*, tout comme José Laín. Elle est rapidement imitée dans son ralliement au PC par le jeune député F. Montiel.

La défection la plus grosse, en même temps que la plus spectaculaire et surtout la plus importante, est évidemment celle, non encore déclarée mais effective, des dirigeants de la JS – Carrillo, Cazorla, Melchor, Arnaíz, Serrano Poncela et autres –, dans les mois qui précèdent la naissance de la JSU, au cours d'une opération menée de main de maître par le jeune Carrillo. Elle porte un coup très rude aux positions de Largo Caballero, désormais privé de sa base militante, du fer de lance de son « parti ». L'ancien président de la FJS, Carlos Hernández Zancajo, écrit que « la direction des JS renie son parti et passe au PC avec armes et bagages sans avoir tenu de congrès d'unification, sans avoir rendu compte de sa gestion ni répondu de sa conduite²⁰ ».

Se rallieront ensuite au PC toute une série de militants de la gauche socialiste exerçant d'importantes responsabilités, notamment dans les syndicats, et ouvrant ainsi des brèches qui restent béantes dans le dispositif de la gauche socialiste. C'est par exemple le cas de Felipe Pretel, qui occupait deux postes clés – trésorier de l'UGT et adjoint de del Vayo au commissariat général de l'armée –, d'Ed-

mundo Domínguez, président du syndicat du bâtiment et de l'union locale UGT de Madrid, d'Amaro del Rosal, des JS et du syndicat des employés de bourse et de banques, parmi des dizaines d'autres.

En quelques mois se constitue ainsi à l'intérieur du PS et de l'UGT une fraction qui ne dit pas son nom, mais qui est tout acquise au PC et va défendre sa politique à l'intérieur comme à l'extérieur du PSOE sans se soucier le moins du monde de la discipline de ce parti que ses membres ont choisi et dont elle a habilement utilisé les divisions. Minée de l'intérieur par ces défections, la gauche est littéralement déchirée en deux à partir des premiers mois de la guerre, dont l'existence et les exigences servent souvent de prétexte au mépris de la démocratie.

Les chefs qui changent de camp emmènent avec eux les cotisations et les troupes, au moins nominalement. L'un des transferts (d'autres préféreront peut-être le terme de « trahison ») les plus spectaculaires concerne ainsi le quotidien *Claridad*, fondé comme porte-parole de la tendance Largo Caballero. Placé d'abord sous la direction d'Araquistáin, puis, après son départ pour Paris, sous celle de Carlos Hernández Zancajo, il en vient à exprimer de plus en plus souvent les positions des compagnons de route. Le 28 avril 1937, le changement d'obédience est confirmé avec la mise à l'écart de Leoncio Pérez, le remplaçant d'Hernández, et l'intronisation de Mendieta, acquis à la politique du PCE²¹.

Le titre le plus prestigieux du socialisme révolutionnaire une fois capturé par le PC, il ne reste plus à Largo Caballero et aux siens qu'*Adelante*, de la fédération socialiste de Valence, et *La Correspondencia de Valencia*, de l'UGT. Carlos de Baráibar prend alors la tête de la rédaction d'*Adelante*.

On peut observer un phénomène semblable, mais à une échelle moindre, du côté des partis républicains. Nous nous contenterons d'un seul exemple, celui d'Ignacio Mantecón, membre de l'*Izquierda republicana*, nommé gouverneur d'Aragon par le Dr Negrín. Cet homme couvrit de son autorité constitutionnelle toutes les initiatives staliniennes, y compris les violences de la division

Lister contre les collectivités paysannes, tint le langage du PC en se présentant sans vergogne comme témoin à charge au procès du POUM, sans que son « parti » officiel élève la moindre protestation : il « régularisa » après la fin de la guerre civile.

Du côté des anarchistes, les communistes ont bien entendu gagné des individus avec lesquels ils avaient commencé par trouver un terrain d'entente sur la politique de guerre et Orlov se targue à Moscou de précieuses conquêtes²². Les Soviétiques eux-mêmes ont, semble-t-il, attaché beaucoup d'importance – le journal de Koltsov en témoigne – à la conquête d'individualités anarchistes et ont beaucoup rêvé à propos de Durruti, dont certaines déclarations paraissent indiquer qu'il lui arrivait de subir leur influence²³. Dans l'ensemble cependant, il semble que le PC s'efforça plutôt d'entraîner la CNT dans le sillage de sa politique gouvernementale que de se rallier les personnages de second plan qui avaient permis de couper le PSOE en rondelles de salami.

Un bilan contradictoire

Si l'on s'en tient aux chiffres et aux positions ainsi occupées par la « colonisation » des hommes du PCE – nous dirions son noyautage –, les résultats sont impressionnants. Dans la première période de la guerre, ils sont arrivés à s'emparer de la plupart des positions clés dans l'appareil d'État et surtout dans les forces armées.

Dans quelle mesure, cependant, les nouvelles recrues étaient-elles dignes de confiance, réellement convaincues ? Là réside la faiblesse principale de ce genre de méthode, et le noyautage stalinien en Espagne n'a pas échappé à la loi qui régit ces opérations : leurs instigateurs sont condamnés à la victoire, car l'édifice qu'ils ont patiemment construit commence à s'effriter dès les premiers revers.

CHAPITRE XII

Le rejet

L'acharnement des membres du PC à conquérir des positions de pouvoir, contradictoire avec l'objectif ultime de Staline, sème souvent la confusion politique dans la tête de ses partisans.

Mais il provoque surtout en Espagne des réactions de dégoût et d'hostilité, à partir du moment où il est largement perçu. Ces hommes, minoritaires dans la société espagnole et qui monopolisent les postes de commandement, présentent, malheureusement pour eux, des traits communs et sont loin d'être indifférents à ceux qu'ils côtoient ou, plus souvent, commandent.

Le lucide Gerald Brenan les a vus « incapables d'une discussion rationnelle », animés d'un « esprit totalitaire rigide », avec « un appétit de pouvoir insatiable » et « complètement dépourvus de scrupules » :

« Plus sérieux était leur manque d'intégrité politique et morale. Leur opportunisme s'étendait à tout. Il semble qu'ils n'avaient pas de programme qui ne pouvait être inversé si cela devait leur valoir quelque avantage et ils étaient aussi bien prêts à utiliser les classes moyennes contre le prolétariat que le prolétariat contre les classes moyennes [...]. Par leur dévouement à une institution plus qu'à une idée, à un pape étranger plus qu'à une communauté nationale, ils suivaient le chemin indiqué par Loyola, et ils avaient le même impact sur l'Espagne¹. »

La désertion des officiers

C'est chez les militaires de carrière que le reflux a eu la plus grande importance, surtout avec les revers militaires pour des hommes évidemment avant tout intéressés au succès. Déjà, dans son rapport sur le plénum de novembre du PCE rédigé le 9 décembre 1937, Ercoli (Togliatti) indiquait qu'il y avait désormais dans le PC un grand nombre de francs-maçons – la franc-maçonnerie était, selon lui, le canal de la bourgeoisie franco-anglaise –, servant le plus souvent dans l'armée et la police. « Mais je crois qu'ils sont maçons avant d'être du parti² », précisait-il.

Quelques mois plus tard, il constate que les communistes militaires – sans distinguer entre les communistes militaires et les militaires devenus communistes – sont en quelque sorte absorbés par leur milieu social et échappent en permanence à leur parti :

« La discipline des cadres communistes de l'armée. Situation mauvaise ici aussi et très dangereuse [...]. L'essentiel est que les cadres communistes de l'armée ne sentent pas l'autorité du CC. De là une lutte inadmissible entre eux qui sape la discipline, l'auto-réclame, etc.³. »

Plus accablant encore est son rapport final sur les causes de la défaite. Il y souligne en effet que la plupart des chefs militaires communistes à Madrid ont, au moment décisif, abandonné le parti ou désobéi à ses directives. Il incrimine encore leurs liens maçonniques pour expliquer « sabotage et trahison », sans mentionner les liens de classe. Il accuse même le général Rojo⁴ – dont la propagande communiste avait fait l'un des grands chefs – d'avoir « joué sur les deux tableaux » et de n'avoir jamais interrompu « ses liaisons avec l'ennemi ».

Ces faits sont connus et il est impossible ici d'accuser Ercoli de chercher des boucs émissaires : le lâchage des militaires qui devaient leur salut ou leur carrière au PC est incontestable.

La haine de la corruption

En réalité, à travers la guerre, quelques lambeaux des souvenirs d'Octobre subsistaient encore dans leur vocabulaire, mais, dans la pratique, la conquête du pouvoir par les communistes – cheval de Troie et salami – relevait plus du travail de sape souterrain de la taupe que des mouvements de masses et de l'assaut enthousiaste contre l'ennemi de classe.

On peut sans risque d'erreur gager qu'un cadre communiste ainsi infiltré se sentait plus proche de ses adversaires de classe efficaces et discrets que de ses propres partisans bruyants et surtout impuissants. Cette conquête du pouvoir ne répétait pas octobre 1917. Au contraire, elle s'efforçait de le gommer, avec la révolution. L'objectif était bel et bien, sur ce plan, d'atteindre la situation célébrée par Vidalí, le moment où « le peuple [...] doit tout à ses chefs géniaux ».

Mais la réalité était loin d'être brillante. Les commissaires politiques se sont vu attribuer des salaires élevés qui, en réalité, ont rempli les caisses du parti. L'opinion autour d'eux ressent cette opération comme un vol. En outre, le favoritisme, une des règles de ce jeu, n'est pas toujours facile à distinguer de la corruption pure et simple. À propos des services d'intendance, Carlos de Baráibar note :

« Cette arme terrible de la corruption et du prosélytisme était employée sans scrupule, dans la commission, depuis la petite fraude qui consistait à donner un bon spécial à un ami jusqu'à l'infamie énorme qui consistait à attribuer ou non, selon le cas, nourriture et vêtements en fonction de la couleur politique de son commandant⁵ ».

Sur le même thème, Largo Caballero dénonce avec vigueur la discrimination entre unités militaires selon leur origine et leur commandement :

« J'ai appris que sur certains fronts on donnait aux communistes une préférence ennuyeuse : on leur donnait chaussures, vêtements, tabac, aliments. Les autres étaient traités comme des bâtards [...]. Dans certains hôpitaux, de

même qu'autrefois prêtres et nonnes ne s'occupaient pas de qui ne communiait pas, de même on ne s'occupait pas des non-communistes⁶. »

Le député de Madrid Carlos Rubiera pousse plus loin une comparaison qui s'imposait dans un pays si profondément marqué par le totalitarisme catholique :

« Autrefois il fallait vénérer la croix et le scapulaire, maintenant la faucille et le marteau⁷. »

Mécanisme d'appareil

L'une des raisons pour lesquelles l'hégémonie stalinienne fut en fait relativement aisée à instaurer était évidemment l'importance, dans une guerre civile, de la question militaire, au cœur de tous les problèmes. Fernando Claudín, de ce point de vue, a fait une remarque capitale en relevant que la structure du PCE lui a permis de se transformer très rapidement en « parti militaire de la République », condamnant ainsi à mort toutes les autres formations incapables de réagir à temps à ses initiatives.

Les membres du PCE disposaient d'une autre supériorité du fait qu'ils étaient très souvent à la fois les représentants de l'État et ses interlocuteurs. Le jeu entre les communistes agissant en tant que parti et ceux qui agissaient au nom de l'État tout court était diaboliquement simple, comme le montre la façon dont ils ont su utiliser la censure.

En décembre 1936, un membre communiste de la Junte de défense de Madrid, Pablo Yagüe, se déplaçant en voiture, est arrêté par un barrage tenu par une unité de milices et essuie plusieurs coups de feu. La presse des staliniens et de leurs compagnons de route s'indigne, dénonce l'« odieux attentat » contre un responsable du Front populaire, parle de cinquième colonne en action, etc. Or, si les tireurs appartiennent effectivement à la CNT, il s'agit de membres d'une unité régulière, de garde sur un barrage routier, où ils ont essayé d'arrêter l'auto de Yagüe, comme toutes les autres, dans le cadre d'une opération de contrôle. Mais le responsable communiste a

tenté de forcer le barrage et les miliciens ont tiré : c'est du moins ce qu'affirme la CNT de Madrid dans un communiqué en demandant une commission d'enquête⁸, mais la censure interdit purement et simplement sa publication⁹.

Le mécanisme est aussi policier que simpliste. On publie l'accusation, mais pas la défense. Si nécessaire, on la caviardera pour la rendre incompréhensible. Cet exemple se reproduit mille fois. La voracité de la censure à Madrid est d'ailleurs si connue que les militants du POUM s'amuseront à lui faire censurer, en sautant eux-mêmes les guillemets, de larges extraits du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels ainsi que des textes de Lénine¹⁰. Burnett Bolloten, qui fut correspondant de presse, donne des exemples de censure politique dans la plus simple information et désigne la responsabilité de Constancia de la Mora, rejeton d'une famille conservatrice et épouse du militaire communiste Hidalgo de Cisneros.

Couronnant et imprégnant le tout, la propagande souvent la plus crue, la plus grossière. Arthur Koestler, qui travaillait pour l'*agit-prop*, a raconté les conseils que lui donnait Münzenberg : révolser le lecteur, par tous les moyens, lui insuffler la haine des pieds à la tête. Évoquant la puissance de la presse nazie, Münzenberg avait montré à son camarade un article du *Berliner Nachtausgabe* sur la collectivisation des femmes, portant la mention : « Madrid, 4 novembre [1936] ». Selon ce journal, en effet, la « milice rouge » avait distribué à ses partisans des « bons » dont chacun valait un viol. On découvrit morte dans son appartement la veuve d'un haut fonctionnaire, 64 bons à côté d'elle. Et Münzenberg de commenter, admiratif : « Oui, Arthur, ça, c'est de la *propagande*¹¹. »

Une telle propagande s'adresse certes à une population encore fruste, avec un pourcentage élevé d'illettrés. Elle n'est en outre pas aussi stupide qu'il pourrait paraître. Mais son impact est tout de même limité. Les traditions ouvrières existent en Espagne, elles composent un paysage varié avec l'idée innée que cette variété est naturelle. C'est la vieille Espagne qui est, qui veut être monolithique et totalitaire. C'est sur la tradition des caciques et des *caudillos*, des prêtres catholiques et des évêques, que

s'appuie la mentalité dans laquelle l'hégémonie du PC a pu prendre racine. Cela ne pouvait aller sans résistance au XX^e siècle.

Une résistance saine

Cette résistance était forcément d'autant plus acharnée que les moyens du « prosélytisme » étaient plus grossiers et choquants. Jesús Pérez Salas, officier républicain, écrit au sujet des méthodes de recrutement de leurs hommes au PCE par les commissaires membres de ce parti :

« Ils employaient tous les moyens à leur disposition, de la promesse de promotions à venir à la menace d'être exécutés pour des délits qu'ils n'avaient pas commis¹². »

Il ajoute :

« Les autres partis ne pouvaient l'accepter, d'autant qu'ils voyaient diminuer leurs effectifs à eux, leurs adhérents changeant de camp pour ne pas avoir à en souffrir¹³. »

Dès 1937, c'est le quotidien de Madrid CNT, pourtant déjà maltraité par la censure, qui se fait courageusement l'écho du refus des méthodes et de l'hégémonie stalinienne, de l'indignation devant l'étranglement de toute démocratie et devant l'intervention directe de la police dans les débats des partis et syndicats au service de la même fraction. D'autres voix se sont élevées dans la centrale syndicale, vouées à l'échec car justifiant leur silence complice par « la nécessité de l' " union " » !

La fraction gauche du PSOE a esquissé une résistance avec le début d'une campagne de réunions publiques de Largo Caballero à la fin de 1937. Elle s'est terminée par son arrestation de fait et son assignation à résidence à son domicile. Les journaux socialistes ou ugétistes qui le soutenaient jusque-là ont été enlevés à ses partisans et remis à ses adversaires par les autorités administratives, en réalité sur injonction policière. Les ordres donnés à l'administration des postes ont permis d'isoler les « résistants », puisque, sur ordre, les postiers ne transmettaient courrier et argent qu'à leurs rivaux.

La résistance des jeunes socialistes de gauche au sein de la JSU a été plus visible. Un carré de la génération de 1934, avec Leoncio Pérez et Socrates Gómez à Madrid, Rafael Fernández à Gijón, José Grigori López, Juan Tundidor et Salvador Martínez Dasí à Valence, lève le drapeau de la fidélité à Largo Caballero et à la démocratie dans le socialisme. À Castellón se produit un incident significatif. Un meeting est organisé par la JSU au cours duquel le commandant José Hernández, de la 3^e brigade mixte, accuse Carrillo d'avoir trahi son parti et assure qu'il est prêt à se reconnaître « trotskyste à 100 %, si c'est être trotskyste que de dire cela¹⁴ ».

Les premières protestations organisées ont lieu en 1937. En 1938 et 1939, dans plusieurs fédérations et localités, y compris à Madrid même, les adversaires de Carrillo reviennent en force et obtiennent la majorité chaque fois qu'ils arrachent des élections¹⁵.

Dans le PCE même, des défections s'annoncent. Dans les Asturies, au moment où se profile la défaite finale, Ismail Lombardia, directeur de *Milicias* et rédacteur en chef du *Boletín del Norte* et d'*Asturias*, est exclu. On l'accuse d'avoir des relations avec des éléments « trotskystes » dans *Avance* qui est l'organe des socialistes de gauche, de faire des « critiques trotskystes » et d'avoir dit que des bourgeois adhéraient au PC pour rester planqués à l'arrière¹⁶. Il y en a sans doute d'autres dans son cas.

Mais surtout le sol commence à se dérober sous les pieds des hommes du PCE qui ont occupé le pouvoir sans mandat du peuple. Leur lutte pathétique pour le conserver dans les dernières semaines semble se ramener à un combat pour monopoliser les moyens de prendre la fuite.

Dans ces conditions, on peut dire que, finalement, l'Espagne de la République, en pleine guerre civile, a résisté au stalinisme et à l'instauration de l'ordre stalinien dont l'étreinte l'avait pourtant considérablement affaiblie.

Une direction médiocre

Le contrôle d'un parti centralisé sur une société aussi différenciée exigeait évidemment des qualités exceptionnelles de la part d'une direction politique ainsi transformée, d'une certaine façon, en « gérante » et par ailleurs à tout instant remise en cause dans un gouvernement de coalition où leurs partenaires ne manquaient pas non plus d'expérience politicienne.

Rien, dans leur passé, n'avait préparé les dirigeants du PCE à une telle tâche. Les qualités indéniables d'oratrice de masses de la « Pasionaria », les capacités d'organisateur du jeune Pedro Checa ne leur donnaient pas les nécessaires qualités d'hommes d'État. Nous nous abstenons de citer sur les dirigeants du parti communiste les appréciations portées par leurs adversaires. Celles de leur supérieur nous suffiront. Ercoli juge la situation très mauvaise de ce point de vue quand il prend à la mi-1937 la responsabilité de la politique espagnole de l'IC. Constatant l'absence totale d'initiatives des membres de cette direction, il rend responsables de cette passivité les « conseillers » qui n'ont pas su les former. Il écrit sans ambages à Dimitrov et Manouïlsky, le 15 août 1937, après un mois d'expérience :

« Il faut changer radicalement la méthode de travail de vos "conseillers" ¹⁷. »

Dans le procès qu'il fait aux envoyés de Moscou qui l'ont précédé, il s'en prend particulièrement à Codovila, auquel il reproche sa nervosité et le caractère fumeux de ses explications politiques, de même d'ailleurs qu'à Gerô qui, en plus, a une pratique bureaucratique. Ces deux hommes, assure-t-il, se substituent en permanence à la direction du parti. Les résultats sont catastrophiques. Pour lui, il n'y a pas eu de « travail politique », notamment en direction de la CNT. Il proteste avec aigreur et même colère contre le fait que la direction de l'IC a décidé de ne pas garder Codovila à Moscou, car « sa présence nuit au parti ». Il parle, de sa part, de « fausse tactique » à

l'égard des caballeristes, mis tous dans le même sac, par sectarisme :

« Nous avons commis, conclut-il, une erreur très grave en laissant le parti espagnol, dans une telle situation, sous la tutelle de Louis¹⁸. »

Selon le dirigeant de l'IC, dans la lutte contre Prieto qui tente de leur reprendre le contrôle de l'armée, les communistes sont en fait les meilleurs alliés du ministre socialiste. Ercoli écrit le 25 octobre 1937 :

« Sa tactique [celle de Prieto] consiste à utiliser toutes les erreurs que nos camarades militaires accomplissent, tous les cas – et ils sont nombreux – dans lesquels les commandants communistes n'accomplissent pas les ordres, sont indisciplinés, etc. Dans chaque cas, il intervient avec une mesure de destitution et notre parti se trouve devant l'alternative ou d'accepter la destitution et de perdre une position, ou de défendre un camarade qui a violé les principes même pour lesquels le parti lutte en général [...]. Malheureusement, Prieto fonde son action sur une critique complètement juste d'erreurs et de défauts que nos camarades n'ont pas su éliminer¹⁹. »

De façon significative, l'homme de Moscou souligne que Francisco Antón, le compagnon de la « Pasionaria », commissaire général, ne fait pas son travail, que Prieto le sait et que c'est une arme entre ses mains²⁰.

C'est presque un aveu d'impuissance qu'il lâche dans ses notes des 21-22 avril 1938, avec cette réflexion désabusée :

« Si le personnel dirigeant était à la hauteur de l'état d'esprit de la majorité du peuple, les choses se passeraient bien mieux²¹... »

Il est clair, à lire les rapports d'Ercoli, que les hommes à l'échine souple – résultat d'années de dressage – dont il est entouré sont incapables d'initiatives, ou plutôt qu'il faudrait un autre cadre pour leur permettre de révéler leurs éventuelles qualités. Ce sont pour l'instant des courtisans, au mieux des exécutants.

Notons au passage, pour les passionnés de l'histoire intérieure de l'appareil de l'IC, ses remarques concernant André Marty, qui revient après une longue absence et qui

va recevoir des responsabilités mieux définies, celles d'inspecteur général des Brigades. Il reconnaît qu'il est parfois « nerveux », qu'il a « des façons un peu rudes », mais conclut, sans satisfaire la curiosité du lecteur :

« Il me semble qu'il vaudrait la peine d'examiner avec attention pourquoi et par qui avait été créée contre lui une atmosphère tellement défavorable²². »

Sévère épitaphe

On trouve enfin dans les archives de l'IC un témoignage saisissant, que le monde, pris à la gorge par la Deuxième Guerre mondiale, n'a même pas eu le temps de voir et *a fortiori* de comprendre. Sur la fin de cette aventure, la fuite précipitée des dirigeants du PCE – tout historien qui la remarquait était aussitôt taxé d'anticommunisme et vilipendé –, l'épitaphe a été rédigée encore par Ercoli. C'est Cordon, le général du peuple, un des hauts dirigeants de l'administration de la Guerre, qui partit « le premier sans attendre aucune décision du parti²³ ». Pour le représentant de l'IC, le départ de la direction du PCE, la « Pasionaria » en tête, « était inadmissible²⁴ ». Il n'a, assure-t-il, gardé avec lui que Pedro Checa et Fernando Claudín parce qu'il « voyait les autres trop aplatis²⁵ ». Parmi les dirigeants catalans, en dehors de Joan Comorera, « courageux mais nationaliste borné », il considère que les autres, les chefs historiques du PSUC Miguel Valdes et Rafael Vidiella, Pere Ardiaca, le secrétaire à l'*agit-prop*, ainsi que les dirigeants syndicalistes communistes Ferrer et Molinero, de l'UGT, sont « des lâches²⁶ ».

Jugement sévère d'un vaincu sur d'autres vaincus. Certains ont tenté de discréditer Togliatti *post mortem* en disant qu'il cherchait un « bouc émissaire ». En fait, c'est son appareil – lui compris – qu'il discréditait, qu'il s'en soit ou non rendu compte, et c'est ce qui fait de son jugement une épitaphe.

CHAPITRE XIII

Sus au Lénine espagnol!

Jamais dirigeant d'un parti socialiste n'avait été célébré en URSS comme le fut en 1935-1936 Largo Caballero. Des portraits de lui – Margarita Nelken insistait : c'était sans précédent – furent même arborés par les manifestants dans le défilé officiel du 7 novembre 1935 à Moscou. Aucune épithète, aucun surperlatif n'avaient été jugés inutiles. Manouilsky avait dit aux jeunes socialistes que, si Largo Caballero ne gagnait pas la bataille du PSOE en Espagne, il n'y aurait pas de révolution espagnole¹.

Le vieux dirigeant invoquera plus tard ce « culte » de sa propre personnalité :

« D'après la presse communiste, j'étais l'unique socialiste marxiste, le légitime représentant du prolétariat espagnol, l'ami dévoué de l'ouvrier, l'unique espoir pour l'avenir, le Lénine espagnol! Ma photo était dans les journaux, aux actualités, dans les vitrines des magasins, en Espagne et ailleurs². »

Conflit avec Largo Caballero

Comme l'écrit cependant Araquistáin, le Lénine espagnol que les gens de Staline faisaient mine d'adorer n'avait pas pour autant à leurs yeux la possibilité d'être un Lénine de chair et de sang³. Dès qu'il fut avéré qu'il n'était pas en carton-pâte, il devint un obstacle à éliminer coûte que coûte : Comintern et PCE employèrent toutes leurs forces à le discréditer, à l'isoler pour pouvoir le détruire politiquement. De ce point de vue, le caractère ferme de Largo

Caballero – ce qu'ils appelèrent son « entêtement sénile » – constitua le grain de sable qui grippa pendant longtemps le mécanisme mis en place pour appliquer directement en Espagne la politique dictée par Staline.

Nous avons mentionné les incidents, et surtout le gros éclat entre Largo Caballero et Rosenberg. Ce dernier revint bientôt à la charge sur un terrain différent, demandant au président de se prononcer en faveur de l'unification rapide du PSOE et du PCE – « une demande personnelle » de Staline, soulignait-il⁴. Mais la réponse de Largo Caballero fut nette :

« Tout ce que je demande, c'est que ceux qui ont réclamé [la fusion] conservent le programme qui était le nôtre, à savoir sa réalisation sur la base d'un programme révolutionnaire. Je me souviens très bien que, quand nous parlions de cette question, le parti communiste posait comme condition – ainsi en avait décidé Moscou – la rupture de tous nos liens avec tous les partis bourgeois. Les communistes insistaient-ils encore là-dessus? Non, au contraire. Leur mot d'ordre actuel, c'est le retour aux jours d'avant le 18 juillet⁵. »

Une telle position mettait les communistes dans une situation difficile. Ils s'attaquèrent à lui au moment où il était un peu esseulé avec les défections de Santiago Carrillo, son « Santiaguito » comme il l'appelait, et de del Vayo, auxquelles s'ajoutaient le départ à Paris d'Araquistáin comme ambassadeur et une longue hospitalisation de Baráibar⁶. L'offensive porta donc sur le petit nombre d'hommes de son entourage en qui il avait confiance, ceux du moins qui s'opposaient à la colonisation par le PC des cadres de l'Armée populaire et l'empêchaient de prendre les leviers de commande.

Attaque contre le général Asensio

La première cible de cette offensive fut le général José Asensio. L'homme était généralement estimé par ses pairs, et considéré par les spécialistes comme un stratège de premier ordre. Il s'était distingué, encore jeune, dans la

guerre du Maroc, et était probablement le seul « africa-niste » républicain et franc-maçon. En 1936, colonel (il l'était depuis 1929) de quarante-quatre ans, il était à l'état-major de Madrid et, selon Cardona, membre de l'UMRA⁷. Dans les journées de juillet, avec les officiers républicains de la caserne de Pontejos, il fut l'un des organisateurs de la prise de la caserne de la Montaña.

On lui reprochait des épisodes marocains déplaisants et, dans le passé, de bonnes relations avec le politicien radical Lerroux. Mais Largo Caballero avait reconnu son efficacité sur le front et en fit le commandant de l'armée du Centre puis son sous-secrétaire d'État à la Guerre, chargé du travail technique sous sa responsabilité politique à lui. Ce fut une image familière sur le front que les deux hommes ensemble, le général en uniforme et le leader socialiste vêtu de la combinaison, la *mono*, des milices.

Le PCE avait d'abord pensé le séduire : on connaissait sa rigueur, son attachement à la discipline militaire, à l'autorité des officiers. Le 5^e régiment le nomma son « commandant d'honneur⁸ ». *Mundo obrero* parla de ce « valeureux chef de l'Armée du peuple, figure populaire entre toutes », de « l'héroïque général Asensio, ferme dans son optimisme⁹ ». Sans doute un peu de compréhension de sa part eût suffi à faire de lui, pour l'histoire officielle, une des vedettes de cette guerre. Mais le général Asensio avait ses propres vues sur l'art militaire, des plans de campagne qui ne correspondaient pas aux visées du PCE, des critères de choix pour ses collaborateurs qui étaient incompatibles avec les intérêts des staliniens. Aussi devint-il pour eux l'homme à abattre.

La tâche n'aurait pas dû être trop difficile. En dehors de Largo Caballero, Asensio n'avait aucun soutien politique. Anarchistes et poumistes détestaient en lui le militaire de carrière et l'ami de Lerroux. Quand le PCE ouvrit le feu contre lui, tout l'arc-en-ciel politique – à la seule exception du secteur caballeriste – se mit de la partie, réclamant sa tête. L'opinion se laissa persuader de lui attribuer la responsabilité des défaites qui s'étaient accumulées, notamment devant Málaga, la victorieuse défense de Madrid qui avait absorbé toutes les forces étant, elle,

portée au crédit du général Miaja, devenu la vedette, et à celui du PC.

De la part de la CNT-FAI et du POUM au moins, il y avait là quelque aveuglement et l'on se demande pourquoi, dans le cadre de leur politique, ils se sont joints à une campagne qui visait moins le général que le chef du gouvernement. Arrêté après la chute de son protecteur, Asensio, après une année de prison, fut acquitté sous le gouvernement Negrín, à l'époque où ses amis étaient impuissants et ses ennemis au pouvoir : c'est dire combien son dossier était mince.

En public en tout cas, le PC lui imputait la perte de Málaga et il déclencha l'enfer contre lui. En privé, les dirigeants du PCE et l'ambassadeur soviétique assuraient que les services de renseignements soviétiques avaient découvert la preuve de sa « trahison », mais ils ne la produisirent jamais à l'appui de leurs dires.

Au lendemain de manifestations organisées à Valence par le PCE après la chute de Málaga, Largo Caballero s'était vraiment fâché, dénonçant comme une aide à l'ennemi la politique menée là par les communistes :

« Tout un appareil s'est ainsi glissé entre le peuple et le gouvernement, pervertissant bien des consciences et encourageant quiconque travaille, consciemment ou non – les deux, je crois –, contre notre cause avec comme résultat qu'autour des pieds de ceux qui voudraient marcher et sont prêts à le faire, à la tête du peuple démocrate et travailleur, grouillent les serpents de la trahison, de la déloyauté et de l'espionnage¹⁰. »

C'est immédiatement après que se produisit l'incident déjà mentionné avec Rosenberg et Alvarez del Vayo, qu'un député socialiste proche de Largo Caballero a raconté dans un journal mexicain :

« Un matin, la visite à portes closes durait déjà depuis deux heures quand, tout d'un coup, on entendit crier " le Vieux ", Caballero. Les secrétaires se pressèrent devant la porte de son bureau, mais, par respect, personne ne se risqua à l'ouvrir. Caballero criait de plus en plus fort. Soudain la porte s'ouvrit et on entendit le vieux président du Conseil d'Espagne, debout devant sa table, le bras

tendu, agitant l'index en montrant la porte, qui disait : « Dehors, dehors! Vous devrez apprendre, Monsieur l'Ambassadeur, que, bien que nous, Espagnols, soyons très pauvres et ayons grand besoin de l'aide étrangère, nous sommes trop fiers pour laisser un ambassadeur étranger essayer d'imposer sa volonté au chef du gouvernement de l'Espagne. Quant à toi, Vayo, tu ferais bien de te souvenir que tu es espagnol, ministre du front antifasciste de la République et que tu ne devrais pas faire de combinaison avec un diplomate étranger pour faire pression sur ton président du Conseil¹¹. » »

Dans ses souvenirs longtemps inédits, Largo Caballero évoque cet incident de façon un peu différente en parlant de « l'audace et de l'insolence » de l'ambassadeur et assure qu'il s'en fallut de peu qu'il ne le mît à la porte¹². Les attaques contre Asensio continuèrent pourtant : tout en le qualifiant de « traître à la patrie », on précisait qu'il était aussi « ivrogne », « coureur de jupons », et même « organisateur de défaites¹³ ».

Crise ouverte

Largo Caballero, que seule une victoire militaire eût pu conforter, dut céder. Asensio fut d'abord écarté du commandement de l'armée du Centre. Les communistes exigèrent alors son départ du ministère de la Guerre et le Conseil des ministres devint un champ clos pour cet affrontement. Le vieux chef ne pouvait gagner sur ce terrain. Il résista jusqu'au bout, combinant rudes défensives et contre-attaques brutales. Mis en minorité, il imagina une ruse ultime. Asensio fut remplacé au sous-secrétariat d'État par Baráibar, qui reprenait une activité et qui était un homme de confiance.

Asensio restait à Valence, sans affectation, et Largo Caballero comptait sérieusement pouvoir le consulter de façon officieuse et continuer à bénéficier de ses conseils. Dans le même temps, pour montrer qu'il n'était plus dupe et pour reprendre les commandes qui lui avaient échappé, il avait décidé de restreindre les pouvoirs des commissaires

politiques et, tentant de renverser le courant « colonisateur », démantelait la cellule du ministère de la Guerre en envoyant au front – certains au front Nord – Antonio Córdón, Manuel Estrada, Manuel Arredondo et surtout Eleuterio Díaz-Tendero.

Une véritable tempête lui répondit, l'insurrection morale de la majorité des formations du Front populaire. Díaz-Tendero conclut en coulisse un accord avec les anarchistes hostiles à la militarisation, proches de la colonne de Fer, qui s'exprimaient dans le quotidien *Nosotros*. Ce journal publia en effet l'ensemble des mesures prises par Largo Caballero, parla de sa « mégalomanie », dénonça son intention de continuer à travailler avec Asensio.

Nous ignorons si la rédaction du journal anarchiste avait conscience de la nature de l'opération à laquelle elle se prêtait. En tout cas, l'article non signé qu'il publia sur l'affaire était rédigé par Díaz-Tendero et énumérait les « victimes » de la « vengeance » d'Asensio en les présentant comme de « bons officiers républicains » loyaux.

Nosotros, pour n'être pas en reste, ajouta un commentaire venimeux dans lequel était réaffirmé le contenu des rumeurs circulant sur Largo Caballero depuis des semaines :

« Largo Caballero est vieux, trop vieux, et il n'a pas l'agilité mentale nécessaire pour résoudre certains problèmes dont dépendent nos vies comme les vies et la liberté du peuple entier [...]. Il devient sénile¹⁴. »

Ainsi le PC avait-il réussi à rendre l'affaire publique sous un jour défavorable à Largo Caballero, tout en faisant porter contre lui les attaques les plus basses par ses propres adversaires. La rage au cœur, Largo Caballero dut reculer une fois de plus, laisser éloigner Asensio et renoncer à s'appuyer sur des hommes jouissant de sa totale confiance. Il dénonça la manœuvre dans une lettre – rendue publique¹⁵ – adressée à Carlos Esplá, de l'*Izquierda republicana*. Il mit aux arrêts Díaz-Tendero, chez qui la police avait trouvé cent exemplaires de *Nosotros*. Le

journal anarchiste fut suspendu et la CNT ne protesta que mollement.

Nouvelle opération-séduction

Le PC avait gagné de peu la première manche. Mais il fallait maintenant recommencer avec Baráibar tout ce qui avait été tenté en vain avec Asensio. La partie n'était pas plus facile, le nouveau sous-secrétaire d'État étant un homme ferme, l'égal, dans la gauche espagnole, d'un Araquistáin ou d'un del Vayo, un ami personnel solide du vieux chef. Il a raconté lui-même cette nouvelle phase de l'attaque stalinienne contre le « Lénine espagnol » :

« [Pendant ma maladie], peu de socialistes de gauche firent allusion dans leurs visites à la situation politique : les amis venaient s'enquérir de ma santé. Une ou deux fois même, j'ai parlé avec Largo Caballero : malgré l'inquiétude qu'il éprouvait indiscutablement, il n'a jamais détourné la conversation sur un autre thème que ma santé et son désir de me voir rétabli.

« J'avais en revanche souvent la visite de jeunes ou de vieux, envers qui j'éprouvais innocemment de la reconnaissance, au cours desquelles ils soulevaient des questions qui m'étaient désagréables sur l'inefficacité de l'action gouvernementale, l'isolement ou même les manies de notre président et le contraste préoccupant entre la sublime activité des communistes et la totale passivité du socialisme. Ainsi se formait autour de moi une atmosphère de captation bien ourdie et qui m'impressionnait ¹⁶... »

La manœuvre se précise quand Baráibar entre au gouvernement :

« Au sous-secrétariat, dans cet observatoire incomparable pour saisir d'un coup d'œil le déroulement de la guerre, non seulement au front mais à l'arrière, j'éprouvai les impressions les plus désagréables de ma vie, à la suite desquelles mes illusions s'évanouirent [...]. Dans le bref intervalle où j'occupai cette fonction, il me fallut changer la direction de la santé, celle des transports et préparer

celle de l'intendance. Car tout [...] y était aux mains des staliniens¹⁷. »

Courtisé, flatté, proposé par les communistes pour devenir lui-même ministre de la Guerre, Baráibar refuse et déclare, en présence de Rosenberg, qu'il ne mange pas de ce pain-là :

« Personne n'est plus épris que moi de l'unification, personne plus prêt à militer pour elle. Mais, bien entendu, tant que je serai au parti socialiste, on ne pourra jamais me manœuvrer comme un agent de Moscou. Quand je croirai que je devrai le devenir, j'aurai déjà quitté le PS et je militerai au PC¹⁸. »

Et de commenter :

« À partir de ce jour, ce fut la fin de certaines visites [...] et je n'eus plus l'occasion de discuter avec les grands personnages qui me manifestaient leur attachement de façon aussi excessive qu'hypocrite. Peu après, j'ai commencé à être considéré comme trotskyste¹⁹. »

Devant cet échec, le PCE dut se résigner à attendre et à préparer une occasion plus favorable pour se débarrasser définitivement non d'un simple sous-secrétaire, mais du président lui-même.

L'estocade

Le mois de mars 1937 fut donc dominé sur le plan politique par la relance de la politique d'unification de la part du PC et par le resserrement de son entente, sur la base de leur commune hostilité à Largo Caballero, avec le « centre » socialiste d'Indalecio Prieto, c'est-à-dire l'appareil et la direction officielle du PSOE.

Largo Caballero ne s'est pas laissé faire et, dans le décompte des points, on peut le créditer de la dissolution, le 23 avril, de la Junte de défense de Madrid qui avait substitué son autorité à la sienne dans la capitale. Son décret du 24 avril, qui lui permettait de se débarrasser des commissaires politiques communistes dans l'armée, scella probablement son sort à terme.

Le coup final ne lui fut cependant porté qu'au lende-

main des journées de Mai, lesquelles seront étudiées dans le prochain chapitre. Tandis que la *Pravda* et la presse aux ordres de Staline ou de ses compagnons de route rivalisaient dans la dénonciation du rôle des « trotskystes » saboteurs et organisateurs d'un « putsch », c'est-à-dire traîtres à la République, les ministres communistes exigèrent de Largo Caballero le renforcement de la répression et avant tout la dissolution du POUM.

Pour limité qu'il fût en certains domaines, le vieil homme avait des principes, une incontestable vitalité et surtout une moralité dont ses adversaires étaient dépourvus et que n'ont pas aujourd'hui nombre de ses censeurs. Il rétorqua sèchement qu'il avait pris le pouvoir pour conduire victorieusement la guerre, en aucun cas pour interdire une quelconque organisation ouvrière, la justice étant seule habilitée à prononcer une dissolution. Il explique :

« Ces mesures auraient pour résultat le plus terrible désenchantement [...]. Une action répressive du gouvernement de Front populaire analogue à celles que prenaient les Lerroux et les Gil Robles détruirait [...] l'unité [...]. Nous perdriions certainement et la guerre et la révolution, parce qu'on ne peut pas gagner la guerre ni faire la révolution avec contre soi la majorité de la classe ouvrière²⁰. »

Les ministres communistes quittèrent alors le Conseil, imités peu après par les socialistes à l'instigation de Prieto. Largo Caballero refusa le « compromis » qui lui aurait laissé la présidence du Conseil en lui enlevant le ministère de la Guerre, c'est-à-dire le contrôle de l'armée et la conduite des opérations. Isolé des autres formations du Front populaire, seulement soutenu par sa propre fraction, la direction de l'UGT qu'il contrôlait et la direction nationale de la CNT, le vieux lutteur était bel et bien battu.

Son successeur avait été désigné d'avance par le parti communiste²¹ et accepté par la coalition des vainqueurs. Son nom était connu de tout le milieu politique : il s'agissait de l'ancien ministre des Finances, le Dr Juan Negrín, qui avait mené à bien l'expédition de l'or en

URSS et développé le corps des carabiniers. Ce socialiste de droite lié à Prieto, marié à une Russe, jouissant de la confiance des « conseillers » – en très bons termes notamment avec Stachevsky –, était bien l'homme de cette nouvelle majorité qui recherchait un compromis avec Franco et, à défaut, l'intégration dans le « camp occidental » en vue de la guerre mondiale qui venait. Ni les socialistes de gauche, c'est-à-dire l'UGT, ni les gens de la CNT n'entrèrent dans ce gouvernement que ses amis baptisèrent gouvernement de la « victoire ».

Si l'on en croit pourtant le rapport final « strictement confidentiel » d'Ercoli, le gouvernement de Negrín, dont le deuxième fut « celui qui a le plus amplement et le plus rapidement accepté et réalisé les propositions du parti [communiste]²² », souffrait des incroyables faiblesses de son chef : « intellectuel dérégulé, hâbleur, désorganisé et désorganisateur », avec « une vie personnelle qui est celle d'un bohème et non sans quelque signe de corruption [femmes], dominé par les préjugés et erreurs de la social-démocratie²³ », qui a « toléré dans l'appareil de direction de la vie économique et de l'État toute une série d'éléments indésirables, pas loyaux à la cause républicaine, quelquefois voleurs, spéculateurs et saboteurs²⁴ ».

Largo Caballero perd l'UGT

Mais il ne suffisait pas de chasser Largo Caballero du gouvernement, il fallait le réduire à l'impuissance en le dépouillant de toutes ses responsabilités. Là encore, les ordres vinrent de Moscou.

Au cours de son entretien du 15 novembre 1937 avec Dimitrov, le dirigeant socialiste González Peña lui explique que Largo Caballero défend l'idée du gouvernement des syndicats et non des partis, ce qui, assure-t-il, est la négation « du marxisme et de l'expérience de l'URSS ». Le secrétaire de l'IC répond, sentencieux comme un oracle et menaçant comme un procureur :

« Cette attitude, consciente ou non, fait de Caballero un trotskyste et un fasciste²⁵. »

Le 29 novembre, recevant une délégation conduite par Rafael Vidiella et Daniel Anguiano, Dimitrov est encore plus précis :

« Il faut enlever à Largo Caballero les organisations qu'il dirige. Le plus grand danger en Espagne n'est pas que Franco ait plus d'hommes et plus d'armes. C'est le danger représenté par la position de Largo Caballero, les trotskystes, les charlatans de l'anarchisme et de la cinquième colonne [...]. Dites aux ouvriers de ne pas se laisser rouler par la dictature du prolétariat, de ne pas se mettre en avant²⁶. »

Ce fut donc la même coalition, autour du pivot que constituaient les socialistes anticaballeristes, qui chassa Largo Caballero de la présidence de l'UGT au bénéfice d'un nouvel exécutif, parrainé par Léon Jouhaux, de la CGT française, lié à la politique de Front populaire, et présidé par l'un des dirigeants les plus à droite du PSOE, le héros des Asturies Ramón González Peña.

Tous les éléments dont nous disposons montrent que l'exécutif présidé par Largo Caballero l'emportait dans tous les votes régulièrement organisés et qu'il jouissait dans l'UGT d'une majorité réelle. Pourtant, la lutte était inégale : la censure laissait passer les textes de l'exécutif González Peña et supprimait ceux de Largo Caballero, ainsi réduit au silence.

Après la scission de fait provoquée par le refus des fédérations procommunistes et socialistes de droite de payer leurs cotisations, le ministre des Communications donna ordre de réserver correspondance et chèques adressés à l'UGT, quel que soit leur libellé, à l'exécutif Peña. *La Correspondencia de Valencia* fut saisie pour être remise au « nouvel exécutif ». Organisation kidnappée, trésorerie confisquée, journaux pris, réunions interdites : Largo Caballero, après une première réunion publique qui connut à Madrid un succès considérable mais dont le texte ne put être publié intégralement à cause de la censure²⁷, fut placé en résidence surveillée chez lui jusqu'à la fin de la guerre...

Détruire Caballero?

Nous sommes loin d'avoir tous les détails sur la préparation des journées de Mai du côté de la coalition anticaballeriste. Burnett Bolloten a pourtant recueilli dans ses papiers un document qui donne à réfléchir. Dans une correspondance échangée en effet entre Negrín et l'un de ses amis de Paris²⁸ au mois d'avril 1937, le véritable informateur politique qu'est ce dernier signale au ministre des Finances que plusieurs personnages importants, membres de la direction du PSUC ou très proches, cherchent à négocier des bijoux à Paris pour se procurer des armes courtes dans la capitale française et justifient leur démarche par la perspective d'un conflit imminent avec la FAI. Le premier de ces personnages est Roldán Cortada, ancien de la CNT devenu le bras droit du dirigeant PSUC Rafael Vidiella. Deux autres, Nicolau et Mora, effectuent la même démarche de leur côté. Ils sont les principaux collaborateurs de l'adjoint au commissaire à l'ordre public de la généralité de Catalogne, Eusebí Rodríguez Salas, particulièrement honni des anarchistes qu'il avait reniés après avoir été l'un de leurs hommes de main dans les pillages de banques où il avait d'ailleurs perdu un bras, gagnant le surnom de « Manchot ».

Que cherchaient ces hommes en achetant des armes de guerre civile? Simplement à se défendre, alors qu'ils étaient eux-mêmes la police? Pourquoi alors le caractère clandestin de leur mission d'achat, à l'écart des canaux gouvernementaux? Pourquoi ces responsables s'appliquent-ils à se déguiser en trafiquants d'armes et de bijoux? Pourquoi le correspondant de Negrín à Paris s'inquiète-t-il? Pourquoi Negrín ne semble-t-il pas s'être inquiété?

Questions légitimes. Quelques jours plus tard, Roldán Cortada est assassiné par des « incontrôlables », peut-être mieux contrôlés et surtout mieux informés qu'on ne l'a dit. Eusebí Rodríguez Salas, lui, à la tête de sa police armée, tente de s'emparer à Barcelone de la *Telefónica*, le central que gardent des miliciens de la CNT, provoquant

ainsi dans la capitale catalane une grève générale et un début d'insurrection ouvrière.

Devant le sentiment qu'il y avait dans l'air de tels préparatifs, certains commençaient à s'interroger sur les objectifs même du PC : ainsi José María Aguirre, le jeune secrétaire particulier de Largo Caballero, dans un article ésoérique de *Claridad*; ainsi *Adelante*, de la fédération du Levant, dirigé par Baráibar :

« Le parti communiste dit qu'il soutient une politique de Front populaire, mais il saisit toutes les occasions de mener sa propre politique et de répandre une propagande qui doit forcément irriter les non-communistes [...]. Il sème suspicion et sectarisme chez les ouvriers, rend difficile l'unité organique du prolétariat pour laquelle le parti socialiste a si longtemps combattu, particulièrement Largo Caballero contre qui se concentre maintenant la rage de quatre ou cinq petits dirigeants rancuniers [...]. Où sont les titres de ceux qui attaquent le dirigeant de la classe ouvrière espagnole? Croient-ils facile de détruire son prestige par une campagne politique violente? Ne comprennent-ils pas que Largo Caballero n'est pas un patron politique comme *Frente rojo* l'a insinué avant-hier soir? Pas un apprenti dictateur, pas même un dictateur potentiel. Il est l'incarnation de tout un mouvement révolutionnaire. Il est la personnification de tout un mouvement révolutionnaire. Il est la personnification de l'histoire de la classe ouvrière et du mouvement marxiste en Espagne. Il est l'incarnation de quarante ans de conduite exemplaire dans nos luttes syndicales et révolutionnaires²⁹. »

La haine des staliens contre Largo Caballero ne désarmera pas. La violence des accusations portées contre lui, par exemple par Jesús Hernández, dépasse l'entendement de qui n'a pas compris le stalinisme :

« Conception personnaliste de cacique, unipersonnelle, très étroite et très mesquine [...]. Málaga a été le résultat de la trahison et de l'ineptie dans la direction de la guerre. L'entêtement et la stupidité de Largo Caballero l'ont empêché de tirer les leçons de la défaite. »

Après la démission de Largo Caballero, Jesús Hernández brosse dans son discours-réquisitoire un tableau à

donner le vertige à un lecteur non endurci. Il veut seulement conclure que c'est bel et bien le parti communiste qui est « l'authentique représentant de la théorie et de la pratique marxiste-léniniste et aujourd'hui également staliniste³⁰ ».

Un an après la fin de la guerre civile, sept mois après le début de la Deuxième Guerre mondiale, un journal espagnol paraissant à Mexico et apparemment contrôlé par le PC revint encore sur Largo Caballero, que Vichy se préparait alors à livrer à Hitler. Il expliqua qu'il avait « fait la politique de Franco », qu'il avait mené un « complot permanent contre le peuple espagnol » et qu'il fallait « le rayer immédiatement de la carte politique³¹ ». Hitler allait s'en charger en le déportant.

Caballero comme symbole

Largo Caballero méritait-il la haine des partisans de l'ordre en Espagne républicaine, dont les staliniens étaient l'expression la plus achevée? Il est clair que non. Minev, en privé, le reconnaissait, disant que c'était « un brave homme³² », pétri de qualités, mais pas un foudre de guerre. Placé dans une situation qu'il ne pouvait dominer, faute de la comprendre, il s'était fait rouler, puis avait néanmoins résisté avec courage et conscience.

Ce que Staline voulait en réalité détruire en 1937, ce n'était pas – ou sinon en passant – l'homme Largo Caballero, mais le symbole. Quand le président de l'UGT avait constitué son gouvernement le 5 septembre 1936, toutes les villes de l'Espagne républicaine avaient été le théâtre de manifestations monstres, avec un déferlement de joie, d'espérance et de foi. L'arrivée au pouvoir de celui qui incarnait à la fois le soulèvement de la classe ouvrière et son organisation, le stuquiste aux yeux bleus, était le gage de la victoire sur l'ennemi « fasciste », bien sûr, mais surtout, à travers la guerre, de la victoire de la révolution.

En Largo Caballero qui n'avait pas su mener à bien cette révolution qui n'attendait pourtant qu'une direction,

c'était la révolution elle-même que Staline humiliait; et, du même coup, c'était quiconque, grand ou petit, dans le mouvement ouvrier, prétendait s'opposer à son « génie » et à sa politique « lumineuse », tenir son mandat des masses et non de lui.

Il n'est pas du tout certain que Largo Caballero l'ait lui-même bien compris. Si les hommes font bien leur histoire, il arrive toutefois qu'ils ne sachent pas quelle histoire ils font. Ce fut sans doute le cas de celui qui, pour des millions de travailleurs et probablement pour lui-même, avait été pendant quelque dix-huit mois le « Lénine espagnol », et qui venait de sombrer, vieil homme désormais isolé, après s'être privé lui-même du rôle historique qui avait été à portée de sa main à l'été 1936.

Sur le terrain qu'il avait choisi, en effet, il ne pouvait en définitive qu'être battu par Staline. Il le fut.

CHAPITRE XIV

Provocations et coups d'État

Le résultat de l'intervention de Staline dans la vie politique espagnole fut de reléguer les masses qui en avaient été les acteurs au rôle de figurants et de déplacer le centre de gravité de la lutte pour le pouvoir d'État au sein de son appareil. Dans ce cadre, les questions se réglaient par les provocations policières et les coups d'État, forces de police et armée en devenant le rouage essentiel en l'absence de toute institution démocratique.

La discussion se poursuivra sans doute encore longtemps autour des « journées de Mai » de 1937, qui marquent incontestablement un tournant dans l'histoire de la révolution et de la guerre d'Espagne : je veux seulement en rappeler brièvement le déroulement avant d'en analyser la signification¹. À l'opposé, j'étudierai ensuite le coup militaire qui a mis fin à la domination du PC sur l'État républicain, le putsch dit de Casado, retour du pendule et commencement de la fin.

Tension à Barcelone

Le mois d'avril est celui d'une série d'incidents, significatifs d'une tension qui s'aggrave de jour en jour. Le 4, les patrouilles de contrôle, principale force armée ouvrière, sont dissoutes par la généralité : plus tard, le colonel Cuevas de la Peña, officier communiste passé à la Sûreté, assurera qu'il a imposé cette décision aux ministres républicains de Catalogne². En fait, la décision reste lettre morte et les patrouilles continuent de fonctionner. Le 5, la

presse du PSUC dénonce un scandale qu'elle juge évidemment « abominable » : la disparition de 12 chars d'assaut, qu'on retrouvera d'ailleurs un peu plus tard... à la caserne Vorochilov³.

Le 25 avril, Roldán Cortada, membre du CC du PSUC, proche collaborateur de Vidiella, est assassiné. La question a été posée du rapport entre ce meurtre et la mission d'achat d'armes en France de la victime, mais il n'y a pas de réponse. Le 27, des incidents graves se produisent à Puigcerda, pour le contrôle de la frontière, entre carabinières et miliciens de la CNT. Le dirigeant local de cette dernière, Antonio Martín, est tué : il s'agit probablement d'autre chose qu'une dispute locale. En effet, Martín, ancien contrebandier, contrôle parfaitement toute la frontière et peut notamment empêcher le transport clandestin d'armes pour Barcelone⁴.

On est tenté ici d'établir un lien entre l'achat d'armes par Roldán Cortada, la tentative des autorités catalanes pour contrôler la frontière, la mort de Cortada et celle de Martín, puisque c'est la FAI qui a découvert la correspondance de Paris sur les activités de Roldán Cortada. Hypothèse séduisante, mais non prouvée.

Le 27 avril a lieu l'enterrement de Roldán Cortada : une foule immense dans les rues de Barcelone, au coude à coude. *Treball* y a vu « un plébiscite » dirigé « contre l'ennemi de l'intérieur, contre ceux que nous appelons incontrôlables⁵ ». Du côté du POUM, c'est le sentiment du danger imminent qui domine et *La Batalla*, sous le titre significatif de « Manifestation contre-révolutionnaire », commente :

« L'objectif politique essentiel des manifestations comme celle d'hier est de créer dans la petite bourgeoisie réactionnaire et les couches les plus arriérées de la classe ouvrière une atmosphère de *pogrom* contre l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat catalan : CNT, FAI, POUM. On crée un climat psychologique pour des actions de plus grande ampleur⁶. »

Le même jour, sous le prétexte de l'enquête sur l'assassinat de Roldán Cortada, Rodríguez Salas, à la tête d'un groupe de gardes, effectue un véritable raid d'intimidation

dans la localité de L'Hospitalet dominée par les anarchistes⁷.

Les déclarations musclées que fait alors le délégué à l'ordre public, Aiguadé, doivent donc être prises au sérieux. Toutes les manifestations du 1^{er} mai sont d'ailleurs interdites par le gouvernement de la Généralité, qui s'affirme résolu à améliorer le maintien de l'ordre.

C'est dans les derniers jours d'avril que le CC du PSUC, sur proposition, semble-t-il, de Gerö, a pris la décision de faire reprendre par les forces de police le central téléphonique, la *Telefónica*, que les milices de la CNT contrôlent depuis le mois de juillet 1936. Pere Riba, le collaborateur de Comorera, en témoigne : il est temps pour les gens du PSUC d'en finir avec les anarchistes et autres gêneurs⁸.

*Déroulement des journées de Mai*⁹

Le 3 mai, trois camions de gardes que commande Rodríguez Salas s'arrêtent devant l'immeuble de la *Telefónica* : les gardes occupent par surprise le rez-de-chaussée, mais les miliciens de la CNT ripostent et on se tire dessus dans l'immeuble. La nouvelle se répand dans Barcelone comme une traînée de poudre : en quelques heures, sans aucun mot d'ordre, c'est la grève générale, entreprises et transports s'arrêtent. On tire un peu partout dans la ville où, pendant la nuit, les travailleurs construisent des barricades.

Les canons de Montjuich et du Tibidado sont braqués sur le palais de la Généralité qui est attaqué le 4 mai entre 10 et 11 heures, deux chars d'assaut appuyant les assaillants. À Valence, Largo Caballero convoque les dirigeants des organisations syndicales pour leur demander de s'interposer.

C'est dans la journée du 4 qu'arrivent de Valence ces responsables et d'autres, dont García Oliver, Santillán, Federica Montseny, Hernández Zancajo. Ils appellent par radio à la fin des combats.

Le 5, après un début de journée calme, de violents

combats se déroulent dans le centre de la ville où les locaux du PSUC et le palais de la Généralité sont une nouvelle fois attaqués. Un nouveau gouvernement a été constitué, Aiguadé et Rodríguez Salas écartés à la demande des dirigeants syndicaux de Valence, et un nouveau ministre, Antonio Sesé, est tué dans la rue : ses camarades accusent la CNT, qui se défend énergiquement. Les forces de police attaquent des locaux syndicaux, celui des Jeunesses libertaires et du comité régional de la CNT¹⁰. Les anarchistes italiens Camillo Berneri et Francesco Barbieri, arrêtés chez eux par des hommes en uniforme, sont retrouvés assassinés¹¹.

Le 6, les combats de rue continuent. Des unités contrôlées par le POUM et la CNT font mouvement vers Barcelone et sont arrêtées en route par des représentants de la CNT qui les persuadent de rebrousser chemin.

Le 7 mai s'ébauche une reprise de travail. Les transports reprennent. Les ouvriers libèrent 230 policiers arrêtés à Sans. La police détruit quelques barricades. De temps en temps éclatent des fusillades, par exemple contre la voiture du ministre anarchiste Federica Montseny.

Dans l'après-midi, le gouvernement de Valence annonce qu'il prend la responsabilité de l'ordre public en Catalogne. La CNT-FAI lance un appel pour un cessez-le-feu; le gouvernement de la Généralité l'imité. A quoi succède un appel commun en ce sens de l'UGT et de la CNT. Le gouvernement promet une trêve de trois heures, mais les membres du comité central de la CNT trouvent leurs camarades du comité régional prêts au combat jusqu'au bout. Les ouvriers présents dans le local les insultent et les menacent.

Le président Companys lance le sixième appel au cessez-le-feu, par radio. On annonce officiellement qu'il accepte que l'ordre public en Catalogne soit pris en charge par le général Pozas, auprès duquel Comorera va placer son plus proche collaborateur, Pere Riba. Les membres du POUM sont exclus de l'UGT en Catalogne. Les patrouilles de contrôle, qui ont été jusqu'à présent le fer de lance des combats du camp ouvrier, réclament à leur tour un cessez-le-feu.

Le 7, nouveaux appels à un cessez-le-feu. Arrivent à Barcelone plusieurs milliers de gardes sous les ordres d'un officier qui a commandé une colonne anarchiste, Emilio Torres Iglesias. Le 8 mai, les Amis de Durruti, groupe anarchiste hostile à la militarisation, distribuent leur manifeste tandis que police et militants du PSUC commencent la démolition systématique des barricades.

La version stalinienne

L'exploitation propagandiste et la version policière des journées de Mai diffusée par la presse stalinienne méritent un examen attentif. Sur le coup, le dirigeant catalan Joan Comorera prononce à Barcelone un discours dans lequel, résumant ce qui s'est passé sous les yeux de tous, il énumère les faits – le contrôle déjà ancien de la *Telefónica* par la CNT, l'initiative prise par Rodríguez Salas de la faire occuper, la riposte, en une heure, par « mobilisation générale et début de la construction des barricades » –, pour conclure par une dénonciation :

« Les responsables de ce mouvement contre-révolutionnaire sont les comités de défense, certains groupes des Jeunesses libertaires, les Amis de Durruti, les patrouilles de contrôle et les milices de la côte, avec, derrière eux, poussant à l'action violente contre le pouvoir politique, les trotskystes provocateurs¹². »

Mais ce n'est là que bagatelle. Le ton de ce qui va suivre a déjà été donné par *l'Humanité*, l'organe central du PC français, écrivant, alors que rien n'était encore réglé :

« La tentative de putsch hitlérien a été vaincu à Barcelone¹³. »

De Valence, le correspondant de la *Pravda* qui signe E. Tamarine donne, dans un article intitulé « La situation en Catalogne », une idée de la campagne qui commence ; il place au centre de son propos l'affirmation de Nin suivant laquelle il faut « détruire l'État bourgeois » et, pour cela, « demeurer en état de mobilisation permanente », selon la formule employée par le POUM pour le 1^{er} mai. Il affirme également que, parlant au micro de Radio-Séville, le

général Queipo de Llano a tenu à conseiller la fermeté à ses agents en Catalogne : le journaliste soviétique assure que les trotskystes espagnols sont « démasqués » comme « des agents¹⁴ ».

Le 11 mai, Boris Mikhaïlov publie dans la *Pravda* un article où la falsification apparaît plus élaborée encore, proche à certains moments du faux grossier. Il commence par un historique des positions défendues par les « trotskystes », la « longue préparation par le POUM de cette action armée pour épauler Franco », il explique que les « trotskystes » sont partisans du « gouvernement des syndicats », de la révolution sociale immédiate, et adversaires de l'Armée populaire, du commandement unique... Ils auraient ainsi réussi à constituer des « bandes armées » contrôlant des portions du territoire, occupant les transports, collectivisant de force les campagnes, etc.

Le récit est ensuite bâti selon une technique dont j'ai montré ailleurs qu'elle fut utilisée par l'accusation pendant les procès de Moscou. Sur un cadre factuel réel, on dispose une série d'interprétations et d'affabulations qui constituent des falsifications par leur agencement et donnent une signification différente aux faits énumérés. Ainsi, chez Mikhaïlov, l'anarchiste bien connu Antonio Martín devient-il « le chef trotskyste de Puigcerda ». Les combats commencent selon lui le 29 avril, quand « des trotskystes armés » occupent les points stratégiques. Il affirme que les mêmes « trotskystes » ont essayé les 1^{er} et 2 mai de s'emparer de la *Telefónica* et qu'ils ont adressé un ultimatum au gouvernement de la Généralité pour exiger la dissolution des forces armées et sa démission¹⁵.

Le récit se poursuit par la tentative gouvernementale de reprendre la *Telefónica* aux « trotskystes ». Les gardes sont mitraillés et arrosés de grenades. Le correspondant de la *Pravda* proteste contre la version qui attribue aux anarchistes la responsabilité des troubles. Pour lui, le principal responsable est le POUM, qui a entraîné les patrouilles de contrôle et les « bandits violents et voleurs » qui se couvrent du titre d'Amis de Durruti. Il termine en citant abondamment *Claridad* stalinisée, dont le mot d'ordre « Mort aux agents du fascisme » exprime selon lui

la revendication unanime de tout le peuple espagnol. C'est sur ce thème et avec cette méthode d'exposition et de fabrication que la *Pravda* va désormais pilonner quotidiennement ses lecteurs sur le rôle du POUM¹⁶.

Bolchevik, de son côté, reprend longuement la démonstration, partant de l'« agence contre-révolutionnaire trotskyste établie à Barcelone au service direct du général Franco et des services secrets allemands et italiens [...] aidés par certains groupes incontrôlés ». Il rappelle la prise de position des « trotskystes » pour une révolution prolétarienne « immédiate » afin d'isoler l'Espagne des « États démocratiques d'Europe », leurs calomnies contre Largo Caballero (*sic*), puis reprend le récit de Mikhaïlov¹⁷. Il conclut en assurant qu'« une grande majorité des anarchistes ont non seulement refusé de participer au putsch, mais ont même critiqué de façon très catégorique ses organisateurs¹⁸ ».

À quelques exceptions près, comme le *Daily Worker* qui donne initialement la version de Comorera, la presse stalinienne mondiale suit la ligne ainsi tracée par la *Pravda*, emboîtant ici le pas à *l'Humanité*.

Interprétations diverses

On peut relever pour la deuxième fois une coïncidence déjà signalée. Le premier récit du *Temps* adopte la version d'un assaut de l'immeuble de la *Telefónica* par les ouvriers de la CNT comme l'origine des combats : exactement la version stalinienne.

Il serait évidemment important de situer avec précision l'origine des combats et, en définitive, les responsabilités dans ce conflit armé, début de guerre civile en pleine guerre civile. Curieusement, la majorité des commentateurs les attribuent à la « provocation ». La question serait alors de savoir qui a provoqué et comment.

Les anarchistes modérés, partisans de la collaboration avec le Front populaire, comme Mariano Vázquez, secrétaire de la CNT, parlent d'une provocation systématique de la part du parti « communiste », le PSUC, et de

l'Esquerra. Mais ce plan de provocation aurait été, selon lui, facilité par l'attitude des anarchistes barcelonais revenus aux démons de l'action directe :

« L'organisation catalane traversait une étape d'expérimentation consistant à appliquer dans les circonstances présentes les méthodes qui avaient donné vie et consistance à la CNT. »

C'est ainsi que, selon le secrétaire de la CNT, le PSUC a réussi à attirer les travailleurs dans la rue, son objectif étant de les faire écraser par les gardes et d'en purger la Catalogne.

La presse d'information mondiale a plutôt tendance à accuser les « anarchistes », qu'elle dépeint toujours dans ses colonnes sous les couleurs les plus sombres. On peut être un journal libéral bourgeois et employer un journaliste prostalinien et compagnon de route. C'est le cas du *News Chronicle*, où écrit d'abord Arthur Koestler, homme de l'*agit-prop* de l'IC, et dont l'envoyé spécial en Espagne est ensuite John Langdon-Davies, lequel voit à Barcelone « une révolte trotskyste¹⁹ ».

Dans les milieux bien informés de gauche, on parle beaucoup des Amis de Durruti, que les trotskystes ont généralement imaginés travaillant la main dans la main avec la minuscule section bolchevik-léniniste dirigée par Moulin en l'absence de Munis. Il y a là quelque exagération.

En revanche, on ne trouve nulle part la remarque pertinente de l'historien catalan Cruells, formulée des années plus tard, selon laquelle ce sont les patrouilles de contrôle, dissoutes un peu avant l'événement, qui auraient été le fer de lance de l'insurrection²⁰.

La puissance et la soudaineté de l'explosion ouvrière ont d'ailleurs secoué toutes les organisations où les désaccords s'exaspèrent.

Mariano Vázquez, le secrétaire national de la confédération anarcho-syndicaliste, a été conspué à Barcelone par les ouvriers de la CNT. Il s'est violemment heurté à un comité régional où s'exprimait vigoureusement la pression de la base et qui a refusé d'obtempérer. Santillán, l'homme de la FAI, a regretté ouvertement que les

représentants de la CNT-FAI aient cru pouvoir accepter un cessez-le-feu sans condition et rendre ainsi leurs positions²¹.

C'est la même situation au PSUC où l'on dit que se trouve Sesé, vétéran syndicaliste, fou de colère contre ceux de ses camarades qui ont cherché l'effusion de sang en provoquant les travailleurs. On a vu, pendant ces journées, un Comorera effondré, assurant que tout était perdu²².

Au POUM, une gauche animée par l'ancien mauriniste José Rebull pense que la prise du pouvoir par les ouvriers était possible et que la politique attentiste de la direction du POUM est en réalité une capitulation sans combat par un alignement sur la CNT²³. Certains dirigeants JCI ont envisagé un assaut du palais de la Généralité et mobilisé dans ce but les élèves-officiers, et Nin les a arrêtés de justesse²⁴. Dans l'ensemble, *La Batalla* a cherché à ne pas s'isoler en s'avancant plus loin que la CNT dans la lutte contre la coalition autour du PSUC.

Jusque dans les rangs des trotskystes, les journées de Mai provoquent discussions et divergences dans l'interprétation. De Mexico, Trotsky écrit que la victoire des ouvriers et le renversement de la situation européenne étaient à portée de main. Son camarade, l'Italien Pietro Tresso, dit Blasco, ancien dirigeant du PCI, pense au contraire que les journées de Mai en Catalogne sont les « journées de Juillet » de la Russie en 1917, une explosion prématurée et isolée qu'il fallait à tout prix contenir. Trotsky consacre plusieurs articles à polémiquer sur cette question contre son camarade belge Vereeken²⁵.

Signification des journées de Mai

J'estime personnellement qu'on peut aujourd'hui, comme il y a trente ans²⁶, assurer que le débat sur la provocation est vain. Que l'initiative de la provocation revienne à l'un ou l'autre des protagonistes, qu'il y ait eu deux ou qu'il y ait eu cent provocateurs est parfaitement secondaire par rapport à ce qui nous intéresse.

Les journées de Mai sont la preuve de l'attachement des ouvriers de Catalogne aux conquêtes de la révolution, de leur détermination à ne plus reculer d'un pas et à se battre plutôt que de se laisser rouler encore. En d'autres termes, elles attestent le caractère profondément révolutionnaire du mouvement ouvrier commencé le 18 juillet dans les rues du grand port contre les militaires. Le fait que, dans ces conditions, barricades et combats armés aient bénéficié de la sympathie et de l'appui de l'écrasante majorité des ouvriers de Barcelone montre d'ailleurs que le PSUC menait bel et bien une politique dirigée contre la révolution et qu'il n'escroquerait pas là-dessus sa clientèle.

Il est important à cet égard de comprendre ce que signifiait la *Telefónica* aux yeux des ouvriers de Barcelone et pourquoi tant de mensonges grouillent autour de cet immeuble. C'est que ce bâtiment admirablement situé a été en quelque sorte l'axe du combat entre les militaires soulevés et les ouvriers de la ville à partir du 19 juillet. Les factieux qui l'avaient occupé donnèrent aux ouvriers l'ordre de couper les communications des centres de résistance ouvriers. Les techniciens avaient fait mine d'obtempérer, mais avaient en réalité coupé les relations entre les quartiers généraux des militaires soulevés (*Capitania General*, *Comandancia Militar*) et les différentes casernes. Sa prise avait été le signe de la victoire ouvrière et il avait été immédiatement placé sous le contrôle effectif – surveillance et écoute des communications – d'un comité CNT-UGT. Au début de 1937, répondant à ceux qu'elle traitait de « pessimistes » parce qu'ils déploraient les reculs de la révolution, *Solidaridad Obrera* avait rappelé que la *Telefónica* avait été « la clé de l'échec des fascistes » et assuré que cette « clé de la révolution » devait rester aux mains des ouvriers²⁷.

Rien n'est plus instructif à cet égard que les récriminations des hommes politiques à propos du contrôle de leurs communications : elles émanent d'hommes pour qui n'existe qu'un seul pouvoir légitime, le leur. Joan Comorera l'exprime avec une franchise presque désarmante :

« Tous les contrôles intérieurs de la *Telefónica* étaient au service, non de la collectivité, mais d'une organisation :

ni le président Azaña, ni le président Companys, ni personne, ne pouvaient parler sans que l'oreille du contrôleur sache ce qu'ils disaient²⁸. »

Les ouvriers de la CNT, la classe ouvrière barcelonaise en général, considèrent de leur côté que le contrôle des conversations par eux est une conquête révolutionnaire et la reconnaissance de leur droit au pouvoir. L'attaque de Rodríguez Salas et de ses gardes est donc à leurs yeux une agression contre la classe ouvrière tout entière, une tentative de remettre en question une conquête de juillet. *Treball* le reconnaît de façon tout à fait explicite quand il titre « Pas de dualité de pouvoirs » le discours de justification de Comorera sur mai. C'est bien la question du pouvoir qui était posée.

La question du pouvoir est aussi celle des armes. Essayer de désarmer le peuple, c'est se ranger de l'autre côté de la barricade²⁹.

On le sait, tout a commencé avec l'achat d'armes courtes, de guerre civile, par les gens du PC et avec la décision de dissoudre les patrouilles de contrôle : l'enjeu est effectivement clair.

Les baisers du tendre et gentil Staline

Il est donc particulièrement important de relever ici qu'au moment où les staliniens de Catalogne se préparaient au coup de force ayant pour but de désarmer les ouvriers et de mettre fin à la « dualité de pouvoirs » pour revenir à la « normale », la *Pravda* consacra plusieurs colonnes à la visite à Moscou d'une délégation de la JSU au sein de laquelle est une fois de plus exhibé José Alcalá-Zamora Castillo, petit-fils du président démissionné, devenu, dans l'intervalle, lieutenant de l'Armée populaire. Ces jeunes gens expliquent à l'organe central du PCUS « leur excitation à l'idée de rencontrer Staline [...], le chef bien-aimé du prolétariat mondial, l'homme noble qui a consacré sa vie à la cause de l'humanité opprimée ». Ils poursuivent :

« Notre rêve s'est réalisé [...]. En nous embrassant, le

camarade Staline a embrassé tous les travailleurs du monde. C'est dans cet esprit que nous transmettons ce salut, avec toute la tendresse et la gentillesse du camarade Staline.

« Vive l'URSS!

« Vive le chef du prolétariat mondial, le camarade Staline³⁰! »

Passons sur la niaiserie de ce sentimentalisme que la propagande cherche à attribuer aux combattants et sur l'adaptation du culte de Staline aux traditions familiales les moins politiques. Ce baiser du père aux enfants qui réclament sa protection ne peut dissimuler le fait essentiel : le conflit de Barcelone oppose les détachements policiers commandés par les staliniens à la masse des travailleurs qui se sont mis spontanément en grève. Les policiers sont derrière « le chef du prolétariat mondial ». Tandis que les travailleurs se sont, eux, laissé abuser par « la bande des provocateurs au service du fascisme international », ces « trotskystes qu'il faut anéantir ». Les journées de Mai ont permis de situer clairement Staline par rapport au conflit de classe qui couve.

De tous les débats signalés ci-dessus à propos des journées de Mai, un seul d'ailleurs s'inscrit vraiment dans le camp et dans la perspective de la révolution elle-même. Pour employer le langage algébrique et daté auquel s'adonnaient les bolcheviks : « Mai était-il juillet ou octobre, combat prématuré ou marche au pouvoir? »

Coup d'État et contre-coup d'État

Le souci de Largo Caballero et de ses alliés du Front populaire de rétablir un fonctionnement normal des Cortes dans une République démocratique ne peut pas ne pas faire sourire aujourd'hui qui connaît au moins la fin de l'histoire. Dès l'été de 1937, Louis Fischer, pourtant l'un des plus précieux des compagnons de route – sinon agent – du stalinisme en cette période, entraînait personnellement dans la voie des aveux en écrivant :

« Il est possible que les socialistes de Caballero soient

mis hors la loi dans trois mois. Les anarchistes sont en cours d'élimination comme faction active. Il resterait les républicains bourgeois dont le rôle est mineur, les communistes et les socialistes Negrín-Prieto. Le parti communiste mène une campagne intense, stridente, pour la fusion des partis socialiste et communiste. Cela pourrait bien signifier, s'il réussissait, une organisation élargie sous la domination des communistes, même si elle rejoint la II^e Internationale. Et ce monopole totalitaire du pouvoir aux mains d'un parti unique menacerait la démocratie qui existe actuellement en Espagne³¹. »

Les politologues seraient bien inspirés d'analyser la nature d'un régime comme la République espagnole pendant la guerre civile. Un exemple suffira : la démission de Largo Caballero, la promotion de Juan Negrín se sont produites à l'initiative du président constitutionnel Manuel Azaña et à la suite de conflits qui se sont déroulés en Conseil des ministres. Et la décision qui a entraîné le ralliement de la majorité des organisations du Front populaire espagnol a été formellement prise au cours d'une réunion du bureau politique du PC espagnol, en réalité à Moscou. Ni décision démocratique, ni coup d'État ? En tout cas, le rapport avec l'Union soviétique comme puissance protectrice (elle fournit les armes) suggère de rechercher des équivalents dans ce qu'on appelle aujourd'hui les pays néo-coloniaux.

Le gouvernement Negrín avait vu se réaliser la revanche du PC, notamment le retour et l'avancement tant de Cordón que de Díaz-Tendero. Après quelques mois au ministère de la Défense nationale, Prieto rejoue l'avant-dernier acte de Largo Caballero, écarte du commissariat général Alvarez del Vayo et le communiste Francisco Antón, renvoie une seconde fois Cordón et Díaz-Tendero ainsi que le communiste Durán, chef du SIM. Mais le 29 mars 1938, c'est Prieto en personne qui s'en va. Les communistes ont conservé tous les postes importants, y compris la direction générale de la Sécurité, l'ancien fief d'Ortega, passée aux mains de Cuevas de la Peña.

Leurs adversaires politiques sont d'autant plus enragés qu'ils sont réduits à l'impuissance. Pourtant, inspirée sans

doute par les milieux dirigeants occidentaux, une idée va faire son chemin. Une « paix » de compromis appuyée par la Grande-Bretagne et la France sauverait en Espagne ce qui peut l'être encore. Elle exige toutefois l'élimination des communistes et de celui qu'ils portent à bout de bras, le président Negrín.

Le coup d'État de Casado

On sait que Negrín fut renversé par un coup d'État militaire dirigé par le colonel Segismundo Casado, socialiste et probablement franc-maçon, chef de l'armée du Centre, qui prit la tête d'un Conseil national de défense présidé par le général Miaja et comprenant en particulier les socialistes Besteiro et Wenceslao Carrillo, des deux tendances historiques antagonistes du PSOE. Le Conseil jouit aussi du soutien de Cipriano Mera, militant anarchiste, lieutenant-colonel et chef du 4^e corps d'armée, ainsi que de la CNT de Madrid.

Ces gens veulent négocier avec Franco une paix « honorable ». Ils ont cherché l'appui de la France et de la Grande-Bretagne. Hésitants, ils ne se sont finalement décidés à agir que lorsque Negrín a procédé à une série de remaniements et de promotions, nommant généraux les colonels communistes Cordon et Francisco Galán, faisant de Líster un colonel et plaçant des membres du PC à tous les postes clés pour l'organisation d'une évacuation.

Eduardo de Guzmán se souvient d'une réaction de peur dans toutes les autres organisations, car personne n'avait la mémoire courte. Il le dit à Ronald Fraser :

« Surtout après ce qui était arrivé en mai 1937 à Barcelone. Si les communistes monopolisaient le pouvoir, ce ne pouvait être qu'aux dépens des autres³². »

Les adversaires du PCE vont aussitôt crier au « coup d'État » devant ces mesures dont ils affirment qu'elles justifient leur propre coup, devenu ainsi « défensif ». Mais ils se sont assuré dans l'affaire au moins un avantage moral : le parti communiste, ainsi que le note Ercoli, commet, ce faisant, l'erreur d'apparaître aux masses

comme le « parti de la guerre » en lutte contre le « parti de la paix ». Le manifeste de la Junte de Casado exploitera cet avantage :

« Nous ne pouvons tolérer une situation dans laquelle on demande à la population une résistance farouche tandis qu'on fait des préparatifs pour une fuite confortable et profitable³³. »

En tout cas, sans aucun doute, la série de nominations décidées par Negrín a précipité l'action de Casado et des siens.

Les amis de Negrín et nombre d'historiens contemporains défendent aujourd'hui encore le chef du gouvernement contre l'accusation d'avoir tenté un coup d'État en remettant dans la légalité aux communistes la totalité d'un pouvoir déjà bien réel. Certains s'en réjouissent, car ils pensent que les communistes se sont ainsi débarrassés au dernier moment et bien opportunément de la responsabilité qu'ils portaient dans la défaite.

José García Pradas, lui, ramène l'affaire à des proportions plus justes quand il écrit :

« Avoir le pouvoir équivalait à être maître des moyens d'évacuation, ce qui, déjà, méritait des sacrifices : le conquérir sous le drapeau de la résistance, c'était accuser de liquidationnisme les autres secteurs de l'antifascisme. »

Il caractérise ainsi l'opération stalinienne par Negrín interposé :

« L'objectif était donc ambitieux, dans le même temps de s'emparer des moyens d'évacuation et d'assassiner et discréditer leurs rivaux politiques et de passer pour avoir été les seuls à n'avoir pas amené le drapeau de la révolution³⁴. »

On ne peut nier pourtant qu'à cette époque, après trois ans de guerre civile, les bases de la toute-puissance du PC apparaissent singulièrement effritées. Le général Miaja, « héros » du PCE et de la défense de Madrid, a accepté de présider le Conseil de défense dont Casado est le vrai patron. C'est une défection de taille. Elle n'est pas la seule. Les casadistes ont gagné à leur complot le colonel Ricardo Burillo, ancien chef de la Sécurité en Catalogne et membre

connu du PC, et c'est l'ancien chef de la Sécurité de Madrid, Antonio Ortega, sanctionné pour l'affaire Nin, qui sert d'intermédiaire avec les officiers communistes qui veulent arrêter le combat contre les casadistes³⁵.

Le soutien d'un Besteiro et d'un Wenceslao Carrillo, socialistes, l'activité d'un Cipriano Mera, anarchiste, ne changent rien au fait que seul un coup d'État militaire ripostant à une ébauche de coup d'État militaire, ou à ce qui fut pris pour tel, a pu mettre fin au régime qui avait gouverné l'Espagne sous le protectorat de Staline pendant presque deux ans. On peut ici se souvenir de la formule de García Pradas, qui demanderait à être complétée : « République démocratique dirigée par le PC sous contrôle du GPU³⁶. »

Ercoli note à ce moment décisif ce qu'il appelle les « défaillances » des principaux chefs militaires communistes, lesquels ne s'engagent pas dans la résistance nécessaire ou le font avec une lenteur et un retard délibérés, au point que certains d'entre eux se laisseront surprendre et prendre : ainsi Emilio Bueno, Leocadio Mendiola, Inocencio Curto, Francisco Galán, Etelvino Vega. Il interroge sans conclure : francs-maçons ou légers³⁷? Ce qui apparaît en tout cas comme léger, c'est la politique qu'il a impulsée en Espagne dans l'armée où surgissent d'un coup, jetant leur masque communiste ou simplement républicain, agents franquistes, défaitistes, anticomunistes de toutes nuances et origines, du général Matallana au colonel Centaño de la Paz en passant par le lieutenant-colonel Garijo³⁸.

Il y avait longtemps que la République espagnole n'était plus démocratique. Et le PC, qui avait été sa colonne vertébrale, était en train de se décomposer. Cela apparut au grand jour dans ce que l'historienne Maria Teresa Suero Roca appelle le « contre-coup d'État » que les communistes tentèrent d'opposer au coup d'État de Casado, malgré, semble-t-il, l'opinion de Togliatti. Il ne restait que le cœur de l'appareil et le NKVD, dont les responsables ne tardèrent pas à prendre l'avion pour la France. Les conseillers militaires soviétiques étaient déjà repartis à Moscou.

Charles Tillon, dans ses Mémoires, accuse France-

Navigation d'avoir abandonné des milliers de réfugiés à Valence et Alicante, et, de façon générale, les dirigeants de n'avoir mis à l'abri à temps que les membres de l'appareil³⁹. Grisoni et Hertzog critiquent cette déposition, sans pour autant trancher⁴⁰.

La CNT, comprenant que Franco ne traitera pas et qu'il ne reste dans la voie de la négociation que la capitulation, tente de reprendre ses billes et prépare un projet de manifeste pour la résistance à outrance que, bien entendu, la Junte ne retient pas. Ronald Fraser commente :

« L'organisation de la résistance à outrance alors qu'on négociait la reddition sans condition était une impossibilité évidente. Une fois de plus – et maintenant pour la dernière fois – le mouvement libertaire avait plus réagi que pris l'initiative. Nulle part – à l'exception de la défense de Madrid deux ans et demi plus tôt – on n'avait fait une guerre révolutionnaire. La fusion des combattants entraînés et des civils, la terre brûlée et le sabotage, c'était trop tard maintenant. La révolution prolétarienne n'avait pas développé ses propres instruments révolutionnaires et ses stratégies de guerre; le résultat était qu'elle avait été vaincue. La révolution démocratique communiste avait surmonté les insuffisances en se concentrant sur la construction d'une machine de guerre égale – sinon copiée sur elle – à celle d'en face, de l'autre côté des lignes. Cette machine était apparue à beaucoup comme un instrument d'un seul parti, pas une domination prolétarienne pluraliste. Le spectre de la dictature stalinienne hantait le Front populaire espagnol; la révolution réprimée revenait comme anticommunisme⁴¹. »

A Madrid, c'est la fin. Un témoin qui se veut « neutre » raconte :

« Les gens de droite, qui jubilaient, s'étaient répandus dans les quartiers ouvriers; les ouvriers ne les attaquaient pas, ne leur criaient pas après. Sur leurs visages, une haine et un désespoir que je n'oublierai jamais; ils savaient qu'ils ne pouvaient rien faire, ils avaient perdu la guerre⁴². »

Une jeune femme qui a vu une foule de chemises bleues sur la Plaza de España, señoritos et phalangistes sortis de

leurs cachettes faisant le salut fasciste bras tendu et chantant *Cara al Sol*, se souvient :

« Sur leur visage je ne voyais pas de la joie, mais de la haine et de la rage. Haine pour la population au milieu de laquelle ils avaient vécu, les travailleurs ordinaires de Madrid⁴³. »

Au lendemain du partage de la Pologne en 1939, García Pradas envisageait, avec une rage qui perce sous les mots, l'hypothèse selon laquelle la République aurait tenu cinq mois de plus :

« Comment, dans le cadre de l'Espagne, n'ayant avec ce pays aucune relation stratégique directe avec la défense ou l'expansion de l'URSS, Staline ne se serait-il pas préparé à livrer notre peuple aux fascistes indigènes ou envahisseurs? Les communistes, comme ils l'ont fait en Pologne avec l'Armée rouge, auraient peut-être guidé les troupes italiennes dans les campagnes de Castille et, à l'occasion, appelé "camarades", comme les Russes rouges, les Allemands bruns, comme les bandits bleus de la Phalange, et n'auraient pas menti. Líster, Modesto, Galán, Taguëña, Ciutat, Mendiola, Jesús Hernández et autres aventuriers qui n'étaient pas arrivés à dominer l'Espagne en mars, mendieraient peut-être aujourd'hui au "grand Staline" une place dans l'Armée ouvrière et paysanne pour collaborer avec les "nazis" à la "libération" des travailleurs de Pologne⁴⁴. »

Faisons la part de la passion et de la polémique. Ce qui nous intéresse ici, c'est la réaction d'un homme qui a, pendant trois ans, entendu les staliniens espagnols lui seriner les mêmes phrases sur l'« ennemi fasciste », l'« amitié de l'Union soviétique », la nécessité de ne pas choquer les « démocraties », de préserver en Espagne la République et de ne pas la mettre en péril par des revendications exagérées, lorsqu'il constate que le pacte Hitler-Staline, le partage de la Pologne et l'établissement de zones d'influence en Europe sont le résultat principal de ces années de lutte. La politique de Staline ne pouvait plus lui apparaître que comme une gigantesque escroquerie aux sentiments « démocratiques » et « antifascistes », un chantage national et international.

La grande fatigue

De toute façon, la véritable raison de l'effondrement final, comme le souligne Ercoli dans son rapport de mai, c'est « avant tout la grande fatigue dans les masses », qui avaient « les nerfs brisés⁴⁵ » – non seulement par les bombardements et les privations, mais aussi et surtout sans doute par la répression subie, par leur perte de confiance dans leurs directions traditionnelles : le dernier « grand meeting » convoqué par les anarchistes de Barcelone ne regroupa que six personnes.

Deux mots à ce propos sont nécessaires sur l'usure des Brigades internationales, qui avaient été le fer de lance de l'« Armée populaire » de l'Espagne « républicaine » et dont on ne savait généralement pas à quel point elles avaient été laminées et combien leurs membres étaient las de cette guerre où ils étaient venus en volontaires.

L'ancien commissaire politique de la XV^e brigade, Sandor Voros, a apporté un témoignage saisissant sous sa forme analytique :

« Pour contenir l'offensive fasciste, il nous fallait des avions, des canons, des blindés, des transports, des officiers bien préparés, des sous-officiers et des combattants. Les dirigeants du Kremlin pensaient différemment : ils nous donnaient bien du matériel, mais ils comptaient surtout sur la terreur. Officiers et soldats étaient exécutés sans pitié conformément à leurs ordres⁴⁶. »

Les témoignages sur les résultats ne sont guère discutables, puisqu'ils émanent d'André Marty. Celui-ci écrivait le 20 août 1937 à Dimitrov :

« Le nombre des Volontaires internationaux est réduit à un chiffre infime (40 à 200 par bataillon⁴⁷), les Volontaires sont très fatigués physiquement et moralement. Les désertions continues ont recommencé. »

Visiblement angoissé, il énumère « provocation, conflits de nationalités et démoralisation qui ne cessent de s'aggraver », et met en garde contre « un effritement » qui serait « un coup très dur à l'Internationale communiste et à nos partis⁴⁸ ».

Le 4 août 1938, il revient à la charge au moment du retrait des combattants étrangers et insiste pour la libération rapide de tous ceux qui restent. Il souligne de nouveau le double risque encouru « d'effritement, voire de destruction totale » des Brigades. On peut assurer que, quand les Brigades internationales ont quitté le front, il était temps pour les survivants.

L'Histoire n'a pas jugé

Hitler, en attaquant l'Union soviétique en 1941, a privé Staline d'un jugement de l'Histoire prononcé plus tôt et non moins mérité que celui qui est en train d'être porté sur lui dans le monde entier. Les alliances conclues dans le cours de la Deuxième Guerre mondiale ont en quelque sorte consacré, je dirais même sanctifié, celles de 1936-1937 et ont fait de la politique stalinienne à cette époque un signe avant-coureur du combat des Alliés.

C'est ce qu'il semble nécessaire de rappeler à propos de ces coups d'État misérables de chefs militaires « républicains » et « Front populaire » sous l'œil goguenard de Franco avant que ne s'ouvrent, pour longtemps hélas ! prisons et camps, et que ne se préparent pelotons d'exécution et exécuteurs au garrot : tel était le résultat final d'une politique d'« ordre » née sous le drapeau de la « démocratie » et de l'« antifascisme » – en fait le choix d'un camp impérialiste, disait Negrín –, sous l'autorité politique de Staline et le contrôle de son GPU. Le rapport secret de Minev conservé à Madrid dans les archives du PCE⁴⁹, tout en fournissant d'intéressants éléments, est un constat d'échec politique : l'envoyé de l'IC se contente de rechercher des boucs émissaires. En réalité, les dirigeants soviétiques savaient depuis longtemps que cette bataille-là était perdue.

Pour conclure un débat sous-jacent à l'ensemble de ce chapitre, il convient de souligner que rien ne permet de distinguer la politique de l'URSS de celle du PCE et de l'IC. En dernière analyse, après l'échec du « coup d'État » de Negrín, puis le succès de celui de Casado, on peut bien

dire qu'en Espagne, comme ailleurs auparavant, Staline semble avoir mérité la double épithète d'« organisateur de la défaite » et de « fossoyeur de la révolution » que lui avait attribuée Trotsky.

Il ne manque pas d'historiens ni de politiciens pour ne pas s'en être encore aperçus ou pour faire semblant de ne l'avoir pas remarqué.

CHAPITRE XV

Premier essai de démocratie populaire?

Écrivant en 1961 dans une collection du Comité pour la défense de la liberté des peuples et de la culture, organisation type de la guerre froide côté occidental, l'ancien dirigeant du POUM Julian Gorkin posait la question et y répondait de façon affirmative : l'Espagne, selon lui, avait été, depuis qu'elle était tombée entre les mains des gens de Staline, « le premier essai de démocratie populaire¹ ».

La remarque avait évidemment alors une forte connotation de politique politicienne. Mais la formule elle-même, en revanche, est de celles qui demeurent parce qu'elle frappe. Il m'a semblé utile, dans la mesure où cette étude ne porte pas exclusivement sur un sujet espagnol, de discuter sérieusement l'appréciation ainsi portée par Gorkin pour résumer la mainmise de Staline sur la République espagnole pendant la guerre civile.

En fait, le lecteur attiré par le titre du livre (*España, primer ensayo de democracia popular*) ne peut qu'être déçu : la comparaison est affirmée, mais pas suivie. Gorkin ne donne de définition ni de la démocratie populaire ni du régime espagnol sous Negrín et Largo Caballero, en dehors de leur soumission à Staline, et s'en tient à sa formulation sans essayer de la démontrer.

Caractères des démocraties populaires

Il faut donc tenter de le faire à sa place.

Nous l'avons vu, le terme de « démocratie populaire »

apparaît pour la première fois en 1936, mais demeure à cette époque un terme pour initiés, moins fréquent que « démocratie nouvelle » qui a un sens très proche. En revanche, il revient en force après la Deuxième Guerre mondiale pour caractériser le régime des pays qu'on appela d'abord les « pays du glaci » et qui adoptèrent cette dénomination : Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Hongrie, Bulgarie.

Ces pays ont en commun leur origine, car tous sont le résultat du partage du monde en zones d'influence. Ce sont les pays où l'influence prépondérante de l'URSS avait été reconnue par les alliés de Staline, une couverture qu'il a réclamée comme garantie contre une éventuelle nouvelle agression.

Le deuxième caractère des démocraties populaires est qu'elles sont apparues dans des États (alliés ou ennemis) occupés par l'Armée rouge dont la structure économique et politique s'était effondrée et où le parti communiste – dont les chefs étaient, sauf en Yougoslavie, arrivés dans les fourgons de l'armée russe – a été l'axe de reconstruction de l'État à travers des gouvernements dits d'« union », coalition des seuls partis politiques autorisés.

Bien entendu, ces partis sont contrôlés de l'intérieur comme de l'extérieur par les services secrets soviétiques, qui contrôlent donc l'ensemble du pays – sauf en Yougoslavie où il y aura conflit entre services secrets, puis entre gouvernements et partis, ce qui conduira à la rupture.

Dans ce cadre, sur la base d'un indiscutable mouvement de masse qui a salué l'Armée rouge comme une force de libération, ont été réalisées de profondes réformes de structure qui ne constituent pas encore une assimilation structurelle à l'Union soviétique, mais marquent le début de la rupture avec le régime ancien. La nationalisation des banques, des transports, des mines, de l'industrie, le monopole du commerce extérieur, une importante réforme agraire en sont les têtes de chapitre. Cette transformation par le haut donne en quelque sorte au nouveau régime une base qu'il a refusé de tenir de mouvements spontanés,

grèves et manifestations pour l'expropriation par exemple.

Dans ces pays, l'État a été détruit par l'effondrement de l'occupation allemande qui l'étayait. Il est reconstruit avec l'appui des autorités soviétiques d'occupation sur l'axe défini par les partis communistes, eux-mêmes tenus en tutelle par des « conseillers » venus de Moscou. C'est la mainmise du PC sur l'armée et la police qui va permettre cette restructuration et lui donner une empreinte spécifique.

Le PC se débarrasse un à un de ses adversaires en les infiltrant (tactique du cheval de Troie) et en éliminant ses fractions en rondelles successives (tactique du salami). Pour arriver à ses fins, il lui suffit d'une bonne organisation et d'une bonne tenue de ses fichiers, d'une police compétente pouvant pratiquer chantage et pression, de moyens de corruption et de chantage. En de rares circonstances, comme en 1948 à Prague, il faut pourtant passer à une vitesse supérieure et organiser une mobilisation de masse, qu'on prend toujours soin de limiter et de contrôler de très près pour éviter tout débordement.

Esquisse de comparaison

Le lecteur a perçu au passage les similitudes et peut-être les différences essentielles. En Espagne, la guerre civile fait rage. En Europe de l'Est, la Seconde Guerre mondiale vient de se terminer. En Espagne, il n'y a pas d'Armée rouge occupant de droit ou de fait, mais des armes qu'elle fournit et des conseillers qu'elle prête, au sujet desquels le gouvernement soviétique peut se livrer à un chantage, ce qui est tout de même une sujétion moins directe.

En Espagne, les Russes présents n'étaient pas leur présence, au point qu'on discute encore celle du colonel Rokossovsky. On peut même dire qu'ils se cachent, autant qu'ils dissimulent leur aide.

En Europe de l'Est, ils deviennent ministres ou chefs d'armée, tel précisément Rokossovsky, maréchal de l'URSS et ministre de la Guerre en Pologne.

Les gouvernements espagnols successifs font certes des « réformes », mais cela signifie seulement qu'ils entérinent et en même temps tentent de limiter ce que les masses ont fait ou font sans leur permission. Ces gouvernements rejettent les mesures « extrêmes », combattent les révolutionnaires, qu'ils soient « incontrôlables » ou « trotskystes », mais aussi la révolution elle-même qu'ils veulent canaliser, limiter, borner à ce qui est acceptable dans une République démocratique bourgeoise, donc arrêter. Les gouvernements qui émanent des organisations ouvrières mènent une politique qui répond aux exigences de leur seule vraie base sociale possible, la petite bourgeoisie urbaine et rurale.

Même lutte contre la révolution en Europe orientale, une révolution tôt tuée dans l'œuf, cependant, par l'arrivée de l'Armée rouge et la destruction de toute « institution » pouvant lui servir, c'est-à-dire disposant d'une base autonome de classe. Le développement d'une énorme bureaucratie d'État destinée à un contrôle strict va donner au régime un soutien social de privilégiés dont l'aisance est liée à leur fonction.

En Espagne, le parti communiste s'est réservé les postes clés de l'armée et de la police, qu'il contrôle sans partage. Ce n'est que très exceptionnellement qu'il mobilise, et encore très partiellement, les masses. C'est à Madrid qu'il va le plus loin en acceptant la création de comités de voisins et de maisons, alors qu'il a combattu partout « la dictature des comités », parce qu'il sait que c'est seulement ainsi, par une mobilisation totale, qu'on peut espérer sauver la capitale, ce qui est essentiel. Il veille pourtant à ce que cela ne puisse en aucun cas aboutir à une dualité de pouvoirs et les comités demeurent étroitement contrôlés par l'appareil des partis du Front populaire.

En Europe orientale, on ne laisse subsister aucun organisme autonome de classe et ce sont même les partis domestiqués qui désignent (sans élections) les directions des syndicats.

En fait, il est clair qu'il y a identité dans le domaine des méthodes, qui ne permettent pas en elles-mêmes de distinguer le stalinisme du fascisme. Ce sont des méthodes

d'appareil, en même temps – circonstances de « guerre » obligent – que des méthodes de gangsters : la question du pouvoir est envisagée seulement en termes de manœuvres, manipulations, violences, coups, etc., qui relèvent de la science politique dans son sens le plus abstrait et le plus gratuit.

Dans le cas espagnol, on saisit assez bien comment les forces sociales anciennes, hostiles, comprimées par la force des ouvriers, reprennent le dessus quand s'affaisse le moral révolutionnaire des masses.

En Europe orientale, le contrôle soviétique sur le pays et le pouvoir du parti lui-même donnent un poids grandissant à la bureaucratie, qui n'est pas loin de devenir la colonne vertébrale du régime.

En Espagne, la défaite rejette en arrière l'ensemble de la société et ouvre la voie à la pire réaction que va incarner la dictature de Franco. Nous avons assisté au retournement de dernière minute d'Ortega et Burillo, policiers en chef ralliant leurs adversaires d'hier, ceux du PC. Un examen plus attentif encore a fait apparaître la mauvaise volonté des officiers communistes à rejoindre les postes où les avait affectés Negrín et à mener la lutte contre le *pronunciamiento* de Casado.

La bureaucratie n'a pas encore d'existence propre, en dehors peut-être de la caste militaire, qui, avec l'approche de la défaite, se décompose en ses éléments primitifs. C'est ainsi qu'on a vu le général réactionnaire Miaja, transformé en héros républicain, redevenir un général anticommuniste en 1939 avec Casado avant d'aller mourir de vieillesse chez Franco.

En Europe orientale, la bureaucratie stalinienne n'a pas eu le temps de se cristalliser quand l'URSS met fin au système des « démocraties populaires » pour passer à une assimilation structurelle et à un gouvernement direct, mais sa décomposition sous la pression des classes est bien son terme ultime, comme l'indiquent les récents développements, même si elle a duré un demi-siècle.

Il reste, dans les deux cas, que le terme de « démocratie populaire » est destiné à désigner une nouvelle formation politique et sociale réalisant une transformation profonde

sans passer par une révolution. Une situation de fait éphémère et une qualification superficielle et proprement populiste.

Le stalinisme et la révolution

Il faut revenir ici, dans le domaine de l'analyse et de la théorie, aux éléments dégagés par l'histoire et le développement du conflit entre les classes.

Le militant poumiste Eugenio Fernández Granell – le grand peintre E.F. Granell d'aujourd'hui – faisait, presque en passant, en 1936, une remarque brève et importante. Evoquant la célèbre phrase de Marx et Engels sur le spectre du communisme qui hante l'Europe, il écrivait :

« Aujourd'hui, c'est aussi le stalinisme qui tremble à l'idée que le communisme puisse être une réalité à court terme. Et le communisme continuera à être une réalité comme est celle de la peur panique des staliniens devant le communisme². »

C'est la même idée qu'exprimait Gorkin au début de 1937 :

« Tous les impérialistes ont vu d'un bon œil et approuvé dès le début le soulèvement militaire fasciste. La peur de la révolution les a rassemblés. Et elle continue à le faire aujourd'hui par-delà les contradictions qui opposent les uns et les autres³. »

Quant au socialiste de droite Bruno Alonso, un des responsables du travail politique dans la flotte de guerre, il livrait avec candeur le secret de la coalition à laquelle il appartenait, derrière les staliniens, et des conceptions politiques qu'elle cherchait à imposer au peuple en marche :

« La révolution n'est pas faite par le peuple, mais par le gouvernement, et elle se fait parce que l'ennemi l'a provoquée⁴. »

On peut noter que les « jeunes » historiens négrinistes ne disent en définitive pas autre chose aujourd'hui.

Le deuxième trait qui rapproche l'Espagne de 1936-1937 des démocraties populaires des années quarante est

l'attachement inconditionnel à l'URSS et à eux-mêmes qu'exigent les dirigeants et en particulier le « génial Staline ». *Frente rojo* écrit par exemple :

« Attaquer l'URSS, c'est combattre notre peuple, c'est collaborer avec le fascisme⁵. »

L'ancienne députée socialiste Margarita Nelken s'indigne de toute tentative d'opérer une distinction entre gouvernement de l'URSS et direction des PC :

« Il est tout à fait indiscutable que l'URSS, telle qu'elle existe, telle qu'elle avance, telle qu'elle se manifeste aujourd'hui [...] ne peut être autre chose que le parti communiste, le parti dirigeant des Soviétiques [...]. Elle nous aide, elle est l'unique véritable défense sur le terrain international, cette Union soviétique qui suit les directives du parti bolchevique russe et celles du camarade Staline, chef de ce parti⁶. »

Staline, dénominateur commun

C'est bien à Staline en tout cas que nous ont en définitive ramené ces quelques éléments pour une réflexion théorique. Il est clair qu'il est impossible du point de vue scientifique de donner du « phénomène Staline » une définition, de quelque dimension que ce soit, sans référence à la révolution qui l'a fait roi et qu'il a ensuite combattue avec acharnement pour qu'elle ne le détrône pas.

A Prague, Sofia, Budapest, Bucarest, Varsovie et Berlin-Est comme à Madrid et Barcelone, dans des circonstances et par des moyens différents, Staline a établi, de façon empirique, un régime temporaire dont la raison d'être était de maintenir l'ordre, et la logique de le faire sous la contrainte de forces de répression qu'il contrôlait.

Le totalitarisme n'est pas le résultat de la révolution, mais la construction de ceux qui la combattent et le fruit de leur victoire.

Dans les deux cas de figure historiques, le ciment idéologique – la « foi » – est donné par un culte de la

personnalité parfaitement exotique qu'expriment en Europe orientale les statues géantes dominant les villes que les Espagnols n'ont pas eu le temps de construire.

C'est tout. Absolument tout. La découverte théorique de Staline et des siens concernant la possibilité de l'existence durable de « démocraties populaires » aura été réduite à la tentative d'expliquer une entreprise de soumission comme une transition et à la production d'un épouvantail. On peut juste regretter que la « science » politique ne semble pas s'en être jamais aperçue à temps.

Conclusion

On pourrait, pour conclure, se contenter d'un extrait du procès-verbal de la commission internationale de Paris du 19 avril 1939. Après une introduction de Maurice Thorez, « Dolorès » assure :

« La ligne du parti communiste espagnol a été juste. La politique d'unité du Front populaire défendue par le parti communiste a été juste.

« L'Espagne constitue maintenant un point d'appui essentiel pour une nouvelle guerre de conquête du fascisme¹. »

Il nous faudrait cependant expliquer la mystérieuse alchimie qui, à partir d'une « politique juste », aboutit à un résultat désastreux, mais cela nous entraînerait trop loin.

Staline caché dans l'Histoire

Au terme de ce travail, il est clair qu'il n'y aura pas d'orchidées pour M. Staline, au moins de la part de l'auteur du présent livre. L'Espagne n'était ni le premier ni le dernier pays où il avait mené une révolution à la défaite et sacrifié à ses fantasmes de panique les meilleurs fils de son peuple. Et l'on pourrait s'en tenir là.

Pourtant, il a existé des survivants, acteurs, témoins, historiens du moment et il m'a semblé intéressant de savoir ce qu'étaient devenus ces gens, une quarantaine d'années plus tard, surtout par rapport à Staline. Étaient-ils encore « staliniens »? Qu'est-ce qu'être « stalinien », si longtemps après la fin de la guerre d'Espagne? Ou, pour

mieux dire, où et comment Staline se cache-t-il dans l'histoire de la guerre d'Espagne?

María de Rupiérrez et Ricardo Dessau ont interviewé en 1978 pour le compte de la revue *Tiempos de Historia* le secrétaire général du PC espagnol d'alors, Ignacio Gallego, commandant de milices et responsable JSU en 1936², puis l'« écrivain » – dit aussi « historien » – Georges Soria, « journaliste » en Espagne pendant la guerre civile et chargé d'accréditer dans le monde occidental la version du GPU sur ses crimes³, enfin Angel Viñas, l'historien de l'or espagnol, représentatif d'une génération d'historiens négrinistes qui domine aujourd'hui en Espagne la recherche sur la guerre civile⁴.

Qu'ont-ils à dire? Qu'ont-ils à apporter? Quelles clés nous proposent-ils? Cachent-ils quelque chose et, dans ce cas, que cachent-ils?

Les explications de l'héritier : Ignacio Gallego

Ignacio Gallego insiste pour sa part sur la valeur du parti communiste d'Espagne, les mérites qui ont fait son succès; il conteste l'influence de l'aide russe comme facteur déterminant du prestige du PC. Il cherche à attendrir le lecteur sur José Díaz, « pauvre boulanger » qui avait tant à apprendre en si peu de temps et qui était très impressionné par les connaissances de Dimitrov, le savant marxiste. Pour lui, le mal n'a pas pu venir des instructions et directives du Comintern, mais seulement de leur « application mécanique » par les dirigeants du PCE. Car, selon lui, ce sont ces derniers, et non pas les Togliatti, qui ont dirigé réellement le parti espagnol. Interrogé sur les raisons de l'affrontement du PCE avec le POUM et les anarchistes, il évoque « les lettres de Trotsky [...] où il conseillait à ses amis d'en finir d'abord avec le gouvernement bourgeois ». Il peut donc enfourcher un cheval familier, ce qui, visiblement, le rassure :

« Le POUM, avec cette position d'en finir avec le gouvernement bourgeois, était un parti objectivement contre-révolutionnaire [...]. Et le soulèvement et le coup de

mai 1937 étaient dirigés contre le gouvernement : que je sache, Franco ne commandait pas à Barcelone et ses troupes n'y étaient pas entrées⁵. »

Aux anarchistes, qui voulaient avant tout « la victoire dans la révolution », Gallego oppose la politique du PC pour « la victoire dans la guerre »; il répond à la journaliste que le fait que Trotsky ait rompu avec le POUM en 1936 montre bien qu'il s'occupait toujours des affaires espagnoles. La question de la responsabilité du PCE dans l'assassinat de Nin provoque de sa part un interminable discours, plutôt embarrassé. Le secrétaire général du PCE doit avouer qu'il « connaît très mal » cette affaire. Mais il accepte qu'on enquête et admet à titre d'« hypothèse » la responsabilité du PCE. Il n'est pas vrai, selon lui, que les communistes espagnols aient « appliqué mécaniquement » les consignes de Moscou de lutte contre les trotskystes. Il ne se souvient pas que Largo Caballero ait eu un conflit avec son parti au sujet de la répression contre les « trotskystes » et il célèbre les mérites de Negrín qui voulut jusqu'au bout, assure-t-il, « lutter pour la démocratie ».

La prudence du nouveau secrétaire général aussi bien que ses certitudes intimes, qu'il ne peut dissimuler, sont bien dignes de la période dite de « stagnation » (l'ère Brejnev) qui l'a vu arriver à la tête du parti, écartant Carrillo, lequel, en reconnaissant l'assassinat de Nin comme un « crime » tout en condamnant le « putsch de Mai », semble, en comparaison, un véritable rénovateur⁶.

L'ex-porte-parole de Staline : Georges Soria

Il faut avouer que la prestation de Georges Soria est plus surprenante encore. L'homme que nous avons vu hurler avec les loups ou plutôt leur donner le ton, calomnier et salir Nin assassiné, écrire des papiers dont même *l'Humanité* ne voulut pas toujours, est présenté ici comme partisan – mais non pas homme de parti –,

« militant de gauche ouvert au dialogue et à la confrontation, avant tout un humaniste⁷ ».

Le parti espagnol était-il stalinien ? Oui, répond Georges Soria, puisqu'il adhéra à la III^e Internationale, mais il n'est pas juste de le qualifier de stalinien, car alors on ne savait pas vraiment ce qu'était le stalinisme. D'ailleurs, le stalinisme n'est pas aujourd'hui ce qu'il était à cette époque. Sur les événements de Mai, il assure qu'il ne faut pas attribuer la responsabilité au seul POUM, qui servit finalement de bouc émissaire pour la CNT :

« En 1937, la III^e Internationale considérait le trotskysme comme une agence d'espions de la Gestapo. Cela donna lieu aux fameux procès de Moscou où furent condamnés nombre d'innocents. Il y eut ainsi une extension de cette ligne interne soviétique sur tous les PC étrangers, entre autres le PCE⁸. »

« Il y eut, ajoute-t-il, une intervention très précise de certains représentants soviétiques en Espagne qui [...] forgèrent la thèse de la responsabilité du POUM et intervinrent de fait dans les affaires intérieures de la République espagnole⁹. »

On peut regretter que la journaliste María de Rupíerez n'ait pas eu la pertinence d'interroger Soria sur ce qu'il appelait en 1937 l'« évasion » de Nin. Cette année-là, à la suite d'un de ses articles dans le *Daily Worker*, le comité central clandestin du POUM demanda au ministre de l'Intérieur de donner la parole à ceux qui savaient que Nin ne s'était pas évadé. Il ne reçut pas de réponse. Le journal américain, qui publia cette lettre, tout en rappelant les accusations de Soria, concluait :

« Les staliniens ont vraiment battu là tous les records de la tricherie et de la dégradation¹⁰. »

Déjà en 1937, Georges Soria ne répondait pas à ces attaques. Pourquoi l'aurait-il fait un demi-siècle plus tard ? Directeur de l'Agence parisienne pour les échanges littéraires et artistiques, organisme soviétique, n'avait-il pas été décoré en 1984 de l'ordre de l'Amitié des nations par le gouvernement soviétique¹¹ ?

Il se tut également quand en 1979, dans le n° 3 des *Cahiers Léon Trotsky*, je publiai, sans son autorisation,

deux textes de lui parus dans *l'Humanité* (20 juin et 27 octobre 1937), en le qualifiant de « faussaire » et de « calomniateur », et en affirmant qu'il s'était rendu coupable en Espagne de « complicité de meurtres ». Soria-Béria, l'histoire a de ces assonances¹²...

Le jeune historien démocrate : Angel Viñas

Finalement, l'historien de l'or espagnol Angel Viñas, qui, lui, n'est pas un contemporain de la guerre, répond à son tour à des questions générales. Pour lui, la révolution ne pouvait être évitée et c'est ce qui a scellé le destin de la République. Il affirme :

« Comme il y avait révolution, il y avait enthousiasme. Quand la révolution fut contenue, l'enthousiasme déclina dans beaucoup de secteurs. Au total, ce qui doit être clair, c'est qu'en dernière analyse on ne pouvait pas gagner la guerre en recourant à une révolution¹³. »

Sur l'intervention soviétique, il dit :

« En premier lieu, Staline n'était pas intéressé à l'établissement en Espagne d'une république populaire. Il était assez lucide pour se rendre compte de l'inviabilité absolue, dans la configuration géographique d'alors, d'une telle construction. Mais par ailleurs la République dépendait de l'aide soviétique puisqu'elle ne pouvait compter sur l'aide des États-Unis, ni de la France ni de la Grande-Bretagne. C'est ce qui valorisa, dans le camp républicain, le rôle du PCE, des formations communistes et des unités militaires dirigées par des chefs communistes¹⁴. »

Il souligne ensuite que Staline fut surpris par la guerre civile espagnole, qu'il tarda à intervenir et le fit à contre-cœur, sauvant néanmoins la République à l'automne 1936. Il en profite pour préciser :

« Il est évident que Negrín – selon moi un des hommes politiques les plus lucides et les plus extraordinaires de la période de la guerre civile et y compris de toute l'expérience républicaine – devait nécessairement s'appuyer sur l'URSS, unique soutien de la République¹⁵. »

Pour le jeune historien espagnol, Staline, en exportant

en Espagne la « lutte contre le trotskysme », « projeta à l'extérieur les nécessités de sa propre politique intérieure », une projection dont il assure qu'elle correspondait à « un type de nécessité, d'argumentation d'intérêts absolument distincts de ceux qui sous-tendaient l'intervention soviétique au côté de la République dans la guerre civile ». Déplorant le meurtre de Nin, il poursuit :

« Une chose est la politique extérieure de Staline pendant ces années, une politique froide, très lucide, attentive essentiellement aux intérêts de l'URSS, bien qu'en même temps généreuse (et je ne le dis pas en tant qu'admirateur de Staline, il s'en faut), et autre chose sa politique intérieure, son affrontement avec le trotskysme qui est d'une extraordinaire myopie¹⁶. »

Un bilan instructif

Après avoir consciencieusement résumé et abondamment cité les textes de ces trois personnages d'histoire, tous témoins, tous acteurs, même Viñas à sa façon, je crois le lecteur suffisamment averti pour ne pas lui infliger la lecture d'un commentaire de textes dans les règles.

Je voudrais seulement relever qu'Ignacio Gallego y apparaît, à l'image de son parti en crise mortelle, tout à fait incapable de fournir une explication cohérente de sa politique.

Georges Soria, en revanche, témoigne d'un niveau supérieur d'habileté dans la défense du stalinisme et de Staline en 1936-1939, ce qui lui permet de ne donner ni explication ni analyse. L'ancien complice des assassins de Nin, chargé de brouiller leurs traces, ayant évité les questions gênantes, peut alors se présenter comme le prototype de l'historien à visage humain, assurant la continuité entre Staline et ses successeurs, offrant un visage, qui paraît presque propre, de *perestroïka* et de *glasnost*. Le dossier Orlov confirme qu'il était « agent »!

C'est toutefois Angel Viñas qui fait la meilleure prestation en défense et illustration de la politique de Staline. Commenant par nier ce qu'enseigne pourtant l'histoire

tout entière, à savoir qu'une révolution peut vaincre dans une guerre, il excommunie la révolution, ce qui lui permet de se placer en honnête homme sur le même terrain que Staline. Il n'a dès lors pas de peine à développer son idée de la séparation absolue entre politique intérieure et extérieure chez Staline.

Il n'explique cependant pas pourquoi – en dehors de sa « myopie » bien commode pour expliquer ou plutôt ne pas expliquer sa politique – Staline a exporté en Espagne cette lutte contre le trotskysme qu'il juge, lui, « purement soviétique ». La raison en est simple : Viñas refuse de croire que la révolution soit un facteur de l'Histoire et que la peur de la révolution ait été un des facteurs de la politique de Staline.

Dans ces conditions, l'Histoire serait évidemment faite à tous les niveaux par des hommes qui ignorent ce qu'ils font. J'ai envie d'interroger Viñas : que peuvent donc chercher les historiens quand ils n'ont rien à trouver ? L'or de la République, bien sûr, mais l'histoire peut-elle se réduire à un épisode de transfert d'espèces et de comptabilité ?

Ce rapide examen des arguments de la défense est en tout cas précieux et riche d'enseignements.

Il n'y a rien d'absurde en histoire, c'est-à-dire dans le développement des sociétés humaines. Tout peut être expliqué et tout doit l'être ; encore faut-il pouvoir chercher à expliquer, ce qui exige une ambiance favorable, à savoir une atmosphère de discussion libre. Un fameux général franquiste, Millan Astray, se plaisait à dire que, quand il entendait parler de « culture », il sortait son revolver. L'historien, lui, doit simplement fermer le livre qui « explique » quelque phénomène que ce soit par l'aberration ou la folie. Si un plus grand nombre de lecteurs en faisaient autant, cela constituerait un énorme progrès.

De ce point de vue, on peut mesurer dans une question comme celle-là combien ce que j'appellerais volontiers la « psychiatrisation » du stalinisme lui a servi d'enduit protecteur, à lui comme à la société bourgeoise. Je m'explique. Si les « trotskystes » des années trente ne sont que

des illuminés, la révolution russe une utopie dépassée, on ne peut qu'en conclure que Staline était fou de les persécuter et de faire couler tant de sang pour combattre la révolution. Inversement, celui qui décrète que Staline était fou se libère du même coup de la double question de la révolution en Espagne et de l'opposition en URSS, dont je crois qu'elles ont fusionné à l'été 1936 en une seule et même question.

En réalité, la séparation rigoureuse préconisée par Angel Viñas, et qu'il réalise dans ses travaux et interventions, n'est pas vraiment une démarche de nature différente. Coupant du phénomène à étudier ce qu'il tient pour « aberrant », il « psychiatrise » seulement certains aspects de l'action de Staline, ce qui réhabilite automatiquement les autres, redonne dignité ainsi que santé mentale et morale à une politique qui ne devient défendable que si on la débarrasse de ses « excès » — mais ce n'est plus alors la politique de Staline, laquelle constitue un tout.

La conclusion de ce rapide examen, c'est que ni le vieux stalinien mal blanchi Ignacio Gallego ni le vieux stalinien bien grisé Georges Soria ne peuvent tromper leur monde. La défense et illustration de la politique de Staline passe aujourd'hui par les explications données par un Angel Viñas et la « part du feu » qu'il opère, somme toute assez proche de ce qu'on a appelé la « déstalinisation » et dont on sait dans quel désastre elle a trouvé sa conclusion.

Histoire et politique

Je l'ai écrit en commençant ce livre. C'est parce que nombre d'historiens de la génération de Viñas ont fait le même choix que lui et se présentent aujourd'hui en admirateurs de Negrín que je me suis décidé à reprendre la plume pour reparler de la révolution et de la guerre civile.

Si le point de vue de ces historiens l'emportait, on chercherait vainement en Espagne les traces d'une révolution. On coifferait Largo Caballero d'un bonnet d'âne, on

sanctifierait encore Staline à travers ses laquais et on passerait Andrés Nin au compte des pertes et profits, « victime de l'incompréhension », comme l'indiquait – sans rire, car les plaques ne rient pas dans la rue – la plaque à sa mémoire sur les *Ramblas* de Barcelone.

C'est scientifiquement et moralement inacceptable, et je souhaite que mon intervention suscite un débat où de jeunes historiens puissent avoir la possibilité de secouer le joug de ceux qui leur dictent aujourd'hui leur loi alors qu'ils n'expriment en définitive, à travers leur adoration du fait accompli, que leur propre conservatisme et la continuité stalinienne.

La jeune génération des historiens de l'ex-URSS interviendra-t-elle dans ce débat? C'est, du point de vue de l'histoire, une nécessité absolue. Probablement aussi du point de vue de l'avenir des nouvelles générations de l'ex-URSS.

Une révolution est l'œuvre de larges masses, non de révolutionnaires. Ils peuvent essayer de la conduire à la victoire. Ceux qui la jugent « inopportune » ou ne croient qu'à sa défaite et agissent en conséquence font, qu'ils le veuillent ou non, œuvre de contre-révolutionnaires.

Ni les staliniens ni les ennemis du socialisme ne peuvent changer la réalité d'hier, d'aujourd'hui ou de demain par des incantations et des autoproclamations. C'est là une leçon qui déborde largement le cas espagnol et les années trente.

Menlo Park (Californie)
Grenoble
Saint-Martin-d'Hères,
août 1989 - août 1992

Sources

Travaillant sur l'Espagne depuis des décennies, je ne cite ici que les fonds d'archives et les ouvrages utilisés pour le présent livre.

Archives

Archivo Histórico Nacional, Madrid.

Archivo Histórico Nacional, Sección « Guerra Civil »,
Salamanque.

Centre russe pour la préservation et l'étude des documents
de l'histoire contemporaine (archives du Comintern),
Moscou.

Fundacion Pablo Iglesias, Madrid.

Hoover Institution, Stanford (la « Collection Gladys et
Burnett Bolloten » comprend 2 500 livres et brochures,
12 000 périodiques, 10 albums de coupures de
presse, 125 microfilms, 67 dossiers de manuscrits et
de nombreuses copies d'autres dépôts d'archives que
nous avons utilisées, comme les archives du CC du
PCE de Madrid ou celles de la CNT à Amsterdam).

Institut international d'histoire sociale, Amsterdam.

Stanford University Library, Stanford.

University of California Library, Berkeley.

Widener Library, Cambridge (USA).

Sources publiées

- Documents diplomatiques français 1932-1939*, 2^e série : 1936-1939, t III (DDF).
- Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, 2^e série, XVIII : 1936-1937 (DBFP).
- Documents on German Foreign Policy : Germany and the Spanish Civil War*, série D, vol. III (DGFP).
- Foreign Relations of the United States of America. The Soviet Union 1933-1949* Washington, 1952, (FRUSA).

Ouvrages et principaux articles consultés

- ABAD DE SANTILLÁN (Diego), *Por qué perdimos la guerra*, Mexico, 1940.
- ABENDROTH (H.H.), *Hitler in der spanische Arena*, Schöning, 1973.
- ALBA (Victor) et SCHWARTZ (Stephen), *Spanish Marxism vs. Soviet Communism*, New Brunswick, 1988.
- ALCOFAR NASSAES (José Luis) (pseud. de José Luis INFIERSTA PÉRES), *Los Asesores soviéticos en la guerra de España 1931-1939*, Madrid, 1971.
- ALMENDROS (Joan), *Situaciones españolas. El PSUC en la guerra civil*, Barcelone, 1976.
- ALPERT (Michael), *El Ejército republicano en la guerra civil*, Paris, 1968.
- , *La Guerra civil española en el mar*, Madrid, 1987.
- ARAQUISTÁIN (Luis), « La Revolución de Octubre en España », *Leviatán*, février 1936.
- , *Sobre la Guerra civil y en la emigración*, Madrid, 1983 (recueil de brochures antérieures).
- ARÓSTEGUI SÁNCHEZ (Julio), et MARTÍNEZ (Jesús), *La Junta de Defensa de Madrid*, Madrid, 1984.
- Bajo la bandera de la España republicana*, Moscou, s.d.
- BARÁIBAR (Carlos DE), « La Pesta comunista », *Via libre*, New York, août 1939.
- , « La Traición del stalinismo. La experiencia española

de la Juventud Socialista Unificada », *Timón*, Buenos Aires, 1940, n° 7.

BAREA (Arturo), *The Forging of a Rebel*, New York, 1946.

BIZCARRONDO (Marta), *Araquistáin y la crisis socialista en la Ila Republica*, Madrid, 1975.

—, *Octubre del 34 : Reflexiones sobre una revolución*, Madrid, 1977.

BOLLOTEN (Burnett), *The Grand Camouflage*, Londres, 1961.

—, *The Spanish Revolution*, Chapel Hill, 1979.

BRENAN (Gerald), *The Spanish Labyrinth*, Londres, 1943.

BROSSAT (Alain), *Agents de Moscou*, Paris, 1988.

BROUÉ (Pierre), « Quand Carrillo était “ gauchiste ” : les JS d'Espagne 1934-1936 », *Cahiers Léon Trotsky*, 1983, 16.

—, « Les léninistes du PSOE », *ibid.*, 1964, 20.

—, « La non-intervention de l'URSS », *ibid.*, 1986, 28.

—, « Front populaire et politique militaire », *ibid.*, 1986, 29.

BROUÉ (P.), FRASER (R.) et VILAR (P.), *Metodologia histórica de la Guerra y Revolución*, Barcelone, 1980.

BROUÉ (Pierre) et TÉMIME (Émile), *La Révolution et la guerre d'Espagne*, Paris, 1961.

BUCKLEY (Henry), *Life and Death of the Spanish Republic*.

BULLEJOS (José), *La Comintern en España. Recuerdos de mi vida*, Mexico, 1972.

CADORNA (Gabriel), *El Poder militar en la España contemporanea hasta la guerra civil*, Madrid, 1983.

CAMPOAMOR (Clara), *La Révolution espagnole vue par une républicaine*, Paris, 1937.

CASADO (Segismundo), *The Last Days of Madrid*, Londres, 1939.

- CATTELL (David T.), *Communism and the Spanish Civil War*, Berkeley, 1955.
- , *Soviet Diplomacy and the Spanish Civil War*, Berkeley, 1957.
- CAUTE (David), *The Fellow Travellers*, New York, 1973.
- CLAUDÍN (Fernando), *Santiago Carrillo*, Barcelone, 1983.
- CLAVEGO (Pablo), *Algunas Normas para el trabajo de los comissarios politicos*, Madrid, 1937.
- COCKBURN (Claud), *A Discord of Tempests*, New York, 1956.
- CODOU (Roger), *Le Cabochard*, Paris, 1982.
- COHEN (Stephen), *Boukharine*, Paris, 1976.
- COVERDALE (John F.), *Italian Intervention in the Spanish Civil War*, Princeton, 1975.
- CRUELLES (Manuel), *Mayo sangriento : Barcelona 1937*, Barcelone, 1970.
- CUEVAS DE LA PEÑA (Eduardo), *Recuerdos de la guerra de España*, Montauban, 1940.
- DELPERRIÉ DE BAYAC (Jacques), *Les Brigades internationales*, Paris, 1968.
- DESSAU (Ricardo), « Angel Viñas : el oro español en la URSS », *Tiempo de Historia*, 1979, n° 54.
- DÍAZ (José), *Tres Años de lucha*, Paris, 1969.
- DZELEPY (E.N.), *The Spanish Plot*, Londres, 1937.
- EHRENBURG (Ilya), *Corresponsal en España*, Buenos Aires, 1968.
- , *La Nuit tombe*, Paris, 1964.
- El Proceso de Moscú en España*, Madrid, 1989.
- Epistolario Prieto-Negrín*, Paris, 1938.
- FALCÓN (César), *Madrid*, Madrid, 1938.
- FISCHER (Louis), *Men and Politics*, Londres, 1941.
- , *Russia's Road from Peace to War. Soviet Foreign Relations 1917-1941*, New York, 1969.
- FRASER (Ronald), *Blood of Spain*, Londres, 1979.
- GALLEGU (Ignacio), « El Papel del PCE », *Tiempos de Historia*, janvier 1980.
- GARCÍA DURÁN (Juan), *La Guerra civil española : Fuentes*, Barcelone, 1985.
- GARCÍA PRADAS (José), « Cinco Meses después », *Timón*, Buenos Aires, 1940, n° 1.
- , *La traición de Stalin*, New York, 1943.

- GNEDINE (Evgenii), *Iz istorii otnochenii mejdou SSSR i fachitskoï Germaniei : Dokoumenty i Sovremenye Kommentarii*, New York, 1977.
- , *SSSR : vtrunnie protiv corechia*, 1982, n° 4.
- GORKIN (Julián), *Canibales políticos, Mexico*.
- , *España, primer ensayo de democrácia popular*, Buenos Aires, 1961.
- GRISONI (D.) et HERTZOG (G.), *Les Brigades de la mer*, Paris, 1979.
- Guerra y Revolución en España*, 4 vol., Moscou, 1967, 1961, 1971, 1977.
- HASLAM (Jonathan), *The Soviet Union and the Struggle for Collective Security in Europe 1933-1939*, New York, 1984.
- HERNÁNDEZ (Jesús), *Yo fui un ministro de Stalin*, Mexico, 1953, trad. française : *La Grande Trahison*.
- HERNÁNDEZ ZANCAJO (Carlos), *Tercera Etapa de Octubre*, Valence, 1937.
- HIDALGO DE CISNEROS (Ignacio), *Memorias 2*, Paris, 1964.
- IBARRURI (Dolores), *El único camino*, Paris, 1962.
- Ispanskij narod protiv fachizma, 1936-1939*, Moscou, 1963.
- Iz istorii osvoboditel'noj bor'by ispanskogo narod*, Moscou, 1959.
- JULIÁ (Santos), *La Izquierda del PSOE 1935-1936*, Madrid, 1977.
- , *Origenes del Frente popular en España 1934-1936*, Madrid, 1979.
- KNIGHTLEY (Philip), *The First Casualty. The War Correspondent as a Hero and a Myth*, New York, 1975.
- KOESTLER (Arthur), *The Invisible Writing*, Londres, 1954, trad. française : *Hiéroglyphes*.
- Koltsov. Kakim on byl*, Moscou, 1965.
- KOLTZOV (Mijail), *Diario de la guerra de España*, Paris, 1963.
- KOUZNETZOV (N.G.), *Na dalekom meridiane*, Moscou, 1966.
- KRIVITSKY (Walter G.), *In Stalin's Secret Service*, New York, 1939.

- LANDAU (Katia), *Le Stalinisme en Espagne*, Paris, 1938.
- LARGO CABALLERO (Francisco), *Discursos a los Trabajadores*, Madrid, 1934.
- , *La UGT y la Guerra*, Valence, 1937.
- , *Mis Recuerdos*, Mexico, 1954.
- , *Notas históricas de la guerra de España, 1917-1940* (manuscrit déposé à la Fundación Pablo Iglesias à Madrid).
- , *Escritos sobre la República*, Madrid, 1985.
- Los Sucesos de mayo de 1937. Una revolución en la República*, Madrid, 1988.
- MAIDANIK (K.L.), *Ispanskii proletariat v natsionalstvo-revoljutsionnoi voine 1936-1937*, Moscou, 1960.
- MAISKY (Ivan), *Spanish Notebooks*, Londres, 1966.
- MARIO DE COCA (Gabriel), *Anti-Caballero. Critica marxista de la bolchevización del partido socialista 1930-1936*, Madrid, 1936.
- MARTÍNEZ AMUTIO (Justo), *Chantaje a un Pueblo*, Madrid, 1964.
- MECHTCHÉRIAKOV (M.T.), *Ispanskaia Republika i Komintern (Natsional'no-revoljutsionnaia vojne ispanskogo Internatsionala)*, Moscou, 1981.
- MERETZKOV (Kirill A.), *Na slujbe narodu : stranitsy vospominaniia*, Moscou, 1968.
- , *Molodoi Leningrad*, Leningrad, 1957.
- MONDS (Jean), « Krivitsky and Stalinism in the Spanish Civil War », *Critique*, 1978, n° 9.
- MORENO GÓMEZ (Francisco), *La Guerra civil en Cordoba 1936-1939*, Madrid, 1985.
- MÜHLEN (Patrick VON ZUR), *Spanien war ihre Hoffnung*, Bonn, 1983.
- MUNIS (G.), *Jalones de derrota : promesa de victoria*, Mexico, 1948.
- ORLOV (Alexander), *The Secret History of Stalin's Crimes*, New York, 1953.
- PAGÈS (Pelai), « El POUM, guerra, revolució i resistència », *L'Avenç*, 1985, n° 26.
- PAZ (Abel), *Durruti. Le peuple en armes*, Paris, 1972.
- PECIÑA (M.) et MINTZ (F.), *The Friends of Durruti, the Trotskyists and the May Events* (manuscrit Hoover Institution).

- PEIRATS (José), *La CNT en la revolución española*, Toulouse, 1951-1953, 3 vol.
- PENCHIENATI (Carlo), *Brigate internazionali in Spagna*, Milan, 1950.
- PÉREZ SALAS (Jesús), *Guerra en España 1936-1939*, Mexico, 1947.
- Pod znamenem ispanskoi respubliki 1936-1939 : Vospominaniia sovetskikh dobrovoltsev-uchastnikov*, Moscou, 1965.
- POJARSKAIA (Svetlana Petrovna), *Sotsialisticheskaia rabotchaia partiia Ispanii 1931-1939*, Moscou, 1966.
- PONOMAREVA (L.V.), *La Formación del Partit socialista unificat de Catalunya*, Barcelone, 1977.
- PRESTON (Paul), *La Destrucción de la democracia en España*, Madrid, 1978.
- , « Spain October Revolution and the Rightist Grasp for Power », *Journal of Contemporary History*, 1975, 4.
- PRITZKER (D.P.), *Podvig ispanskoj respubliki 1936-1939*, Moscou, 1962.
- PUZZO (Dante A.), *Spain and the Great Powers 1936-1941*, New York, 1962.
- RAVINES (Eudocio), *La Gran Estafa*, Mexico, 1952, trad. anglaise : *The Yenan Way*.
- REVOL (René), « Procès de Moscou en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky*, 1979, 3.
- RIEGER (Max), *Espionaje en España*, Barcelone, 1938.
- ROCKER (Rudolf), *Extranjeros en España*, Buenos Aires, 1938.
- RODIMTSEV (A.), *Pod nebom Ispani*, Moscou, 1975, trad. en castillan : *Bajo el cielo de España*, Moscou, 1975.
- ROSAL (Amaro DEL), *Historia de la UGT en España*, Barcelone, 1977, II.
- ROUBACHKINE (A.), *Mikhail Koltsov*, Leningrad, 1971.
- RUBIO CABEZA (Manuel), *Diccionario de la Guerra civil española*, Madrid, 1987, 2 vol.
- RUPIÉREZ (Maria DE), « Georges Soria : un testigo de la Historia », *Tiempos de Historia*, 1978, n° 62.
- SALAS LARRAZÁBAL (Jesús), *Intervención extranjera en la guerra de España*, Madrid, 1974.

- SEMPRUN (Jorge), *Autobiografía de Federico Sánchez*, Barcelone, 1977.
- SERRANO (Carlos), *L'Enjeu espagnol : PCF et guerre d'Espagne*, Paris, 1987.
- SORIA (Georges), *Trotskyism in the Service of Franco*, Londres, 1937.
- , *Soviet Shipping in the Spanish Civil War*, Stanford, 1954 (manuscrit à la bibliothèque de la Hoover Institution).
- SUÁREZ ANDRÉS (Iglesias), *El Proceso contra el POUM*, Paris, 1974.
- SUEIRO (Daniel), *La Flota es roja. Papel clave del radio-telegrafista Benjamin Balboa en julio de 1936*, Barcelone, 1983.
- SUERO ROCA (M. Teresa), *Militares republicanos de la guerra de España*, Barcelone, 1981.
- TAGÜEÑA LACORTE (Manuel), *Testimonio de dos guerras*, Mexico, 1974.
- THOMAS (Hugh), *The Spanish Civil War*, Londres, 1965, trad. française.
- TILLON (Charles), *On chantait rouge*, Paris, 1977.
- TOGLIATTI (Palmiro), *Escritos políticos*, Mexico, 1971.
- TORYHO (Jacinto), *No éramos malos*, Mexico, 1954.
- TROTSKY (Léon), *La Révolution espagnole 1930-1936*, Paris, 1975.
- ULAM (Adam B.), *Experience and Coexistence*, New York, 1969.
- VAOUPCHASSOV (S.A.), *Na trevojnykh pzerekrestkatl : zapiski chekista*, Moscou, 1971.
- VIÑAS (Angel), *El Oro de Moscú, Alfa y Omega de un mito franquista*, Madrid, 1979.
- VIÑAS (Ricard), *La Formación de las Juventudes socialistas unificadas 1934-1936*, Madrid, 1978.
- VOROS (Sandor), *American Commissar*, Philadelphie, 1961.
- ZACCARIA (Guelfo), *200 comunisti italiani tra le vittime dello stalinismo*, Milan, 1973.
- ZUGAZAGOITIA (Julián), *Guerra y vicisitudes de los Españoles*, Barcelone, 1977.

C'est quand le gros de ce travail a été achevé que j'ai pu consulter :

BOLLOTEN, (Burnett) *La Guerra Civil española. Revolución y Contrarrevolución*, Alianza Editorial, Madrid, 1989.
 COSTELLO (John) et TSAREV (Oleg), *Deadly Illusions* (The KGB Orlov Stalin's Master Spy), New York, 1993.

Je n'oublie pas de mentionner le « Maitron » : MAITRON (Jean), et PENNETIER (Claude), *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français (1914-1939)*, dont les 26 volumes parus au moment de l'achèvement de ce manuscrit ont constitué une aide qui ne saurait être surévaluée.

Film

GENOVÈS (Dolores) et FERRI (Llibert), *Opération Nikolai*.

Journaux et revues

ABC, Madrid.
Acracia, Lérida.
Adelante, Valence.
La Batalla, Barcelone.
Bolchevik, Moscou.
Boletín de la UGT, Madrid.
Boletín de información CNT-FAI, Barcelone.
Boletín de información (CN-CNT).
Cahiers Léon Trotsky, Grenoble.
Castilla libre, Madrid.
Claridad, Madrid.
CNT, Madrid.
El Combatiente rojo, Madrid.
El Comunista, Valence.

Correo de Asturias, Buenos Aires.
Correspondance internationale, Paris.
Cultura proletaria, New York.
Daily Worker, Londres.
El Día gráfico, Barcelone.
Espagne antifasciste, Paris.
España libre, New York et Mexico.
Fragua social, Valence.
Frente libertario, Madrid.
Frente rojo, Valence.
Gaceta de la República, Madrid.
Gaceta de Madrid, Madrid.
Guerra di clase, Barcelone.
Hoy, Mexico.
La Humanitat, Barcelone.
L'Humanité, Paris.
Ideas, L'Hospitalet.
Independent News, Paris.
Izvestia, Moscou.
Juventud libre, Madrid.
Milicia popular, Madrid.
Mundo obrero, Madrid.
New York Times, New York.
News Chronicle, Londres.
Nosotros, Valence.
Politica, Madrid.
Pravda, Moscou.
Revolución, Madrid.
Révolution prolétarienne, Paris.
El Socialista, Madrid.
Solidaridad obrera, Barcelone.
Le Temps, Paris.
The Times, Londres.
Timón, Buenos Aires.
Treball, Barcelone.
La Vanguardia, Barcelone.
Verdad, Valence.
Via libre, New York.
Workers Age, New York.
Ya, Madrid.

Chronologie sommaire

1931

- 14 avril* Fuite du roi Alphonse XIII et proclamation de la République.
- 28 juin* Élection des Cortes constituantes à majorité de gauche.

1932

- 10 août* Échec du *pronunciamiento* du général Sanjurjo.
- Octobre* Nouvelle direction Díaz, Pasionaria, Hernández au PCE.

1933

- 30 janvier* Hitler chancelier du Reich.
- 27 février* Incendie du Reichstag et début de la « terreur brune » en Allemagne.
- 29 septembre* Fondation de la Phalange de José Antonio Primo de Rivera.
- 19 novembre* Campagne électorale très « rouge » de Largo Caballero; le PSOE gagne des voix, mais victoire du centre-droit aux élections.
- Décembre* Naissance de l'Alliance ouvrière de Catalogne.

1934

- Janvier* Décision et début des préparatifs d'insur-

- rection du PSOE sous l'impulsion de Largo Caballero.
- 1^{er}-16 février* Écrasement des milices ouvrières à Vienne.
- 5-18 juin* Grève des travailleurs de l'agriculture.
- 15 septembre* Le PC rejoint l'Alliance ouvrière.
- 4 octobre* Entrée au gouvernement de ministres de la CEDA.
- 6-13 octobre* Insurrection des Asturies sous l'Alliance ouvrière; avortement de l'insurrection à Madrid et Barcelone.
- 1^{er} décembre* Assassinat de Kirov et début de la répression de masse contre les vieux-bolcheviks en URSS.

1935

- Février* Ejov, secrétaire du PCUS, dirige la purge en URSS.
- Mai* Pacte Laval-Staline.
- Juillet* Parution de *Claridad*, organe de la gauche de Largo Caballero.
- 25 juillet-*
21 août VII^e congrès de l'IC.
- 15 septembre* Fondation du POUM.
- Décembre* Alliance du PSOE et des républicains; démission de Largo Caballero de la présidence du PSOE.

1936

- 15 janvier* Signature du pacte électoral des gauches.
- 16 février* Victoire de la coalition des gauches aux élections en Espagne.
- 9 mars* Réunion des chefs de la conspiration militaire.
- Avril* Fusion des JC et des JS dans la JSU.
- 3 mai* Victoire du Front populaire en France.
- Mai-juin* Vague de grèves en France.
- 4 juin* Gouvernement Blum de Front populaire en France.

<i>11 juin</i>	Thorez : « Il faut savoir terminer une grève. »
<i>17 juillet</i>	Soulèvement d'une partie de l'armée au Maroc espagnol.
<i>18 juillet</i>	Soulèvement dans la Péninsule; riposte ouvrière et début de la guerre civile.
<i>Août</i>	Situation de double pouvoir en Espagne républicaine.
<i>1^{er} août</i>	Blum propose un accord de non-intervention.
<i>Début août</i>	Fronde en URSS sur l'Espagne (articles de Radek).
<i>5 août</i>	Pont aérien entre le Maroc et l'Espagne tenue par les rebelles.
<i>19-25 août</i>	Procès des seize à Moscou; exécution de Zinoviev, Kamenev, Smirnov. Arrestation de Radek.
<i>23 août</i>	L'URSS signe l'accord de non-intervention.
<i>27 août</i>	Arrivée à Madrid de l'ambassadeur soviétique Rosenberg.
<i>3 septembre</i>	Chute de Talavera.
<i>4 septembre</i>	Chute d'Irún.
<i>4 septembre</i>	Fin du double pouvoir avec le gouvernement de Largo Caballero à Madrid.
<i>17-21 septembre</i>	Présidium de l'IC à Moscou.
<i>23 septembre</i>	L'URSS signe l'accord international sur la « non-intervention ».
<i>26 septembre</i>	Dissolution du Comité de milices et formation du Conseil de la Généralité en Catalogne.
<i>Fin septembre</i>	Décision de créer les Brigades internationales.
<i>Septembre-octobre</i>	« Militarisation »; décrets créant l'Armée populaire et la formation des brigades mixtes.
<i>14 octobre</i>	Arrivée des armements et des conseillers soviétiques en Espagne.
<i>19 octobre</i>	Début de la bataille de Madrid.

<i>4 novembre</i>	Entrée de la CNT dans le gouvernement Largo Caballero de Madrid. Exclusion du POUM du gouvernement de Barcelone.
<i>6 novembre</i>	Le gouvernement quitte Madrid pour Valence.
<i>7 novembre</i>	Les Brigades internationales sur le front à Madrid.
<i>9 novembre</i>	Formation de la Junte de défense de Madrid.
<i>25 novembre</i>	Conclusion du pacte anti-Comintern (Allemagne, Italie Japon).
<i>16 décembre</i>	Le POUM exclu du gouvernement catalan.
<i>21 décembre</i>	Conseils de Staline à Largo Caballero.

1937

<i>23-30 janvier</i>	Deuxième procès de Moscou avec Radek et Piatakov.
<i>8 février</i>	Chute de Malaga et campagne inspirée par le PC contre le général Asensio, qui doit s'en aller : c'est Largo Caballero qui est visé.
<i>Février</i>	En URSS, suicide d'Ordjonikidzé.
<i>Mars</i>	Déroute des troupes italiennes à Guadalajara.
<i>23 avril</i>	Dissolution de la Junte de défense de Madrid.
<i>25 avril</i>	Assassinat du psuquiste Roldán Cortada, impliqué à Paris dans un achat d'armes clandestin.
<i>3-8 mai</i>	Journées de Mai (insurrection à Barcelone).
<i>17 mai</i>	Largo Caballero remplacé par Negrín à la tête du gouvernement.
<i>Juin</i>	Exécution à Moscou de Toukhatchevsky, de Yakir et des principaux chefs de l'Armée rouge.
<i>16 juin</i>	Arrestation de Nin et des autres dirigeants du POUM. Disparition de Nin.

<i>19 juin</i>	Chute de Bilbao et du Pays basque.
<i>10 août</i>	Le gouvernement dissout par la force le Conseil d'Aragon.
<i>1^{er} octobre</i>	Scission de l'UGT.
<i>21 octobre</i>	Chute de Gijon.
<i>31 octobre</i>	Le gouvernement de Valence à Barcelone.

1938

<i>Février</i>	Anschluss, l'Autriche devient allemande.
<i>2-13 mars</i>	Troisième procès de Moscou.
<i>8 avril</i>	Prieto quitte le gouvernement.
<i>14 avril</i>	La zone républicaine coupée en deux.
<i>20 avril</i>	Negrín propose « 13 points pour la victoire ».
<i>Juillet</i>	Accord sur le retrait d'Espagne des volontaires étrangers.
<i>30 septembre</i>	Accords de Munich.
<i>28 octobre</i>	Retrait des Brigades internationales.
<i>23 décembre</i>	Offensive franquiste contre la Catalogne.

1939

<i>26 janvier</i>	Chute de Barcelone.
<i>24 février</i>	Démission d'Azaña.
<i>5 mars</i>	Nouvelles affectations d'officiers communistes à des postes clés.
<i>5-6 mars</i>	Coup d'État militaire dirigé par le colonel Casado à Madrid.
<i>10-21 mars</i>	XVIII ^e congrès du PCUS. Ouvertures de Staline vers Hitler.
<i>15 mars</i>	Occupation de Prague par les troupes allemandes.

Notes

Introduction

1. César Falcón, *Madrid*, p. 137.
2. Dante A. Puzzo, *Spain and the Great Powers 1936-1941*, p. 11.

Chapitre premier

1. Ivan M. Maisky, *Spanish Notebooks*, p. 11.
2. *Ibid.*, p. 18.
3. *Ibid.*, p. 19.
4. *Ibid.*
5. *Ibid.*, p. 20.
6. *Ibid.*
7. *Ibid.*, pp. 24-26.
8. Léon Trotsky, *Mis Peripeccias en España*, 1929.
9. « Les techniciens soviétiques dans notre armée », Doc. FAI 76, archives CNT Amsterdam.
10. Le pape Raspoutine, ignorant, cupide et salace, avait, grâce à ses talents de guérisseur, conquis une énorme influence sur l'impératrice dont le fils était hémophile.
11. *Solidaridad obrera*, 7 octobre 1936.
12. Interview de Durruti par P. van Paassen, *Toronto Star*, 18 août 1936.
13. *Tierra y Libertad*, 25 octobre 1936.
14. *Izvestia*, 23 novembre 1936.
15. *Solidaridad Obrera*, 21 janvier 1937.
16. *El Socialista*, 30 juillet 1937.
17. *Heraldo de Madrid*, 23 février 1937.
18. *Frente rojo*, 18 mars 1937.
19. *International Press Correspondance*, n° 28, 4 juin 1937.
20. Le général Trepov, chef de la gendarmerie à Saint-Petersbourg en 1905, et le commandant Doval, chef de la police aux Asturies en 1934, étaient deux bourreaux symboliques.
21. *Solidaridad Obrera*, 7 octobre 1936.
22. Louis Fischer, *Men and Politics*, p. 403.
23. *Correo de Asturias* (Buenos Aires), 8 septembre 1941.
24. *Ibid.*

Chapitre II

1. Pierre Broué, « Les léninistes du PSOE », *Cahiers Léon Trotsky*, 20, 1984, p. 42.
2. Fernando Claudín, *Santiago Carrillo*, pp. 20-21.

3. Gabriel Mario de Coca, *Anti-Caballero. Crítica marxista de la bolchevización del partido socialista 1930-1936*, p. 98.
4. *El Socialista*, 3 janvier 1934.
5. Francisco Largo Caballero, *Discursos a los trabajadores*, pp. 158, 177.
6. Voir l'ouvrage de Marta Bizcarrondo, *Araquistáin y la crisis en la IIa Republica*, 1975.
7. *El Socialista*, 28 janvier 1934.
8. *Ibid.*
9. *Ibid.*
10. Manuel Tagüeña Lacorte, *Testimonio de dos guerras*, p. 48.
11. AHN (Salamanque), Madrid, Leg. 721.
12. *El Socialista*, 22 avril 1934. Le rassemblement de l'Escorial est présenté comme le prologue d'une « marche sur Madrid ».
13. G. Munis, *Jalones de derrota : promesa de victoria*, pp. 114-115, résume le débat. Le rassemblement, dont l'objectif était 50 000 personnes, ne dépassa pas 20 000 (Paul Preston, « Spain October Revolution and the Rightist Grasp for Power », *Journal of Contemporary History*, n° 4, 1975, p. 562). De plus, le correspondant britannique Henry Buckley note (*Life and Death of the Spanish Republic*, pp. 126-127) qu'« il y avait à l'Escorial trop de paysans qui proclamaient devant les journalistes qu'ils étaient envoyés là par le caudillo local, voyage et séjour payés »).
14. Récit dans Paul Preston, *La Destrucción de la democracia en España*, pp. 188-198.
15. *Boletín de la Unión General de Trabajadores de España UGT*, n° 68, août 1934, Comité national de la Unión General de Trabajadores, séance du 31 juillet 1934 matin, notamment les interventions de Largo Caballero, pp. 211-214, 222-227; Ramírez, pp. 214-216, 225-226; Zabalza, pp. 219-222. Commentaires dans Paul Preston, *La Destrucción de la democracia en España*, pp. 188-198.
16. Luis Araquistáin, « La Revolución de Octubre en España », *Leviatán*, février 1936, p. 33.
17. Marta Bizcarrondo reproduit la brochure *Octubre, segunda etapa* dans son ouvrage *Octubre del 34 : Reflexiones sobre una revolución*.
18. *Ibid.*, p. 126.
19. *Ibid.*
20. *Ibid.*, pp. 155-156.
21. *La Batalla*, 28 juin 1935.
22. *Ibid.*, 18 juillet 1936.
23. Annexe de Francisco Largo Caballero, *Escritos sobre la República*, pp. 256 et 257.
24. *Claridad*, 17 août, 12 et 19 octobre 1935.
25. AHN (Salamanque), Madrid, Leg. 2371.
26. Fernando Claudín, *Santiago Carrillo*, p. 37.
27. *Ibid.*
28. *Mundo obrero*, 21 avril 1936; *Claridad*, 22 avril 1936; la réunion avait eu lieu les 14 et 15 avril.
29. Ricard Viñas, *La Formación de las Juventudes socialistas unifica-*

das 1934-1936, signale l'existence de moyens financiers sans même se poser la question de leur provenance.

30. *Claridad*, 9 avril 1936.
31. Préface *Discursos*, p. xv.
32. Cité par David T. Cattell, *Communism and the Spanish Civil War*, pp. 40-41.
33. Francisco Largo Caballero, *Notas históricas de la guerra de España, 1917-1940*, p. 179.
34. *Ibid.*

Chapitre III

1. Paul Preston, *La Destrucción de la democracia en España*, p. 244.
2. *Claridad*, 17 décembre 1935, cité par Fernando Claudín, *Santiago Carrillo*.
3. *Ibid.*, 21 décembre 1935.
4. *Ibid.*, 18 janvier 1936.
5. *Ibid.*, 25 janvier 1936.
6. *Ibid.*, 14 février 1936.
7. Le PC va grandir très vite, regroupant 250 000 membres en mars 1937, les JS (150 000 en juillet 1936) ayant atteint à cette date les 300 000.
8. *Mundo obrero*, 24 février 1936.
9. *Ibid.*, 24 juin 1936.
10. Discours à l'*Europa*, *ibid.*, 27 juin 1936.
11. *Mundo obrero*, 29 juin 1936.
12. *Ibid.*, 2 juillet 1936.
13. *Ibid.*, 4 janvier 1936.
14. *Ibid.*, 29 juin 1936.
15. *Ibid.*, 24 juin 1936.
16. *Ibid.*, 17 juin 1936.
17. *Ibid.*, 22 juin 1936.
18. *Ibid.*, 14 juillet 1936.
19. *Ibid.*, 25 janvier 1936.
20. *Ibid.*, 21 février 1936.
21. *Ibid.*, 1^{er} février 1936.
22. *Claridad*, 30 janvier 1936.
23. *Ibid.*, 30 juin 1936.
24. Carlos de Baráibar, « La Traición del stalinismo. La experiencia española de la Juventud Socialista Unificada », *Timón*, Buenos Aires, 1940, n° 7, p. 64.
25. *Ibid.*
26. CRP, 480/3/202.
27. Joan Almedros, *Situaciones españolas. El PSUC en la guerra civil*, p. 164.
28. *Claridad*, 17 août 1935.
29. *Ibid.*, 18 octobre 1935.
30. *Ibid.*, 9 novembre 1935.
31. *Ibid.*
32. *Mundo obrero*, 22 juin 1936.
33. *Claridad*, 3 juillet 1936.
34. *The Times*, 5 août 1936.
35. F. Moreno Gómez, *La Guerra civil en Cordoba*, p. 13.

36. Pierre Broué, « Front populaire et politiques militaires », *Cahiers Léon Trotsky*, 27, 1986, p. 57.
37. *L'Humanité*, 20 mai 1936.
38. Dans nos sources, il y a parfois des contradictions concernant l'appartenance de tel ou tel à cette organisation très conspirative.
39. Ronald Fraser, *Blood of Spain*, pp. 76, 569-571.
40. Diego Abad de Santillán, *Por qué perdimos la guerra*, p. 99, parle de sa collaboration « intime » avec Escobar et Martínez, et indique clairement qu'ils ont été assassinés par « un autre secteur antifasciste », qu'il ne désigne pas, et dont il n'a pas pu déterminer s'il croyait vraiment au double jeu dont il accusait ces deux militaires ou si c'était un prétexte pour le priver lui-même de deux collaborateurs capables.
41. L'expédition comprenait plusieurs officiers, dont les lieutenants Condès et Moreno, et plusieurs dirigeants des JSU, dont Santiago Garcès et Federico Ordóñez. Mais le meurtre fut le résultat de l'initiative d'un *pistolero*, Luis Cuenca, qui tua Calvo Sotelo sans ordre ni même concertation avec ses compagnons.
42. Cité par Fernando Claudín, *Santiago Carrillo*, p. 21.
43. Selon Abel Paz, *Durruti. Le peuple en armes*, p. 328, le sergent d'artillerie Manzana avait milité à la CNT et à ses comités antimilitaristes.
44. Daniel Sueiro, *La Flota es roja. Papel clave del radio-telegrafista Benjamin Balboa en julio de 1936*, 1983.
45. *Claridad*, 4 mai 1936.

Chapitre IV

1. *Le Petit Parisien*, 16 juin 1936.
2. *Documents on British Foreign Policy 1919-1939*, ci-après DBFP, XVIII, p. 83.
3. *The Times*, 4 août 1936.
4. *Ibid.*, 5 août 1936.
5. DBFP, p. 83.
6. *Pravda*, 1^{er} août 1936.
7. *Izvestia*, 3 août 1936.
8. *Ibid.*, 4 août 1936.
9. *Pravda*, 4 août 1936.
10. *Ibid.*
11. *Daily Worker*, 4 août 1936.
12. *La Humanitat*, 4 août 1936.
13. John F. Coverdale, *Italian Intervention in the Spanish Civil War*, p. 94.
14. *Pravda*, 5 août 1936.
15. *L'Humanité*, 30 juillet 1936.
16. *Ibid.*, 31 juillet 1936.
17. *Ibid.*, 2 août 1936.
18. *Ibid.*, 5 août 1936.
19. *Ibid.*, 7 août 1936.
20. *Ibid.*
21. *Ibid.*, 12 août 1936.
22. *Ibid.*
23. *Ibid.*, 17 août 1936.

24. *Ibid.*, 25 août 1936.
25. *Ibid.*, 27 septembre 1936.
26. *Daily Worker*, 30 septembre 1936.
27. *Mundo obrero*, 10 juillet 1936.
28. *Ibid.*, 29 juillet 1936.
29. *Ibid.*, 8 août 1936.
30. *Ibid.*, 18 août 1936.
31. *Ibid.*, 28 août 1936.
32. *Ibid.*, 22 septembre 1936.
33. *Ibid.*, 27 septembre 1936.
34. *Ibid.*, 5 octobre 1936.
35. *L'Humanité*, 7 août 1936.
36. *Ibid.*, 17 août 1936.
37. *Ibid.*, 25 août 1936.
38. CRP, 495/2/237, p. 30.
39. *Ibid.*, p. 32.
40. IRM, 789, cité par Carlos Serrano, *L'Enjeu espagnol : PCF et guerre d'Espagne*. Le rapport est pp. 182-215; ici, p. 196.
41. *Ibid.*
42. *Ibid.*, pp. 225, 227 et 229.
43. *Ibid.*, p. 73.
44. Ronald Fraser, *Blood of Spain*, p. 197.
45. *Documents diplomatiques français 1932-1939*, ci-après DDF, III, p. 95.
46. *Documents on German Foreign Policy : Germany and the Spanish Civil War*, ci-après DGFP, p. 13.
47. *Ibid.*, p. 106.
48. DDF, rapport du 27 novembre 1936, p. 72.
49. *Ibid.*, rapport du 14 octobre 1936, p. 351.
50. H.H. Abendroth, *Hitler in der spanische Arena*, pp. 41-42.
51. John F. Coverdale, *Italian Intervention in the Spanish Civil War*, p. 87.
52. *Ibid.*, p. 106.
53. Pierre Broué, « La non-intervention de l'URSS », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 28, décembre 1986, p. 49.
54. *Foreign Relations of the United States of America. The Soviet Union 1933-1949*, ci-après FRUSA, 1936, II, p. 452.
55. *Ibid.*, p. 461.
56. *Ibid.*
57. *Ibid.*, p. 563.
58. E.N. Dzelepy, *The Spanish Plot*, p. 49.
59. S. Ginsburg, ancien du NKVD qui avait fait défection en 1938, écrivit ses souvenirs dans le livre *I was Stalin's Agent*, qui fut fortement contesté par les staliniens et leurs agents d'influence, et qui, aujourd'hui encore, suscite des réserves bien qu'il ait été pour l'essentiel confirmé par les découvertes et révélations ultérieures. Le point de ce débat dans Jean Monds (Don Amsden), « Krivitsky and Stalinism in the Spanish Civil War », *Critique*, n° 9, 1978, pp. 7-36. Une édition russe vient de paraître à Moscou avec une présentation de Boris Starkov.
60. La source de nos informations se trouve dans « Kandelaki Mission », Auswärtiges Amt Film, Serial 1909 H 429 294-324 (archives nationales de Washington). Ces documents ont été

omis dans le volume correspondant des documents diplomatiques allemands, pour des raisons inavouées. Les documents sur les entretiens entre Gnedine et Dürksen sont dans EAP 250 - d - 18.15, Ausssenpolitische Amt Osten, microfilm T 81/14, aux archives de Washington, et ont été publiés dans *Survey* en octobre 1963. Voir également l'article de Evgenii Gnedine dans *SSSR : vnutrennie protiv corechia*, n° 4, 1982.

Chapitre V

1. DGFP, rapport du 28 septembre 1936, p. 97.
2. CRP, 495/2/237, pp. 177-210.
3. *Ibid.*, p. 23.
4. *Ibid.*, pp. 207-211.
5. *Ibid.*, p. 215.
6. N.G. Kouznetzov, *Na dalekom meridiane*, pp. 14-16.
7. A.I. Rodimtsev, *Pod nebom Ispanii*, pp. 13-19.
8. *Ibid.*, rapport du 16 octobre 1936, p. 112.
9. FRUSA, rapport du 20 novembre 1936, p. 563.
10. *Pravda*, 8 octobre 1936.
11. Cette phrase fit croire à l'époque à la rupture de l'URSS avec le comité de non-intervention.
12. *Pravda*, 24 octobre 1936.
13. *Ibid.*, 16 octobre 1936.
14. *Ibid.*
15. *Ibid.*, 17 octobre 1936.
16. Walter G. Krivitsky, *I was Stalin's Agent*, p. 98, parle d'un bureau politique confidentiel réuni juste après le 28 août et qui aurait pris la décision de l'aide « cachée » à l'Espagne.
17. Ivan Maisky, *Spanish Notebooks*, p. 74.
18. Dante A. Puzzo, *Spain and the Great Powers, 1936-1941*, p. 199.
19. Angel Viñas, *El Oro de Moscú...*, p. 157.
20. *Soviet Shipping in the Spanish Civil War*, p. 13.
21. *Ibid.*, p. 4.
22. *Ibid.*, pp. 4-8.
23. J. Salas Larrazábal, *Intervención extranjera en la guerra de España*, p. 424.
24. M.T. Mechtchériakov, *Ispanskia Respublika i Komintern...*, p. 51.
25. Cité par Angel Viñas, *El Oro de Moscú...*, p. 540.
26. Dante A. Puzzo, *Spain and the Great Powers...*, p. 103.
27. Cité par Angel Viñas, *El Oro de Moscú...*, p. 266.
28. Ignacio Hidalgo de Cisneros, *Cambio de Rumbo*, II, pp. 298-300.
29. D. Grisoni et G. Hertzog, *Les Brigades de la mer*, p. 211.
30. Angel Viñas, *El Oro de Moscú...*, p. 50.
31. *Ibid.*, p. 157.
32. *Ibid.*, p. 292.
33. *Ibid.*, p. 308.
34. *Ibid.*, p. 349.
35. *Ibid.*, p. 361.
36. *Ibid.*, p. 440.
37. Julián Gorkin, *España, primer ensayo de democracia popular*,

- p. 55. Sans prétendre régler cette question, Carlos Serrano, petit-fils d'un des fondateurs du quotidien, Jean-Richard Bloch, consacre un chapitre de son livre *L'Enjeu espagnol...*, pp. 89-93, sous le titre « L'or de Madrid », à la naissance de *Ce soir*.
38. Michael Alpert, *El Ejército republicano en la guerra civil*, p. 252, citant une source soviétique, *Solidarnost naradovs Ispanskoi Respublikoi*, 1972.
 39. Louis Fischer, *Men and Politics*, p. 499.
 40. M.T. Mechtchériakov, *Ispanskia...*, p. 453.
 41. Louis Fischer, *Men and Politics*, p. 392.
 42. Louis Fischer, *Russia and Spanish Revolution*, p. 279.
 43. Louis Fischer, *Men and Politics*, p. 302.
 44. Arturo Barea, *The Forging of a Rebel*, p. 684.
 45. Il existe d'innombrables souvenirs, études, mémoires, biographies sur ces hommes, surtout depuis que les victimes de Staline ont été réhabilitées. Citons particulièrement *Pod znamenem ispanskoi respubliki* (Sous le drapeau de l'Espagne républicaine) et l'étude de José Luis Alcofar Nassaes, *Los Asesores en la Guerra civil española. Los Mejicanos*.
 46. S.A. Vaoupchassov, *Na trevojnnykh perekr'estkakh : zapiski chekista*, Moscou, 1971.
 47. *Ibid.*, pp. 100-106.
 48. « Les techniciens soviétiques dans notre armée », doc. 76, archives CNT Amsterdam.
 49. N.G. Kouznetzov, *Na dalekom meridiane*, p. 246.
 50. Louis Fischer, *Men and Politics*, p. 499.
 51. Jacinto Toryho, *No éramos malos*, p. 292.
 52. Louis Fischer, *Russia's Road from Peace to War. Soviet Foreign Relations 1917-1941*, pp. 262-263.
 53. Ilya Ehrenbourg, *La nuit tombe*, p. 154.
 54. Cité par Angel Viñas, *El Oro...* p. 153.
 55. *Mundo obrero*, 28 août 1936.
 56. *Claridad*, 29 août 1936.
 57. César Falcón, *Madrid*, p. 159.
 58. CRP, 495/2/237, p. 211.
 59. *Ibid.*, pp. 211-212.
 60. Clara Campoamor, *La Révolution espagnole vue par une républicaine*, pp. 144-146.
 61. César Falcón, *Madrid*, pp. 159-160.
 62. AH-CCPCE, « Overshenno sekretno », carp. 58, p. 19.
 63. AHN, Papiers Araquistáin. José María Aguirre à Ramón Araquistáin, note sur le 4 septembre 1936, Leg. 71/22; 75/7.
 64. Luis Araquistáin, « El comunismo y la guerra de España », in *Sobre la Guerra civil y en la emigración*, ci-après SLG, p. 215.
 65. FRUSA, rapport du 6 septembre 1936, p. 257.
 66. Ilya Ehrenbourg, *La nuit tombe*, p. 160.
 67. *Ibid.*
 68. Jacinto Toryho, *No éramos malos*, p. 285.
 69. *Solidaridad Obrera*, 21 octobre 1936.
 70. Jacinto Toryho, *No éramos malos*, p. 290.
 71. *Ibid.*, p. 384.
 72. Walter G. Krivitsky, *I was Stalin's Agent*, pp. 115 et 125-133.

73. Arthur Koestler, *The Invisible Writing* (traduction française : *Hiéroglyphes*) p. 372.
74. Claud Cockburn, *A Discord of Tempests*, p. 304.
75. Ilya Ehrenbourg, *La nuit tombe*, p. 186.
76. Arturo Barea, *The Forging of a Rebel*, p. 585.
77. Walter G. Krivitsky, *In Stalin's Secret Service*, p. 120.
78. José García Pradas, *La Traición de Stalin* pp. 51-57.
79. Je dois à Mrs. Ella Wolfe un exemplaire du texte de l'entretien qu'Orlov eut aux États-Unis, après sa défection, avec le professeur Stanley G. Payne, où il défend ce point de vue avec un acharnement peu convaincant.
80. Walter G. Krivitsky, *op. cit.*, 124-130.
81. Ilya Ehrenbourg, *La nuit tombe*, pp. 301-302.
82. Ramón Mercader assassina Trotsky au Mexique.

Chapitre VI

1. Cité par Ronald Fraser, *Blood of Spain*, p. 263.
2. M. T. Mechtchériakov, *Ispanskaia...*, p. 36.
3. Eudocio Ravines, *Yenan Way*, pp. 79-80.
4. M.T. Mechtchériakov, *op. cit.*, p. 37.
5. Enrique Castro Delgado, *J'ai perdu la foi à Moscou*, p. 27.
6. Justo Martínez Amutio, *Chantaje a los Pueblos*, p. 271.
7. CRP, lettre d'Ercoli, 495/74/212, p. 19.
8. Mechtchériakov, *op. cit.*, pp. 40 sq.
9. Burnett Bolloten, *La Guerra civil española*, pp. 256-257, n. 46, discute le « cas Fischer » et les points de vue exprimés là-dessus par David Caute, *The Fellow Travellers*, et Justo Martínez Amutio, *Chantaje a un Pueblo*.
10. R. Rufat, *Espions de la République*, Paris, 1989.
11. Les indications sont éparées. Cf. cependant Andreu Castells, *Las Brigadas internacionales de la guerra de España*, pp. 487 et 607.
12. Interview du colonel Dumont, *Le Volontaire de la Liberté*, n° 27, 14 octobre 1937.
13. Charles Tillon, *On chantait rouge*, p. 223.
14. *Ibid.*, p. 242.
15. La lumière a été faite sur la personnalité et la biographie du général Kléber par un article de *Sovietskaia Boukovina*, du 20 février 1965. Je dois l'information et son contenu à Burnett Bolloten.
16. *El Día gráfico*, 26 novembre 1936.
17. *El Socialista*, 12 novembre 1938.
18. Justo Martínez Amutio, *Chantaje...* pp. 337-343.
19. Andreu Castells, *Las Brigadas internacionales...*, p. 255.
20. Carlos Serrano, *L'Enjeu espagnol...*, pp. 54-56.
21. Andreu Castells, *Las Brigadas...*, pp. 26-30.
22. D. Grisoni et G. Hertzog, *Les Brigades de la mer*, p. 42.
23. Carlos Serrano, *L'Enjeu espagnol...*, p. 53.
24. *Ibid.*, pp. 30-33.
25. *Ibid.*, pp. 52-53.
26. Jacques Delperrié de Bayac, *Les Brigades internationales*, p. 81.
27. *Ibid.*, p. 66.

28. *Ibid.*, p. 82.
29. Carlos Serrano, *L'Enjeu espagnol...*, pp. 84-86.
30. Sandor Voros, *American Commissar*, p. 283.
31. Lettre du 2 janvier 1986, Hoover Institution, citée par Burnett Bolloten, *La Guerra civil española*, p. 464.
32. *Ibid.*, lettre du 2 février 1986.
33. Cité par Jacques Delperrié de Bayac, *Les Brigades internationales*, p. 89.
34. DBFP, rapport du 14 octobre 1936, p. 30.
35. DDF, rapport du 14 octobre 1936, p. 30.
36. Ronald Fraser, *Blood of Spain*, p. 264.
37. *Ibid.*, p. 111.
38. *Mundo obrero*, 10 novembre 1936.
39. *Ibid.*, 23 novembre 1936.
40. Markoosha Fisher, *My Live in Russia*, p. 145.
41. Ronald Fraser, *Blood of Spain*, p. 262.
42. Arthur Koestler, *The Invisible Writing*, p. 397.
43. V. Arroyo, *International Press Correspondence*, 7 novembre 1936.
44. Luis Araquistáin, « El comunismo... », *SLG*, p. 223.
45. Nathan Markovitch Poretski, l'agent Ludwig, connu après sa mort comme Ignace Reiss, se rallia à Trotsky et fut assassiné en septembre 1937. Son camarade S. Ginsburg (dit Krivitsky, l'agent Walter) fit défection et survécut un peu à la guerre d'Espagne.
46. D. Grisoni et G. Hertzog, *Les Brigades de la mer*, p. 52.
47. Gaston Cusin (voir index) raconte que Cerreti, lors de leur première rencontre, lui spécifia « d'un ton irrité que ni Thorez ni Duclos n'avaient rien à faire dans notre domaine commun qui relevait de la seule Internationale, dont il tenait, lui seul, mandat » (*ibid.*, p. 107).
48. Dans le cadre de l'Internationale syndicale rouge, l'Internationale des marins et dockers que dirigeait l'Allemand Ernst Wollweber était l'une des forteresses des « services ». Dumay avait animé un club, puis avait été chargé de leur organisation et généralisation dans les pays latins de 1929 à 1933.
49. D. Diamant, *Les Juifs dans l'armée républicaine espagnole*, pp. 332 et 368.
50. D. Grisoni et G. Hertzog, *Les Brigades de la mer*, p. 99.
51. Carlos Serrano, *L'Enjeu espagnol...*, p. 103.
52. Il est piquant de trouver parmi les rouages de l'appareil d'État qui épaulaient secrètement mais en toute légalité les efforts de Gaston Cusin un capitaine Salan, du Deuxième Bureau, le futur général.
53. Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du Parti communiste*, t. IV, p. 130.
54. Charles Tillon, *On chantait rouge*, p. 248, n. 2. Roger Codou, *Le Cabochard*, p. 75, parle de « vénérables reliques » et de « lots de ferraille ».
55. Philippe Robrieux, *Histoire intérieure...*, p. 131.
56. D. Grisoni et G. Hertzog, *Les Brigades de la mer*, p. 391.
57. *Ibid.*, pp. 67, 190-194. Cerreti indique que la moindre sortie du yacht, vrai « palace flottant », coûtait 500000 livres sterling et

détaille les fastes d'une réception destinée à séduire le capitaine – lequel gagnait autant qu'un « directeur de banque » – et à l'habituer aux visages des gens qu'il aurait à transporter, dans un « joli petit château baroque » ayant appartenu à la Du Barry, en Normandie.

58. *Ibid.*, p. 97.

59. *Ibid.*, p. 393.

60. Dominique Desanti, *L'Internationale communiste*, pp. 249-250. Il semble qu'il y ait confusion entre deux épisodes, celui du *Cap-Pinède* n'étant pas le transfert de l'or espagnol à Moscou, bien antérieur. Mais l'histoire est sans doute plus complexe.

61. Charles Tillon, *Un procès de Moscou à Paris*, pp. 93-94, ne dément ni le fait que Sugny ait été administrateur de France-Navigation, ni que le *Cap-Pinède* ait débarqué des caisses d'or à Port-Vendres. Il proteste contre son implication dans une telle affaire, faite, précise-t-il, par un « monsieur » et un « personnage » qui est « un ancien collaborateur de Billoux ».

62. Arthur Koestler, *The Invisible Writing*, p. 388.

63. *Ibid.*, p. 391.

64. Soulignons à ce propos les informations données à ce sujet par Carlos Serrano, décidément réfractaire à toute censure, et son hypothèse selon laquelle le PCF n'aurait pas été étranger à la « disgrâce » de Münzenberg. Il indique notamment l'hostilité à son égard de Jaques Duclos; cf. *L'Enjeu espagnol...*, p. 71.

Chapitre VII

1. DGFP, pp. 108-109.

2. DBFP, rapport du 26 octobre 1936, pp. 475-476.

3. FRUSA, p. 301.

4. DDF, rapport du 13 août 1936, p. 209.

5. *Ibid.*, p. 152.

6. *Ibid.*, 2 octobre 1936, p. 462.

7. Jonathan Haslam, *The Soviet Union and the Struggle for Collective Security in Europe*, p. 112.

8. *Izvestia*, 4 août 1936.

9. *Ibid.*

10. DGFP, rapport du 21 décembre 1936, p. 176.

11. Stephen Cohen, *Boukharine*, pp. 444-445.

12. *Izvestia*, 4 août 1936.

13. DDF, rapport du général Schweisguth, 5 octobre 1936, p. 513.

14. *Ibid.*, rapport du 8 février 1937, p. 716.

15. *Ibid.*

16. *Ibid.*, rapport du 28 décembre 1937, p. 364.

17. *Ibid.*, rapport du 15 décembre 1936, p. 247.

18. *Ibid.*, rapport du 30 janvier 1937, p. 641.

19. *Ibid.*, rapport du 15 juin 1937, p. 186.

20. *Ibid.*

21. *Ibid.*, p. 716.

22. *Ibid.*, rapport du 8 février 1937, p. 716.

23. *El Día gráfico*, 16 octobre 1936.

24. Diego Abad de Santillán, *Por qué perdimos la guerra*, p. 30.

25. Gustav Regler, *The Owl of Minerva*, pp. 294-295.

26. *New York Times*, 27 décembre 1938.
27. Louis Fischer, *Men and Politics*, p. 437.
28. *M. Koltsov, kakim on byl. O vstrechakh s Koltsovyim rasskazyvaet Emma Vol'f uchastnitsa v Ispanii*, p. 310.
29. Adam B. Ulam, *Experience and Coexistence*, pp. 245-246.
30. *Ibid.*, p. 246.
31. *La Batalla*, 2 décembre 1936.

Chapitre VIII

1. Ronald Fraser, *Blood of Spain*, p. 137.
2. Voir ma communication au colloque international sur la guerre civile d'Espagne, à Barcelone, avril 1979 : « Les organes de pouvoir révolutionnaire : essai méthodologique », *Bulletin d'information FIEHS*, 4 décembre 1982, original du texte castillan publié dans P. Broué, R. Fraser, P. Vilar, *Metodologia histórica de la Guerra y Revolución*, Barcelone, 1980.
3. Ainsi l'assassinat de deux officiers, anciens de l'UMRA, Aurelio Martínez et Emilio Escobar, tués après être devenus les conseillers de l'anarchiste Santillán.
4. *Pravda*, 3 octobre 1936.
5. *Pravda*, 16 octobre 1921 et *Kommunisticheskie Internatsional*, n° 16, octobre 1936, p. 15.
6. La « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » était la formule avancée par Lénine pour la Russie avant 1917, par l'IC ensuite pour les pays coloniaux et semi-coloniaux.
7. *Ibid.*, p. 21.
8. *Ibid.*
9. *Pravda*, 18 janvier 1937.
10. *Claridad*, 16 septembre 1936.
11. *Ibid.*, 22 août 1936.
12. Lettre d'Araquistáin à Largo Caballero, 24 août 1936, AHN, Madrid, Papiers Araquistáin, Leg. 32 L 32. Copie dans les papiers Bolloten, Stanford.
13. *Guerra y Revolución en España*, II, pp. 45 et 46.
14. *Pravda*, 25 novembre 1936.
15. *Claridad*, 2 octobre 1936.
16. *Ibid.*
17. Lettre de Negrín à Prieto, 25 juin 1940, Papiers Bolloten, box 54.
18. *Pravda*, 4 mai 1937.
19. La lettre de Staline est reproduite dans *Guerra y Revolución en España*, II, insérée entre les pp. 100 et 101, avec une numérotation de 1 à 3. La référence ci-dessus est à la p. 1 du texte russe, p. 101 de la traduction en castillan.
20. *Ibid.*, pp. 2-3 et 102.
21. Ronald Fraser, *Blood of Spain*, p. 324.
22. *Gaceta de Madrid*, 31 août 1936.
23. Burnett Bolloten, *The Spanish Revolution*, p. 205.
24. *Ibid.*, pp. 205-206.
25. *Ibid.*, p. 206.
26. Voir le chapitre de Burnett Bolloten, « Nationalization versus Socialization », *ibid.*, pp. 210-214.

27. *Gaceta de Madrid*, 10 octobre 1936.
28. *CNT*, 24 septembre 1936.
29. *Ibid.*, 25 septembre 1936.
30. DDF, rapport du 21 juin 1937, p. 169.
31. José García Pradas, *La Traición de Stalin*, p. 5.

Chapitre IX

1. Je ne m'engagerai pas dans la polémique pour savoir si la version « officielle » de l'adhésion des dirigeants JSU à la date anniversaire de la révolution d'Octobre et au cœur de la bataille pour Madrid est exacte ou non : en tout cas, Carrillo se comportait depuis des mois en militant du PCE et l'on peut comprendre l'importance du choix du moment pour annoncer cette adhésion.
2. Burnett Bolloten, dans *La Guerra civil española*, pp. 474-475, discute la question de l'appartenance au PC du secrétaire de la Junte, le « socialiste » Frade, et du commissaire au Ravitaillement UGT Pablo Yagüe, une appartenance que nient les historiens de la Junte, Aróstegui et Martínez, mais qui n'est pas niable pour le deuxième.
3. José García Pradas, *La Traición de Stalin*, p. 52.
4. DDF, rapport du 21 janvier 1937, p. 169.
5. *Ibid.*
6. Luis Araquistáin, « La Verdad sobre el comunismo en España », *SLG*, p. 121.
7. *Mundo obrero*, 13 août 1936.
8. *Ibid.*, 25 août 1936.
9. *Pravda*, 5 septembre 1936.
10. *Ibid.*
11. *Mundo obrero*, 1^{er} octobre 1936.
12. Après l'entrée des trotskystes français dans la SFIO à l'été 1934, Trotsky avait proposé l'entrée des trotskystes de l'ICE dans le PSOE et la FJS. Cette proposition, immédiatement rejetée, avait été reprise plus tard mais finalement abandonnée au profit d'un « regroupement » des communistes non staliniens et de la fondation du POUM.
13. *Mundo obrero*, 12 octobre 1936.
14. *Ibid.*
15. CRP, 495/74/208, pp. 24-25.
16. *Ibid.*
17. *Pravda*, 8 novembre 1936.
18. Signalons l'énorme travail de Julio Aróstegui et Jesús Martínez, *La Junta de Defensa de Madrid*, avec les comptes rendus de ses réunions.
19. Témoignage d'Enrique Rodríguez, interrogé par Pelai Pagès, « El POUM : guerra, revolució i resistència », *L'Avenç*, 86, octobre 1985, p. 13.
20. Burnett Bolloten, *The Spanish Revolution*, p. 378.
21. Témoignage de Hubert von Ranke.
22. Entrevue avec Burnett Bolloten invoquant le témoignage de Serra Pamiès. Cf. aussi Rudolf Rocker, *Extranjeros en España*, p. 91.
23. *La Batalla*, 27 novembre 1936.

24. *El Día gráfico*, 28 novembre 1936.
25. *La Batalla*, 27 novembre 1936.
26. *Solidaridad Obrera*, 15 décembre 1936.
27. *Pravda*, 17 décembre 1936.
28. *Mundo obrero*, 17 décembre 1936.
29. *La Batalla*, 18 décembre 1936.
30. *Ibid.*, 23 décembre 1936.
31. *Claridad*, 20 décembre 1936.
32. *Mundo obrero*, 28 décembre 1936.
33. *The Times*, 5 janvier 1937.
34. *Le Procès du Centre antisoviétique trotskyste*, pp. 566 et 573.
35. *Frente rojo*, 6 janvier 1937.
36. *Pravda*, 7 janvier 1937.
37. *Ibid.*, 18 janvier 1937.
38. *Ibid.*, 22 janvier 1937.
39. *Ibid.*, 2 février 1937.
40. *La Batalla*, 27 janvier 1937.
41. *Frente rojo*, 1^{er} mars 1937.
42. CRP, 495/1823a, p. 43.

Chapitre X

1. *Mundo obrero*, 18 juin 1936.
2. *Frente rojo*, 25 juin 1937.
3. Après la première édition de *La Révolution et la guerre d'Espagne*, j'ai fait la connaissance de Hubert von Ranke et j'ai eu avec lui, sur la recommandation d'un de ses anciens prisonniers, Paul Thalmann, de longues conversations à la suite desquelles j'ai décidé d'assurer, dans la mesure de mes moyens, sa protection contre son passé, en ne le mentionnant plus ; je lui demandais en échange d'écrire ses souvenirs, ce qu'il a fait. Alain Brossat, dans *Agents de Moscou*, lui a consacré un chapitre sans chercher à m'interroger sur l'homme et les rapports que nous avons eus, et je le regrette.
4. Patrick von zur Mühlen a établi sur la base des documents de Salamanque l'appartenance du « servicio Alfredo Herz », lui-même auxiliaire intérimaire de police, au Grupo de Información du commissaire Mariano Gómez Emperador, de la police catalane : *Spanien war ihre Hoffnung*, pp. 148-149.
5. Justo Martínez Amutio, *Chantaje a los Pueblos*, pp. 228-230.
6. Cité par Victor Alba et Stephen Schwartz, *Spanish Marxism vs. Soviet Communism*, p. 253.
7. *Castilla libre*, 15 avril 1937.
8. Bon résumé du dossier dans « Las checas del PC », document de la FAI n° 56, archives CNT Amsterdam.
9. *Mundo obrero*, 15 avril 1937.
10. « Las checas del PC », document de la FAI n° 53, archives CNT Amsterdam.
11. Le SSI (Servicio Secreto Inteligente) était un département spécialisé de la police catalane ; il travaillait notamment avec le groupe DAS (Deutsche Anarcho-Syndikalisten), formé de quatre militants allemands (Kopp, Eugen Scheyer, Ferdinand dit Nante et Elli Götze). Selon l'agent SSI 29, les anarcho-syndica-

listes disposaient de complicités dans l'appareil stalinien et Arturo Perucho, directeur de *Treball*, était l'un de leurs informateurs (AHN, Salamanque, BPS13).

12. *Ibid.*
13. *Ibid.*
14. *Ibid.*
15. J. Gorkin, *El Proceso de Moscu en Barcelona*, pp. 225-227. Il indique en passant la mort du tortionnaire, enterré vivant par ses codétenus dans le camp d'Argelès.
16. Lettre de Negrín à Prieto, 5 juin 1940, Papiers Bolloten, Hoover, Stanford.
17. Pierre Broué, « La mission de Wolf en Espagne », *Cahiers Léon Trotsky*, n° 10, juin 1982, pp. 75-84.
18. AHN (Salamanque), BPS, Leg 232.
19. Jesús Hernández, *La Grande Trahison*, p. 105. Costello et Tzarev, dans *Deadly Illusions* donnent une photo d'un document (archives KGB, « Orlov », n° 32476, vol. I, p. 164). Le rapport d'Orlov sur l'assassinat de Nin, *ibid.*
20. *Pravda*, 25 août 1937.
21. *Frente rojo*, 10 avril 1937.
22. Georges Soria, *Trotskyism in the Service of Franco*, p. 24.
23. Hans Schafranek, *Das kurze Leben des Kurt Landau*. Dans ce travail érudit, l'auteur consacre les pp. 496-503 à faire le point sur la disparition de Kurt Landau.
24. *Grido del Popolo*, du 20 mai 1937, organe du PCI, commenta ce meurtre en ces termes : « Camillo Berneri [...] che [...] ha provocato l'insurrezione sanguinosa contra il governo del Fronte popolare de Catalogna, è stato giustiziato. »
25. Selon le rapport de SSI 29 cité plus haut, l'opération contre Rein aurait été menée par le tchékiste polonais Chaya Kindermann. Voir AHN (Salamanque), la déposition de Carlotta Durán chez qui Landau habitait, 10 octobre 1937, SPS Barcelone, 1568.
26. Andreu Castells, *Las Brigadas internacionales...*, pp. 132-133. Relevons que le « procureur » qui réclama la peine de mort contre Delasalle était un cadre ouvrier parisien du PCF, André Heussler, lequel fut exécuté par ses camarades pendant l'occupation sous l'accusation de « trahison ».
27. *Ibid.*, p. 336.
28. Le soldat avait été arrêté chez une jeune fille qu'il fréquentait et pour laquelle il avait fait le mur. Il accusa l'officier d'avoir des raisons personnelles et lâcha l'insulte. Dans *Le Cabochard*, pp. 117-118, Roger Codou raconte l'exécution dont il a été le témoin et le vif incident qui le mit ensuite aux prises – parce qu'il affirmait, soutenu par le commandant Sagnier, que cette exécution était un « crime » – avec le commissaire Tanguy (futur Rol) qui leur opposait la « discipline ». Marty donna raison aux premiers et assura qu'il fallait désobéir à de tels ordres et que ceux qui le feraient seraient « couverts » par lui.
29. Sur la mort de Beimler, vraisemblablement exécuté par un Allemand du GPU, Richard Staimer, Patrick von zur Mühlen a fait une remarquable mise au point dans *Spanien war ihre Hoffnung*, pp. 214-226.

30. Guelfo Zaccaria, *200 comunisti italiani tra le vittime dello stalinismo*, pp. 255-256.
31. Julián Zugazagoitia, *Guerra y vicisitudes de los Españoles*, pp. 291-294.
32. Hubert von Ranke, qui travaillait pour la police de la Généralité, a été informé par un coup de téléphone de l'un de ses indicateurs qu'il y avait des documents intéressants cachés dans une librairie de Lérida. Sur leur fabrication, voir Orlov, 23 mai 1937, 7862, vol. I, p. 94.
33. Parmi les documents trouvés par Ranke à Lérida, le « plan N » qui allait être attribué à Nin et présenté comme une preuve de son activité d'espionnage.
34. *Mundo obrero*, 20 octobre 1937.
35. Il existe plusieurs travaux sur le procès du POUM : Andrés Suárez (Ignacio Iglesias), *El Proceso contra el POUM*, 1974; Julián Gorkin, *El Proceso de Moscú en Barcelona*, 1973. Récemment, une publication de la Fundación Andreu Nin, *El Proceso de 1938 contra el POUM*, avec une présentation de Carmen Grimau, la fille du membre du PCE exécuté par Franco longtemps après la fin de la guerre civile, a reproduit les minutes du procès.
36. Préface à Max Rieger, *Espionnage en Espagne*, p. 13.
37. R. Revol, « Procès de Moscou en Espagne, » *Cahiers Léon Trotsky*, n° 3, 1979, pp. 130-132.
38. CRP, 495/74/210, p. 14.

Chapitre XI

1. Winston Churchill, commentant dans son journal la création de l'Armée populaire, écrit : « On a formé une armée qui possède de la cohésion. [Quand] toute la structure de la civilisation et de la vie sociale est détruite, l'État ne peut se reconstituer que dans un cadre militaire [...]. Dans sa nouvelle armée, la République espagnole possède un instrument dont la signification n'est pas seulement militaire, mais politique » (*Journal politique*, pp. 77-78).
2. Curieusement, l'idée même de l'adhésion de Miaja au PCE est tournée en ridicule par Arostegui, pourtant très sérieux, mais qui ne donne aucun des témoignages contraires.
3. *Claridad*, 5 novembre 1936.
4. Cité par Burnett Bolloten, *The Spanish Revolution*, p. 253.
5. Discours de Mije, *Mundo obrero*, 9 septembre 1936.
6. Francisco Largo Caballero, *La UGT y la Guerra*, pp. 10-11.
7. *CNT*, 28 juin 1937.
8. Carlos de Baráibar, art. cit., *Timón*, p. 70.
9. « Nota del Secretariado de Propaganda, CNT-FAI », 7 janvier 1937.
10. Segismundo Casado, *The Last Days of Madrid*, pp. 53-54.
11. On peut remarquer qu'en arrivant à la tête du gouvernement, Negrín remplace son camarade de parti – mais caballeriste – Wenceslao Carrillo (père de Santiago) par un membre du PC à ce poste de confiance.
12. Burnett Bolloten, *The Spanish Revolution*, pp. 206-207.
13. Sur les liens de Garcès avec les services soviétiques, Burnett

Bolloten invoque le témoignage de José Muñoz López, haut fonctionnaire du SIM.

14. *Epistolario Prieto-Negrín*, p. 100. M. Fernández était du PSUC.
15. Témoignage personnel de Hubert von Ranke.
16. Entrevue avec Burnett Bolloten.
17. Jorge Semprun, *Autobiografía de Federico Sánchez*, pp. 17 et 24.
18. *Kommunistitcheskii internatsional kratkin o istorii ocherki*, p. 443.
19. CNT, 29 avril 1937.
20. Carlos Hernández Zancajo, *Tercera Etapa de Octubre*, p. 12.
21. *Claridad*, 30 avril 1937.
22. Voir ci-dessus.

Chapitre XII

1. Gerald Brenan, *The Spanish Labyrinth*, p. 326.
2. CRP, 495/74/212, p. 67.
3. CRP, 445/74/12, p. 54.
4. CRP, 495/74/219, pp. 53 et 74.
5. Carlos de Baráibar, *Via libre*, 25 août 1939.
6. Francisco Largo Caballero, *Mis Recuerdos*, p. 209.
7. *El Socialista*, 25 février 1937.
8. *Solidaridad Obrera*, 27 décembre 1937.
9. *Frente libertario*, 31 décembre 1936, rapporte que CNT de Madrid a été suspendue pour avoir fait allusion à la version cénétiste de l'événement.
10. Entrevue avec Juan Andrade.
11. Arthur Koestler, *The Invisible Writing*, p. 408. Voir aussi les commentaires de Philip Knightley, *The First Casualties. The War Correspondent as Hero and Myth*, pp. 195-199.
12. Jesús Pérez Salas, *Guerra en España 1936-1939*, p. 144.
13. *Ibid.*
14. AHN (Salamanque), Madrid, PS 542, rapport du 27 novembre 1937 du comité régional du PC du Levant.
15. « Caballero Youth Defeat Stalinists », *New Leader*, 16 décembre 1938.
16. AHN (Salamanque), Madrid, PS 542.
17. CRP, 495/74/212, pp. 43-44.
18. *Ibid.*, p. 56.
19. *Ibid.*, pp. 59-60.
20. *Ibid.*, p. 60.
21. CRP, 495/74/209, p. 154.
22. CRP, 495/74/212, lettre du 26 janvier 1938.
23. CRP, 495/74/219, rapport d'Ercoli du 21 mai 1939, p. 80.
24. *Ibid.*, p. 83.
25. *Ibid.*, p. 84.
26. *Ibid.*, p. 45.

Chapitre XIII

1. *Claridad*, 9 avril 1936.
2. Francisco Largo Caballero, *Notas históricas...*, pp. 264-265.
3. *New York Times*, 19 mai 1939.

4. Francisco Largo Caballero, *Notas históricas...*, pp. 264-265.
5. Francisco Largo Caballero, *La UGT y la Guerra*, p. 41.
6. Le secrétaire du vieux dirigeant, J.M. Aguirre, écrivait à Araquistáin le 28 février 1937 : « J'ai une confiance totale en notre chef. Mais il est si seul ! Il n'y a personne, pratiquement personne, qui puisse l'aider à faire effectivement ce qu'il faut faire » (AHN, Papiers Araquistáin, Leg. 23/A28 a).
7. Gabriel Cardona, *El Poder militar en la España contemporánea*, p. 224, n. 2.
8. *Mundo obrero*, 9 septembre 1936.
9. *Ibid.*, 12 septembre 1936.
10. *Claridad*, 27 février 1937.
11. G. Ganga Tremiño, *Hoy*, 5 décembre 1942.
12. Francisco Largo Caballero, *Notas históricas...*, pp. 599-600.
13. *Mundo obrero*, 12 février 1937, inaugure ce thème qui va être orchestré pendant des semaines.
14. *Nosotros*, 25 février 1937.
15. *Adelante*, 24 février 1937.
16. *Timón*, juillet 1940, p. 67.
17. *Ibid.*, p. 70.
18. *Ibid.*, p. 71.
19. *Ibid.*
20. Francisco Largo Caballero, *Adelante*, 11 mai 1937.
21. Burnett Bolloten accumule les témoignages et les indices sur le fait que, dès février 1937, on savait que Negrín était le candidat de Moscou à la succession de Largo Caballero (« Negrín, el hombre de Moscú », *Historia*, n° 16, 117, p. 11). Il cite notamment sur ce point l'ex-dirigeant du PSUC Miguel Serra Pamiès.
22. CRP, 496/74/219, p. 7.
23. *Ibid.*
24. *Ibid.*, p. 11.
25. CRP, 495/74/208 a, p. 22.
26. *Ibid.*, pp. 26-28.
27. Le texte intégral se trouve reproduit sous le titre déjà cité de *La UGT y la Guerra*.
28. Correspondance de Negrín, Papiers Bolloten, Hoover, Stanford. On ignore le nom du correspondant parisien de Negrín.
29. *Adelante*, 23 avril 1937.
30. Discours au cinéma Olimpia, *Frente rojo*, 29 mai 1937.
31. *España libre*, 4 avril 1940.
32. Eudocio Ravines, *The Yenan Way*, p. 191.

Chapitre XIV

1. Voir *Los Sucesos de mayo de 1937 : Una revolución en la República*, 1988, série d'études.
2. Eduardo Cuevas de la Peña, *Recuerdos de la guerra de España*, p. 47.
3. La caserne Vorochilov était pratiquement un local du PSUC.
4. Diego Abad de Santillán, *Por qué perdimos la guerra*, pp. 98-99.
5. *Treball*, 28 avril 1937.
6. *La Batalla*, 28 avril 1937.

7. *La Humanitat*, 27 avril 1937.
8. Ronald Fraser, *Blood of Spain*, pp. 377-378.
9. Je suis ici la chronologie des faits de M. Peciña et F. Mintz, *The Friends of Durruti, the Trotskyists and the May Events*, 88 p. dact., Papiers Bollothen.
10. « Les événements de Mai », document de la FAI n° 17, archives CNT, Amsterdam.
11. Le récit de base est celui qui a été censuré dans *Solidaridad Obrera* : on en trouvera le texte italien dans *Camillo Berneri*, édité par les archives Berneri à Pistoia, pp. 42-45.
12. *Treball*, 2 juin 1937.
13. *L'Humanité*, 6 mai 1937.
14. *Pravda*, 9 mai 1937.
15. L'amalgame est ici avec des anarchistes caricaturaux.
16. *Pravda*, 11 mai 1937.
17. *Bolchevik*, n° 10, 15 mai 1937, p. 73.
18. *Ibid.*
19. *News Chronicle*, 10 mai 1937.
20. Manuel Cruells, *El Fets de Maig*.
21. Diego Abad de Santillán, *Por qué perdimos la guerra*, pp. 166-170, fait le récit des événements et en tire cette conclusion. Il raconte en outre une discussion qu'il eut, le 18 août 1937, avec García Oliver et Vázquez, au cours de laquelle il ne réussit pas à les convaincre de cette erreur et de la nécessité de la réparer.
22. Diego Abad de Santillán, *ibid.*, assure que, dans le cours des négociations, les gens du PSUC donnaient le sentiment de se savoir battus.
23. J'ai rassemblé les principaux textes de l'opposition de José Rebull dans les annexes de Léon Trotsky, *La Révolution espagnole*, pp. 223-235.
24. Lettre de Wilebaldo Solano.
25. Voir Léon Trotsky, *La Révolution espagnole*.
26. J'ai assuré cela dans *La Révolution et la guerre d'Espagne*, p. 264.
27. *Solidaridad Obrera*, 29 janvier 1937.
28. *Treball*, 2 juin 1937.
29. *Solidaridad Obrera*, 2 mai 1937.
30. *Pravda*, 4 mai 1937.
31. Cité dans *Spanish Revolution*, 20 août 1937.
32. Ronald Fraser, *Blood of Spain*, p. 490.
33. Cité *ibid.*, p. 491.
34. José García Pradas, p. 53.
35. *Ibid.*, p. 75.
36. *Ibid.*, p. 52.
37. CRP, 495/74/219, p. 24.
38. Le lieutenant-colonel Antonio Garijo était soupçonné, dès 1938, d'avoir des liens avec le SIPM franquiste. Le général Matallana avait pris contact avec le SIPM dès fin 1937. Quant au colonel Centaño de la Paz, commandant d'un parc d'artillerie, il était le chef du SIPM en zone républicaine.
39. Charles Tillon, *On chantait rouge*, pp. 248-276.
40. D. Grisoni et G. Hertzog, *Les Brigades de la mer*, pp. 234-280.

41. Ronald Fraser, *Blood of Spain*, p. 501.
42. *Ibid.*, p. 502.
43. *Ibid.*
44. José García Pradas, « Cinco Meses después », *Timón*, 1^{er} janvier 1940, pp. 74-75.
45. CRP, 495/74/219, p. 43.
46. Sandor Voros, *American Commissar*, p. 410.
47. En principe, l'effectif d'un bataillon était de 500.
48. CRP, 495/74/209, p. 5.
49. (Stefanov), *Overchenno sekretno*, AH CCPCE Madrid, 258 p., Carp. 58.

Chapitre XV

1. Julián Gorkin, *España, primer ensayo de democracia popular*.
2. *La Batalla*, 17 octobre 1936.
3. *Ibid.*, 26 février 1937.
4. *La Correspondencia de Valencia*, 18 mai 1937.
5. *Frente rojo*, 7 août 1937.
6. *Verdad*, 8 août 1937.

Conclusion

1. CRP, 495/74/217, p. 31.
2. Ignacio Gallego, « El Papel del PCE », *Tiempos de Historia*, 62, janvier 1980, pp. 22-34.
3. María de Rupíerez, « Georges Soria, Testigo de la Historia », *ibid.*, 48, novembre 1978, pp. 16-25.
4. Ricardo Dessau, « Angel Viñas : el oro español en la URSS », *ibid.*, 54, 1979, pp. 4-13.
5. Ignacio Gallego, *art. cit.*, p. 28.
6. Santiago Carrillo, *Eurocomunismo et État*, pp. 176-177.
7. María de Rupíerez, *art. cit.*, p. 17.
8. *Ibid.*, p. 21.
9. *Ibid.*
10. *Workers Age*, 25 décembre 1937.
11. *Pravda*, 29 mai 1984.
12. L'intoxication réalisée par les amis de gens comme Soria, démultipliée par l'ignorance, la paresse et la stupidité de certains journalistes, donne d'étonnants résultats. Ainsi l'un des grands quotidiens parisiens annonçait-il sa mort en écrivant qu'il avait été « avec Malraux et Hemingway correspondant de guerre en Espagne » et qu'il était « ami de Breton ».
13. Angel Viñas, in Ricardo Dessau, *art. cit.*, p. 8.
14. *Ibid.*
15. *Ibid.*, p. 9.
16. *Ibid.*

Index

Index des noms d'auteurs

Nous n'avons placé ici que les auteurs qui n'ont pas vécu adultes en Espagne ou en commentateurs attentifs de la guerre civile au moment où elle se déroulait et n'en sont donc ni combattants ni témoins, même de loin. Ceux qui le sont se retrouvent dans l'index général des noms.

- | | |
|--|---|
| ABENDROTH, Hans-Henning : 293. | DELPERRIÉ de BAYAC : 297. |
| ALBA, Victor (Père Pagès dit) : 302. | DESANTI, Dominique : 128. |
| ALCOFAR NASSAES, José Luis : 295. | DESSAU, Ricardo : 307. |
| ALMENDROS, Joaquín : 291. | DIAMANT, David : 297. |
| ALPERT, Michael : 295. | DZELEPY, E.N. : 86. |
| ARÓSTEGUI SÁNCHEZ, Julio : 300. | ERIKSON, John : 88. |
| ARROYO, Vicente : 297. | FERRI, Libert et GENOVÈS, Dolorès : 182. |
| BAREA, Arturo : 295, 296. | FRASER, Ronald : 121, 292, 293, 297, 299, 300, 304, 306, 307. |
| BIZCARRONDO, Marta : 290. | GNEDINE, Evgenii : 88, 194, 294. |
| BLOCH, Jean-Richard : 295. | GRIMAU, Carmen : 303. |
| BOLLOTEN, Burnett : 9, 289, 296, 297, 300, 301, 302, 304, 306. | GRISONI, Dominique et HERTZOG, Gilles : 294, 297, 307. |
| BRENAN, Gerald : 205, 304. | HASLAM, Jonathan : 134, 297. |
| BROSSAT, Alain : 302. | HERTZOG, Gilles : 294, 297. |
| BROUÉ, Pierre : 19, 81, 282, 289, 292, 293, 299, 302. | KNIGHTLEY, Philip : 305. |
| BUCKLEY, Henry : 290. | KNOBLAUGH, H. Edward : 49. |
| CARDONA, Gabriel : 305. | KOESTLER, Arthur : 122, 297. |
| CASTELLS, Andreu : 296, 297. | KRIVITSKY, Walter : 87. |
| CATTEL, David T. : 291. | MAISKY, Ivan : 93-94, 294. |
| CAUTE, David : 296. | MARTÍNEZ, Jesús : A., 300. |
| COHEN, Stephen : 138, 298. | MECHTCHERIAKOV M.T. : 110, 111, 294, 295, 296. |
| COSTELLO et TSAREV : 302, 303. | MINTZ, Frantz et PECIÑA, Miguel : 306. |
| CRUELLES, Manuel : 136, 307. | MONDS, Jan : 293. |

- MORENO GÓMEZ, Francisco 62, 292.
 MÜHLEN, Patrik, v.zur : 302, 303.
 PAGÈS, Pelai : 301.
 PAYNE, Stanley G. : 296.
 PAZ Abel : 292.
 PRESTON, Paul : 290, 291.
 PUZZO, Dante A. : 19, 94, 95, 125, 289, 294.
 REVOL, René : 304.
 RIEGER, Max : 303.
 ROBRIEUX, Philippe : 127, 297, 298.
 ROCKER, Rudolf : 301.
 RUFAT, Ramón : 296.
 RUPIÉREZ, Maria de : 307.
 SALAS LARRAZÁBAL, Jesús : 294.
 SCHAFRANEK, Hans : 303.
 SCHWARTZ, Stephen : 302.
 SEMPRUN, Jorge : 304.
 SERRANO, Carlos, 81 293, 297, 298.
 SHAPIRO, Leonard : 88.
 SKOUTELSKI, Rémy : 21.
 SKRÁBEK, Karel : 21.
 STARKOV, Boris : 293.
 SUERO ROCA, Maria Teresa : 246.
 SUAREZ, Andrés (Ignacio Iglesias) : 303.
 SUEIRO, Daniel : 292.
 TÊMIME, Emile : 7, 8, 19.
 THOMAS, Hugh : 87.
 ULAM, Adam B. : 144, 145, 189, 298, 299.
 VAN PAASSEN, Pierre : 289.
 VILAR, Pierre, 299.
 VIÑAS, Ricard : 291.
 VIÑAS, Angel : 94, 97, 294, 295.
 ZACCARIA, Guelfo : 303.

INDEX GÉNÉRAL

ABAD, Francisco.

Andalou, communiste, chômeur en 1934, engagé au 6^e RI de Madrid, membre de l'organisation clandestine des caporaux et soldats. Officier pendant la guerre civile, commande la place de Figueras, 64.

ABAD DE SANTILLÁN, Diego (Sinesio García Hernández ou Delgado), 1897-1983.

Né en Espagne, a passé sa jeunesse en Argentine et s'est partagé entre les deux pays. En Espagne en 1934, collabore avec Garcíá Oliver et Durruti. Membre du comité central des milices antifascistes, partisan de la conciliation en mai 1937, se retire peu à peu, 141, 233, 238, 299, n. 3, 306 n. 4, 307, n. 21, 22.

ABRAMOVITCH, Rafail Abramovitch REIN, dit, 1880-1963.

D'abord leader du Bund, puis des mencheviks en exil. Père de Marc Rein, disparu à Barcelone, 184.

AGUIRRE, José María.

Journaliste, puis capitaine, secrétaire particulier de Largo Caballero, 102, 227, 305 n. 6 (XIII).

AIGUADÉ, Miro, Artemi, 1889-1946.

Membre de la Esquerra catalane, conseiller de l'Ordre public, a couvert les initiatives du PSUC début mai 1937, 233, 234.

ALBAR Catalán, Manuel, 1900-1955.

Typographe, puis journaliste, membre prietiste de l'exécutif du PSOE, 168.

ALBORNOZ y Liminiana, Alvaro de, 1879-1954.

Ecrivain et homme politique, diplomate, mort au Mexique, 32.

ALCALÁ-ZAMORA CASTILLO, José.

Fils de l'ancien Président, engagé dans l'Armée populaire en 1936 et membre des JSU. Mort de maladie, 155, 241.

ALCALÁ-ZAMORA y Torres, Niceto, 1877-1949.

Avocat et professeur de droit, monarchiste modéré rallié à la République en 1930 président du Gouvernement provisoire en avril

1931. Président de la République en décembre 1931, déposé le 7 avril 1936, émigre en Argentine, 154, 155, 241.

ALFARO SIQUEIROS, David, 1896-1974.

Peintre connu, membre du PC mexicain, colonel dans l'armée populaire espagnole pendant la guerre civile, organisateur d'un attentat contre Trotsky en mai 1940, 111.

ALFREDO, voir Togliatti.

ALLARD, Pierre ou Paul, voir CERRETI.

ALONSO, González, Bruno (1888).

Député socialiste de Santander, ami de Prieto, commissaire général de la Flotte pendant la guerre civile, 258.

ALPHONSE XIII (1886-1931).

Roi d'Espagne, abdiqua en 1931, 35, 281.

ALVAREZ DEL VAYO, Julio, 1891-1972.

Journaliste, correspondant international, député PSOE de Madrid en 1931, Ministre en 1936, puis commissaire général, l'homme du PC dans le PSOE, 24, 25, 35, 39, 52, 59, 101-103, 172, 196, 201, 216, 218, 219, 221, 243, 258.

AMUTIO, Justo, cf. MARTÍNEZ Amutio.

ANDRADE, Rodríguez, Juan, 1897-1981.

Journaliste, dirigeant des JS et fondateur du premier PC. Exclu, passe à l'Opposition de gauche puis au POUM dont il anime la « gauche », 83, 170, 171, 187, 305 n. 10.

ANGELONI, Mario.

Volontaire italien tué dans les premiers jours de la guerre, 116.

ANGUIANO, Daniel, (1882-1963), cheminot, secrétaire du PSOE, puis fondateur du PCOE, revenu au PSOE, aile négriniste, 225.

ANTÓN Sáenz, Francisco (1913).

Employé des chemins de fer, secrétaire du comité provincial de Madrid, se lie à Dolorès Ibarruri en 1936, entre au BP et devient commissaire-inspecteur de l'Armée du Centre. Autorisé à traverser l'Allemagne pour rejoindre l'URSS pendant la guerre, 196, 213, 243.

ANTONOV-OVSEENKO, V.A. 1884-1938.

Officier menchevique, mutiné à la tête de ses hommes en 1905, condamné, grâcié, évadé. Dirige à Paris pendant la guerre, avec Trotsky, le quotidien *Naché Slovo*. Il est à la tête des assaillants du Palais d'Hiver, puis chef de l'administration politique de l'Armée rouge. Oppositionnel de gauche, il est révoqué en 1923 et capitule en 1928. Arrive à Barcelone comme consul général le 1^{er} octobre 1936. Exécuté peu après son rappel en URSS, 103, 141, 144, 168, 169, 170.

APELLANIZ, Loretto.

Postier UGT et membre du PC. Membre des « services », inspecteur de police à Valence, arrêté en 1939 par les républicains, puis pris et fusillé par les nationalistes, 178, 179, 198.

ARAQUISTÁIN Quevedo, Luis, 1886-1959.

Ecrivain, ambassadeur à Berlin, puis Paris, député PSOE de Madrid en 1931. Un des conseillers de Largo Caballero, évolue à droite vers l'anticommunisme, 39, 43, 49, 52, 53, 59, 102, 125, 152, 164, 202, 215, 216, 221, 290 n. 16, 295 n. 64, 297 n. 44, 300 n. 12, 305 n. 6 (XIII).

ARAQUISTÁIN, Ramón.

Fils du précédent, 295.

ARDIACA i Marti, Pere, 1909-1986.

Membre du BOC, puis du PC Catalan, au PSUC en 1936, secrétaire à l'agit prop et directeur de *Treball*. Emigré, revient en Espagne en 1960 et fait 11 ans de prison. Président du PSUC, il en organise la scission en 1984. Meurt à Moscou, 214.

ARLANDIS, Hilario, 1888-1939.

Charpentier, anarchiste devenu communiste en 1920, exclu puis réintégré en 1932. Tué sous un bombardement pendant l'exode catalan, 23.

ARMAN, Paul, TILTIN dit GREISSE dit.

Officier de tanks, volontaire soviétique, 99.

ARMAND, Inessa, 1874-1920.

Institutrice en Russie, amie de Lénine, 99.

ARNAÍZ Amigo, Aurora.

Enseignante, dirigeante des JS puis des JSU, 201.

ARREDONDO, Manuel.

Officier d'artillerie, collaborateur de Largo Caballero, membre du PC, 193, 199, 220.

ARROYO Vicente, 1857-1969.

Ébéniste, au PC en 1921, au CC en 1924, écarté en 1931, devient journaliste à *Inprekorr*, 129, 297 n. 43.

ASCASO Budría, Francisco, 1903-1936.

Boulangier, garçon de café du groupe anarchiste *Los Solidarios*, lié à Durruti, tué à l'attaque de la caserne d'Atarazñas le 20 juillet 1936, 65.

ASENSIO Torrado, José, 1892-1961.

Diplômé de l'école de Guerre avec Franco, son ami d'enfance, africaniste, franc-maçon, il était colonel en 1936 et au moins proche de l'UMRA. Remarqué par Largo Caballero, nommé général et chef de l'Armée du Centre, sous-secrétaire à la Guerre. Victime en 1937 d'une

campagne de discrédit menée par le PC, arrêté puis libéré un an après, 64, 193, 216-221.

ASTORGA VAYO.

Lieutenant, du SIM, directeur de prison et tortionnaire. Tué au camp d'Argelès par d'anciens prisonniers, 181.

AZAÑA y Díaz, Manuel, 1881-1940.

Avocat, chef républicain, dirige le Gouvernement provisoire en 1931, président du conseil jusqu'en 1932 puis de février à avril 1936, où il est élu Président de la République, 25, 69, 100, 147, 156, 241, 243, 287.

BALBOA, López, Benjamin, 1901-1976.

Radio de la Marine, il prévient les équipages de l'imminence du soulèvement des officiers et assure son échec. Sous-secrétaire à la Marine sous Giral, 66.

BARÁIBAR y Espandaburu Carlos, de, 1???-1971.

Journaliste, nationaliste basque, puis socialiste lié à Largo Caballero; directeur du ministère de Travail 1931-1933, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre en 1937, projette un soulèvement des nationalistes marocains, 39, 58, 59, 152, 202, 207, 216, 219, 221, 224, 227, 304 n. 8.

BARBIERI, Francesco, 1895-1937.

Anarchiste italien, ami de Berneri, assassiné avec lui, 184, 234.

BARCELÓ, Jover, Luis, 1896-1939.

Commandant en 1936, au Ministère de la Guerre, membre de l'UMRA et du PC en secret, officiellement de la Izquierda republicana. Colonel, commande une division. Fusillé par les casadistes en représailles contre des exécutions, 64, 194.

BAREA, Arturo, 1897-1957.

Ecrivain, fonctionnaire de la Culture, 98, 293.

BATOV P.I., dit FRITZ.

Colonel soviétique, conseiller de Líster, 99.

BEIMLER, Hans, 1895-1936.

Membre du CC du KPD et député au Reichstag, évadé de Dachau, fondateur de la centurie Thaelmann. Peut-être assassiné, 117, 118, 180, 186, 303 n. 29.

BELIAIEV (ou VELIAIEV).

Responsable NKVD dont on ignore le vrai nom, 106, 178, 184.

BERGAMÍN Gutiérrez, José, 1895-1983.

Fils de ministre du roi, catholique militant, se fait le porte-parole du GPU contre Trotsky et le POUM. Revient en Espagne sous Franco, 187.

BERNERI, Camillo, 1937-1987.

Professeur de philosophie, anarchiste, édite en Espagne *Guerra di*

Clase, hostile à la collaboration des anarchistes au gouvernement, 184, 234, 303 n. 24.

BERTHOMIEU, (Mort en 1936) capitaine, volontaire dans les milices anarchistes, 116.

BERZINE, Jan.B., Petris KYUZIS dit général GRICHINE dit, 1889-1938.

Letton, officier de l'Armée rouge et chef du service de renseignements de 1921 à 1936. Un des premiers conseillers en 1936. Rappelé et fusillé, 98, 106, 142.

BESTEIRO Fernández, Julian, 1888-1940.

Professeur d'université, leader de la droite du PSOE, président de l'UGT jusqu'en 1934, soutient le coup d'Etat de Casado en 1939, meurt en prison chez Franco, 40, 44, 244, 246.

BIELOV, voir LOUKIANOV.

BILLOUX, François, 1903-1978.

Employé, secrétaire général des JC, membre du CC depuis 1926, commissaire inspecteur général des Brigades internationales en février 1937, remplace Marty pendant sa longue absence. Selon Tillon, il joua un rôle important dans la répression dans les BI à Albacete, y étant chargé du contrôle par « les services spéciaux », 81, 111, 114, 298, n. 61.

BLANCO, Bermejo, Jesús, 1918-1937.

Exclu des JC en 1934, à la ICE, puis en 1936 au POUM. Tué à Sigüenza, 167.

BLASCO, voir TRESSO.

BLOCH, Jean-Richard, 1884-1947.

Ingénieur et écrivain. Compagnon de route pendant des années, co-fondateur de *Ce soir*, au PC en 1938, à Radio-Moscou pendant la guerre, 293, n. 37.

BLUM, Léon, 1878-1950.

Leader de la SFIO, président du conseil en 1936, initiateur de la Non-Intervention et de son « relâchement », 80, 282.

BOLLOTEN, Burnett, 1909-1987.

Correspondant d'United Press en Espagne, travaille ensuite sur l'histoire de la guerre civile, 289, 296 n. 9, 300 n. 23, 26, 301 n. 20, 304, n. 13, 16, 306.

BOLODINE.

Agent du NKVD, dont Orlov assurait qu'il aurait commandé le commando spécial venu de Moscou pour exécuter Nin, mais il semble avoir été inventé, 106.

BOUKHARINE, N.I. 1888-1938.

Bolchevik en 1906, « enfant chéri du parti » selon Lénine, chef de

file des « communistes de gauche », puis de la « droite ». Condamné au deuxième procès de Moscou et exécuté, 136, 137.

BOWERS, Claude, 1878-1958.

Journaliste puis diplomate. Ambassadeur des EU en Espagne en 1936, 86, 91.

BREJNEV, Leonide, 1906-1982.

Secrétaire général du PCUS, symbole de la « stagnation », 263.

BRETON, André, 1896-1966.

Poète et « pape » du surréalisme, lié à Trotsky, p. 305 n. 121.

BUENO, Emilio.

Officier retraité, reprend du service en 36; franc-maçon, adhère au PC, devient colonel. Refuse de combattre les troupes de Casado, ce qui ne l'empêchera pas d'être fusillé par elles, 246.

BULLEJOS Sánchez, José, 1879-1975.

Secrétaire général du PCE de 1927 à 1932, exclu en 1932 du PCE, en 1936 de la FJS, milite ensuite au PSOE., 33, 48, 56.

BURGOS Gil, Anselmo.

Policier, chef de l'escorte de l'ambassadeur d'URSS, mêlé à l'assassinat de Nin, 178.

BURILLO Stolle, Ricardo, 1891-1940.

Commandant *asalto* en 1936; colonel commandant un Corps d'armée, puis, en mai 1937 membre du PC et chef de la sûreté à Barcelone. Franc-maçon, se rallie à Casado. Pris et fusillé par les nationalistes, 198, 246, 257.

CALVO SOTELO, José, 1893-1936.

Avocat, député, puis ministre sous la monarchie, leader de Renovación Española et de la droite musclée du Bloc national. Assassiné après le meurtre du lieutenant del Castillo, 42, 65, 198, 290 n. 41.

CAMPESINO, El, voir GONZÁLEZ, VALENTIN.

CAMPOAMOR Rodríguez, Clara.

Députée radicale qui émigre en fin 1936 et flirte avec le régime Franco, 101, 295 n 60.

CARLINI, voir SEDRAN.

CARLOS, commandant, voir VIDALI.

CARRATALÁ Cernuda, Ernesto.

Lieutenant-colonel du Génie, membre de l'UMRA et rédacteur de ses textes, assassiné le 19 juillet 1936 par les rebelles, 41, 64.

CARRILLO Alonso Forjador, Wenceslao, 1889-1963.

Père de Santiago Carrillo, ouvrier fondeur, dirigeant du PSOE et de l'UGT, lié à Largo Caballero. Député de Cordoue en 1936, sous-secrétaire à l'intérieur et directeur de la Sûreté jusqu'en mai 1936.

Membre du conseil de défense en 1939 avec Casado, 38, 244, 304 n. 11.

CARRILLO Solares, Santiago, (1915).

Fils de Wenceslao Carrillo, dirigeant du journal des JS en 1932, s'impose à partir de 1934 et devient le patron des JSU, adhérant au PC en 1936. Secrétaire général du PCE en 1960 et inventeur de l'« euro-communisme ». Plus tard revient au PSOE, 37, 39, 40, 44, 46, 48, 52, 57-59, 152, 154, 172, 173, 179, 201, 211, 216, 263, 304 n. 11, 308 n. 6.

CASADO López, Segismundo, 1893-1968.

Cavalier, diplômé de l'Ecole de Guerre, il était en 1936 commandant de l'escorte présidentielle et franc-maçon. Colonel en 1939, chef de l'armée du Centre, il dirige le coup d'état militaire du conseil national de défense, 197, 232, 244-246, 257, 287, 304, n. 10.

CASANELLAS, Ramón, (1903-1933), mécanicien catalan, anarchiste, participe à l'attentat contre le président Dato, se réfugie en URSS où il adhère au PC en 1922. Il fait partie de la direction après son retour en Espagne en 1931 et meurt dans un accident de moto en 1933, 23.

CASARES QUIROGA, Santiago, 1884-1950.

Avocat galicien lié à Azaña, député de La Corogne, chef du gouvernement d'avril 1936 jusqu'au soulèvement; refuse d'armer le peuple. Père de l'actrice Maria Casarès, 24, 63, 70, 76, 147, 150, 194.

CASCAJO Ruíz, Ciriaco.

Colonel d'artillerie commandant la place de Cordoue, déclenche le soulèvement militaire et déclenche une répression féroce, 62.

CASTILLO Saenz de Tejada, José DEL 1901-1936.

Officier, emprisonné après octobre 1934, socialiste et franc-maçon, réintégré en 1936 comme *asalto*, devient instructeur des milices socialistes. Assassiné le 12 juillet, 41, 64, 65.

CASTILLO, Alberto, dit Fernando VELASCO, indicateur de police, fabricant des faux décidés par le NKVD pour compromettre Nin. Exécuté au garrot sous Franco. Sa culpabilité n'a été découverte qu'en 1992, 187.

CASTRO, Rafael.

Dirigeant de la FJS jusqu'en 1934, lié à Besteiro, 36.

CASTRO DELGADO, Enrique, 1907-1964.

Membre du PCE et de son CC, fondateur du 5^e régiment, puis directeur de la Réforme agraire; rompt avec le PC après la guerre, qu'il a passée en URSS, 111, 157, 296 n. 5.

CATELAS, Jean, 1891-1941.

Cheminot, député communiste, membre du commissariat de BI, chargé des relations entre le CC du PCF et leur état-major de 37 à 39. Guillotiné sous l'occupation, 112.

CAZORLA Maure, José, 1905-1940.

Chauffeur puis employé, JS en 1932, responsable de Madrid, homme de confiance de Largo Caballero en 1934 dans le cours de la préparation à l'insurrection. Au PC en octobre 1936. Responsable de l'Ordre public de la Junte de défense, accusé par les anarchistes d'avoir couvert l'activité des tchékas. Exécuté par les franquistes, 48, 57, 122, 179, 198, 201.

CENTAÑO DE LA PAZ, José.

Lieutenant-colonel commandant un Parc d'artillerie à Madrid. Chef du réseau « Lucero Verde » et du SIPM en zone républicaine, se présente à Casado comme représentant de Franco, 246, 304 n. 38.

CENTRONE, Michele

Chef d'un des premiers groupes de volontaires italiens, 116.

CERRETI, Giulio, dit Paul ou Pierre ALLARD, dit SERGIO, dit Sergio TOSCANI, dit Jacques MARTEL, dit Lucien FLAVIEN, dit M. PIERRE, 1903-1985.

Mécanicien, membre du PCI, en France en 1929, au CC en 1932, en URSS en 1934, puis responsable de la MOE devenue MOI; secrétaire puis président du CIAER en 1936, membre de la commission de contrôle du PC, véritable dirigeant de France-Navigation, il est l'un des hommes-clés de l'appareil international en France, 125-128, 297 n. 47, 298 n. 55.

CHAVAROCHE, voir MINEV.

CHECA, Pedro, 1910-1942.

Famille pauvre, milite très jeune; au CC en 1932, membre du comité révolutionnaire en 1934; secrétaire d'organisation du CC en 1935. Emigre au Mexique et meurt tuberculeux, 21, 212, 214.

CHILSTON, Vincent A. Akers-Douglas, vicomte, 1876-1947.

Ambassadeur britannique à Moscou en 1936, 70, 71.

CHMILOV, général soviétique, 99.

CHURCHILL, Sir Winston Leonard Spencer, 1874-1965.

Conservateur britannique, hostile à l'Allemagne nazie, mais partisan du mouvement des généraux, partisan d'une non-intervention rigoureuse, 191, 301 n. 1

CIANO, Galeazzo, comte de Cortellazzo, 1903-1944.

Diplomate, gendre de Mussolini, ministre des affaires étrangères en 1936, 96.

CIUTAT de Miguel, Francisco, (1909).

Lieutenant et élève de l'Ecole d'état-major en 1936; devient lieutenant-colonel, et, émigré en URSS, enseigne à l'académie Frounzé, 248.

CLAUDÍN, Pontes, Fernando, 1913-1990.

Dirigeant des JC, puis des JSU; après la guerre, dirigeant du PCE, exclu par Carrillo en 1964, 48, 214, 289, n. 11, 290, n. 26, 291, n. 2.

COCKBURN, Claud, dit Frank PITCAIRN (1904).

Journaliste britannique, membre de l'agit-prop de l'IC et correspondant de la presse communiste en Espagne, 105, 296, n. 74.

CODOU, Roger, ouvrier, d'abord objecteur de conscience, fut au PC de 25 à 82, a écrit ses souvenirs dont un gros chapitre sur l'Espagne, 295 n. 54., 300 n. 28.

CODOVILA, Vittorio dit MEDINA, LOUIS, LUIS, 1894-1970.

D'origine italienne, milite en Argentine, représente l'IC en Espagne à partir de 1933. Après 1941, secrétaire général du PC argentin, 10, 47, 90, 101, 110, 115, 212, 213.

COHEN, MORRIS.

Jeune communiste américain, volontaire dans les Brigades internationales, recruté au NKVD et formé par Orlov dans une école spéciale, devint un des meilleurs espions de l'URSS, 194.

COLIN, René (1903).

Ouvrier corroyeur, député de Paris en 1936, « courrier » en Espagne. Plus tard dénoncé comme traître par le PCF, 112.

COMORERA Solé, Joan, 1895-1960.

Dirigeant de l'Unió Socialista de Catalunya, emprisonné de 1934 à 1936. Elu député de Lérida, forme le PSUC, dont il est secrétaire général, qui adhère à l'IC; en même temps membre du CC du PCE. Presque constamment ministre de la Généralité pendant la guerre civile. Exclu en 1949 comme « titiste ». Arrêté en Espagne en 1954, meurt dans une prison franquiste, 171, 214, 234, 236, 239-240.

COMPANYS i Jover, Lluís, 1882-1940.

Avocat de la CNT, leader de la Esquerra catalane, président de la Généralité. Livré par Pétain à Franco et fusillé à Montjuich, 169, 170, 241.

CONDÈS Romero, Fernando, 1906-1936.

Officier de la Garde civile et socialiste, emprisonné en 1934. Membre de l'UMRA, réintégré en 1936, commande l'expédition au cours de laquelle Sotelo est assassiné. Tué au combat, 41, 290 n. 41.

CONTRERAS, Jorge ou Carlos, cf. VIDALI.

COPIC, Vladimir, dit SENKO, (1891-1938).

Dalmate, prisonnier de guerre gagné au communisme en Russie, secrétaire d'organisation du PCY et député en 1920; lieutenant-colonel en Espagne, rappelé en URSS et fusillé, 118.

CORDÓN García, Antonio, 1895-1969.

Artilleur à la retraite en 1932, membre du PC. Réintégré en juillet 36

comme commandant. Responsable du secrétariat technique au ministère de la Guerre en 1936, secrétaire à la Guerre en 1939, 194, 214, 220, 243, 244.

CORTADA y Dolcet, Roldán, 1900?-1937.

Ancien de la CNT, passé au PSUC, collaborateur de Vidiella; achète des armes courtes en France en avril 1937 et est assassiné au retour, 226, 232, 284.

COULONDRE, Robert, 1885-1959.

Ambassadeur de France à Moscou (1936-38), puis Berlin, 134, 138-141.

CUENCA Estevas, Luis, dit VICTORIANO, EL CUBANO, EL PISTOLERO 1910-1936.

Ex-étudiant, ex-garde du corps du dictateur cubain Machado, membre de l'escorte de Prieto, auteur réel du meurtre de Calvo Sotelo, 290, n. 40.

CUEVAS de la Peña, Eduardo (1893).

Capitaine, membre du PC en 1936. Colonel et directeur général de la Sûreté en 1939, 198, 231, 244, 306 n.2.

CURTO Innocencio.

Officier aviateur, franc-maçon, adhérent au PC, refuse en 39 son affectation à Albacete, 246.

CUSIN, Gaston (1903).

Haut fonctionnaire des douanes, syndicaliste CGT, membre de cabinets ministériels de 1936 à 1939 à l'insistance de Léon Blum, chargé de l'organisation du transit clandestin d'armes pour l'Espagne, 127, 297 n. 47, 295 n. 52.

DAHLEM, Franz, 1892-1981.

Alsacien, au KPD en 1919, député au Reichstag en 1928, émigre en 1933. Avec Maurice Lampe, il succède à Billoux comme commissaire des Brigades internationales de juin à novembre 1937. Dirigeant du SED en RDA, réprimé en 1953, 114.

DALADIER, Edouard, 1884-1970.

Professeur, leader radical, longtemps ministre de la guerre, 69, 121.

DALMAU CARBONELL i GIBANEL, Gaspar

Directeur de *Tchéka*, puis du *Carcel modelo*, membre du PSUC, 180.

DARLAN, François, 1881-1942.

Amiral, transmet à Blum les pressions britanniques pour la Non-Intervention. Pendant la guerre, d'abord dauphin de Pétain, puis homme des Américains à Alger. Assassiné, 75.

DELASALLE, Gaston.

Officier du SR français, avait dénoncé en 1919 les préparatifs de mutinerie d'André Marty sur le *Protet*. Adhèrent au PC en 1936, engagé dans les BI sur les conseils du communiste François Vittori. Commandant du 12^e bataillon de la XIV^e BI, arrêté le 29 décembre au lendemain du désastre de Lopera, accusé de sabotage, condamné à mort et exécuté, le 2 janvier 1937, 185, 303 n. 26.

DELBOS, Yvon, 1885-1956.

Journaliste radical, aux affaires étrangères de 1936 à 1938. Artisan de la Non-Intervention, 75.

DEL RÍO, José.

Sergent, soulève les soldats contre les officiers à Málaga, 66.

DEL RÍO, Hernández de Mercader, Caridad, voir MERCADER.

DE ROSA Leccini, Fernando, 1908-1936.

Membre du PSI maximaliste, auteur d'un attentat contre le prince Humbert d'Italie. Responsable des milices en 1934, tué en 1936 à la tête du bataillon *Octubre*, 41, 66.

DÍAZ, Ramos José, 1896-1942.

Boulangier de Séville, militant CNT, passe au PC en 1927, devient secrétaire général en 1932; député de Madrid en 1936. Gravement malade, tuberculeux, il semble avoir eu des désaccords mais n'a pas combattu. Il se soigne en URSS à partir de 1938 et, selon la version officielle, se suicide en se jetant par une fenêtre, 47, 54, 57, 262, 281.

DÍAZ SANDINO, Felipe (1891).

Lieutenant-colonel d'aviation, membre de l'UMRA. Conseiller de la défense de la Généralité pendant la guerre civile, 64.

DÍAZ-TENDERO Merchán, Eleuterio, 1882-1945.

Sorti du rang, capitaine de réserve, dirige l'UMRA. Chef du personnel à la guerre en 1936, joue le jeu du PC et mène campagne en 1937 contre Largo Caballero. Militant du PC en France, déporté et mort à Dachau, 64, 193, 199, 220, 243.

DIMITROV, Georgui, 1882-1949.

Dirigeant syndical et socialiste avant-guerre, un des dirigeants du PC bulgare. Accusé par les nazis de l'incendie du Reichstag, acquitté en 1933, il devient en URSS secrétaire général de l'IC et assume le tournant vers le Front populaire, 10, 48, 57, 58, 212, 224, 225, 249, 262.

DI VITTORIO, Giuseppe, dit Mario NICOLETTI, 1892-1957.

Ouvrier agricole, membre du PCI, émigre et devient membre du CC du PCI, 111, 11.

DOLLFUSS, Engelbert, 1892-1937.

Leader de l'austrofascisme fortement imprégné de catholicisme,

modèle de Gil Robles pour sa lutte contre les socialistes; il exerce dès 1933 la dictature. Tué par les nazis, 39.

DOMÍNGUEZ Aragonès, Edmundo, 1899-1976.

Président de la Casa del Pueblo de Madrid et secrétaire du syndicat UGT du bâtiment en 1936, vice-président de l'UGT et commissaire-inspecteur de l'Armée en 1937 où il était devenu un des piliers de la fraction stalinienne dans le PSOE, 201.

DORIOT, Jacques, 1888-1945.

Dirigeant des JC, puis du PC, exclu en 1934, il fonde en 1936 le PPF à tendances fascistes et meurt sous l'uniforme allemand. A organisé un service d'espions dans les BI, 56.

DOS PASSOS, John, 1896-1970.

Romancier, sympathisant de la cause « républicaine », dressé contre le stalinisme à la suite de l'assassinat de son ami Robles (voir ce nom), 184.

DOVAL Bravo, Lisardo (1888)

Officier de la Garde civile, bourreau des Asturies, puis chef des services spéciaux de Salamanque, 32.

DUCLOS, Jacques, 1896-1975.

Membre du CC du PCF et, selon Trotsky, du GPU. Contrôle le PC espagnol comme représentant de l'IC à partir de 1930 et séjourne fréquemment en Espagne, rendant visite à Largo Caballero en prison en 1935, donnant les directives aux dirigeants du PCE après juillet 36, 47, 76-78, 117, 174, 297, n. 47, 298 n. 64.

DUMAY, Auguste, 1888-1955.

Mécanicien de la Marine, organisateur des Clubs puis des syndicats de marins, 126, 295 n. 48.

DUMONT, Jules, 1888-1943.

Capitaine de réserve, couvert de décorations, devenu communiste au Maroc. Conseiller militaire du Négus, puis colonel dans les BI. Après la guerre de 39-40 présente le dossier de *Ce Soir* pour autorisation aux occupants. Plus tard, FTP, colonel Paul, fusillé, 117, 118, 296, n. 12.

DU MOULIN-ECKART, comte Karl-Max, 1893-1938.

Diplomate allemand, conseiller d'ambassade à Lisbonne, entretient des relations directes avec Franco à Burgos, 83.

DURÁN Vivès, Carlotta, 1900-1945.

Compagne de F. de Cabo et secrétaire de Nin, au PC puis au BOC et enfin militante du POUM à Barcelone, 300 n. 25.

DURÁN Martínez, Gustavo, 1906-1969.

Pianiste et compositeur, entre au PC en 1936 et commandera un corps d'armée, après le SIM. Modèle de Manuel dans *L'Espoir* de Malraux. Rompt avec le PC et travaille pour les services américains

pendant la Seconde Guerre mondiale. Travaille après-guerre à l'UNESCO, accusé d'être au CIA, 194, 243, 303 n. 4.

DURRUTI Domínguez, Buenaventura, 1896-1936.

Mécanicien, membre de *Los Solidarios*, lié à la FAI, auteur de plusieurs attentats, passe des années en exil et en prison. Joue un rôle décisif dans les journées de juillet 1936 à Barcelone et prend la tête de la colonne qui marche sur Saragosse. Tué devant Madrid, 29, 30, 69, 103, 203, 289, n. 12.

DUTILLEUL, Mounette (1910).

Sténo-dactylo devenue en 1937 permanente à la commission des cadres et secrétaire de Tréand, 112.

EFRON, Sergéi, 1893-1939.

Ancien officier blanc, mari de la poétesse Tsvitaieva, responsable d'un groupe GPU à Paris qui organise l'assassinat de Reiss; réfugié en URSS, il y est exécuté, 178.

EHRENBURG, Ilya G. 1891-1967.

Ecrivain et journaliste rallié au stalinisme, « envoyé spécial » des *Izvestia*, venu de sa propre initiative en Espagne, 100, 103, 105, 296 n. 66, 75.

EITINGON, N., Ia, dit LÉONIDE, dit KOTOV 1899-1961.

Tchékiste puis membre du GPU, adjoint d'Orlov, recrute Mercader en Espagne et organise avec Soudoplatov l'assassinat de Trotsky. Condamné avec Beria, il survit et meurt à Moscou, 106, 113.

EJOV, N.I. (1895-1941), protégé de Staline, remplace Iagoda à la police en 1936, disparaît en 1939 après la purge sanglante appelée « Ejovtchina », remplacé par Beria.

ENGELS, Friedrich, 1820-1895.

Compagnon de Marx, 209, 258.

ERCOLI, voir TOGLIATTI.

ESCOBAR Huertas, Antonio, 1879-1940.

Colonel de la Garde civile à Barcelone, fervent catholique et conservateur, choisit la discipline et combat le soulèvement. Modèle de « Ximenès » dans *L'Espoir* de Malraux. Devenu général, il est pris par les franquistes et fusillé, p. 194.

ESCOBAR Udaondo, Emilio, (1889-1936).

Commandant de la Garde civile et responsable de l'UMRA à Barcelone. Collaborateur de Santillán en juillet 1936, chef des affaires générales et du personnel à la conseillerie de défense de la Généralité, assassiné par les tueurs d'un « autre secteur antifasciste », 64, 65, 292, n. 9, 290 n. 4, 297 n. 3.

ESCOI, José, Brésilien, dit JOUSIK, servant dans la NKVD, venu en Espagne pour le meurtre de Nin, participe déguisé en policier, à son arrestation, un de ses tortionnaires et assassins, 183.

ESPLÁ Rizo, Carlos, 1895-1971.

Journaliste, membre de la Izquierda republicana, député d'Alicante. Tente le compromis en 1936. Ministre sous Giral et Largo Caballero, 220.

ESTRADA Manchón, Manuel (1902)

Commandant d'état-major, membre du PC, chef d'état-major en 1936-1937. Devient colonel, 199.

FABRA, Juan.

Sergent dans le génie, soulève les hommes contre les officiers dans la caserne de la Paterna à Valence, 66.

FALCÓN, César.

Journaliste péruvien, animateur de la Ligue anti-impérialiste, milite en Espagne, rédacteur en chef de fait de *Mundo obrero*, 17, 101, 111, 289 n. 1, 295, n. 61.

FALCÓN, Irene de, Irene LEVI RODRÍGUEZ, dit Irene TOBOSO, dite (1908).

Mariée d'abord à César Falcón, garda son nom en URSS. Journaliste, membre du PC, à Moscou en 1936, où elle vit avec Geminder. Devient pendant la guerre l'inséparable de D. Ibarruri, 77-79, 165.

FARAUDO y Micheo, Carlos, 1901-1936.

Capitaine du Génie, militant socialiste, instructeur des milices socialistes, assassiné en mai 1936, 41, 64.

FEINTUCH, Michel, voir JÉRÔME Jean.

FEINTUCH, Pinhas ou Pierre, dit Farkas, dit Pinié, 1901-1942.

Né en Pologne, frère cadet de Jean Jérôme, émigré en Belgique et France, de 34 à 36 à Moscou dans les services de l'IC. Chargé de la réception des bateaux en Espagne. Déporté et disparu en 1942, 112, 127.

FERNÁNDEZ, Marcelino

Membre du PSUC, chef des Carabiniers, 198.

FERNÁNDEZ Alvarez, Rafael, (1913).

Asturien. Etudes de droit et d'économie, aux JS en 1930, membre de l'exécutif en 1934, un des dirigeants de l'opposition à Carrillo dans les JSU, 211.

FERNÁNDEZ GRANELL, Eugenio (1912).

Violoniste et peintre de grand talent, exclu des JC, passe à la JCI et au POUM. Après la guerre, peintre célèbre dans le Nouveau Monde sous le nom d'E.F. Granell, 258.

FELDBINE, voir ORLOV.

FERRAT, André MOREL, dit 1902-1987.

Dirigeant des JC, puis du PC avec le groupe jeune intronisé par Manouïlsky. Entre en opposition en 1934, exclu en 1936, passe à la SFIO en 1938, 184.

FERRER, dirigeant UGT catalan, 214.

FERSEN L., Enrique FERNÁNDEZ SENDÓN, dit, 1910-194?.

Employé, dirigeant de la ICE, adversaire, puis partisan de l'enrisme. Exclu de la FJS en 1936, milite au PSOE et collabore à *Claridad*. Aurait été carabinier pendant la guerre civile, 48.

FIRTOS, voir RÁJK.

FISCHER, Louis, 1896-1970.

Journaliste nord-américain, compagnon de route ou agent d'influence du PC; intendant général des Brigades, 32, 98, 100, 112, 122, 143, 242, 289 n. 22, 295 n. 41, 43, 50, 52).

FISCHER, Markoosha.

D'origine russe, épouse Louis Fischer en Occident et l'accompagne en URSS où elle vit pendant qu'il est en Espagne, 122, 297 n. 40.

FISCHER, Ruth, Elfriede EISLER, épouse FRIEDLÄNDER, PLEUCHOT (1895-1961).

Ancienne dirigeante du KPD, protégée de Zinoviev, exclue en 1926. Au secrétariat international de l'Opposition de gauche de 1934 à 1936, 185.

FONTÁN Cardoso, Demetrio.

Officier d'*asaltos*, membre de l'UMRA, tué aux premiers combats, 64.

FOURRIER, Jules, 1906-1990.

Ouvrier du bâtiment, au PC en 1929, député de Paris en 1936. Effectue des missions de courrier en Espagne où il écrit avoir fait « passer » Togliatti; bouleversé par le pacte Hitler-Staline, il démissionne en 1939. Résistant, déporté, il rejoint les trotskystes vers la fin de sa vie, 112.

FRADE, Francisco.

Secrétaire de la Junte de défense de Madrid, 300, n. 2.

FRANCISCO, Enrique de, 1897-1957.

Employé de commerce, franc-maçon, député socialiste en 1931, lié à Largo Caballero, secrétaire du PSOE de 1932 à 1935, 38, 40.

FRANCO, Bahamonde, Francisco, 1892-1975.

Officier, se distingue dans la guerre du Maroc : général en 1926, commande l'Académie militaire en 1928. Nommé chef d'état-major par Gil Robles en 1934. Envoyé aux Canaries en 1936, revient prendre le commandement des troupes marocaines. Impose son autorité en zone

nationaliste et devient le *Caudillo*, maître absolu de l'Espagne jusqu'à sa mort, 76, 83, 96, 120, 124, 172, 186, 187, 190, 191, 224, 228, 236, 247, 250, 257, 263.

FREUND, Hans, cf. MOULIN.

FROMONT, Francine, 1917-1944.

Sténo-dactylo, aux JC en 33, stage radio en URSS 1934, en 36, secrétaire de Cerreti, travaille avec lui au CIAER et à France-Navigation, part avec lui en URSS et travaille à l'IC. Parachutée en France début 1942, arrêtée, torturée par les services de Barbie et fusillée, 126.

GALÁN, Juan.

Membre du PC, directeur adjoint de la police sous Negrín, 198.

GALÁN Rodríguez, Francisco, 1902-1971.

Frère du héros du soulèvement de Jaca, Fermín Galán, lieutenant de la Garde civile, retraité en 36, membre du PC, instructeur des MAOC. Reprend du service et commandera un corps d'armée, 64, 244, 246, 248.

GALÁN Rodríguez, José María, 1904-1939.

Frère du précédent, lieutenant de carabiniers, aide de camp du Président et membre du PCE en 1936. Commandera un corps d'armée, 194.

GALLEGO, Ignacio (1914).

Membre du JSU et commandant de milices en 1936. Commandant de corps d'armée, secrétaire général des JSU. En URSS pendant la guerre, devient le gendre de D Ibarruri. Succède à Carrillo comme secrétaire général, 262, 263, 268.

GALLO, voir LONGO.

GALLO Martínez, Miguel, 1904-1939.

Capitaine et membre du PC en 1936. Commandera une brigade. Fusillé par les franquistes, 194.

GANGA Tremiño, Ginès.

Député PSOE d'Alicante, fidèle de Largo Caballero. Réfugié au Mexique, 303 n. 11.

GARCÈS Arroyo, Santiago (1916).

Jeune ouvrier adhérent des JS, passe aux JSU et au PC. Fait partie de l'expédition au cours de laquelle Calvo Sotelo sera tué. Plus tard, chef du SIM. Réfugié au Mexique, un instant soupçonné d'avoir trempé dans le meurtre de Trotsky, 179, 198, 290 n. 41, 304 n. 13.

GARCÍA, Justiniano.

Directeur des services secrets, membre du PC, 198.

GARCÍA ATADELL, Agapito, 1903-1937.

Typographe socialiste, organise en 1936 un groupe d'enquête qui

sera surnommé *Brigade de l'Aube*. Sous prétexte de répression, il commet vols, viols et pillages, s'enfuit avec une partie de son butin, est pris par les franquistes à Santa Cruz de Tenerife, ramené en Espagne, condamné et exécuté au garrot, 149.

GARCÍA LAGO.

Employé de banque, syndicaliste UGT, membre des JS, puis organisateur de la « fraction » au sein des JSU de Madrid, 48.

GARCÍA LOMBARDÍA, Ismael.

Instituteur asturien animateur, très populaire, avec ses frères, de la FETE, organisation syndicale des enseignants. Membre du PC et collaborateur de ses journaux pendant la guerre civile; accusé de « trotskysme », il est exclu juste avant la chute du Nord, p. 211.

GARCÍA OLIVÁN, p. 180.

Juge de Barcelone, dénonce les *checas*.

GARCÍA OLIVER, Juan, 1901-1980.

Dirigeant anarchiste venu des *Solidarios*, animateur du courant anarcho-bolchevique, patron du Comité de Milices en 1936, puis ministre de la Justice. Emigré au Mexique, 65, 233, 325 n. 21.

GARCÍA PALACIOS, Luis, 1896-1947?

Cheminot puis employé de banque, JS puis secrétaire général des JC, exclu en 1931 comme membre de l'Opposition de gauche; au POUM en 1935, correspond avec Trotsky en 36, 33.

GARCÍA PRADAS, José.

Journaliste, directeur du quotidien de Madrid *CNT*. Combat l'influence du PC et soutient la Junte de Casado en 1937, 106, 160, 161, 163, 164, 245, 246, 248, 296, n. 78, 307 n. 34, 44.

GARIJO, Hernández, Antonio.

L'un des deux officiers représentants de Casado dans les négociations avec les franquistes, dont il était soupçonné d'être l'agent, 246, 304, n. 38.

GAYMAN, Vital, dit VIDAL, 1897-1985.

Journaliste, officier de réserve, JS en 1919, au PCF où il appartient au CC jusqu'en 1929. En mission d'information à Madrid en août 1936, il commande la base d'Albacete jusqu'en 1937. Il rompt en 1939, 111, 117.

GEOFFROY, dit GEOFFROY, JEAN-MARIE.

Sous-officier de la coloniale, sert dans les Brigades, 117, 118.

GERÖ, Ernő, SINGER, dit PIERRE, dit PEDRO, dit, 1898-1980.

Hongrois, membre de l'appareil de l'IC, organisateur du PSUC et des attaques contre le POUM. Opère en Allemagne, en France, puis en Catalogne. Un des meurtriers de Nin aurait succédé à Fried à la tête de l'antenne de l'IC à Bruxelles, sous le pseudonyme de Jules. Après la

guerre, secrétaire général du PC hongrois jusqu'en 1956. Mort en URSS, 110, 162, 167, 178, 181, 183, 189, 212.

GIL CABRERA.

Officier de sympathies libertaires, commandant le fort de Montjuich, arrêté par les conspirateurs, libéré par ses soldats, 27.

GIL ROBLES y Quiñones, José María, 1898-1980.

Avocat, homme du Vatican, chef de la CEDA et admirateur de Dollfuss. Partisan de prendre le pouvoir par la voie légale, passe au second plan avec le soulèvement, 39, 42, 43, 223.

GIL Ruíz, Rodrigo.

Officier socialiste lié à Largo Caballero. Lieutenant-colonel en 1936, commandant du Parc d'artillerie; distribue les armes de ses dépôts. Sous-secrétaire d'Etat à la Guerre dans le premier gouvernement Largo Caballero, 64.

GIRAL Pereira, José, 1879-1962.

Professeur de pharmacie et grand propriétaire, républicain et franc-maçon. Député, chef du gouvernement de juillet à septembre 1935, puis ministre d'Etat, 91, 101, 102, 148, 152, 158.

GNEDINE, Evgenii.

Fils du fameux Parvus; chef du département de presse aux Affaires étrangères à Moscou de 1937 à 1939, auteur d'un livre samizdat qui révèle les discussions secrètes entre Hitler et Staline, 144.

GOFF, Irving.

Acrobate de cirque et militant communiste; affecté en Espagne aux unités de guérilla contrôlées par les NKVD. Recruté pendant la guerre par l'OSS, il dénonce aux Alliés bordiguistes et trotskystes du Sud de l'Italie où il opère, 113.

GOLOVSKINE, Mikhail.

Secrétaire au consulat général de Barcelone et homme du GPU, 104.

GÓMEZ, voir ZAISSER.

GÓMEZ, Socrates.

Fils du gouverneur civil socialiste de Madrid, Gómez Ossorio, ancien JS à Madrid, puis JSU, président de l'organisation de Madrid après sa reconquête. Condamné à 20 ans de prison en 39, 211.

GÓMEZ EMPERADOR, Mariano.

Haut responsable de la police à Barcelone, 299 n. 4.

GONZÁLEZ, Valentin, dit EL CAMPESINO, (1909-1985), ancien sous-officier chef de guerrilla, devenu membre du PC. Réfugié en URSS, arrêté et déporté, parvient à s'évader, 65.

GONZÁLEZ GIL de Santiesteban, Arturo, (19??-1936)

Officier aviateur en retraite, travaillant dans une usine d'aviation

comme ingénieur. Membre du PC, instructeur des milices socialistes. Tué aux premiers combats, 64.

GONZÁLEZ PEÑA, Ramón 1888-1952.

Asturien, d'abord mineur, secrétaire général de la fédération UGT. Député en 1931, membre du comité révolutionnaire en 1934, condamné à mort pour son rôle dans l'insurrection. Leader de la lutte contre Largo Caballero dans l'UGT, il le supplante au poste de président. Ministre de la Justice sous Negrín, il meurt en exil, 44, 224, 225.

GORIEV, V.E., dit IVANOV, 1898-1937.

Général, attaché militaire à Madrid, conseiller de Miaja, universellement estimé. Rappelé et fusillé, 98, 142, 144, 184.

GORKIN, Julián GARCÍA GÓMEZ, dit, 1901-1986.

Journaliste, membre du PCE, travaille pour l'IC à Moscou. Exclu en 1930, travaille quelque temps pour l'Opposition de gauche, puis rejoint Maurín et la FCI. Secrétaire international du POUM, 253, 258, 295 n. 37, 302 n. 15, 303 n. 35, 307 n. 1.

GORKIN, Louise.

Epouse du précédent, 186.

GORKY, Maksim, 1868-1936.

Ecrivain russe, critique des bolcheviks, rallié à Staline, 57.

GOSNAT, Georges, 1914-1982.

Fils d'un vétéran du parti, il connut Maurice Thorez dans son enfance. Secrétaire général de France-Navigation à un peu plus de 22 ans, il fut plus tard le grand argentier du parti, 126.

GRACÍA Villarubia, Anastasio de, 1890-1981.

Ouvrier du bâtiment, membre du bureau de l'UGT en 1936, 38, 40.

GRANDEL, Jean, 1891-1941.

Maire de Gennevilliers, ce postier de profession vint réorganiser en 1937 le service des communications et du courrier des BI. Exécuté parmi les otages de Chateaubriant, 112.

GRANDI, Dino, (1895).

Dirigeant fasciste italien, ambassadeur à Londres en 1936, 93.

GRICHINE, voir BERZINE.

GRIGORI LÓPEZ, José.

Secrétaire de la fédération du Levant des JS, puis des JSU, adversaire de Carrillo, 211.

GRIMAU, Julian.

Communiste catalan, exécuté au garrot longtemps après la guerre civile, 303 n. 35.

GUARNER Vivancos, Vicente, 1893-1981.

Commandant, diplômé d'état-major, membre de l'UMRA, contribue à la défaite des officiers soulevés à Barcelone. Chef d'état-major et sous-secrétaire à la Défense, 64.

GUILLOTO LÉON, cf MODESTO.

GUYOT, Raymond, 1903-1980.

Dirigeant des JC, puis du PC, suppléant du présidium de l'IC et secrétaire général de l'IJC en 1935, 57.

GUZMÁN, Eduardo de, (1908).

Militant et journaliste CNT, directeur de *Castilla Libre* pendant la guerre civile; condamné à mort par les franquistes, puis grâcié, 109, 244.

HEMINGWAY, Ernest, 1898-1961, célèbre romancier américain venu en Espagne comme correspondant de presse et avec un projet de film. Proche du PC, il est revenu désenchanté. Dans son roman *Pour qui sonne le glas*, il a présenté des personnages comme Marty (Massart), Koltsov (Karkov), Walter (Golz), Edward H. Merriman (Robert Jordan) et autres, 105, 113, 114, 305 n. 12.

HEMMEN, Jean, 1910-1942.

Employé, membre du CC des JC en 1932, volontaire en Espagne en 1937, devient commissaire politique de la XIV^e BI en mars 38. Renvoyé par Marty pour avoir abattu un officier pour « abandon de poste ». Clandestin, arrêté et fusillé en 1942, 185.

HENDERSON, Loy Wesley, (1892)

Diplomate américain, chargé d'affaires à Moscou en 1936, 85, 86, 132.

HERNÁNDEZ, José.

Secrétaire des JSU de Castellón de la Plana et commandant dans l'Armée populaire, critique de Carrillo, 211, 248.

HERNÁNDEZ, Tomás, Jesús, 1907-1961.

D'abord *pistolero* du PC, devient membre du CC en 1930, séjourne en URSS de 1930 à 1933, entre alors dans l'exécutif et dirige *Mundo obrero* : en 1936, député de Cordoue, ministre de l'Instruction publique, il mène la bataille contre le chef du gouvernement, Largo Caballero. Commissaire général de l'Armée, il émigre en URSS en 1939, est exclu en 1943 et parvient à quitter l'URSS pour le Mexique, 55, 77, 159, 182, 196, 227, 281, 302 n. 19, 304 n. 20.

HERNÁNDEZ ZANCAJO, Carlos, (1901-1979).

Ouvrier des transports à Madrid, il est en 1934 le président du syndicat UGT des transports, membre de l'exécutif de l'UGT et président de l'agrupación socialista de Madrid et de la FJS. Député de Madrid en 1936. Très hostile à Carrillo, il reste fidèle à Largo Caballero, 39, 40, 44, 46-48, 58, 201, 202, 233.

HERRICK, William, écrivain américain, volontaire des BI, 119.

HERRIOT, Edouard, 1872-1957.

Professeur et dirigeant radical, un des plus chauds partisans de la Non-Intervention, 69.

HERVAS Soler, Juan.

Enseignant et pédagogue, membre du POUM, militant de l'Ecole nouvelle, commissaire de l'Ecole de transmissions puis professeur, affecté comme simple soldat à une unité, assassiné et présenté comme « fasciste » qui a « déserté », 184.

HERZ, Alfred(o).

Chef du « département étranger du PSUC », les services du GPU à Barcelone. On a émis l'hypothèse qu'il s'agissait de Mink, ce que des auteurs contestent, 178, 180, 302 n. 4.

HEUSSLER, André, 1909-1942.

Ouvrier parisien, commissaire politique de la XIV^e BI : requiert la mort contre Delasalle. Revenu en France, élu suppléant du CC du PCF. Selon la police, exécuté par ses camarades sous l'occupation, 185, 300 n. 26.

HIDALGO DE CISNEROS y López de Montenegro, Ignacio, (1894-1966).

Officier d'aviation, républicain, mari, après bien des péripéties, de l'aristocrate Constancia de la Mora Maura. Attaché de l'air à Rome, membre du PC, devient chef d'état-major des forces aériennes avec le grade de général. C'est dans la cave de sa maison qu'Andrés Nin a été torturé avant d'être assassiné en 1937, 95, 183, 194, 294 n. 28.

HILSUM, Charles.

Descendant d'une famille de banquiers néerlandais, frère du surréaliste et communiste René Hilsum, directeur de la BCEN, 127.

HIRSCHFELD

Secrétaire d'ambassade de l'URSS à Paris, 132.

HITLER, Adolf, 1889-1945.

Chef du parti nazi, Chancelier du Reich et « Führer », 20, 29, 32, 35, 75, 79, 87, 125, 172, 173, 228, 248, 281, 285.

HÖLDÖS, Ladislav, (1911).

Volontaire tchécoslovaque en Espagne, 112.

IAGODA, Henrikh G, (1891-1938), chef du NKVD jusqu'à son exécution en 1938, 91.

IAKIR, Iona. (1896-1937).

Un des meilleurs chefs de l'Armée rouge, fusillé en 1937.

IBARRURI Gómez, Dolores, dite LA PASIONARIA, 1895-1989.

Fille et femme de mineurs, milite en 1918, au PC en 1920. Milite aux Asturies, est élue députée en 1936 et devient avec ses talents d'oratrice

la figure de proue du PC, commence à cette époque sa liaison avec Antón. En URSS en 1939, secrétaire générale du parti après Díaz, devenue « présidente » en 1960, 69, 121, 21, 214, 261, 281.

ILITCH, Liubomir, dit LOUIS.

Communiste yougoslave, volontaire dans les BI, un des dirigeants des activités de guérilla, puis dirigeant MOI, 113.

ILLNER, Arthur dit Richard Stahlmann, dit Kalle 1896-1974.

Officier, dirigeant du *M. Apparat*, conseiller de l'insurrection de Canton en 1927, spécialiste des activités de sabotage et d'espionnage, appelé « Partisan Richard » en Espagne, plus tard ministre de la Sécurité d'Etat en RDA, 113.

JANIN, Henri, 1901-1946.

Cheminot, maire de Villeneuve St-Georges, responsable des cadres avec Tréand, collabore à l'organisation des Brigades avec Billoux à Albacete, 112.

JDANOV, A.A. (1896-1948), fidèle de Staline, patron du parti à Leningrad, 91.

JÉRÔME, Jean, Mikhaïl FEINTUCH dit JJ dit, 1906-1991.

Juif galicien, devenu communiste en Hongrie à 17 ans, entré dans l'appareil en 1931, en France. En 1936, il travaille au comité d'aide à l'Espagne et à France-Navigation, pour l'achat d'armes puis de ravitaillement sous le nom de LEBLANC. Plus tard un des hommes-clés du PCF, 112, 127.

JIMÉNEZ DE ASÚA, Luis, 1889-1970.

Professeur de Droit. Député PSOE, vice-président des Cortes, puis ambassadeur.

JOFFÉ, A.A., KRYMSKY dit, 1883-1927.

Ami de Trotsky et plus tard militant de l'Opposition. Ambassadeur soviétique à Berlin après la paix de Brest-Litovsk, 100.

JOUHAUX, Léon, 1870-1954.

Ouvrier cigarier, secrétaire général de la CGT à partir de 1909. Rallié à l'Union sacrée en 1914, choisi comme arbitre dans la scission de l'UGT, il tranche dans le sens du Front populaire. Participe en 1947 à la fondation de la CGT-Force ouvrière, 225.

JOUKOV, G.K. 1896-1974.

Colonel, conseiller en Espagne. Maréchal pendant la guerre et chef « politique » de l'Armée, deux fois disgracié sous Staline et sous Khrouchtchev, 99.

JULÍAN, Narciso, cheminot, membre du PCE. Commandant de train blindé, 148, 156.

KAGAN, Georges, ou Grigory, 1906-1944.

Polonais, représentant de l'IC auprès du PCF. Opposant avec Ferrat, publie *Que Faire*, 184.

KAGAN, Samuel B.

Diplomate, représentant de l'URSS au comité de Non-Intervention, 92.

KAHLE, Hans, 1899-1947.

Elève d'une école militaire, puis officier; études de commerce puis journaliste communiste. Colonel des B.I. pendant la guerre civile d'Espagne. Mort en Allemagne orientale où il occupait un poste important dans la police, 118.

KALTCHANOV, M.M.

Général de l'Armée rouge, 98.

KAMENEV, L.B. Rosenfeld dit, 1886-1936.

Vieux-bolchevik lié à Lénine, beau-frère de Trotsky, exécuté après le procès des seize à Moscou en août 1936, 78, 89, 136, 139, 163, 283.

KANDELAKI, David.

Fonctionnaire des affaires étrangères en URSS, chargé d'une mission confidentielle en Allemagne en 1936, 87.

KATZ Otto, dit André SIMONE, 1895-1952.

Vétéran communiste, collaborateur et probablement « contrôleur » de Willy Münzenberg, dirige l'agence España pendant la guerre civile. Exécuté à Prague en 1952, 129.

KHROMOUCHKINE, I.I.

Cosaque du Don, président de kolkhoze dans la région de la mer d'Azov, 135, 136.

KIDRITCH, Boris, (1912)

Communiste yougoslave, combattant en Espagne, 112.

KINDERMAN, Chaya ou Szaja.

Communiste polonais du service de Herz; tortionnaire, 178, 300, n. 25.

KIROV, S.M. Kostikov dit, 1888-1934.

L'homme de Staline à Leningrad, à la fois dauphin et rival. Assassiné sur ordre de Staline qui attribuera le meurtre aux oppositionnels et déclenchera la terreur sous ce prétexte, 137, 163, 165, 172, 173, 282.

KLÉBER, Emilio, Manfred STERN, dit, 1895-1938.

Austro-hongrois devenu officier dans l'Armée rouge, affecté aux Brigades internationales, commande la XI^e et connaît une grande popularité qui lui vaut jalousies et inimités. Rappelé, exécuté en URSS, 11, 114, 115, 142, 296 n. 13, 297, n. 15.

KNOBLAUGH H. Edward.

Journaliste américain en Espagne, 49.

KNORINE, Wilhelm, 1890-1939.

Lituanien, participe à Minsk à la révolution russe. En 1928, dirige à l'IC le département d'Europe centrale. Membre du secrétariat politique en 1932, directeur de l'Institut des professeurs rouges. Arrêté en juin 1937, 150-151.

KNUDSEN, Konrad, 1890-1959.

Ouvrier peintre norvégien, d'abord émigré aux EU, puis journaliste et député, hôte de Trotsky, 181.

KOESTLER, Arthur, 1905-1983.

Hongrois, membre de la section agit-prop de l'IC, correspondant du *News Chronicle*, arrêté par les franquistes et condamné à mort pour espionnage. Plus tard, après sa rupture avec le communisme, auteur de *Le Zéro et l'Infini*, 105, 124, 129, 209, 238, 296 n. 73, 297 n. 42, 305 n. 11.

KOLTSOV, M.E. FRIDLYAND dit, 1898-1942.

Ancien sympathisant de l'Opposition de gauche, journaliste de grand talent, rappelé en 1938, exécuté, 73, 104, 105, 142-144, 171, 173, 183, 192, 203.

KONIEV, I.V. 1897-1973.

Colonel, sert dans les tanks en Espagne. Deviendra maréchal, 99.

KOROBIZINE, Aleksandr.

Attaché de presse au consulat d'URSS de Barcelone, rappelé et arrêté en URSS le jour de son mariage. Exécuté, 104, 170.

KOSSAREV A.V. 1903-1939.

Ouvrier d'usine à 11 ans, aux JC en 1921, secrétaire général en 1929, arrêté en 1928, exécuté, 48, 57.

KOSSIOR, S.V. 1889-1939.

Bolchevik de 1907, avec des années de prison, membre du CC en 1925, du BP en 1930. Exécuté en prison, 136.

KOSSOVSKI, Ferdinand, dit PETROV.

Communiste bulgare, combattant en Espagne, 111.

KOTOV, voir EITINGON.

KOULIK, G.I. dit KUPPER, ou KUPER 1890-1950.

Ancien chef de l'artillerie à Tsaritsyne, conseiller en Espagne du général Pozas. Epure les conseillers à leur retour en URSS. Lui-même, malgré ses vieux liens avec Staline, aurait finalement été fusillé, 99.

KOUZNETZOV, N.G. dit KOLIA. 1902-1974.

Officier de marine, attaché naval à Madrid, plus tard amiral et vice-ministre de la Défense, 91, 98, 99, 294 n. 16.

KRIVITSKY, Walter, (1889-1941), Shmuel Ginzbourg, dit Krivitsky, dit Walter, agent des services de renseignement soviétique, fait défection en 1938, 87, 92, 93, 106, 125, 294 n. 16, 296 n. 72, 77, 80. 297 n. 45.

KRIVOCHÉINE, S. Colonel soviétique, tankiste, 99.

KROUPSKAIA, N.K. 1869-1939.

Veuve de Lénine, 165.

LAÍN Entralgo, José (1910).

Etudiant JS, dans la direction en 1934, commande les milices. Réfugié en URSS de 1934 à 1936. Pendant la guerre civile, directeur de l'Ecole des commissaires, puis de *Juventud*. Réfugié en URSS, il est instituteur, 39, 41, 44, 46, 48, 56-58, 196, 201.

LAMPE, Maurice, 1900-1979.

Ouvrier, marin mutiné en 1919, secrétaire de la région Paris-Ville du PCF de 1932 à 1937. De juin à décembre 1937, il est à Albacete le successeur de Marty et Billoux. Il revient en 1939. Déporté pendant la guerre. Ecarté des responsabilités ensuite, 114.

LANDAU, Kurt, dit SPECTATOR, dit Wolf BERTRAM, 1903-1937. Ancien dompteur, membre du PC autrichien en 1921, rédacteur de son organe. Oppositionnel en 1925, avec Trotsky de 1929 à 1931, puis, après avoir émigré en France, membre du groupe de Ferrat et Kagan, adhère au POUM. Arrêté en septembre à Barcelone, où il se cachait, il disparaît, 184, 303 n. 23, 25.

LANDAU, Katia, Julia, Katarina LIPSHUTZ dite, (1905) JC. compagne de Landau en 1923. Arrêtée dans ses recherches après la disparition de son mari. Libérée après une grève de la faim. Epouse en secondes noces Benjamin Balboa (voir ce nom), 184, 303, n. 23.

LANGDON-DAVIES, John, (1897).

Journaliste et écrivain, compagnon de route, correspondant en Espagne, 238.

LAREPPE, Pierre, 1897-1972.

Ouvrier, député communiste des Ardennes, assura des liaisons entre le CC du PCF et l'état-major des BI, 112.

LARGO CABALLERO, Francisco, 1869-1946.

Dirigeant du PSOE et de l'UGT, chef du gouvernement de 1936 à 1937. Réfugié en France en 1939, déporté en Allemagne, 25, 27, 37-41, 43, 44, 46, 47, 49-51, 53, 54, 56-58, 60, 67, 69, 90, 91, 95, 96, 101-103, 117, 152-155, 158, 175, 181, 187, 190, 193, 196, 197, 199, 201, 202, 207, 209, 215-229, 233, 237, 242, 243, 253, 263, 268, 281-284, 290 n. 5, 15, 17, 23, 11, 291(33) 300, n. 12, 305 n. 6, 306 n. 2, 4, 5, 12, 307 n. 20, 21.

LAVAL, Pierre, (1883-1945), homme politique français, signataire, en 1935 du pacte avec Staline, en 40, ministre de Pétain, préconise la collaboration et est fusillé à la Libération, 282.

LECŒUR, Auguste, 1911-1992.

Mineur puis métallo, en Espagne de février à octobre 1937, dans la Sécurité puis commandant dans les BI. Un des dirigeants du PCF sous l'occupation, secrétaire en 1950, exclu en 1955, 113.

LÉGER, Alexis, de son vrai nom Alexis SAINT-LÉGER, dit aussi SAINT-JOHN PERSE, 1887-1975.

Secrétaire général du Quai d'Orsay et architecte de la Non-Intervention, 132.

LÉNINE, V.I. OULIANOV dit, 1870-1924.

Fondateur du bolchevisme et chef du gouvernement soviétique de 1917 à sa mort, 20, 27, 28, 46, 49, 132, 138, 139, 145, 156, 165, 167, 174, 209, 215, 299, n. 6.

LÉON TRILLA, Gabriel, 1900-1946.

Enseignant, JS, au premier PC, oppositionnel, puis dirigeant du PCE avec Bullejos, sanctionné, fait son autocritique. Dirigeant du travail clandestin en Espagne à partir de 1943, il est poignardé, exécuté sur l'ordre de la direction de son parti, 33.

LÉONIDE, voir EITINGON

LERROUX, García, Alejandro, 1864-1949.

Politicien radical avec une odeur de scandales, tournant franchement à droite à partir de 1933, 217, 223.

LEVI RODRIGUEZ, IRENE voir FALCÓN.

LISTER, Forjan, Enrique, (1907).

Né en Galice et émigré enfant à Cuba. Prisons en Espagne. Réfugié en URSS en 1932, travaille à la construction du métro puis entre à l'Académie Frounzé. Retourné en Espagne, dirige les MAOC, puis est l'un des organisateurs du 5^e régiment, un des plus populaires chefs de milices, malgré son extrême brutalité. Colonel en 1939, général en URSS, exclu du PC en 1969, 65, 157, 187, 194, 202, 244, 245.

LITVINOV, M.M. WALLACH dit, 1876-1951.

Commissaire du peuple aux affaires étrangères d'URSS en 1936, 76, 134.

LOMBARDÍA, Ismael, voir Ismael García LOMBARDÍA, 211.

LONDON, Artur dit GÉRARD, 1915-1987.

Communiste tchécoslovaque en Espagne, 112, 130.

LONGO, Luigi, dit Gallo, 1900-1980.

Dirigeant du PCI, organisateur et dirigeant des BI. Plus tard, secrétaire général du PCI, 111.

LÓPEZ RAIMUNDO, Gregorio.

Leader des JSU en Catalogne pendant la guerre civile. Principal dirigeant du PSUC dans l'émigration à partir de 1974, 48.

LOUKIANOV dit BIELOV.

Communiste bulgare des BI, 111.

LOUNATCHARSKY, A.V. 1875-1933.

Intellectuel souvent hétérodoxe, avait été ministre de l'Instruction publique de la révolution. Mort en allant prendre son poste à Madrid, 25.

LOYOLA, Inigo de Loyola, IGNACE dit, 1491-1556.

Fondateur de la « Compagnie de Jésus », l'ordre des Jésuites, combattants de la contre-réforme, souvent comparés aux PC, 355.

LUCIANI, Georges, dit Pierre BERLAND (1903-1981).

Professeur et vraisemblablement agent de renseignements français, correspondant de presse à Moscou de 1932 à 1937, 69.

LUCKY LUKE.

Cow-boy solitaire, personnage de BD, 51.

MAISKY, I.M. 1884-1952.

Ancien menchevik rallié de la onzième heure et devenu diplomate. Ambassadeur à Londres en 1936, 23, 92, 93, 95, 289, n. 1 à 8, 294 n. 17.

MAJORSKY N.

Journaliste, correspondant de la *Pravda* à Paris en 1936, 71, 167.

MAKHNO, Nestor, 1889-1934.

Chef de la guerilla rurale anarchiste pendant la guerre civile russe, 30, 103.

MAKSIMOV, Pseudo d'un général soviétique. (Kaltchanov?), 99.

MALINOVSKY, R.Ia dit MALINO dit MANOLITO, 1898-1967.

Simple soldat devenu colonel, en Espagne en 1936, devenu maréchal, un des rares survivants des purges de Staline qui frappèrent sa génération, 99.

MALRAUX, André, 1901-1976.

Le célèbre romancier français, alors compagnon de route du PC, combattit en Espagne dans l'escadrille *España*, qui ne faisait pas partie des Brigades internationales. Dans son roman *L'Espoir*, il s'est inspiré de nombreux acteurs : Magnin (lui-même), le colonel Ximenès (Escobar), Manuel (Durán), Attignies (Paul Nothomb), Sembrano (Santès) etc. 305, n. 12.

MAMSOUROV, Hadji Omar, dit Xanti, (1903).

Officier du GRU, spécialiste de guerilla, conseiller soviétique de Durruti, vivait encore en 1989, 99.

MANOUILSKY, D.Z., 1883-1959.

Ancien collaborateur de Trotsky en exil, il fut l'un des hommes à tout faire de Staline dans l'IC., membre du secrétariat de 1936 à 1939, 10, 48, 212, 215.

MANTECÓN, Navasal, José Ignacio, (1902).

Avocat, puis professeur de droit, membre de la Izquierda republicana. Gouverneur d'Aragon en 1937, sans doute adhérent clandestin du PC qu'il couvre en toutes circonstances. Adhère ouvertement après la guerre et fait une brillante carrière de bibliothécaire au Mexique, 202.

MANZANA, José.

Sergent d'artillerie, lié à la CNT et animateur de comités antimilitaristes. Conseiller militaire de la colonne Durruti, 66, 290, n. 43.

MARCÓS, José.

Employé de banque, membre de la direction des milices socialistes, passe à l'étranger en 1934 et revient en 1936, commande un bataillon à l'été, 41.

MARIE, Jean, dit GEOFFROY.

Cet ancien sous-officier de la Coloniale, qui n'était pas membre du PCF, fut recommandé par Môquet à Marty qui le prit comme conseiller militaire et arriva avec lui à Albacete. Chef d'état-major de *La Marseillaise*, il repartit sans tambour ni trompettes au printemps 1937, 117, 118.

MARIO DE COCA, Gabriel, (1905).

Rédacteur à *El Socialista*, pami et partisan de Besteiro, 38, 290 n. 3.

MARTÍN, Antonio.

Ancien contrebandier, organisateur du contrôle syndical des frontières à Puigcerda, tué dans un heurt avec les carabiniers, 232, 236, 237.

MARTÍNEZ, Alfredo.

Dirigeant des Jeunesses libertaires en Catalogne, acquis au Front révolutionnaire de la Jeunesse. Tué pendant les Journées de Mai, 174, 184.

MARTÍNEZ, Aurelio, lieutenant de l'aéronavale, membre de l'UMRA, conseiller de la CNT après le soulèvement et assassiné, 64, 65, 290, n. 40, 292 n. 9, 299, n. 3.

MARTÍNEZ, Miguel, voir KOLTSOV.

MARTÍNEZ Amutio, Justo 19??-1980.

Dirigeant des JS au Levant, puis gouverneur d'Albacete et partisan de Caballero dans le PSOE, 111, 115, 296 n. 6, 9, 13, 302 n. 5.

MARTÍNEZ ANIDO, Severiano 1862-1988.

Aide de camp d'Alphonse XIII, Gouverneur civil de Barcelone et bourreau de militants ouvriers au début des années vingt. Ministre de l'intérieur de Primo de Rivera, chef des Services de sécurité et d'Ordre public sous Franco, puis ministre, 179.

MARTÍNEZ BARRIO, Diego, 1883-1962.

Républicain et franc-maçon, président des Cortes en 1936, tente en vain une conciliation avec les insurgés, 76, 149.

MARTÍNEZ DASÍ, Salvador.

Responsable à la Culture des JS, puis JSU du Levant, 211.

MARTÍNEZ DUTOR, Francisco.

Asturien, ancien sous-officier, chef de milices socialistes en 1936, 66.

MARTÍNEZ VICENTE, Santiago, 1889-1936.

Officier, ancien de la ICE, admirateur de Trotsky, se met à la disposition du POUM après l'assaut de la Montaña dont il s'était évadé. Tué au combat, 166.

MARTY, André, 1886-1956.

Officier mutiné en 1919, symbole des « marins de la Mer noire ». Dirigeant du PC, inspecteur général des BI. Exclu du PCE en 1953, 10, 79, 80, 111, 113, 116, 117, 127, 185, 213, 249, 303 n. 28.

MARTY, PAULINE née TAURINYA, (1898).

Epouse d'André Marty, responsable du « contre-espionnage » à la base d'Albacete, 115.

MARX, Karl, 1813-1883.

Fondateur du « socialisme scientifique », 46, 174, 199, 209, 258.

MARX, Lothar (1911).

Allemand, chargé par Orlov de s'infiltrer chez les trotskystes en Espagne. Témoin à charge contre Munis et Carlini, 178.

MASLARITCH, Bojidar, (1895).

Communiste yougoslave, combattant en Espagne, 112.

MASLOW, Arkadi, Isaac TCHÉMÉRINSKI dit, 1891-1941.

Emigré russe en Allemagne, dirigeant de la « gauche » avec Ruth Fischer, plus tard, en émigration rejoint l'Opposition de gauche, 185.

MATALLANA Gómez, Manuel, 1894-1952.

Officier de carrière conservateur, commandant en 1936, « loyal », devient général en août 37 et contacte le SIPM en décembre 37. Commandant du Corps d'armée Centre-Sud, rallie Casado, 246, 304, n. 38, 307, n. 38.

MAURIN Julia, Joaquím, 1896-1973.

Dirigeant de la CNT, rejoint le PC, puis en est exclu. Dirige le BOC, co-fonde le POUM en 1935. Arrêté en 1936 par les franquistes et pas

reconnu aussitôt, il est finalement libéré en 1947 et émigre aux EU, 23, 28, 33, 56, 174, 184.

MAUVAIS, Léon, dit La Pomme, 1902-1980.

Ouvrier, au PC en 1924. Au CC et à la CGTU, longtemps chargé des questions d'organisation, 81, 112.

MEDINA, voir CODOVILA.

MEDRANO, Trifón, 1910-1937.

Dirigeant des JC, puis de la JSU et membre de l'exécutif de l'IJC. Commandant de milices, tué par une bombe, 48.

MEKHLIS, L.Z., 1889-1953.

Tailleur, bolchevik en 1918, travaille à l'Inspection ouvrière pay-sanne, puis au CC et au secrétariat de Staline. Directeur de la *Pravda* en 1936, 104.

MELCHOR Fernández, Federico, (1915-1985).

Etudiant, JS en 1932, à la direction en 1934. Journaliste, directeur de la propagande sous Negrín, 48, 57, 201.

MELLA, Julio Antonio MACFARLAND dit, 1903-1929.

Organisateur du mouvement des étudiants à Cuba en 1923 et fondateur du PC cubain dont il est exclu peu avant son assassinat, dans la rue, au bras de Tina Modotti, 115.

MENDIETA, Francisco.

Journaliste socialiste, négriniste, directeur de *Claridad* après avril 1937, 202.

MENDIOLA, Leocadio.

Officier de carrière, franc-maçon; adhère au PC. Lieutenant-colonel, refuse de rejoindre son affectation par Negrín à Murcie lors du coup de Casado, 246, 248.

MERA, José.

Enseignant à Madrid, membre du PCE; condamné à 20 ans de prison, 121.

MERA Sanz, Cipriano, 1897-1973.

Maçon madrilène, dirigeant de la CNT emprisonné en juillet 1936, lors de la grève. Chef de milice acquis à la militarisation. Lieutenant-colonel, il soutient Casado en 1939, 121, 244, 246.

MERCADER Carmen del Río HERNÁNDEZ DE,

Membre du PCE et du GPU, infiltrée dans la SFIO à Paris. Au Mexique en 1936, puis à Paris avec son compagnon Eitingon, au Mexique enfin, 106.

MERCADER del Río, Ramón, 1913-1979.

Fils de la militante communiste Caridad del Río, adhérent aux JC. recruté pour le GPU par Eitingon en Espagne, stage à Moscou en 1937

et longue marche vers l'assassinat de Trotsky en 1940, 106, 113, 296 n. 82, 300, n. 31, 32, 33.

MERCIER, André, 1901-1970.

Garçon de restaurant, responsable du SRI, député de Paris en 1936, effectue des missions de courrier en Espagne. Plus tard vice-président de l'assemblée nationale, 112.

MERETZKOV, K.A., (1897).

Général de division soviétique venu organiser en Espagne les brigades mixtes, 98.

MEWIS, Karl, (1908), communiste allemand des services spéciaux, 185.

MEZENTSEV, G.A., (1904).

Commandant du *Komsomol*, 934.

MIAJA Menant, José, 1878-1958.

Officier de carrière, membre de l'UME et franc-maçon. Adhère au PC qui en fait une vedette. Rompt avec lui en 1939 et préside la Junte formée par Casado, 98, 114, 163, 192, 244, 245, 304 n. 2.

MICHEL, Rosa, MARIE WACZIARG dite, (1901).

Militante des JC, puis de l'appareil international, affectée à Valence pendant la guerre en liaison avec le travail des Brigades, 11, 112.

MICHELE, voir MINEV.

MIELKE, Erich, (1907).

Entré aux JC en 21, Mielke a été un apparatchik spécialisé dans les « services d'ordre ». Il a fait une école en URSS. A Albacete il était l'adjoint d'Ulbricht. On lui attribue le meurtre de Münzenberg. Ministre de la Sécurité d'Etat, dirigeant du SED, général d'armée, il a été arrêté après la fin de la RDA, et accusé d'avoir tué un SA en 1932, puis libéré, 113, 174, 185.

MIJE Garcia, Antonio.

Ouvrier sévillan, au PCE en 1927, secrétaire syndical et membre du bureau politique. Commissaire général adjoint de l'armée populaire après avoir été conseiller à la Guerre de la Junte de Défense de Madrid, 163, 196.

MIKHAILOV, Boris.

Il s'agit ou bien d'un correspondant de la *Pravda* inconnu de nous, ou bien du personnage appelé aussi Williams et Mihailovitch, qui connaissait le castillan et employait ce pseudonyme, 236, 237.

MILLAN ASTRAY Terreros, José, 1879-1954.

Organisateur du Tercio (Légion étrangère) et prototype de la brute soldatesque, 267.

MINEV, Stojan, dit MORENO, dit STEPANOV, STEFANOV, CHAVAROCHE, LORENZO VANINI, SERGÉI, ROSTOV, MICHELE, 1891-1959.

Communiste bulgare, venu à Lénine pendant la guerre, membre de l'Opposition de gauche jusqu'en 1927, représentant de l'IC en Espagne, 10, 11, 102, 111, 128, 250, 307 n. 40.

MINK, George, (1898-19??).

Né en Lituanie, chauffeur de taxi à Philadelphie. Au PC en 1926, organise des clubs de marins et entre probablement au GPU en 1926. Condamné pour espionnage au Danemark en 1933. Les amis de Trotsky pensent qu'il était en Espagne sous le nom de Herz (voir ce nom), 178.

MODESTO, Juan, dit GUILLOTO LEÓN, 1906-1969.

Menuisier, soldat au Maroc, devient militant du PC et séjourne en URSS où il reçoit une formation. Dirigeant des MAOC, puis un des chefs du 5^e régiment, il commande l'armée de l'Ebre et dirige la retraite de Catalogne. Général en 1939, il conserve ce grade dans l'Armée rouge. Il a vécu à Prague, 65, 194, 248.

MODOTTI, Tina, Adelaida LUIGIA, dite María RUÍZ, dite, 1896-1942.

Modèle nu, photographe, liée à Weston, Gómez Rebello, Diego Rivera, Mella et finalement Vidali qu'elle accompagne en Espagne et au Mexique. Agente du GPU, 115.

MOLA Vidal, Emilio, 1887-1937.

Brillante carrière militaire : général à 40 ans, organisateur de la conspiration en 1936. Se tue dans un accident d'avion, 96.

MOLINERO, dirigeant UGT catalan, 214.

MOLOTOV, V M. SKRIABINE dit, 1880-1985.

Stalinien inconditionnel, chef du gouvernement soviétique, 95, 96, 155.

MONTIEL Jiménez, Francisco Felix.

Député PSOE de Murcie, passe au PCE peu après son élection. Emigré en URSS. Exclu comme « titiste » en 1949, 201.

MONTSENY Mañé, Federica, (1905).

Fille de Federico Urales, membre de la FAI. Ministre dans le gouvernement de Largo Caballero, 234.

MÔQUET, Prosper, 1897-1976.

Cheminot, député de Paris en 1936, membre du commissariat assurant les liaisons avec le CC du PCF. Père de Guy Môquet, l'adolescent fusillé comme otage à Chateaubriant, 112, 118.

MORA,

Collaborateur d'E. Rodríguez Salas, achète des armes à Paris en avril 1937, 226.

MORA MAURA, Constanica de LA,

Petite-fille du politicien de droite Antonio Maura, évolue vers la

gauche après être tombée amoureuse de Hidalgo de Cisneros que les lois inspirées par le christianisme lui interdisent d'épouser. Plus tard, responsable de la censure à Madrid sous la Junte de Défense et membre du PCE. C'est dans la cave de sa maison que Nin a été torturé, 183, 209.

MOREL, Henri, 1889-1944.

Normalien supérieur, licencié d'histoire, membre de l'Action française, reste dans l'armée à la fin de la guerre comme capitaine. Enseigne l'histoire à St-Cyr, puis élève de l'Ecole de Guerre, quatre ans au 2^e Bureau et, en 1936, devient attaché militaire à Madrid. Mis à la retraite par Vichy comme colonel. Résistant, déporté en 1944 et mort au camp de Neuengamme, 82-84, 97, 121, 160, 164.

MORENO, voir MINEV.

MORENO, Martín, Máximo, 1896-1936.

Fils de paysans pauvres, officier, condamné à la prison perpétuelle en 1934, réintégré en 1936 dans les *asaltos*. Mêlé à l'assassinat de Calvo Sotelo. Observateur dans l'aviation, se suicide pour ne pas être fait prisonnier après un atterrissage forcé dans les lignes ennemies, 41, 64.

MOULIN, Hans David FREUND, dit, 1912-1937.

Etudiant allemand en Suisse, animateur en 1933 d'un groupe d'Opposition de gauche. En Espagne : Madrid, le front, puis Barcelone où il se lie aux Amis de Durruti, 181, 238.

MOURRE, René Maurier dit, 1901-1942.

Métallo, il était en 1936 secrétaire administratif du CC du PCF, et eut dans ses responsabilités d'homme-clé de l'appareil, l'Espagne et « la sécurité ». Arrêté en novembre 1939, condamné à 5 ans, fusillé en 1942, 112.

MOYA, Pablo (ps),

Tourneur à Madrid, membre de l'UGT, 123.

MUNIS G., Manuel FERNÁNDEZ GRANDIZO dit, 1912-1989.

Membre de la ICE très jeune, dirigeant du GBL en Espagne pendant la guerre civile, 42, 43, 148, 187, 238, 290, n. 12.

MUÑOZ López, José.

Un des dirigeants du SIM, 302, n. 13.

MÜNZENBERG, Willi, 1887-1940.

Vieux communiste allemand, dirigeant des Jeunesses, du Secours rouge et de la gigantesque entreprise appelée « trust Müzenberg ». Exclu peu avant la guerre, mort dans des conditions suspectes en France, 129, 209, 298 n. 64.

MUSSOLINI, Benito, (1883-1945).

Ancien socialiste, chef du parti fasciste et *Duce*, chef du gouvernement italien, 29, 79, 96, 147.

NANETTI, NINO, (1901-1937)

Métallo italien, membre des JS puis des JC (1925), ancien déporté, commande un bataillon JSU puis une division, est tué sous un bombardement, 117.

NARVITCH, Léonide, 19??-1938.

Juif russe émigré en France avec les Blancs, membre du GPU, tente d'infiltrer le GBL et le POUM, est tué par un groupe d'action de ce dernier, 178, 187.

NEGRÍN López, Juan, 1892-1956.

Professeur de médecine, député PSOE des Canaries en 1931, ministre des Finances de Largo Caballero, puis chef du gouvernement, 11, 96, 112, 127, 154, 158, 181, 186, 197, 198, 202, 224, 226, 243, 244, 250, 253, 257, 265, 268, 284, 300 n. 7, 302 n. 16, 306, n. 28.

NELKEN, Mansberger de Paul, Margarita, 1896-1968.

Critique d'art, députée PSOE en 1931, gagnée au PC en 1935, 47, 52, 56, 178, 201, 215, 257.

NESTERENKO, Ivan dit PIRPIS.

Colonel d'infanterie, conseiller pour le travail politique, 98.

NEUMANN, Heinz, dit Octavio PÉREZ, 1902-1937.

Enfant prodige du PC allemand et longtemps favori de Staline. En Espagne, déjà en disgrâce, en 1932-1933.

NEYMAN, K.I. 1898-1938.

Chef du département d'Europe occidentale aux affaires étrangères à Moscou, un des organisateurs de la défense de Madrid. Chassé du ministère, arrêté et exécuté en 38, 85, 137.

NICOLAU,

Collaborateur de Rodríguez Salas, achète des armes à Paris en avril 1936, 226.

NICOLETTI, Mario, voir DI VITTORIO.

NIKOLSKY, voir ORLOV.

NIN Pérez, Andreu, 1892-1937.

Instituteur, traducteur, journaliste. Secrétaire général de la CNT, Des années en URSS comme secrétaire de l'ISR. Expulsé en 1930, rejoint l'Opposition de gauche et entre en conflit avec Trotsky. L'un des fondateurs du POUM, son secrétaire en juillet 1936. Conseiller à la Justice de la Généralité de Catalogne. Arrêté, enlevé et assassiné en 1937. Meurtre confirmé par les archives du KGB, 11, 26, 28, 33, 103, 106, 111, 167-169, 178, 179, 182-184, 186, 239, 246, 284, 302 n. 11, 302, n. 33.

NOSKE, Gustav, 1868-1947.

Ouvrier devenu permanent, social-démocrate d'extrême-droite.

Mérite le surnom de « Bluthund » (bourreau) pour la répression de la révolution allemande en 1919, 184.

OLIVÁN GARCÍA,

Juge qui dénonça les tchékas, 180.

OLIVER N.

Nom ou pseudonyme d'un correspondant de la *Pravda* en Espagne, 174.

ORDJONIKIDZE G.K dit SERGO, 1886-1937.

Vieux-bolchevik géorgien, allié à Staline, membre du CC et du BP. Est tué ou se suicide le 18 février 1937, 136, 137, 284.

ORDÓÑEZ Peña, Francisco.

Etudiant en droit en 1934, dirigeant de la FUE et des milices socialistes. En 1936, dirigeant JSU, il est membre de l'expédition au cours de laquelle Calvo Sotelo est assassiné. Deviendra directeur-adjoint du SIM, 179, 198, 290, n. 41.

ORLOV, Alexandre, L.L FELDBINE dit SCHWED, dit NIKOLSKY, dit LJOVA, 1895-1973.

Bolchevik en 1917, entre en 1921 dans le SR. Arrive en Espagne en septembre 1931 au compte du GPU. Responsable de l'assassinat de Nin et autres. Rappelé à Moscou en juillet 1938, il fait défection en gardant le contact et avertit Trotsky de la présence d'un agent près de son fils Sedov, 106, 183, 184, 187, 199, 203, 266, 296, n. 79, 302, n. 11.

ORTEGA Gutiérrez, Antonio,

Sergent de carabiniers à Irun en 1936. Lieutenant-colonel, directeur de la Sûreté et membre du PC en juin 1937. Déplacé à la suite de l'affaire Nin, commande un Corps d'armée et cherche un compromis en 1939 avec Casado, 186, 194, 197, 244, 246, 257.

ORWELL, George, ERIC BLAIR, dit, (1903-1950), écrivain botannique, volontaire dans les milices du POUM, blessé. Auteur de *Homage to Catalonia*, 116.

PACCIARDI, RANDOLFO,

Officier de réserve italien, chef de la Garibadi, plus tard policien « républicain », 116.

PASCUA Martínez, Marcelino, 1897-1977.

Docteur en médecine, député PSOE aux Cortes en 1931. Ami de Negrín. Ambassadeur en URSS, 25, 96.

PAVEL, Josef, (1898).

Combattant tchécoslovaque en Espagne. Après la guerre, chef des milices ouvrières lors du « coup de Prague », emprisonné des années, puis ministre de l'intérieur au moment du « printemps de Prague », 112.

PAVLOV D.G. dit PABLO, 1897-1941.

Officier de chars, fusillé peu avant l'attaque allemande sur l'URSS, 99.

PAYART, Jean, 1892-1969.

Diplomate français, chargé d'affaires en URSS, 134.

PEDRO, Valentín de.

Garde d'assaut impliqué dans le meurtre de Nin, 178, 199.

PÉREZ Martín, Leoncio.

Membre de la direction des JS, vote contre le bloc électoral des gauches. Correspondant de guerre, puis rédacteur en chef de *Claridad*, jusqu'en mai 1937, 47, 58, 202.

PÉREZ SALAS, Jesús, (1892).

Commandant, ancien membre du cabinet d'Azaña, revient d'exil en 1936 et reprend du service, commandant une division, général en 1937, 20, 209, 305 n. 12.

PÉRI, Gabriel, 1902-1941.

Dirigeant des JC, puis rédacteur à l'*Humanité* et membre du CC du PCF, 25, 74, 76.

PERIS Caruana, Alejandro, 19??-1940.

Etudiant, dirige la puissante fédération des JS du Levant; devenu avocat, établi à Jaen, y donne une impulsion très gauche au PSOE et au Front populaire. Il fonde et commande en 1936 les « milices de Jaen ». Fusillé en 1940, 60.

PERUCHO, Arturo.

Militant du PSUC, directeur de *Treball.*, 300 n. 11.

PESTAÑA Nuñez, Angel, 1886-1937.

Rôle important dans la CNT à Barcelone après 1914. Il s'oppose en 1920 à l'adhésion à l'IC. Auteur du « Manifeste des Trente », fonde le parti syndicaliste en 1933. Député de Cadix, responsable du matériel de guerre en 1936.

PÉTAÏN, Philippe, 1856-1951.

Officier en retraite au début de la guerre de 1914, devient maréchal. Dirige la campagne du Maroc. Ministre de la Guerre en 1934. Ambassadeur chez Franco en 1939. Chef de l'Etat de Vichy en 1940, 319.

PETROV, voir KOSSOVSKI

PIATAKOV, Iouri L., 1890-1937.

Etudiant et anarchiste, bolchevik en 1910, lié à Boukharine pendant la guerre, président du gouvernement ukrainien au début de la guerre civile. Membre de l'Opposition de gauche jusqu'à sa capitulation en 1928. Adjoint d'Ordjonikidze à l'industrie lourde, condamné au deuxième procès de Moscou, 137, 284.

PICELLI, Guido, 1882-1937.

Organisateur, à Parme, des *Arditi del Popolo* qui défendent victorieusement un quartier ouvrier contre les Chemises noires en 1922. Député PS, puis PC. Ouvrier en URSS. En Espagne en 1936, tué le 5 janvier 1937 dans des conditions suspectes, 186.

PLYMOUTH, Ivor Miles, comte de Windsor-Clive, Lord 1889-1943.

Officier, puis député conservateur, sous-secrétaire d'Etat, au Foreign Office en 1936, représente la Grande-Bretagne au comité de Non-Intervention, 92.

PODZNIAKOV, Nikolai.

Russe blanc de Paris, membre de la bande d'Efron. Spécialiste de la disparition des cadavres, 178.

PORETSKI, N.M. cf REISS.

PORTELA, Fernández, Luis, 1901-1983.

Typographe, militant du PC, puis du BOC et du POUM dont il inspire à Valence la droite pendant la guerre, 33.

POSTYCHEV, P.P., 1887-1940.

Membre du parti en 1904, travaillant en usine, de 1917 à 1923, en Extrême-Orient, puis affecté en Ukraine où il fait carrière dans le parti. Arrêté en 1938. Mort en prison, 136.

POZAS Perea, Sebastián, 1876-1946.

Cavalier, « africaniste », inspecteur général de la Garde civile avant 1936, commande pendant la guerre l'armée du Centre, 194, 234.

POZNER, Simon, 1879-1943.

Oncle de l'écrivain Vladimir Pozner, directeur de la BCEN, et de la BEE. Mort en déportation, 127.

PRETEL Iglesias, Felipe,

Militant PSOE et UGT. Commissaire général adjoint, trésorier de l'UGT, appartient à la fraction pro-communiste de l'UGT à laquelle il apporte la trésorerie, 40, 196, 202.

PRIETO y Tuero, Indalecio, (1883-1962).

D'origine modeste, devient directeur puis propriétaire du quotidien *El Liberal*; membre du PSOE, lié aux républicains, il est l'allié de Largo Caballero contre la droite de Vesteiro jusqu'en 1934; après l'échec d'octobre 1934, il se sépare de la gauche et, chef de file du centre, est le véritable père du Frente popular espagnol. Rival de Largo Caballero pour la direction du parti, il est son ministre puis celui de Negrín; mort en exil, 30, 40, 44, 46, 51, 181, 213, 223, 224, 243, 284, 300 n. 17, 302, n. 16.

PRIMO DE RIVERA y Saenz de Heredia, José Antonio, 1903-1936.

« Grand d'Espagne », avocat, fondateur de la Phalange et agent de Mussolini. Fusillé à Alicante, 62.

PRIMO DE RIVERA y Orbanejo, Miguel, 1870-1930.

Général, exerce la dictature de 1923 à 1930. Père de José Antonio, 35, 37.

PTOUKHINE E.S., 1900-1941.

Aviateur, succède à Smoutchkiévitch à la tête des aviateurs soviétiques en Espagne. Comme lui, fusillé à Moscou, 99.

PUENTE, Baamonde, Ricardo de la, 1895-1936.

Commandant d'aviation, parent de Franco, fusillé par les rebelles du Maroc, 64.

QUEIPO DE LLANO y Sierra, Gonzálo, 1875-1951.

Officier maçon et républicain, organise le « movimiento » à Séville et se rend célèbre par ses outrances radiophoniques, 62, 236.

RADEK, Karl B. Sobelsohn dit, 1885-1939.

Né en Galicie autrichienne, milite en Pologne, puis en Allemagne et en Suisse en 1914. Il est à Berlin et au congrès de fondation du KPD; secrétaire de l'IC. Dans l'Opposition de gauche de 1923 à 1928, considéré par Trosky comme un « traître », 72, 134, 136, 137, 139, 141, 142, 283, 284.

RAIEVSKY, Sklava NEUMAN dit,

Journaliste aux *Izvestia* et à *Moskovskie Novosti*, épuré en 1936; 144.

RÁJK, László, dit FIRTOS, 1909-1949.

Communiste hongrois combattant des BI. Plus tard dirigeant du PCH et victime d'un grand procès, 112, 130.

RÁKOSI, Matyas, 1892-1971.

Dirigeant communiste hongrois, en prison, en Hongrie de 1925 à 1940. A sa libération, va en URSS, d'où il revient en 1945. Maître de la Hongrie sous Staline, 200.

RAMÍREZ Gómez, Ramón, 1913-1973.

Instituteur, secrétaire de la Fédération de l'Enseignement, polémique contre Largo Caballero sur la grève des ouvriers agricoles. Au Mexique, professeur d'économie, 43, 290 n. 15.

RANKE, Hubert von, dit MORITZ BRESSLER,

Agent allemand du GPU qu'il déserte, en 1937, 178, 181, 199, 301 n. 1, 302 n. 3, 301, n. 32, 304, n. 15.

RASPOUTINE G.E., 1871-1916.

Pope qui exerça une énorme influence sur la tsarine et le tsar à partir de 1907. Objet de scandale, assassiné par un groupe de nobles, 27, 289 n. 10.

RAVINES, Eudocio, 1897-1982.

Communiste péruvien, dans l'appareil de l'IC en 1929. En Espagne

en 1936, directeur de *Frente rojo*, il rompt en 1939, 110, 296, n. 3, 306 n. 32.

REBULL Cabré, José, (1906).

Jeune frère du vétéran du PC et du POUM David Rey, administrateur de *La Batalla*, leader de l'opposition de la cellule 72 dans le POUM au lendemain des Journées de Mai, 239, 307, n. 23.

REGLER, Gustav, 1898-1936.

Officier pendant la guerre, combat les Corps Francs allemands en 1919, au KPD de 1928 à 1939, combat dans les BI, 142.

REICHER, Gustaw dit RWAL.

Dirigeant communiste polonais, combattant d'Espagne, 111.

REIN, MARK

Fils du dirigeant menchevique Abramovitch, membre du groupe Neu Beginnen, venu en Espagne comme correspondant d'un journal social-démocrate suédois. Enlevé à son hôtel, n'a jamais reparu, 184, 303 n. 25.

REISS, Ignace, Nathan Markovitch. PORETSKI dit LUDWIG, dit, 1899-1937.

Communiste polonais devenu agent de renseignement, organisateur de l'aide à l'Espagne, se rallie à la IV^e Internationale, est assassiné en Suisse, 125, n. 45, 295, n. 45.

REY David, Daniel REBULL Cabré, dit (1890-1959).

Pionnier du PC puis du POUM., 307 n. 23.

RIBA, Pere.

Employé, membre du PSUC, collaborateur de Comorera puis secrétaire du général Pozas, 233, 234.

RIEGER, Max.

Pseudonyme d'un auteur ou d'un collectif porte-plume du GPU, 303, n. 36.

ROBLES, Pazos, José,

Professeur à l'université John Hopkins, ami de Dos Passos. En vacances en Espagne à l'été de 1936, ce colonel de réserve devient le collaborateur du général Goriev. Il est arrêté en décembre 1936 et exécuté en secret, 184.

RODIMTSEV A.I., 1905-1976.

Capitaine, a été conseiller de Lister, puis chargé du contrôle des chargements de bateaux d'armes et de munitions, Général peu après son retour, 91, 99, 294 n. 16.

RODRÍGUEZ Arroyo, Enrique, 1913-1990.

Ouvrier maçon venu des JC, membre du POUM à Madrid, 168, 301 n. 19.

RODRÍGUEZ, Benigno.

Rédacteur en chef de *Milicia Popular*, organe du 5^e régiment, membre du PCE devenu secrétaire particulier de Negrín et son conseiller privé, 199.

RODRÍGUEZ, Melchor, 1893-1972.

Ancien torero devenu anarchiste et bon orateur. Nommé « délégué spécial des prisons », prend au sérieux la lutte contre les tchékas et la torture et met Cazorla en accusation. Condamné à la prison par les franquistes, 178.

RODRÍGUEZ SALAS, Eusebi, dit EL MANCO

Militant anarchiste, pilleur de banques, puis membre du BOC et enfin du PSUC; cet ancien homme de main était adjoint au commissaire à l'ordre public, 226, 232-235.

ROJO Lluch, Vicente, 1894-1966.

Commandant en 1936, diplômé d'Etat-major, ami de Franco, catholique et conservateur, sert dans l'Armée populaire, chef d'état-major en 1937, il bénéficie d'une grande publicité de la part de Koltsov. Il quitte l'Espagne en 1939 et y revient en 1952, sous Franco, 114, 192, 206.

ROKOSSOVSKY K.K., 1896-1968.

Polonais, officier de l'Armée rouge, colonel, probablement en Espagne comme conseiller. Arrêté et torturé en 1937, libéré en 1941, devient maréchal de l'URSS. En 1949, envoyé en Pologne comme chef de l'Armée et ministre, renaturalisé, commande en 1956 les troupes du Pacte de Varsovie, 255.

ROSAL Díaz, Amaro del, (1904).

Employé de banque, président du syndicat, en 1936, membre de l'exécutif de l'UGT et de l'exécutif de la FJS, 39, 40, 44, 201.

ROSENBERG M.I., 1896-1937.

Diplomate à Berlin en 1918, à la SDN, secrétaire général adjoint, puis à Paris. Ambassadeur à Madrid 36-37. Rappelé et exécuté, 25, 78, 96, 100, 100-103, 142, 143, 153, 155, 166, 168, 178, 216, 218, 219, 283.

ROSENFELD, R.L., dit LOTI.

Officier de l'Armée rouge, spécialiste de la guérilla, 98.

ROSSELLI, Carlo, (1899-1937).

Socialiste italien, fondateur du mouvement Giustizia e Libertà, un des premiers volontaires en Espagne. Assassiné en France par la Casque sur contrat avec Mussolini, 116, 118.

ROSTOV, voir MINEV.

ROTHERMERE, Harold S. Harmsworth, 1868-1940.

Magnat de la presse britannique, ultra-conservateur, admirateur du fascisme, 72.

ROSENBLAT.

Journaliste aux *Izvestia*, épuré, 144.

RUBIERA, Rodríguez, Carlos, 19??-1942.

Employé, secrétaire de la fédération UGT des employés, député de Madrid, sous-secrétaire d'état à l'intérieur sous Largo Caballero. Fait prisonnier à Alicante et fusillé, 208.

RUFZ, María, voir MODOTTI.

RUSSO, Enrico, 1895-1973.

Pionnier du communisme italien, chef de file de la fraction bordiguiste avec laquelle il rompt en Espagne où il commande la Colonne Lénine. A la fin de la guerre, un des chefs de file du mouvement syndical et révolutionnaire à Naples, 116.

RWAL, voir REICHER.

RYKOV A.I. (1881-1938).

Vieux-bolchevik, ancien leader de la droite, jugé et exécuté en 1938, 136.

SAGNIER, Marcel, 1902-1969.

Peintre en bâtiment, membre du PC, volontaire en Espagne, commanda successivement Commune de Paris puis La Marseillaise, 300 n. 28.

SALAN, Raoul, 1899-1984, officier du 2^e bureau, plus tard commandant en chef en Algérie, 295, n. 52.

SÁNCHEZ ARCAS, Manuel.

Architecte. Nommé directeur de la propagande par Giral, Réfugié en URSS où il est membre de l'académie d'architecture, 200.

SÁNCHEZ ROMÁN y Galliffa, Felipe, 1893-1956.

Professeur de droit. Député républicain en 1931. Rédacteur du programme électoral des gauches en 1935, ne le signe pas. Tente la médiation en 1936, 52.

SANJURJO, Sacanell, José, (1872-1936).

Chef de la Garde civile sous la monarchie, auteur d'un *prouninciamiento* manqué en 1932, chef du soulèvement militaire de 1936, se tue au vion le premier, 281.

SANTILLÁN, voir ABAD DE SANTILLÁN.

SARGENT, Orme.

Sous-secrétaire adjoint aux Affaires étrangères britannique, 120.

SCHEYER, Ernst,

Militant allemand du groupe DAS enquêtant sur le GPU.

SCHILDBACH, Gertrud NEUGEBAUER, ép. (1894).

Ancienne actrice, aurait travaillé dans le groupe Herz sous le nom de Carmen; en tout cas, a livré Reiss aux tueurs, 178.

SCHULENBURG, Werner von, 1875-1944.

Diplomate allemand, ambassadeur à Téhéran puis Moscou à partir de 1934. Engagé dans le complot contre Hitler et exécuté à Plötzensee, 70, 132, 135.

SCHWARZENBERG, Piotr, (1896).

Russe blanc émigré, au service du GPU dans la bande D'Efron. Expulsé de France en 1931, trempe dans l'affaire Reiss et disparaît en Espagne en 1937. Fusillé en URSS en 39, 178.

SCHWEISGUTH

Général français, chef de l'armée de terre en 1936, 299 n. 13.

SCHWENDEMANN, Karl.

Conseiller de légation allemand à Madrid, puis St-Sébastien, enfin à la Division politique, Berlin, 83.

SEDRAN, Domenico dit Adolfo CARLINI, (1905).

Italien émigré à Marseille, un des animateurs du GBL, promis à un rôle d'accusé vedette dans le procès Munis, 187.

SERGE, Victor Lvovitch Kibaltchitch, dit, 1890-1947.

Né en Belgique de parents russes, écrivain de langue française. Membre de l'Opposition de gauche en URSS et son compagnon de route en Occident où il arriva en 1936, 111, 140, 182.

SERGÉI, voir MINEV

SERRA PAMIÈS, Miguel, 1902-1968.

Membre du PSUC, conseiller au ravitaillement en 1937, quitte le PC alors qu'il vit en URSS et réussit à gagner le Mexique, 301 n. 22, 306 n. 21.

SERRANO ANDONEGUI, David (1908).

Chaudronnier, membre du PC mexicain, séjourne à Moscou, puis en Espagne. A son retour en 1939, prépare contre Trotsky un attentat qui échoue, 111.

SERRANO PONCELA, Segundo, 1912-1976.

Licencié en droit et lettres, dirigeant national des JS puis JSU. Journaliste. Devient aux Etats-Unis professeur d'université et romancier, 39, 48.

SESÉ, Artaso, Antonio, (-1937).

Passe de la CNT au BOC puis au PSUC, secrétaire de l'UGT en Catalogne. Désigné comme ministre et tué dans la rue quelques minutes après, en mai 1937, 234, 239.

SIMON

Lieutenant-colonel, attaché militaire français à Moscou, 133.

SIMONOV, Boris, dit VALOIS,

Colonel d'état-major, conseiller pour les brigades mixtes et les BI, 98.

SIQUEIROS, voir ALFARO.

SLOUTSKY A.A. dit MARCÓS, 1888-1938.

Ouvrier à 16 ans, au parti à 18, tchékiste, devient chef du département étranger du GPU. En Espagne en 1936. Il se suicide ou est tué, dans son bureau, en février 1938, 106.

SMIRNOV, I.N. 1881-1936.

Mécanicien, vieux-bolchevik, membre de l'Opposition de gauche, puis animateur du Bloc des Oppositions, exécuté en 1936, 78, 139, 283.

SMOUTCHKIÉVITCH, I.V. dit Douglas, 1902-1941.

Chef des conseillers aviateurs, Fusillé en URSS peu avant l'attaque allemande, 98, 99, 142.

SOLANO, Alonso, Wilebaldo, (1917).

Etudiant en médecine, secrétaire général de la JCI en 1936, puis membre de l'exécutif clandestin du POUM. Secrétaire général du POUM en exil, 174, 307 n. 24.

SOLAY CORDES, Julian.

Officier d'ordonnance de Negrín, membre du PC. 200.

SORIA, Georges, 1914-1991.

Fils de famille bourgeoise, études de droit, adhère au PCF en 1936. Peu après il est correspondant français des journaux staliniens en Espagne, chargé d'accréditer la version du GPU. En URSS pendant la guerre, éditorialiste de *Ce soir* jusqu'en 1953. A partir de 1954 il se consacre à écrire et organiser les « échanges culturels » avec les pays de l'Est. Indiqué pour Orlov comme « agent », 183, 262-265, 268, 302 n. 22.

SORMENTI, Enea, voir VIDALI

SOSNOVSKAIA, Olga D.

Femme de L.S. Sosnovsky, 105.

SOSNOVSKY L.S. 1886-1937.

Vieux-bolchevik, grand journaliste, membre de l'Opposition de gauche, déporté en 1928, capitule en 1934, exécuté, 104, 105.

SPIEGELGLASS, Mikhail,

Adjoint de Sloutsky (voir ce nom), adjoint de Sloutsky au département étranger du NKVD, lui succède en 1938, est fusillé peu après.

STACHEVSKY, Arthur.

Polonais, officier de l'Armée rouge, attaché commercial en Espagne avec des responsabilités politiques, 104, 106, 224.

STAIMER, Richard (1907) dit HOFFMANN.

Carreleur, membre du KPD, élève d'une académie militaire à Moscou. Réfugié en URSS en 1933, il est en Espagne le général

Hoffmann, accusé d'avoir tué Beimler. Dirigeant de la police en RDA, gendre de Wilhelm Pieck, ministre, 185, 303 n. 29.

STALINE J.V., DJOUGACHVILI dit, 1879-1953.

Secrétaire général du PC de l'URSS, 11, 17-21, 29-32, 46, 56-58, 78, 79, 87, 88, 90, 93, 95, 100, 104, 105, 107, 110, 117, 122, 124, 125, 131-139, 141-145, 159, 169, 174, 182, 187, 189, 190, 192, 215, 223, 228, 229, 231, 241, 242, 246, 248-251, 253, 257, 258, 261, 262, 265-266, 282, 283, 299 n. 30.

STARINOV, I.G.

Officier russe « conseiller » des guérilleros, 99, 113.

STEFANOV, voir MINEV.

STEPANOV, voir MINEV.

STERN, Antonia,

Réfugiée allemande à Paris, se lie avec Beimler. Enquête sur sa mort et est dépouillée de tous ses documents chez Herz, 180, 185.

STERN, G.M., dit GRIGOROVITCH, 1900-1941.

Général, successeur du général Berzine comme chef de la mission militaire soviétique. Fusillé en URSS, 98.

STERN, M.Z., voir KLÉBER.

STRIGOUNOV.

Conseiller civil soviétique, collabore avec la FAI, 9.

SUGNY, Jacques de, 1910-1986 dit Loyola.

Élève des Jésuites – on dit aussi qu'il fut moine –, directeur de banque, J. de Sugny adhère au PC en 1936 et travaille à France Navigation en 1937. Aurait collaboré avec Billoux en Espagne. A la Libération, chef de maquis FTP, préfet de l'Ardèche, puis chef de cabinet du ministre François Billoux, puis de 47 à 54, administrateur de la presse du PCF dont *l'Humanité*. A 60 ans passés, fait des émissions radio et TV pour les enfants et devient un écrivain animalier, 129, 298, n. 61.

SWIERCZEWSKI, Karol, dit WALTER, 1897-1947.

D'origine polonaise, sert dans l'Armée rouge et suit les cours d'une Académie militaire. Commandant d'une Brigade, dépeint par Hemingway sous les traits du « général Golz ». Fait la guerre dans l'Armée rouge. Mort en Pologne dans une embuscade de partisans, 118.

SZALVAÏ, Mihály dit TCHAPAEV, 1899-1955.

Vétéran de la Commune hongroise de 1919, commandant des bataillons Dimitrov, puis Rákosi, 118.

TAGÜEÑA, Lacorte, Manuel, 1913-1971.

Assistant de physique et mathématiques. JC puis JS et JSU, chef de milices socialistes, va devenir commandant de corps d'armée, général

en URSS. En Yougoslavie et Tchécoslovaquie ensuite, puis au Mexique, 66, 248, 290 n. 10.

TAMARINE E.

Correspondant de la *Pravda* en Espagne, 235.

TANGUY, Henri, dit colonel ROL, (1908).

Métallo chez Renault, membre des JC, puis du PC. En Espagne, il aurait été chargé d'abord de la « sécurité » à Albacete, puis nommé commissaire de brigade. Pendant la guerre, il devint l'un des chefs des FTP puis chef des FFI de la région parisienne. Mis à la retraite comme colonel de l'armée, 113, 303 n. 28.

TARRADELLAS y Joan, Josep, (1899).

Membre de la Esquerra catalane, chef du gouvernement en 1936, 16.

TCHÉMODANOV, V.G.

Secrétaire général des JC russes en 1936, 48.

TCHOUBAR, V.Ia 1891-1939.

Militant depuis les années 10, membre du bureau politique, arrêté en 1938. Exécuté, 136.

THALMANN, Paul ou Pavel, 1901-1980.

Communiste suisse, passé à l'opposition de droite puis de gauche; engagé dans les milices dès juillet 36. Ecrit sous le nom de Franz Heller. Arrêté puis relâché, A dans l'intervalle convaincu son geôlier von Ranke, 299, n. 3, 302 n. 1.

THOMAS, Norman, 1884-1968.

Pasteur, devenu chef du Socialist Party of America, 164.

THOREZ, Maurice, 1900-1964.

Secrétaire général du PCF, 10, 75, 77, 79-82, 90, 116, 117, 261, 282, 297 n. 47.

TILLON, Charles, (1897).

Marin, mutin de la Mer noire, plus tard militant de la CGTU et du PCF, député en mission en Espagne à plusieurs reprises, notamment en 1939. Exclu du PCF en 1956, 114, 127, 129, 247, 296 n. 13, 298 n. 54, 61.

TIPPELSKIRCH, Werner von, 1891-1957.

Chargé d'affaires allemand à Moscou, 89.

TITO, Josip Broz, dit maréchal, dirigeant du PC yougoslave et organisateur des départs de volontaires en Espagne, 113.

TOBOSO, Irene, voir FALCÓN, Irene de.

TOGLIATTI, Palmiro dit Ercole ERCOLI dit ALFREDO, 1893-1964.

Secrétaire général du PCI, membre du présidium de l'IC en mission

en Espagne à partir de juillet 1937, 19, 11, 89, 111, 151-152, 166, 206, 213, 224, 262, 296 n. 7, 305 n. 23.

TOMÁS, Pascual.

Dirigeant du syndicat des métaux, membre de l'exécutif de l'UGT à partir de 1932, député PSOE, 38.

TORRE IGLESIAS, Emilio.

Officier de sympathies libertaires, ancien chef de la colonne *Tierra y Libertad*, commande les forces envoyées de Valence à Barcelone en mai 1937, 66, 235.

TORYHO, Jacinto (1911).

Militant anarchiste, secrétaire du syndicat des Spectacles publics, 104, 296 n. 68.

TOUKHATCHEVSKY, M.N.

Officier de carrière noble, rallié à la révolution, maréchal, fusillé en 3, 284.

TRÉAND, Maurice, dit LEGROS, 1900-1949.

Responsable des cadres du PCF, responsable du recrutement des volontaires pour l'Espagne a été amené à y faire de nombreux séjours, 11, 112.

TREPAT, Solá Jaime.

Instituteur servant dans les colonnes du POUM, assassiné sur l'ordre du commissaire politique, 184.

TREPOV D.F., 1855-1906.

Général de gendarmerie, chef de la police de St-Petersbourg en 1905, 32, 289, n. 20.

TRESCA, Carlo, 1879-1943.

Militant anarchiste, champion des Droits de l'Homme, membre de la commission Dewey. Assassiné à New York. 115.

TRESSO, Pietro, dit BLASCO, 1893-1943.

Dirigeant du PCI passé à l'Opposition de gauche. Condamné sous Vichy, libéré de la prison du Puy par des FTP, il disparaît, assassiné sur ordre de l'appareil du PC, 239.

TRILISSER, Meyer A. dit M.A. MOSKVIN, 1883-1940.

Vieux tchékiste longtemps en charge du service extérieur du GPU, membre du secrétariat de l'IC à partir de 1935, 10.

TROTSKY, L.D. BRONSTEIN dit, 1879-1940.

Dirigeant de l'insurrection d'Octobre, fondateur de l'Armée rouge, fondateur de l'Opposition de gauche et de la IV^e Internationale, 20, 26, 27, 35-38, 45, 46, 56, 71, 103, 132, 143-145, 149, 159, 166, 173, 182, 187, 195, 239, 251, 262, 263, 289 n. 8, 292 n. 36, 296, n. 32, 299, n. 30, 301 n. 12, 307 n. 25.

TSVITAIEVA, M.I. 1892-1941.

Poétesse, en France de 1922 à 1939, épouse de l'ex-officier blanc Sergéï Efron, devenu tueur au service du GPU. Elle se pend peu après son retour en URSS, 178.

TUNDIDOR, López, Juan.

Dirigeant JS puis JSU de Valence, adversaire de Carrillo, 211.

ULBRICHT, Walter, 1893-1973.

Social-démocrate devenu spartakiste, homme d'appareil, il arrive au sommet à la fin des années 20. Chef de la répression anti-trotskyiste à Albacete. 1^{er} secrétaire du SED en 1963, il a été le « Staline allemand » en RDA, 113.

URIBE, Caldeano, Vicente, 1902-1961.

Métallo, dirigeant des JC, au BP en 1932, directeur de *Mundo obrero*. Député de Jaen en 1936. Ministre de l'agriculture avec Largo Caballero, 158.

VAILLANT-COUTURIER, Paul, 1892-1938.

Avocat, venu au PC par l'ARAC, organisation d'anciens combattants. Rédacteur en chef de l'*Humanité*, 73, 77, 80.

VALDÈS y Valdès, Miguel.

Dirigeant du PSUC, député de Barcelone en 1936, conseiller de la Généralité. Exclu du PSUC en 1949, avec Comorera, comme « titiste », 171, 214.

VANINI, Lorenzo, voir MINEV.

VAN PAASSEN, Pieter Antonie Laurusse, dit Pierre, 1895-1968.

Néerlandais fixé aux EU, journaliste au *Toronto Star*.

VANSITTART, sir Robert, 1881-1967.

Sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office en 1936, 97?.

VAOUPCHASSOV, S.A., colonel chargé de la guérilla, 99, 295 n. 46.

VÁZQUEZ Ramón, Mariano, dit MARIANET, 1916-1939.

Secrétaire général de la CNT en 1936 et membre de la FAI, il fut le leader des anarchistes « négrinistes ». Réfugié en France, se noie accidentellement, 237, 238, 307, n. 21.

VÁZQUEZ BALDOMINOS, David.

Policier, membre du PSOE, mêlé à l'assassinat de Nin, 178.

VEGA Martínez, Etelvino, 1906-1939.

Dirigeant du PCE exclu avec Bullejos en 1932. Revenu au PC en 1936. Lieutenant-colonel, fusillé par les nationalistes, 33, 246.

VELÁZQUEZ.

Sergent à l'aéroport militaire du Cuatro Vientos, probablement lié à l'UMRA. Organise les soldats pour vaincre les officiers. Plus tard, capitaine dans les chars, 66.

VELIAEV, cf. BELIAEV

VEREEKEN, Georges, 1898-1978.

Chauffeur de taxi bruxellois, membre du CC du PCB puis de l'Opposition de gauche, soutint le POUM contre les critiques de Trotsky, 239.

VIDAL, voir GAYMAN.

VIDALI, Vittorio, dit SORMENTI dit CONTRERAS, dit commandante CARLOS, 1906-1990.

Communiste italien agent du GPU, exerce son activité aux Etats-Unis, au Mexique et arrive en Espagne en 1934 au titre du Secours rouge. Devenu « comandante Carlos », puis commissaire politique du 5^e régiment, accusé de multiples meurtres. Au Mexique en 1939. Après la guerre, sénateur du PCI, maire de Trieste, 31, 111, 121, 157.

VIDIELLA Franch, Rafael, (1890).

Dirigeant du PSOE en Catalogne et partisan de Largo Caballero, l'abandonne en 1936 pour former le PSUC qui adhère à l'IC et se rallier au stalinisme, 58, 171, 214, 225, 226.

VIKTOR.

Pseudonyme d'un membre de la NKVD qui était en Espagne chauffeur de Geroë et fut du groupe des assassins de Nin, 183.

VINOGRADSKAIA, Paulina, 1897-1970.

Sociologue et journaliste, épouse de Préobrajensky, 144.

VÖLCKERS, Hans, Hermann, (1886).

Conseiller d'ambassade, chargé d'affaires allemand à Madrid en 1936, puis Alicante. Enfin Séville, chez les nationalistes, 91.

VOROCHILOV K.E., 1881-1969.

Vieux-bolchevik, lié à Staline sur le front Sud, dans le « groupe de Tsaritsyne ». Succède à Frounzé à la tête de l'Armée rouge, 106, 155.

VORONOV, N.N., dit VOLTAIRE ou VOLTER, 1899-1968.

Colonel d'artillerie, conseiller en 1936-1937, 98.

VOROS, Sandor.

D'origine hongroise, cadre du PC américain, collaborateur du *Daily Worker* : envoyé en Espagne comme commissaire au moment de la crise dans la Brigade Lincoln. Il prend position contre les méthodes de terreur. Il quitte le PC au moment du pacte Hitler-Staline, 119, 249.

VYCHINSKY A.E., 1883-1955.

Ancien menchevik, procureur général aux procès de Moscou, plus tard, ministre des affaires étrangères, 186.

WESTON, Edward, 1850-1936.

Grand photographe américain, amant de Tina Modotti, 115.

WOLF, Daniel.

Homme d'affaires hollandais, dit « le Loup », trafiquant d'armes, peut-être agent soviétique, fut le principal fournisseur de France-Navigation, 125.

WOLF, Emma,

Interprète et secrétaire du général Goriev en Espagne, 144.

WOLF, Erwin, 1902-1937.

Allemand des Sudètes, secrétaire de Trotsky en Norvège, en mission en Espagne, arrêté à Barcelone, disparaît, 182, 302 n. 17.

WOLF, Michael, Hermann LÓWY, dit MICHAL, dit FARKAS, dit, 1904-1965.

Typographe, membre du PCT jusqu'en 1940, puis du PCH. Dirigeant de l'IJC. Après la guerre, sous le nom de Mihaly Farkas, il a été le deuxième personnage de Hongrie et un tortionnaire célèbre. Exclu dès 1955, 48.

WOLLWEBER, Ernst, 1898-1967.

Marin, mutin en 18, au KPD en 19. Organisateur de l'Internationale des Marins et Dockers et de ses clubs, formidable réseau de l'IC dans le monde. Ministre en RDA., 295, n. 48.

YAGÜE, Pablo.

Secrétaire d'organisation du PC à Madrid en 1936, membre de la Junte de Défense, essuie des coups de feu de la part de miliciens CNT, 208, 300 n. 2.

ZABALZA Elorga, Ricardo, 1898-1940.

Emigré jeune en Argentine, puis instituteur à Pampelune, secrétaire de la FNTT en 1934, député de Badajoz en 1936, PSOE, proche de Largo Caballero, gouverneur de Valence en 1937, fusillé par les franquistes, 39, 40, 43, 290 n. 15.

ZAISER, Wilhelm dit GÓMEZ, 1893-1958.

Officier pendant la guerre, instituteur, membre du *M-Apparat* du KPD, commandant de la XII^e BI, général. Ministre de la Sûreté en RDA après la guerre, purgé en 1953, 118.

ZALKA, Maté, dit Pál LUKÁCS, 1896-1937.

Hongrois, prisonnier en Russie, devient officier dans l'Armée rouge. Remplit des missions pour l'IC et publie des romans. En Espagne, il est dans les BI le général Lukács, tué au combat, 118.

ZAVADSKY, Oskar,

Vieux communiste, organisateur de la politique en Tchécoslovaquie, fusillé dans les années 50, 112.

ZELLER, Fred, (1912).

Dirigeant de l'Entente des JS de la Seine. Rend visite à Trotsky, puis fonde les JSR. Plus tard, Grand Maître du Grand Orient de France et peintre de qualité, 56, 107.

ZINOVIEV, G.E. RADOMYSKY, 1883-1936.

Vieux-bolchevik, lieutenant de Lénine en émigration, Président de L'IC de 1919 à 1927. Condamné à mort au premier procès de Moscou et exécuté, 89, 132, 136, 139, 283.

ZUGAZAGOITIA Mendieta, Julián, 1898-1940.

Journaliste, député socialiste de Bilbao en 1931, lié à Prieto et directeur d'*El Socialista*. Ministre de l'Intérieur sous Negrín. Livré par Pétain à Franco et fusillé, 186, 303 n. 31.

Table des matières

<i>Avertissement</i>	7
<i>Sigles et acronymes</i>	13
<i>Introduction</i>	17
 CHAPITRE PREMIER. DEUX PAYS DISTANTS	 23
Des pays sans contact	23
Des traits communs	26
L'Espagne et Staline	29
Le rêve et la chute	31
 CHAPITRE II. QUAND LES SOCIALISTES SE BOLCHEVISENT	 35
Un rythme original	35
La radicalisation du PSOE et de la FJS	36
Appareil et conspiration	39
Problèmes politiques	41
Lendemain d'octobre	43
Le baiser de l'araignée	46
Le « Lénine espagnol »	49
 CHAPITRE III. VIVE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE!	 51
Révolution et élections	51
Le PC à droite toute	53
Contre le « trotskysme »	56
Unifications	57
Politique pratique	60
Le gouvernement et les conspirateurs	62
Les militaires « de gauche »	63
Milices ouvrières	65
Politique de l'autruche?	67

CHAPITRE IV. DES ÉVÉNEMENTS MALVENUS	69
Une extrême prudence	70
Premier changement	71
Le PCF et la non-intervention	74
La non-intervention	75
<i>Mundo obrero</i> et l'URSS	77
PCF et URSS	79
Conséquences militaires	82
Une politique coûteuse	85
Deux fers au feu	86
Une note bien lourde	88
CHAPITRE V. L'URSS INTERVIENT	89
Session de septembre 1936 du présidium de l'IC	89
Début de l'aide soviétique	91
Mécanisme des livraisons	94
L'or de la République	96
Les « conseillers militaires »	97
Les diplomates	100
Journalistes et agents	104
Les Russes et l'internationalisme	107
CHAPITRE VI. MADRID TOMBEAU DU FASCISME?	109
Les hommes du Comintern	110
Sous les feux des projecteurs	113
Naissance des Brigades internationales	116
Pourquoi ils combattaient	119
L'URSS et la bataille de Madrid	120
L'Espagne et les armes russes	123
France-Navigation, « compagnie rouge »	125
Un sort tragique	129
CHAPITRE VII. LE SOL, SOUS LES PIEDS DE STALINE	131
Les diplomates et la crise	132
Les formes de la crise	133
Des positions fragiles	136
Où va l'URSS selon Coulondre	138
L'opposition en URSS	140
Le massacre des « Mexicains »	142
De quoi et de qui Staline avait-il peur?	144

CHAPITRE VIII. « PLUTÔT PERDRE LA GUERRE QUE TOLÉRER LA RÉVOLUTION »	147
La révolution pour de bon	147
La « révolution » selon Staline	150
Le tournant de Largo Caballero	153
L'application	157
Gagner la guerre?	159
 CHAPITRE IX. L'ORDRE STALINIEN	163
Le PC au pouvoir?	164
Campagne antitrotskyiste de Moscou	165
Les « trotskystes » d'Espagne	166
La dénonciation pour la mise hors la loi	168
L'exclusion du POUM	169
Appel au meurtre	172
En Espagne comme en URSS?	175
 CHAPITRE X. GANGSTÉRISME ET IMPOSTURES JUDICIAIRES . . .	177
Les tueurs à l'action	177
Les <i>checas</i>	180
Les victimes	181
Procès manqués	186
Terreur efficace?	188
 CHAPITRE XI. CHEVAL DE TROIE ET SALAMI	189
Causes de la colonisation	189
La question des militaires professionnels	191
Cheval de Troie : les officiers	193
Cheval de Troie : les commissaires	194
La police	197
Infiltration au sommet	199
La tactique du salami	200
Un bilan contradictoire	203

CHAPITRE XII. LE REJET	205
La désertion des officiers	206
La haine de la corruption	207
Mécanisme d'appareil	208
Une résistance saine	210
Une direction médiocre	212
Sévère épitaphe	214
 CHAPITRE XIII. SUS AU LÉNINE ESPAGNOL!	215
Conflit avec Largo Caballero	215
Attaque contre le général Asensio	216
Crise ouverte	219
Nouvelle opération-séduction	221
L'estocade	222
Largo Caballero perd l'UGT	224
Détruire Caballero?	226
Caballero comme symbole	228
 CHAPITRE XIV. PROVOCATIONS ET COUPS D'ÉTAT	231
Tension à Barcelone	231
Déroulement des journées de Mai	233
La version stalinienne	235
Interprétations diverses	237
Signification des journées de Mai	239
Les baisers du tendre et gentil Staline	241
Coup d'État et contre-coup d'État	242
Le coup d'État de Casado	244
La grande fatigue	249
L'Histoire n'a pas jugé	250
 CHAPITRE XV. PREMIER ESSAI DE DÉMOCRATIE POPULAIRE?	253
Caractères des démocraties populaires	253
Esquisse de comparaison	255
Le stalinisme et la révolution	258
Staline, dénominateur commun	259

<i>Conclusion</i>	261
Staline caché dans l'Histoire	261
Les explications de l'héritier : Ignacio Gallego	262
L'ex-porte-parole de Staline : Georges Soria	263
Le jeune historien démocrate : Angel Viñas	265
Un bilan instructif	266
Histoire et politique	268
 <i>Sources</i>	 271
 <i>Chronologie sommaire</i>	 281
 <i>Notes</i>	 287
 <i>Index</i>	 307

« POUR UNE HISTOIRE DU XX^e SIÈCLE »

Ouvrages parus

Jean-Pierre AZÉMA et François BÉDARIDA (dir.), *Le Régime de Vichy et les Français.*

Philippe BOEGNER (présentation et annotation par), *Carnets du pasteur Boegner (1940-1945).*

Bernard COMTE, *Une utopie combattante. L'École des cadres d'Uriage (1940-1942).*

Tony JUDT, *Un passé imparfait. Les Intellectuels en France (1944-1956).*

Victor NGUYEN, *Aux origines de l'Action française. Intelligence et politique à l'aube du XX^e siècle.*

René RÉMOND (dir.), *Paul Touvier et l'Église.*

Sylvie SCHWEITZER, *André Citroën (1878-1935). Le Défi et le risque.*

Rita THALMANN, *La Mise au pas. Stratégie sécuritaire et idéologie dans la France occupée.*

Élisabeth DU RÉAU, *Édouard Daladier (1884-1970).*

*Impression réalisée sur CAMERON par
BRODARD ET TAUPIN
La Flèche*

*pour le compte des Éditions Fayard
en septembre 1993*

Imprimé en France

Dépôt légal : septembre 1993

N° d'édition : 5256 – N° d'impression : 6545H-5

35-36-9105-01/4

ISBN : 2-213-03147-9

STALINE ET LA RÉVOLUTION

« J'ai centré ici recherche et réflexion sur les années 1936-1937 où mûrit, éclate, reflue la révolution espagnole, dernière de l'entre-deux-guerres, la plus éclatante d'une série ouverte par l'Octobre russe pendant l' " année terrible " de 1917.

« Comment une poignée de médiocres *apparatchiki* sélectionnés à Moscou en fonction de leur docilité, voire de leur servilité, ont-ils réussi à capturer le courant politique le plus radicalisé de l'époque prérévolutionnaire et à faire des Jeunesses socialistes l'infanterie de Staline?

« Comment le chef de l'Union soviétique, au demeurant parfaitement indifférent au sort et à l'existence même de l'Espagne, a-t-il manipulé cet enjeu de la politique mondiale au profit de sa politique en général et de son prestige en particulier autant que de sa politique de répression?

« Cette période complexe et difficile, fourmillant de contradictions, est aussi chatoyante de mille couleurs. Elle résonne de toutes les fanfares de l'espérance et du glas parfois confondus. Car la contre-révolution s'y pare des couleurs de la révolution, et c'est le successeur de Lénine qui s'y fait le bourreau des soviets, l'ami des puissances qu'il appelle " démocratiques " au moment de s'allier à Hitler et au fascisme allemand.

« Rien n'est vrai de sa légende et de son auréole d'antifascisme, et pourtant la mémoire des hommes garde encore profondément gravée en elle cette image-là, pérennisée et cristallisée par la Seconde Guerre mondiale à partir de 1941.

« J'essaie, à travers ce chapitre particulier de l'histoire du xx^e siècle, de déterminer la politique espagnole de Staline dans ses motivations et ses conséquences, sa longue et sa courte durée, l'image qu'elle a voulu donner d'elle-même et les profondes traces qu'elle a laissées. »

P. B.

Né en 1926, docteur ès lettres, Pierre Broué a été professeur à l'Institut d'études politiques de Grenoble. Spécialiste de Trotsky et de la IV^e Internationale, il est notamment l'auteur d'une monumentale biographie de l'irréductible opposant que Staline fit assassiner en 1940 (Fayard, 1988).



35.9105.4
93.IX

150,00 FF TTC